

ESSAI SUR L'HISTOIRE GENERALE DES TRIBUNAUX DES PEUPLES TANT...

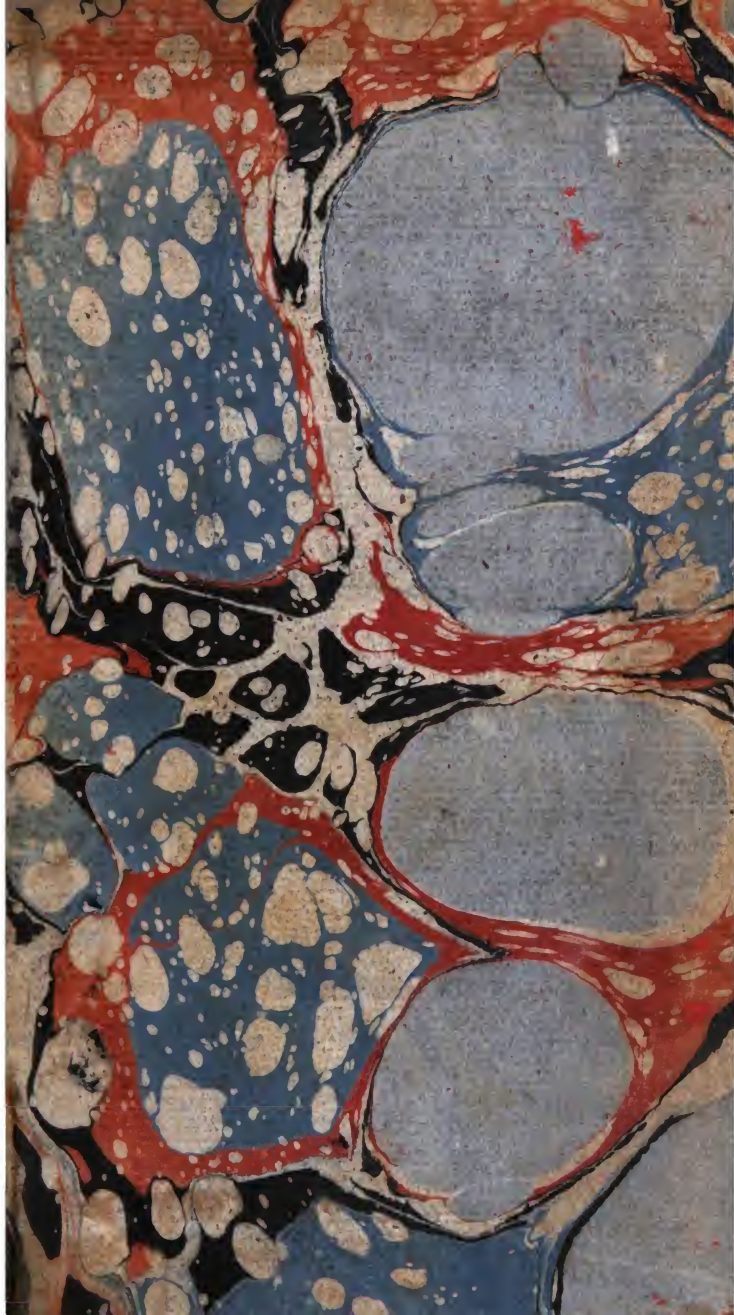
Nicolas Toussaint Le_Moyne
Des_Essarts





Ex Bibliotheca
majori Coll. Rom.
Societ. Jesu

17



38.5.16.

13-2, C, 4

ESSAI
SUR L'HISTOIRE GÉNÉRALE
DES
TRIBUNAUX DES PEUPLES
TANT ANCIENS QUE MODERNES,
OU
DICTIONNAIRE
HISTORIQUE
ET JUDICIAIRE,
CONTENANT les Anecdotes piquantes & les
Jugemens fameux des Tribunaux de tous les temps
& de toutes les Nations.

Par M. DES ESSARTS, Avocat, Membre de
plusieurs Académies.

Indoeli discant & ament meminisse periti.

TOME SECOND



A PARIS,



Chez { L'AUTEUR, rue de Verneuil, la troisieme porte
cochere avant la rue de Poitiers.
DURAND neveu, Libraire, rue Galande.
NYON aîné, Libraire, rue Saint-Jean-de-Beauvais.
MERIGOT jeune, Libraire, Quai des Augustins.

M. DCC. LXXVIII.

Avec Approbation & Privilège du Roi.





ESSAI
SUR L'HISTOIRE GÉNÉRALE
DES
TRIBUNAUX DES PEUPLES
TANT ANCIENS QUE MODERNES,
O U
DICTIONNAIRE
HISTORIQUE
ET JUDICIAIRE.



B.

BUTLER.

BUTLER, gentilhomme Irlandois, eut envie dans sa jeunesse de voyager sur mer. Il fut pris par des corsaires, qui le vendirent à un de ces petits tyrans dont l'Afrique ne manque pas plus que de monstres. C'étoit un Arabe curieux & sçavant

A ij

d'en aller chercher par la ville. Celui-ci au lieu de s'y rendre , convint avec l'hôte de Butler de le laisser entrer dans une chambre voisine de son maître , où il avoit pratiqué quelques trous par lesquels il pouvoit découvrir tout ce que faisoit Butler. Il vit donc qu'il préparoit un fourneau & du feu , dans lequel il mettoit un creuset avec du mercure & du plomb , sur quoi il commençoit à faire une projection avec de la poudre rouge tirée d'une boîte qu'il eut soin de cacher sous un des carreaux de la chambre. Mais plus il prêtoit d'attention , moins il s'appercevoit que le poids de son corps alloit faire tomber les chaises qu'il avoit mises l'une sur l'autre afin d'être à une certaine élévation ; tout s'écroula avec un bruit épouvantable. Butler accourut au bruit , & témoin de la trahison de ce faux domestique , il entra dans une si grande fureur , qu'il fut prêt à lui passer son épée au travers du corps.

Pendant le médecin désespéré d'avoir manqué le secret de son maître , fut le dénoncer comme faux monnoyeur. Butler fut arrêté ; après la plus exacte visite on ne trouva rien chez lui qui pût confirmer le

rapport de l'accusateur , il avoit seulement chez lui 80 marcs d'or. Un jugement solennel le déclara innocent & lui rendit la liberté.

Comme cette scène lui avoit inspiré des craintes , il résolut de quitter sa patrie ; mais il périt sur mer avec ses lingots. Peu de temps après le médecin ayant été convaincu d'avoir eu part à une conspiration , fut condamné à être pendu.

B Y N G.

(Procès de l'amiral)

Le pere de l'amiral Jean Byng avoit mérité par ses exploits militaires d'être honoré du titre de lord-vicomte Torrington. Marchant sur les traces de son pere , l'amiral Byng fut regardé dès sa plus grande jeunesse comme un des meilleurs officiers de la marine angloise. Il conserva cette réputation jusqu'au jour de la bataille dont les suites le conduisirent à perdre la vie.

En 1756 la guerre s'étant allumée entre l'Angleterre & la France , l'amiral Byng eut ordre de venir à la tête de son escadre blo-

quer à Toulon celle des François qui menaçoit l'île de Minorque. Le maréchal de Richelieu étoit déjà descendu dans l'île quand le général Anglois entra dans la Méditerranée ; il ne pouvoit donc plus être question de l'arrêter en mer , mais seulement de protéger les forts qui étoient menacés d'un siege. Le projet étoit d'une exécution difficile ; car M. de la Galiffoniere avec l'escadre françoise défendoit l'entrée du seul port où l'on pouvoit débarquer.

Quoique les forces de la flotte de l'amiral Anglois ne fussent pas égales à celles de la flotte des François , Byng ne fut point arrêté par cette considération ; il prit son parti & attaqua l'escadre françoise. L'événement fut tel qu'il devoit être. Après avoir donné des preuves de sang froid , de courage & de fermeté , l'amiral Anglois voyant ses vaisseaux très-maltraités , ne voulut pas exposer son escadre à la ruine entière dont elle étoit menacée s'il engageoit un second combat : Minorque fut prise.

Furieux de cette perte , les Anglois l'attribuerent à leur amiral. On l'accusa d'avoir manqué de courage & de n'avoir pas osé canonner de près le vaisseau amiral de

France. Dénoncé à la nation par ses ennemis , le gouvernement crut qu'il étoit important de lui faire faire son procès. Il fut commencé le 28 décembre 1756 par une cour martiale composée du vice-amiral Smith président , des contre-amiraux Holbourne , Norris & Broderick , & de neuf capitaines, outre quelques personnes de distinction qui y assisterent , dont les principaux étoient le comte d'Essex , le lord Berlie , le lord Blakeney , le lieutenant général Skelton & le colonel Cornwallis. Les séances furent tenues à bord du navire le S. Georges , dans le port de Portsmouth , où l'amiral Bing avoit été transféré par un détachement de gardes.

La cour ayant entendu les témoins , l'amiral prononça le 18 janvier devant ses juges un discours très-détaillé , dans lequel il se justifia de la lâcheté & de la négligence qu'on lui imputoit.

Après quelques préliminaires, il cita l'article de l'ordonnance de la marine qui est conçu en ces termes.

« Toute personne de l'armée navale , qui par lâcheté , par mauvaise volonté ou par négligence , quittera le combat, cessera son

feu , ou ne donnera pas , ou ne fera pas les derniers efforts pour prendre & couler bas chaque vaisseau qu'il fera de son devoir d'attaquer , & pour assister ou soulager chacun des vaisseaux de sa majesté qu'il fera de son devoir d'assister & de soulager , toute personne convaincue d'un pareil crime par le jugement d'une cour martiale , sera punie de mort ».

« Permettez-moi (dit l'accusé à ses juges) de vous faire remarquer que personne ne peut être condamné en conséquence de cet article , sans avoir été pleinement convaincu de lâcheté , de négligence ou de mauvaise volonté ; il ne suffit pas qu'on ait manqué d'aller sur l'ennemi , ou de prêter l'assistance à quelque vaisseau , il faut encore que cette faute soit démontrée provenir des causes ci-dessus , sans quoi il n'y a point de crime. Ce seroit assurément donner trop d'étendue au sens que porte le mot négligence , si on y faisoit entrer toutes sortes d'omissions & de fautes.

» Une simple faute de judiciaire , ou le moindre défaut d'expérience seroit puni des peines réservées pour les derniers crimes.

» Si la droiture de mes intentions , & ma

bravoure sont démontrées , mon innocence fera suffisamment établie , quand même il resteroit quelques doutes sur ma capacité.

» L'armée des François ayant attendu l'attaque , il n'étoit pas vrai-semblable qu'ils voulussent éviter le combat , & par conséquent il n'étoit pas nécessaire de forcer de voiles pour tomber sur eux précipitamment & en désordre , méthode absolument contraire à ce que les grands généraux ont toujours pratiqué en pareille occasion.

» L'amiral entra dans ce moment dans le plus grand détail sur tout ce qui s'étoit passé pendant le combat , & dit après , je vous supplie MM. d'observer que si les dispositions que j'ai faites avant ou pendant le combat ne sont pas reprehensibles à quelques égards , il y a de l'injustice à m'en faire un crime. Vous n'ignorez pas qu'il ne peut y avoir de combat heureux ou malheureux sur mer comme sur terre , dans les dispositions duquel il ne soit possible de trouver quelque chose à reprendre , si on les examine avec des yeux avides d'y découvrir des défauts».

Dans tout le reste de son discours l'amiral Byng fit voir , sans se rendre l'accusateur

de personne en particulier , que la perte de Minorque ne pouvoit lui être imputée, mais uniquement à ceux qui avoient manqué de prendre les mesures nécessaires pour prévenir ou empêcher les desseins des François. Il auroit dû peut-être ménager davantage quelques personnes en place ; mais l'amiral avoit l'ame trop élevée pour s'arrêter à ces considérations personnelles.

Le 27 janvier la cour martiale prononça son jugement ; il contenoit 37 articles. Les membres de cette cour y déclarerent que leur opinion étoit que l'amiral pendant le combat du 20 mai entre la flotte angloise & la flotte françoise , n'avoit pas fait tous ses efforts pour saisir ou détruire les vaisseaux du roi de France , & pour assister les vaisseaux de sa majesté engagés dans le combat. Qu'il n'avoit pas fait tous ses efforts pour secourir le fort Saint-Philippe , d'où ils concluient qu'il étoit tombé *en partie* dans le cas du 12^e article de l'acte du parlement , & comme cet article ordonne positivement la mort , sans laisser aucune alternative à la discrétion de la cour , sous telle variation de circonstances que ce soit , la cour condamna unanimement ledit amiral Jean Byng à être fu-

fillé jusqu'à ce que mort s'ensuive , tel jour & à bord de tel vaisseau que les lords commissaires de l'amirauté voudroient choisir. Mais comme il paroît par le témoignage du lord Robert Berlie , du lord comte Smilk , du capitaine Gardiner & des autres officiers qui étoient près de la personne de l'amiral , qu'ils n'avoient apperçu en lui , ni avant , ni pendant l'action , ni lenteur , ni marque de trouble & de crainte , qu'il avoit toujours donné ses ordres avec autant de sang froid que de présence d'esprit , sans paroître manquer en aucune façon de courage personnel. La cour déterminée par ces raisons & par plusieurs autres circonstances , croyoit que sa mauvaise conduite ne venoit ni de l'activité , ni de défaut d'affection , & pensoit unanimement qu'il étoit de son devoir de le recommander très- instamment comme un objet digne de clémence.

Cette sentence fut envoyée le jour même aux commissaires de l'amirauté , accompagnée d'une lettre des membres de la cour martiale , conçue en ces termes :

« Nous soussignés le président & les membres de la cour martiale assemblée pour le procès de l'amiral Byng , pensons qu'il est

inutile de vous avertir que dans tout le cours de cette longue procédure nous avons fait nos efforts pour parvenir à la découverte de la vérité , & pour rendre la plus exacte justice au prisonnier & à la patrie ; mais nous ne pouvons nous dispenser de vous exposer le trouble de nos esprits , en nous trouvant dans la nécessité de condamner un homme à mort , à cause de l'extrême rigueur du 12^e article des loix militaires ; cas qu'il a encouru en partie , & qui n'est point susceptible d'adoucissement , même en supposant le crime commis par une simple erreur de jugement ; c'est pourquoi nous vous prions , de la manière la plus pressante , autant pour l'acquit de notre conscience , que pour rendre justice au prisonnier , de le recommander à la clémence de sa majesté. Du Saint-George , dans le havre de Portsmouth , le 27 janvier 1757 ».

Quelques raisons que les membres de la cour martiale aient pu alléguer pour justifier un jugement si inique & si contradictoire , leur mémoire fera souillée d'une tache éternelle. C'est le comble de la cruauté , de prendre une loi à la lettre dans ce qu'elle a de plus rigoureux , pour faire périr un

innocent , & l'on peut dire même que pour condamner l'Amiral, on a été obligé de donner à l'article cité le sens le plus forcé. Il ne regarde en effet que ceux qui ont manqué par lâcheté , négligence ou mauvaise volonté. Ses juges l'ont justifié sur le premier & le dernier article , & n'ont fait aucune mention du second ; ils ont seulement dit qu'il *n'avoit pas fait tous ses efforts* ; mais quand même les raisons qu'il alléguoit n'auroient pas été aussi fortes qu'elles l'étoient , on ne pouvoit dans la plus grande rigueur que le blâmer de s'être trompé, ce qui n'étoit pas un crime digne de mort ; mais il falloit une victime à la fureur du peuple , qui ne pouvoit imaginer qu'à forces égales les Anglois pussent être vaincus.

L'amiral Byng pendant tout le cours du procès conserva toujours la tranquillité de l'innocence. Lorsqu'il fut conduit à bord du Saint-Georges pour entendre la lecture de la sentence , il dit à quelques amis qu'il s'attendoit à une réprimande , peut-être à être cassé. « Il faut (ajouta-t-il) que leurs avis ayent été partagés sur bien des points , car ils ont été long-temps renfermés , & j'ai remarqué que presque toutes leurs questions

tendoient plus à trouver des fautes dans ma conduite , qu'à s'instruire de la vérité des circonstances ; je vous avoue que je ne puis prévoir à quoi ils se seront déterminés ».

Un des parens de l'amiral fut chargé par la cour de le prévenir qu'il étoit jugé coupable d'un crime capital : il s'approcha de M. Byng , mais en le regardant il lui prit un tel faiblissement qu'il ne put prononcer une parole. « Qu'y a - t - il (lui dit l'amiral) m'ont-ils cassé ? . . . Eh bien , parlés.... j'entends votre silence ; s'il n'y a que mon sang qui puisse les satisfaire , ils font les maîtres de le verser ». Un de ses amis lui répondit qu'il ne pouvoit manquer d'obtenir sa grace.

» Quel avantage , repliqua-t-il , en retirerois-je ? quelle satisfaction pourrois-je recevoir de la liberté de ramper quelques années de plus sur la terre , courbé sous le poids d'un infame pardon ? Je méprise la vie à ces conditions , & je préfère qu'ils me la fassent ôter ».

A la lecture de la sentence il ne marqua ni surprise , ni émotion , ni ressentiment ; plusieurs membres exprimoient leur douleur par des larmes & de profonds soupirs ;

sa tranquillité ne fut pas ébranlée un instant son visage conserva toute sa sérénité. Après la lecture il se retira en saluant profondément le président & les autres membres.

Les lords de l'amirauté au lieu de demander au roi la grace de l'amiral , comme ils en étoient priés par les lettres de la cour martiale , se contenterent d'envoyer cette lettre au monarque , avec la copie de la procédure , sans y joindre aucune intercession. Cependant ils écrivirent aussi au roi , pour lui marquer leur doute sur la régularité de la sentence , en ce que le crime de négligence pour lequel l'amiral paroissoit avoir été condamné , n'étoit exprimé dans aucun endroit de la sentence ou de la procédure. Il fut présenté en même temps deux pétitions par le lord-vicomte de Torrington , en faveur de l'amiral , dont il étoit parent ; elles furent remises à la sagesse & à la détermination de sa majesté. Tous les amis & les parens de l'infortuné Byng employèrent leur crédit pour obtenir sa grace ; toutes les circonstances parloient si hautement en sa faveur , qu'on ne doutoit presque pas , dit M. Smollet , que le roi ne lui accordât sa grace. Mais ceux qui
avoient

avoient intérêt de le perdre , employèrent les plus infâmes artifices pour exciter de plus en plus la fureur sanguinaire du peuple. Le cri de la vengeance éclatoit contre lui dans toutes les parties du royaume. On parvint à persuader au monarque que la mort de l'amiral étoit absolument nécessaire pour calmer les fureurs du peuple. Cependant le roi , d'après les représentations des lords de l'amirauté , voulut que la sentence fût communiquée à douze juges , qui déclarerent qu'elle étoit légale. Leur rapport ayant été renvoyé du conseil privé à l'amirauté , les membres de ce tribunal donnerent un ordre pour que l'exécution fut faite le 28 février suivant. L'amiral Forbes , un des membres de cette cour , eut la fermeté de refuser de signer l'ordre , ne croyant pas que la décision des juges fût une raison suffisante pour l'y déterminer. Il répondit , « que lorsqu'il s'agit de mettre son nom à un acte » pour répandre le sang , un homme ne » doit être guidé que par les mouvemens » de sa propre conscience , & non par l'opinion des autres hommes ».

Comme on vouloit couvrir d'une apparence de justice la conduite qu'on tenoit

pour le faire périr, un membre du parlement, qui avoit été de la cour martiale de Portsmouth, se leva de sa place, & s'adressant à la chambre des communes, demanda tant pour lui que pour plusieurs autres membres du même tribunal, à être relevé du serment du secret imposé à toutes les cours martiales, afin de pouvoir déclarer sur quels fondemens on avoit prononcé la sentence de mort, & peut-être de découvrir quelques défauts dans cette sentence. La chambre ne prit aucune résolution sur cette demande, mais le 26 février le roi fit dire à la chambre par M. Pitt, « que quoiqu'il fût déterminé à laisser agir le cours des loix dans l'affaire de l'amiral Byng, quoiqu'il eût résisté à toutes les sollicitations qui lui avoient été faites à ce sujet; cependant ayant appris qu'un membre de la chambre avoit marqué quelques scrupules sur la sentence, sa majesté jugeoit à propos d'en suspendre l'exécution, jusqu'à ce qu'on pût sçavoir par l'examen particulier des membres de la cour martiale quels fondemens pouvoient avoir ces scrupules; mais que sa majesté étoit résolue de laisser exécuter la sentence, à moins qu'il ne parût par cet

examen que l'amiral Byng étoit condamné injustement ». Dans un autre temps un tel message auroit été regardé comme une entreprise pour étendre la prérogative & auroit occasionné de violens débats ; mais dans cette circonstance le message fut admis sans opposition.

Cependant les amis & les parens de l'amiral se flattoient toujours que la cour accorderoit une grace demandée par les juges même , (espece d'intercession qu'il est presque sans exemple de voir rejeter).

En supposant qu'une sentence soit équitable , quand elle est fondée sur le droit étroit d'une loi rigoureuse , comme le législateur n'a jamais pu prévoir toutes les circonstances , il n'arrive que trop souvent que ce droit étroit devient dans son application une injustice criante , suivant la maxime *summum jus summa injuria* ; c'est alors que le souverain doit tendre une main bienfaisante au malheureux condamné , & peut adoucir la rigueur de la loi.

M. Byng , malgré les espérances de ses amis , jugeoit sainement des desseins & de la conduite de la cour. « Mon affaire (leur disoit-il) est devenue entierement une affaire

de politique, & ce n'est point à la recherche de ce qu'on me doit suivant le droit & la justice, qu'on est actuellement occupé ».

D'après le message du roi, la chambre des communes dressa un bill pour relever les membres de la cour martiale du serment de garder le secret, & comme l'amiral n'avoit pas d'ennemis personnels dans cette chambre, il y passa sans opposition; il n'en fut pas de même dans celle des seigneurs: on trouva des raisons contre le bill, on demanda que les membres de la cour martiale fussent interrogés avant de décider s'il y avoit lieu de le passer, & d'après cet examen les seigneurs le rejetterent. Cette dernière ressource, toute foible qu'elle étoit, devint donc inutile pour M. Byng. Le 13 mars le capitaine Montagu reçut de l'amiral Boscawen l'ordre pour faire exécuter la sentence. Le lendemain on en fit lecture à l'amiral, qui se plaignit amèrement de ce que cet ordre portoit qu'il seroit fusillé sur le château d'avant. « On me traite (dit-il à ses amis) comme le dernier des matelots qui seroit condamné à mort: n'est-ce pas une indignité qu'on fait à ma naissance, à ma famille, & au rang que j'occupe dans le

service » ? Sur ce qu'on lui fit observer que la circonstance du lieu méritoit peu son attention , il répondit avec tranquillité ; « il est vrai que le lieu ou la maniere m'importent peu , mais je pense que les amiraux vivans auroient dû pour eux-mêmes avoir plus d'égard à la dignité de leur rang. Je ne puis citer d'exemple , puisque je n'ai pas de connoissance qu'aucun amiral ou officier général ait jamais été fusillé ».

Toute la conduite de ce célèbre infortuné fut toujours accompagnée de cette fermeté qui caractérisent une grande ame. Il ne parut pas un moment abandonner sa tranquillité ordinaire. Un de ses amis lui dit : « en vous voyant aussi ferme , aussi tranquille , je ressens tout le plaisir qu'il est possible d'avoir dans une si cruelle circonstance , mais je n'en attendois pas moins de toute votre conduite passée ; les dernières actions d'un homme font mieux connoître son caractère que tout le reste de sa vie ».

« Monsieur (répondit l'amiral) je suis reconnoissant de votre remarque. L'innocence est le plus solide fondement de la fermeté d'esprit ».

Lorsqu'on relevoit la garde de nuit dans

.B iij



la chambre de l'amiral , l'officier qui se retiroit devoit faire voir à M. Byng celui qui entroit en faction. On a remarqué qu'il étoit si tranquille , que presque jamais on ne le trouvoit éveillé aux heures de ce changement ; la nuit même qui précéda son exécution , on le trouva à minuit & à quatre heures enseveli dans un profond sommeil.

Le matin de ce jour fatal , ayant appris de ses amis qu'on avoit changé le lieu où il devoit être fusillé , il en témoigna beaucoup de joie. Il vouloit mourir le visage découvert , & commander lui-même aux soldats de marine de tirer. « C'est (disoit-il) ma destinée : qui doit la subir doit pouvoir l'envisager ».

On tenta long-temps de lui faire abandonner ce dessein , mais inutilement ; il ne se rendit que lorsqu'on lui eut fait observer que jamais les soldats n'auroient assez d'assurance pour *le tirer* lorsqu'il auroit les yeux fixés sur eux , & qu'il étoit à craindre qu'il ne fût que blessé. Il voulut être instruit de toutes les circonstances de cette cérémonie , craignant qu'il ne lui échappât quelque faute , ce qui (disoit-il) pourroit bien arriver ,

n'ayant vu de sa vie une pareille exécution. Il demanda s'il devoit ôter son habit , & comme on l'affuroit qu'il n'étoit pas nécessaire , il répondit en souriant : « mais on dira peut-être que je suis resté habillé dans la crainte de sentir les coups ».

L'heure fatale étant arrivée , l'amiral après avoir pris congé de ses amis , s'avança de la chambre de poupe sur le demi-pont où les soldats étoient rangés en deux files. Il marcha la tête haute , d'un pas ferme & égal , jetta son chapeau sur le pont , tira deux mouchoirs de sa poche , se banda lui-même les yeux , fit une courte priere , donna le signal avec l'autre mouchoir , & reçut une décharge. Cinq balles lui ayant traversé le corps , il tomba sans vie sur le pont.

Nous n'obmettrons point ici que pendant qu'une fureur aveugle excitoit les Anglois à verser le sang d'un de leurs plus illustres compatriotes , les François rendoient hautement justice à sa valeur & à ses talens.

Peu de jours après l'exécution de l'amiral , on rendit public un écrit qu'il avoit remis dans ses derniers momens au maréchal de l'amirauté. Il peint si bien son caractère & ses sentimens , que nos lecteurs le liront sans doute avec plaisir.

« Je serai délivré dans quelques instans de la persécution violente de mes ennemis ; je n'aurai plus à redouter leur méchanceté ; je ne leur envie point la satisfaction qu'ils peuvent goûter dans les outrages qu'ils m'ont faits , étant persuadé qu'on rendra par la suite justice à ma mémoire , & que l'on connoîtra comment & pourquoi l'on a élevé contre moi les clameurs du peuple & fait naître tant de préjugés. On me regardera comme je me regarde actuellement moi-même , comme une victime destinée à détourner de ses véritables objets l'indignation & le ressentiment d'une nation trompée : mes ennemis eux-mêmes connoissent mon innocence , & j'ai la satisfaction en ce moment d'être bien convaincu qu'aucune partie des infortunes de la nation ne peut m'être attribuée ; je desire ardemment que l'effusion de mon sang puisse contribuer au bonheur & au service de ma patrie ; mais je ne puis renoncer à la ferme persuasion où je suis d'avoir rempli mon devoir suivant ce que j'ai cru être le mieux , & suivant ma capacité , pour l'honneur de sa majesté & pour le service de ma patrie ; j'ai vu avec chagrin que mes efforts n'ont pas

été suivis de plus de succès , & que l'escadre dont on m'avoit donné le commandement, étoit trop foible pour une expédition si importante. La vérité l'a emporté sur la calomnie , & la justice a détruit l'imposture qui vouloit me couvrir de la tache honteuse d'avoir manqué de courage ou d'affection; mon cœur me justifie de ces crimes ; mais qui peut assurer de ne s'être pas trompé ? Si mon crime est une erreur de jugement , ou si mon opinion a été seulement différente de celle de mes juges , & que l'erreur soit de leur côté , je prie Dieu de leur pardonner comme je fais moi-même. Que les remords dont ils ont avoué que leur conscience étoit agitée se calment , & qu'il ne leur en reste pas plus de trouble que je n'en ai de ressentiment. C'est au juge suprême qui voit tous les cœurs & qui connoît tous les motifs , que je sou mets la justice de ma cause. Signé JEAN BYNG ».

Le 14 mars 1757.



C.

C A B R E R A. (Bernard de)

BERNARD de Cabrera , favori de Martin , roi de Sicile , neveu de Jean I^{er} , roi d'Arragon , fut d'un grand secours par sa valeur & par sa prudence à Martin. Ce fut à lui que ce prince dut l'avantage d'avoir été proclamé roi de Sicile en 1386 ; par reconnaissance Martin le fit président de ce royaume , mais il abusa de son autorité , & lorsque le trône de Sicile vauqua en 1410 , il osa l'ambitionner , & pour y parvenir il voulut engager la veuve de Martin à l'épouser. Cette reine l'ayant refusé , il l'assiégea dans le château de Syracuse , & quoiqu'il eût été obligé de lever le siège peu de temps après , il continua ses hostilités à Palerme jusqu'en 1412 , qu'il fut pris. On l'enferma d'abord dans une citerne desséchée ; delà il fut transféré dans une haute tour qu'on environna d'un filet , dans lequel tomba Cabrera en voulant s'évader ; on l'y laissa suspendu pendant un jour entier , pour servir de spectacle au peuple.

Ferdinand , successeur de Martin , voulant faire un exemple dans la personne de Cabrera , lui fit faire son procès. Par un jugement (trop doux sans doute) il fut condamné à être banni de la Sicile , & il lui fut défendu , sous peine de perdre la vie , d'y rentrer.

C A C I Q U E

amoureux d'une dame Espagnole , qui condamne cette femme & son mari à la mort.

Mangora , cacique de Limbuez , rendoit de fréquentes visites au commandant du fort espagnol nommé la Tour de Cabol ; ayant eu un jour occasion de voir une dame Espagnole nommée *Luce Miranda* , épouse d'un des principaux officiers de ce fort , il en devint éperduement amoureux. Elle ne l'ignora pas longtemps , & sa prudence lui fit comprendre ce qu'elle avoit à redouter de cette passion dans un barbare dont il importoit au commandant de ménager l'amitié. Son premier soin fut d'éviter de se laisser voir , & d'être constamment sur ses gardes.

Mangora n'expliqua rien à son désavantage , & se flatta au contraire que s'il pouvoit

l'attirer chez lui , il la détermineroit à couronner ses feux. Il invita Hurtado (c'étoit le nom du mari) à l'aller voir & à amener sa femme. L'Espagnol s'excusa sur ce qu'il ne pouvoit sortir du fort sans la permission du commandant. Cette réponse fit concevoir au cacique qu'il ne pouvoit rien se promettre que par la mort d'Hurtado. Pendant qu'il se livroit aux plus noirs desseins, il apprit que cet officier avoit été détaché avec cinquante soldats pour aller chercher des vivres.

L'affoiblissement de la garnison Espagnole étoit une occasion qu'il ne voulut pas manquer. Il assembla quatre mille Indiens & les posta dans un marais couvert qui n'étoit pas éloigné du fort. Ensuite se présentant à la porte de la place avec trente hommes chargés de vivres, il fit dire au commandant que sur la nouvelle qu'il manquoit de provisions, il lui en faisoit apporter assez pour attendre son convoi. Le commandant le reçut avec de grands témoignages de reconnaissance, & voulut le traiter avec sa troupe. Le cacique qui s'y étoit attendu, avoit donné des ordres à son escorte, & des signaux à ceux qu'il avoit laissé derrière lui.

Le festin commença fort gaïement , & dura une partie de la nuit ; enfin les Espagnols ayant proposé de se-retirer , Mangora donna le premier signal , qui étoit de mettre le feu au magasin , lorsque les officiers seroient rentrés chez eux. Cet ordre fut exécuté avec tant d'adresse , que personne ne s'en apperçut. Le commandant fut à peine au lit qu'il entendit les cris de quelques soldats qui voyoient déjà les flammes. Les Indiens prirent ce moment pour fondre sur les Espagnols. Plusieurs furent massacrés sans avoir le temps de se reconnoître. Le commandant, quoique blessé, ayant apperçu le perfide cacique qui s'applaudissoit du succès de sa trahison , courut à lui & le perça d'un coup d'épée , & tomba mort lui-même dans l'instant.

Il ne restoit dans le fort que l'infortunée Miranda , cause innocente d'une scène si tragique : elle fut menée à Siripa , frere & successeur de Mangora. Il conçut pour elle la même passion qui venoit de coûter la vie à son frere. Il la fit délier sur le champ , lui déclara qu'elle n'étoit point esclave , & qu'il dépendoit d'elle de régner ; il ajouta qu'elle ne devoit pas préférer un mari indigent &

sans ressource , au chef d'une nation puissante qui lui offroit un empire absolu sur lui & sur ses peuples.

Miranda ne pouvoit douter qu'un refus ne l'exposât à passer le reste de ses jours dans l'esclavage ; mais le devoir l'emporta sur la crainte ; elle fit même au cacique une réponse capable de l'irriter , dans l'espérance que son amour se changeroit en fureur , & qu'il lui feroit ôter la vie.

Elle fut trompée , sa résistance ne fit qu'enflammer la passion de Siripa , qui porta la douceur , le respect & la complaisance à un point surprenant dans un barbare.

Quelques jours après, Hurtado étant arrivé , il fut étrangement surpris de trouver le fort en cendres. Son premier empressement fut pour sa femme : ayant appris qu'elle étoit chez le cacique de Timbuez , il y courut , sans considérer le danger auquel sa hardiesse l'exposoit. En effet , à la vue d'un homme qui détruisoit toutes ses espérances , le cacique ne se posséda plus. Il le fit lier au tronc d'un arbre , & ordonna qu'il fût percé de flèches. Déjà on se disposoit à lui obéir , lorsque Miranda fondant en larmes vint se jeter à ses pieds & demander la grace de

son mari. Effet surprenant de l'amour (s'écrie l'historien dont nous tirons ce fait) il calma le transport furieux qu'il avoit produit dans le cœur de Siripa : Hurtado fut délié & reçut même la permission de voir quelquefois son épouse ; mais le cacique leur déclara que la moindre familiarité qu'ils auroient ensemble leur coûteroit la vie. Il le leur fit promettre avec serment , imaginant bien que tôt ou tard ils lui fourniroient un prétexte, légitime en apparence, de manquer à sa parole.

Hurtado lui en fournit en effet l'occasion peu de jours après : ayant été trouvé couché avec sa femme , Siripa dans sa fureur fit rendre un jugement par lequel le mari fut condamné à être percé de flèches & la femme à être brûlée. Ce jugement barbare fut exécuté sur le champ.

C A D I.

(*Justice d'un*)

Les fonctions des cadis dans les villes soumises à l'empire du grand seigneur , sont à peu-près les mêmes que celles des lieutenans généraux de police en France. Les cadis ont cependant des droits plus étendus ; car c'est

dans leurs tribunaux qu'on décide les affaires civiles. Ces juges sont souvent obligés d'employer la ruse & l'adresse pour prononcer sur des procès qui ne doivent le jour qu'à la mauvaise foi.

Un historien rapporte l'exemple suivant de l'adresse d'un cadi.

Un marchand chrétien (dit cet auteur) ayant confié à un chamelier turc un certain nombre de balles de soierie pour les voiturier d'Alep à Constantinople, se mit en chemin avec lui. Mais il tomba malade en route, & ne put suivre la caravane, qui arriva longtemps avant lui.

Le chamelier ne voyant point venir son commettant au bout de quelques semaines, s'imagina qu'il étoit mort, vendit les étoffes & changea de profession. Peu de temps après le marchand chrétien arriva, & courut lui demander ses marchandises. Le fourbe feignit de ne point le connoître, & nia qu'il eût jamais été chamelier. Cette affaire ayant été portée devant le cadi, ce juge dit au chrétien que demandes-tu ? — je demande, répondit le chrétien, vingt balles d'étoffes de soye que j'ai remises à cet homme-là. — Que réponds-tu à cela, continua le juge, en s'adressant

s'adressant au chamelier ? — que j'ignore ce qu'il veut dire , reprit celui-ci , que je ne connois nullement cet homme , & que je n'ai jamais conduit de chameaux. — Alors le cadi les renvoya tous deux. Pendant qu'ils sortoient il se mit à une fenêtre , & cria assez haut , *chamelier* un mot. Le turc tourna aussi-tôt la tête , sans songer qu'il venoit d'abjurer cette profession. Le cadi fit revenir le chamelier sur ses pas , lui fit donner la bastonade & avouer sa friponnerie , & le condamna non-seulement à payer les marchandises , mais encore une amende assez considérable.

C A L D E R O N.

François Calderon , pauvre soldat espagnol , étant en garnison à Anvers , eut d'une concubine un fils nommé Roderic Calderon , qu'il légittima quelques années après , par le mariage qu'il contracta avec cette femme. Ce pere obligé de lutter contre l'indigence , se voyant chargé d'un enfant , voulut s'en délivrer. Il le descendit dans un sac le long des murailles de la ville d'Anvers. Cet enfant qui étoit destiné à la plus haute fortune fut sauvé ; son pere voyant qu'on l'avoit

découvert le retira. Après la mort de sa femme Calderon quitta la France avec son fils. Il retourna en Espagne, & se maria à Valladolid. S'apercevant bientôt que sa femme n'aimoit pas son fils Roderic, il le donna pour page au vice-chancelier d'Arragon, chez lequel il resta quelque temps. Ensuite il trouva moyen de le faire entrer chez le cardinal de Lermes, favori & premier ministre de Philippe III, roi d'Espagne. Roderic étant parvenu par son adresse à obtenir la confiance de son maître, les premières places lui furent accordées. Il succéda à dom Pedre de Franqueza, comte de Villalonge, dans la charge de secrétaire d'état. Toutes les affaires les plus importantes du royaume, graces, bienfaits, récompenses, passoient par ses mains.

Roderic réunissoit à beaucoup d'esprit les agrémens du corps, & quoiqu'il fût altier & insolent envers ceux qui avoient affaire à lui, il avoit cependant des amis. Après un mariage avantageux il fut fait chevalier de Saint Jacques, commandeur & capitaine de la garde allemande. Son beau-père, homme de bon sens, voyoit avec chagrin une si prodigieuse élévation, &

loin de l'en féliciter comme les autres, lui disoit souvent qu'il étoit si haut qu'enfin il seroit obligé de tomber , & que sa fin seroit misérable.

Le nouveau favori loin de profiter de ces sages réflexions , & d'adoucir l'envie par une conduite sage & modeste , mettoit tout en usage pour faire paroître son crédit & son pouvoir : humiliant les grands , n'accordant les graces qu'à ceux qui se devoient servilement à toutes ses volontés. Absorbant dans des dépenses folles des sommes immenses , il se crut tout permis pour avoir de l'argent , & fit augmenter la haine au point qu'elle lui devint fatale. Le duc de Lermes fut disgracié , & le peuple furieux contre ce ministre qu'il n'osoit dénoncer , accusoit hautement le secrétaire de concussion , d'affassinats & de forceleries. Roderic partit pour Valladolid , craignant avec raison que ces bruits n'eussent des suites funestes. Il commença par mettre à couvert chez ses amis ce qu'il avoit de plus précieux , & ne pouvant perdre tout-à-fait l'espérance , il attendit l'effet de toutes ces rumeurs. Il ne fut pas longtemps dans le doute , car à une heure de nuit , le 20 février

1619 , dom Fernand Ramires Ferinas , conseiller au conseil du roi , l'arrêta chez lui & y fit mettre des gardes. On le conduisit dans une litiere au château de Montachez , vers le Portugal , & on nomma trois conseillers d'état pour lui faire son procès. .

Après la publication de plusieurs mandemens , censures & jussions ecclésiastiques , on eut révélation des lieux où il avoit caché son argent & ses papiers. On en fit un inventaire qui montoit à une somme considérable ; on trouva aussi quelques lettres & quelques mémoires qui servirent à sa condamnation. Cependant on trouva à propos de le transporter dans sa propre maison , où il fut étroitement gardé jusqu'au jour de sa condamnation. Il fut appliqué deux fois à la question ; quoiqu'elle fut très-violente il la supporta courageusement sans rien avouer. Toutes les formes prescrites furent observées dans son procès , il en loua ses juges ; il étoit gardé pendant son procès dans une chambre si obscure qu'il avoit besoin de chandelle , même en plein jour. Deux gardes l'accompagnoient sans cesse , dix-huit étoient placés en dehors , & personne , excepté ceux qui étoient chargés de

sa garde , n'avoient permission de le voir.

Après plusieurs procédures, le neuf juillet on lui lut deux sentences , l'une criminelle , l'autre civile. Par la première il fut absous, faute de preuves, du crime dont le procureur fiscal l'avoit accusé, d'avoir été complice de la mort de la reine d'Espagne Marguerite , de la mort de don Alonzo Carvajal , de celle du pere Christophe Suarez , jésuite , & de celle de Pierre Chevalier. Mais il fut convaincu d'avoir fait assassiner François de Xuara par Jean de Gusman , & fait mourir Augustin d'Avila , huissier de la cour de Madrid ; enfin d'avoir obtenu du roi , par de mauvais moyens , des lettres d'abolition pour tous ces crimes , & pour réparation il fut condamné à être mené de la prison par les rues de la ville de Madrid , monté sur une mule , précédé d'un crieur public pour annoncer tous ses crimes , & à avoir la tête tranchée dans la place publique.

Par l'autre sentence qu'ils appelloient civile , qui contenoit deux cens quarante chefs d'accusation , il fut condamné à une amende d'un million deux cens cinquante mille ducats , & à perdre tous ses offices , titres & bienfaits , sans parler de ce qui pouvoit appartenir à ses enfans.

C iij

Calderon supporta ce coup plus courageusement qu'on ne devoit l'attendre d'un homme qui avoit été si enivré des faveurs de la fortune. Il présenta néanmoins une requête dans laquelle il se plaignoit de la sentence criminelle. On lui donna d'autres commissaires; en ayant refusé quelques-uns, on lui en nomma encore d'autres qui le déclarerent non-recevable, & lui remirent cependant l'amende de 12000 maravedis à laquelle il pouvoit être justement condamné, pour n'avoir pas prouvé les causes de récusation alléguées, contre ses juges. Son conseil le porta à appeller de cette sentence; les juges revirent donc le procès, & ordonnerent que la sentence, nonobstant l'appel, auroit son plein & entier effet. Dès la première prononciation de la sentence il eut permission de voir des religieux; il se prépara à la mort, & ses austérités étoient poussées au point que son confesseur fut obligé de l'exhorter à y apporter quelque modération. Le 19 octobre de l'année 1621 on l'avertit de faire son testament, on lui dit qu'il avoit pouvoir de disposer de deux mille ducats, & qu'il ne lui restoit plus que trois jours pour se préparer à la mort. Il embrassa celui qui

vint lui apporter cette nouvelle, se félicitant de voir bientôt finir ses peines. Le même jour il fit une déclaration par laquelle il déchargea Jean de Gusman, condamné à la mort avec lui, pour raison du meurtre commis en la personne de François Xuara, & s'avoua seul coupable. Il avoit en effet donné à cet alguazil une lettre signée de la main du roi, & cet officier avoit cru exécuter l'ordre du prince. Le 20 octobre, par ordre du conseil, un moine & un chevalier de Saint-Jacques furent le trouver pour lui ôter l'habit de chevalier. Le jour de l'exécution, qui fut le 21 octobre, on ordonna à tous les alguazils de se trouver à cheval sur les huit heures du matin. Ils se rendirent au nombre de 70 tous armés à la porte du lieu où Calderon étoit détenu. Ce dernier descendit accompagné de quatre cordeliers, de quatre augustins, de quatre mathurins, de huit carmes, dont quatre chaussés & quatre déchaussés; il étoit vêtu d'une soutane, d'un manteau de deuil & d'un capuchon de frise, il avoit un crucifix à la main, & il étoit monté sur une mule. Calderon étant arrivé au lieu du supplice, monta sur l'échafaud sans faire paroître aucune foiblesse. Il écouta

avec tranquillité les exhortations de ceux qui l'accompagnoient ; il s'assit ensuite sur la chaise placée sur l'échafaud , & s'abandonnant au bourreau , il lui dit de lui lier les mains & les pieds. Le bourreau lui ayant demandé pardon , Calderon l'embrassa , l'appella son véritable ami , dans le même instant il découvrit sa gorge pour recevoir le coup , & le bourreau après lui avoir bandé les yeux & fait baisser la tête sur le dossier de la chaise lui coupa la gorge à la vue du peuple qui fut consterné de sa mort , après avoir été longtemps jaloux de son élévation.

C A L L I D I U S.

Un certain Callidius fut surpris la nuit avec une femme mariée. Ceux qui avoient découvert son intrigue étoient ses ennemis ; ils ne laissèrent pas échapper une occasion aussi favorable de lui nuire , ils l'accusèrent d'adultère : les preuves étoient si claires que le coupable ne pouvoit espérer de les affoiblir. On sera surpris sans doute du moyen dont il se servit pour se justifier , & plus surpris encore de ce que ce moyen l'ait garanti d'une punition qu'il devoit

CALLIDIUS. 41

au contraire rendre plus rigoureuse. Callidius exposa que l'amour extrême qu'il avoit pour un esclave très-joli l'avoit seul attiré dans cette maison. Valere Maxime dit que personne ne fut dupe de l'excuse de Callidius, mais que cependant on ne voulut point le condamner comme adultere, puisqu'il ne rougissoit pas d'avouer une passion qui fait horreur à la nature.

CALPURNIE.

Si l'on en croit quelques auteurs, à Rome les femmes pouvoient quelquefois plaider elles-mêmes leurs causes. Calpurnie ayant plaidé une affaire & l'ayant perdue, en fut si irritée contre les juges, qu'elle se découvrit le derriere & le leur montra par mépris. La gravité des sénateurs fut déconcertée par cette étrange vivacité, & pour remédier aux inconvéniens qui pouvoient arriver dans la suite, on ordonna que les femmes ne seroient plus admises à plaider leurs causes.

CANNING. (Elisabeth)

Au commencement de l'année 1753, une fille de basse naissance nommée Elisabeth

Canning , répandit un bruit qui en peu de temps attira l'attention du public. Elle déclara que le soir du 1^{er} janvier elle avoit été arrêtée par deux scélérats sous les murs de Beldam , qu'ils l'avoient d'abord dépouillée de ses habits , lui avoient mis un baillon dans la bouche , en la menaçant de la tuer si elle faisoit le moindre bruit. On l'avoit conduite , ajoutoit-elle , à six milles de distance , en un endroit nommé Enfield-Wash , dans la maison de mistress Wells , où elle avoit été dépouillée de son corps de robe ; que sur le refus qu'elle avoit fait de s'abandonner à la prostitution , on l'avoit mise dans une chambre froide , humide , isolée , & sans aucuns meubles , qu'elle y avoit demeuré un mois entier sans autre nourriture que quelques vieilles croutes de pain & une cruche d'eau ; enfin qu'elle s'étoit échappée par la fenêtre , & étoit retournée presque nue à la maison de sa mere la nuit du 29 janvier.

Cette histoire pleine de contradictions , fit un tel effet sur les habitans d'Aldermanbury où demouroit la mere de miss Canning , qu'on leva sur le champ une forte contribution pour mettre en justice les prétendus

coupables. Les ordres furent donnés pour arrêter mistress-Wells, la servante nommée Virgule Halle, & une vieille bohémienne nommée Squires, que Canning accusoit de lui avoir volé son corps de robe. Wells fut déchargée de l'accusation de félonie, mais elle fut condamnée comme tenant un lieu de débauche. Halle servit d'abord de témoin pour Canning, mais elle se retracta ensuite; Squires fut déclarée coupable du vol & condamnée à mort, quoiqu'elle prouvât par des témoins qu'elle étoit dans le comté de Dorset la nuit où le prétendu crime avoit été commis, & que Canning & ses suppôts tombassent dans mille contradictions sur ce sujet. Les préjugés en sa faveur étoient si forts parmi le peuple, & fortifiés par un fanatisme si terrible, que les vérités les plus incontestables, dès qu'elles lui étoient contraires, n'avoient d'autre effet que celui d'enflammer la populace, de la mettre en fureur, & de l'exciter à la vengeance contre ceux qui osoient les avancer. Quelques témoins pour Squires en furent tellement intimidés qu'ils n'osèrent paroître devant les juges, ceux qui eurent assez de courage pour déposer en sa faveur, coururent en

effet risque d'être massacrés par le peuple qui environnoit l'endroit où se faisoit l'information.

Sir Crispe Gascoyne , lord maire de Londres , se conduisit en cette circonstance avec le noble courage & l'humanité qui conviennent à un magistrat. L'invraisemblance de l'accusation , la chaleur , la partialité , l'enthousiasme aveugle avec lequel elle étoit suivie , la conviction d'ailleurs de l'innocence de la vieille , par des dépositions sur le serment , envoyées volontairement de la campagne par des gens irréprochables , le déterminèrent avec quelques autres citoyens respectables à s'opposer au torrent du préjugé populaire. Il eut recours à l'autorité du roi pour obtenir la grace de la pauvre bohémienne ; l'affaire fut renvoyée au procureur & au solliciteur général , qui après un scrupuleux examen firent leur rapport au roi & à son conseil en faveur de Squires , qui reçut de sa majesté des lettres de pardon.

Il seroit difficile d'exprimer la chaleur des partis & leur animosité dans cette pitoyable affaire. On ouvrit des souscriptions pour poursuivre comme parjures ceux sur le

témoignage desquels le pardon avoit été accordé. D'un autre côté les partisans de la bohémienne n'oublierent rien pour mettre en évidence l'imposture de Canning. Elle s'étoit cachée , mais on la découvrit : après un long examen de sa conduite , elle fut déclarée coupable de calomnie , & condamnée à être transportée dans les colonies. Le zèle de ses partisans ne fut que plus enflammé par cette condamnation , & les juges coururent plus d'une fois risque de la vie. On paya tous les frais de son passage , on pourvut à toutes ses commodités , & on la chargea de lettres de recommandation pour la faire recevoir favorablement en Amérique.

C A R A M U S T A P H A ,

visir condamné à mort.

Le grand visir Coproli avoit fait élever Cara Mustapha , son neveu , parmi les ichoglans ou jeunes gens du ferrail. Ce jeune homme se fit tellement aimer de ceux qui prenoient soin de sa conduite , qu'en moins de dix ans il fut mis au nombre des officiers de la chambre du trésor. La sultane mere y étant allée un jour avec l'empereur Ma-

homet IV , fut si frappée de la figure du
 jeune Mustapha , qu'elle lui fit d'abord pré-
 sent d'une émeraude magnifique que le sul-
 tan lui avoit donnée. Depuis , cette sultane
 qui en étoit devenue amoureuse , le fit
 entrer souvent dans sa chambre. La faveur
 de cette princesse le fit parvenir aux charges
 les plus élevées , & enfin à celle de grand
 visir. Le grand seigneur lui donna sa fille en
 mariage. Les intrigues du serrail furent sans
 nombre pendant son ministère. Eperdue-
 ment amoureux de Basch-Lari , sœur de
 l'empereur Mahomet , il mit tout en usage
 pour la posséder , mais inutilement , car la
 sultane Valide , outrée & furieuse des mépris
 d'un homme qui lui devoit son élévation ,
 trouva toujours les moyens de s'opposer à
 ses desseins. Pour se venger , il fit ôter à
 cette princesse la part qu'elle avoit au gou-
 vernement ; alors la fureur de la sultane
 Valide ne connut plus de bornes ; elle tenta
 tous les moyens de perdre l'ingrat visir , &
 appuya hautement les plaintes que quelques
 seigneurs mécontents faisoient contre son ad-
 ministration. Elle blâma sa conduite dans la
 guerre de Hongrie , elle l'accusa de lâcheté
 au siège de Vienne , & de l'avoir levé honteu-

CARA MUSTAPHA. 47

fement en 1681 , après y avoir laissé périr les meilleures troupes de l'empire Ottoman. Elle n'oublia rien pour exciter les janissaires à la révolte , afin d'obliger l'empereur à sacrifier son ministre à la haine publique.

Mahomet eut d'abord de la peine à y consentir. Le visir lui étoit cher , mais s'y voyant contraint , il ordonna au muphti de lui faire son procès. Ayant été condamné à mort , deux agas des janissaires l'étranglèrent le 25 décembre 1683. La seule princesse Basch-Lari donna des pleurs à sa mort ; ne pouvant souffrir que la tête d'un homme qui l'avoit aimée si tendrement pendant sa vie , servît de spectacle au peuple , elle la fit enlever du lieu où elle étoit exposée , & la conserva comme un monument précieux d'une passion malheureuse.

CARDINAL (faux)

condamné à être pendu.

Toutes les nations ont vu des imposteurs tenter d'envahir des royaumes , des noms illustres , ou des fortunes opulentes. L'histoire d'Italie présente un exemple d'une imposture bien étrange.

En 1568, après la mort du cardinal Simonette, un voleur dont la figure & la taille avoient beaucoup de rapport avec celle de ce cardinal, eut la hardiesse de prendre son nom, ses habits, & trompa par ce déguisement un grand nombre de personnes. Il parcourut l'Italie exerçant les fonctions de légat, & amassa par cette fourberie d'immenses richesses. Il s'étoit fait accompagner par plusieurs autres voleurs déguisés en domestiques & en ecclésiastiques, qui lui rendoient en public les plus grands honneurs.

On découvrit enfin l'imposture : le faux légat fut arrêté dans le Boulonnois. Son procès fut bientôt fait ; après l'aveu de ses crimes il fut pendu avec une corde d'or filé. On lui avoit attaché au col une bourse vuide, avec cette inscription, *sine Monetta*, pour marquer, dit-on, que ce fourbe n'étoit point le cardinal Simonette, mais un voleur *sans monnoie*.

C A R L O S. (dom)

Son procès & sa mort.

Lorsque Charles-Quint résolut de quitter
le

le trône pour se retirer dans une solitude ; il fit avec Henri II, roi de France , une trêve de cinq ans. Dans les ouvertures de paix qu'on fit pendant cet intervalle , on proposa le mariage de dom Carlos , fils de Philippe II & de Marie de Portugal , sa première femme , avec madame Elisabeth , fille aînée de France.

Quelques démêlés étant survenus ; la trêve fut rompue , & on commença cette guerre dans laquelle le connétable de Montmorency fut fait prisonnier , & qui ne finit que par le traité de Cateau-Cambresis , pendant la négociation duquel Philippe II devenu veuf , demanda pour lui la princesse qu'on lui avoit accordée pour son fils.

Dom Carlos , dont les brillantes qualités étoient en quelque sorte obscurcies par un caractère impétueux & violent , charmé du portrait d'Elisabeth & de sa réputation , en étoit devenu amoureux. Le dessein de son pere fut un coup de foudre pour lui. Il sçut cependant conserver assez d'empire sur lui pour cacher ses sentimens ; & son désespoir se changea insensiblement en mélancolie ; de-là vint ce goût pour la vie particulière & retirée qui le rendit si odieux

au roi son pere , qui n'en connoissant pas le véritable sujet , & jugeant de son fils par lui-même , attribua son chagrin au desir qu'il avoit de régner. Il étoit confirmé dans ces idées par le duc d'Albe, par Rui Gomez & par sa femme la princesse d'Eboli , ennemis déclarés de dom Carlos , qui de son côté ne cachoit guere la haine qu'il leur portoit , & le sort qu'ils devoient attendre lorsqu'il seroit parvenu au trône.

Ce prince n'avoit pu dissimuler à la reine , lorsqu'elle vint en Espagne , les tendres sentimens qu'elle lui avoit inspirés. Cette princesse , sensible à la pitié , & touchée de son mérite , avoit plaint son sort d'une maniere à l'en consoler. Rien ne fut épargné pour empoisonner leurs démarches les plus innocentes.

Philippe aimoit la reine ; les soupçons qu'on sçut lui inspirer sur sa conduite , quelques railleries de son fils , qu'on ne manqua pas de lui rapporter , alienerent sans retour l'esprit de ce prince défiant : il résolut la perte de dom Carlos , & il l'auroit exécutée plutôt, si l'âge , le courage & les partisans de son fils ne lui eussent fait naître des craintes assez vives pour lui faire suspendre ses desseins.

Dom Carlos n'étoit instruit que trop fidèlement des intentions de son pere ; il forma le projet de s'éloigner & de céder à l'orage. Dans ce dessein il demanda le commandement de l'armée qu'on étoit sur le point d'envoyer contre les rebelles de Flandres , & il le demanda dans des termes qui faisoient assez comprendre qu'il y auroit peu de sûreté à le refuser. Le roi effrayé de ce procédé impérieux , n'osoit lui refuser le commandement de cette armée ; mais Rui-Gomez , son favori , lui représenta le danger qu'il couroit en mettant lui-même les armes à la main d'un fils qui, n'ayant encore rien fait, traitoit son pere avec tant de mépris , & qui oseroit tout si la fortune favorisoit une fois son ambition. Le roi lui fit donc dire que dans le désordre effroyable où étoit la Flandres , il ne croyoit pas pouvoir l'y envoyer sans exposer ses jours à des dangers inévitables ; mais que le duc d'Albé partiroit avec une puissante armée dans peu de temps , & que dès que cette armée auroit rendu son parti le plus fort , il seroit libre de faire ce qu'il souhaiteroit.

Ce refus ayant achevé de confirmer le prince dans l'idée que sa perte étoit résolue ,

D ij

il se rendit aux instances que les rebelles d'Hollande lui faisoient depuis longtemps par le comte d'Egmont & par leurs députés, de se mettre à leur tête. Ils lui promettoient que s'il vouloit leur accorder certaines choses, ils lui obéiroient avec plus de fidélité que les catholiques n'obéissoient au roi. Dom Carlos ne doutoit pas que s'il étoit une fois maître des révoltés, le roi ne lui accordât le reste de la Flandre, pour l'empêcher de s'en emparer par force, comme il lui feroit aisé. Le marquis de Bergh & Montigni eurent plusieurs conférences avec lui sur ce projet. Ils prirent ensemble des mesures si justes & si solides qu'elles ne pouvoient manquer de réussir, pourvu que le prince se conservât la liberté de pouvoir agir. L'amiral de Châtillon & le prince d'Orange avec qui il devoit consulter de tout ce qu'il y avoit à faire, le pressoient continuellement par leurs lettres ; mais ce qui hâta le plus sa funeste résolution, fut la mort des comtes d'Egmont & de Horn, qui se confiant sur leur innocence & leurs services, s'étoient livrés entre les mains du duc d'Albe, qui leur avoit fait trancher la tête. Une perfidie

si manifeste avoit jetté les rebelles dans le désespoir , & leurs chefs firent aisément comprendre à dom Carlos que dans peu il ne feroit plus en son pouvoir de les secourir. Aussi-tôt ce prince écrivit à dom Garcie Olorio , qui devoit être le compagnon de sa fuite , de se rendre auprès de lui. Ce seigneur étoit allé à Séville pour recevoir une somme considérable ; mais n'ayant point le temps de faire les diligences nécessaires , il n'apportoît que cinquante mille écus. Sa fuite fut aussi-tôt résolue pour la nuit prochaine.

Cependant sous un roi aussi soupçonneux que Philippe , il n'étoit guère possible de faire réussir une pareille entreprise. La nouvelle du soulèvement des Maures , l'avis qu'il reçut de Raymont de Laxis , général des postes , qu'un françois attaché à la reine avoit demandé fort secrettement trois chevaux pour être prêts à partir à l'entrée de la nuit. D'autres rapports lui ouvrirent les yeux , il résolut enfin ce qu'il désiroit depuis long-temps , de faire arrêter le prince.

Dom Carlos , qui depuis long-temps sçavoit les desseins de Philippe sur sa personne , n'avoit rien négligé de tout ce qui pouvoit

servir à sa sûreté. Outre un coffre rempli d'armes à feu qu'il avoit fait placer dans la ruelle de son lit, il avoit fait faire de petits pistolets qu'il portoit toujours sur lui sans qu'on les pût voir, & pour empêcher qu'on ne le surprit en dormant, il avoit commandé à un françois fort adroit, qui travailloit à l'Escorial, de lui faire pour sa chambre une serrure qui ne pouvoit s'ouvrir que par dedans. Toutes les nuits il mettoit sous son chevet deux épées & deux pistolets. Malgré ces précautions il ne put se garantir du coup dont on le menaçoit. La nuit même qu'il destinoit à son départ, comme il se retiroit de chez la reine, Rui-Gomez le joignit, sous prétexte de lui rendre compte, de la part du roi, des nouvelles qu'on avoit reçues de Grenade. Ce ministre l'entretint si tard, que ce prince voyant qu'il ne lui restoit pas assez de nuit pour s'éloigner autant qu'il vouloit avant qu'on découvrit sa fuite, la remit au lendemain. Rui-Gomez se retira après l'avoir vu coucher; mais comme il ignoroit ce changement, il mit des hommes qui lui étoient dévoués à toutes les avenues de l'appartement du prince.

Il importoit pour la justification de Phi-

lippe que dom Carlos fût pris voulant s'enfuir. Mais quand on eut attendu trois ou quatre neures sans qu'il sortit, le roi résolut de passer outre. Dom Juan avoit remarqué la maniere dont la chambre se fermoit, pendant que dom Carlos étoit encôre chez la reine ; le roi avoit commandé à l'ouvrier de cette serrure extraordinaire de trouver le moyen d'embarrasser le ressort de maniere qu'elle ne se fermât plus si bien. Quoique cet ouvrier scût faire ce ressort, il fit beaucoup de bruit en l'ouvrant ; le comte de Lerme , que le roi fit entrer le premier , trouva ce malheureux prince endormi si profondément , qu'il put ôter les épées & les pistolets qui étoient sous son chevet sans l'éveiller.

Ensuite le comte alla s'asseoir dans la ruelle du lit sur un coffre où l'on jugeoit que les armes à feu devoient être. Alors le roi croyant par le silence du comte qu'il avoit fait ce qu'il devoit faire , entra lui-même dans la chambre , précédé de Rui-Gomez , du duc de Feria , du grand commandeur & de dom Diegue de Cordoue , tous armés d'épées & de pistolets. Le prince ayant été éveillé avec peine par Rui-Gomez,

aussi-tôt qu'il eut ouvert les yeux, s'écria *je suis mort*. Le roi lui dit que tout ce qu'on faisoit étoit pour son bien ; mais dom Carlos voyant qu'il se faisoit d'une cassette pleine de papiers qui étoit sous son lit, entra dans un désespoir si furieux qu'il alla se jeter dans un grand brasier que le froid extrême qu'il faisoit avoit obligé ses gens de laisser allumé. Il fallut l'en tirer de force, & il parut inconsolable de n'avoir point eu le temps de s'y étouffer. On démeubla d'abord sa chambre, & on substitua aux meubles magnifiques qu'on en ôta, un mauvais matelas qu'on mit par terre. Aucun de ses officiers ne parut depuis en sa présence ; il fut toujours gardé à vue ; on lui fit prendre un habit de deuil, il ne fut plus servi que par des gens inconnus & vêtus de même : enfin ce malheureux héritier de tant de couronnes ne vit plus rien autour de lui qui ne présentât à ses yeux l'image de la mort.

Cependant le roi ayant vu les desseins & les intelligences de son fils par les papiers dont il s'étoit saisi, fut épouvanté du danger qu'il avoit couru ; il s'y étoit, il est vrai, précipité lui-même par sa conduite

tyrannique envers son fils. Mais il fut encore plus irrité, lorsqu'entre plusieurs lettres de la reine il en trouva une qui lui parut remplie de l'amour le plus vif. La reine avoit écrit cette lettre après un accident qui faisoit désespérer de la vie de dom Carlos; elle s'étoit abandonnée à toute sa tendresse; en l'écrivant elle y avoit exprimé les plus chers & les plus secrets sentimens de son cœur, avec toute la violence qu'une si funeste occasion pouvoit inspirer. C'étoit néanmoins sans aucun emportement qui pût intéresser son honneur; mais le roi entra des conséquences bien différentes; la fureur qu'il en conçut fut d'abord si vive, qu'elle lui auroit peut-être coûté la vie, si le desir de se venger, si naturel en ces occasions, ne la lui avoit conservée; mais réfléchissant qu'il étoit maître de ceux qui l'avoient offensé si cruellement, cette idée fit succéder une joie barbare à la rage qu'il avoit dans l'ame, & changea son désespoir en une tranquillité apparente.

Le même jour Montigny fut arrêté, & peu de temps après il laissa sa tête sur un échafaud. Le marquis de Bergh obtint par Rui-Gomez son ancien ami, la per-

mission de s'empoisonner. La liaison de dom Carlos avec ces deux seigneurs étoit connue de tout le monde ; ils étoient comme lui ennemis déclarés du cardinal Spinosa , inquisiteur général , & c'étoit assez de cette inimitié en Espagne pour être suspect sur la religion. Ils accusoient ce prélat d'être l'auteur des résolutions violentes que le roi avoit prises contre leur patrie. Le cardinal les accusoit eux-mêmes d'avoir fait venir de France quelques balots du catéchisme de Calvin , à la faveur d'un passeport de dom Carlos. On n'avoit pas encore oublié les emportemens de ce prince sur le testament de Charles - Quint que l'inquisition avoit voulu faire brûler. Toutes ces choses contribuoient à faire croire au peuple que ce jeune prince étoit partisan des nouvelles opinions , quoiqu'il n'en eût jamais entendu parler. Le roi lui même favorisoit ces bruits , afin que la religion servit de prétexte à sa conduite ; dès-lors il crut avoir le droit de le sacrifier impunément à ses soupçons. Dans cette vue il mit entre les mains du cardinal de Spinosa tous les originaux qu'il avoit trouvés chez dom Carlos , excepté les lettres de la reine : il établit les inqui-

siteurs juges souverains entre son fils & lui , & il protesta d'exécuter leur décision.

Quoique Philippe eût fait des défenses rigoureuses d'écrire dans les pays étrangers l'emprisonnement du prince, la nouvelle en fut bientôt répandue. La plupart des princes de l'Europe demanderent sa grace & la demanderent en vain. Le roi sçut éluder leurs sollicitations , par l'incertitude où il jetta tout le monde sur ses desseins.

Cependant les inquisiteurs instruisoient avec une affectation & une diligence incroyables le procès de l'infortuné dom Carlos. Leurs anciennes animosités parurent ouvertement. Ils envoyerent chercher dans les archives de Barcelonne le procès criminel que dom Juan II , roi d'Arragon , avoit fait faire autrefois au prince son fils aîné ; on fit traduire ce procès en castillan , pour servir de modele & d'autorité. L'affaire fut proposée à l'inquisition sous l'espece de celle du dauphin Louis XI & du roi Charles VII son pere.

Le sacrifice que le roi faisoit des sentimens de la nature au bien de l'état , fut préféré par d'infâmes flatteurs à la conser-

vation de son fils. Dans de pareilles circonstances la procédure ne pouvoit être longue avec des juges aussi bien disposés. Les seules lettres de l'amiral de Châtillon , du prince d'Orange & du consistoire d'Anvers suffisoient pour former la sentence. Dom Carlos fut condamné par les plus modérés à une prison perpétuelle.

Le ressentiment qu'il en témoigna fit trembler tous ceux qui avoient donné ou approuvé ce conseil. Ils crurent qu'ils n'échapperoient point à sa vengeance , & qu'il falloit le perdre tout-à-fait ; c'étoit ce que desiroit Philippe. Le cardinal de Spinosa lui avoit déjà remontré qu'il n'étoit point de *cage assez forte pour un tel oiseau* ; que le peuple, qui regarde tout homme malheureux comme innocent , témoignoit chaque jour plus de passion pour l'élargissement du prince , & qu'il falloit nécessairement s'en défaire. On prétend que pendant quelque temps on mêla dans tout ce qu'il prenoit un poison lent , qu'on en répandit sur ses habits , sur son linge , & généralement sur tout ce qu'il pouvoit toucher. Mais soit que sa jeunesse & sa bonne constitution fussent plus fortes que le venin , ou que les per-

sonnes qui prenoient intérêt à sa vie l'obligeassent d'user de préservatifs , cette voie ne réussit pas ; il fallut s'expliquer plus clairement , & le malheureux prince apprit qu'il pouvoit choisir le genre de sa mort.

Il reçut cette nouvelle avec la dernière indifférence. Quoique les historiens d'Espagne aient parlé de ses emportemens pour noircir sa mémoire & justifier son pere , il est certain qu'il ne laissa échapper aucune plainte. La reine ayant , à force d'argent , trouvé le moyen de lui faire comprendre qu'il devoit demander à voir le roi & tâcher de le fléchir , la soumission qu'il avoit pour les ordres de cette princesse le détermina à se jeter aux genoux de son pere , & à le prier de considérer que c'étoit son sang qu'il alloit répandre. Le roi lui répondit froidement : que quand il avoit du mauvais sang » il donnoit son bras au chirurgien pour le » tirer ».

Dom Carlos au désespoir d'avoir fait cette démarche , se leva brusquement , & demanda à ses gardes si le bain où il devoit mourir étoit prêt.

Le roi pour repaître plus longtemps ses yeux de ce déplorable spectacle , lui fit

plusieurs questions , & lui demanda s'il n'avoit rien à lui dire. Le prince qui aux dépens de mille autres vies , eût racheté la démarche qu'il venoit de faire , lui répondit avec sa fierté naturelle : « si des personnes » pour qui ma complaisance ne doit finir » qu'avec mes jours, ne m'avoient pas obligé » à vous voir , je n'aurois pas eu la lâcheté » de vous demander grace , & je serois mort » plus glorieusement que vous ne vivez ». Le roi se retira après cette réponse , sans marquer la moindre émotion. Dom Carlos se mit au bain , & s'étant fait ouvrir les veines des bras & des jambes , il demeura muet & tranquille , jusqu'au moment où il fut saisi par les frissons glacés du trépas ; il prononça alors quelques mots mal articulés , & expira.

C É L I B A T A I R E S.

(*Peines prononcées par les censeurs contre les*)

On rapporte que les censeurs Posthumius & Camille condamnerent à une amende applicable au trésor public plusieurs citoyens qui avoient attendu pour se marier un âge trop avancé ; ils en firent même une loi pour l'avenir.

C É L I B A T A I R E S. 63

Valere Maxime qui raconte ce fait, dit qu'ils prononcèrent une peine plus considérable contre ceux qui se plaindroient d'une loi si juste. En effet, ajoute cet auteur, « nous avons reçu la vie de la nature non comme un don, mais comme un prêt que nous sommes obligés de restituer à nos enfans, & on ne peut punir trop sévèrement ceux qui privent l'état de citoyens en refusant absolument ou en prenant trop tard la qualité de pere & de mari ».

C E N S E U R S.

(*Jugemens des*)

Aulugelle rapporte plusieurs jugemens des censeurs dont nous allons rendre compte; ils feront connoître la nature des fonctions de ces magistrats, & l'influence que leur sévérité devoit avoir sur la conservation des mœurs.

Les censeurs P. Scipion Nasica & M. Popilius en faisant la revue de l'ordre équestre, remarquerent un homme dont le cheval étoit maigre & mal tenu; tandis que le maître étoit brillant d'embonpoint & de santé. D'où vient cette différence, lui de-

manderent les magistrats ? « C'est , répondit » le chevalier , que j'ai soin de moi-même , » & que mon valet panse mon cheval ». Cette réponse parut malhonnête & peu respectueuse ; le chevalier fut dégradé & réduit à la dernière classe des citoyens.

Dans la cérémonie de la récenfion , le magistrat , pour s'assurer que chaque citoyen étoit marié , l'obligeoit de répondre avec serment à cette question : *En conscience êtes-vous marié ?* Un homme de la lie du peuple , naturellement railleur , & sans respect pour la dignité du juge , au moment où le censeur lui adressa la formule ordinaire , répondit en riant : « oui je suis marié , mais » mon mariage n'est pas trop de votre goût. Cette plaisanterie déplut au magistrat , qui étoit fort amoureux de la femme. Dans sa colère il mit le plaifant dans la classe la plus abjecte des citoyens.

On ne fera peut-être pas fâché de trouver ici qu'il y avoit quatre principaux genres de notes des censeurs ; la première lorsqu'un sénateur étoit omis dans la lecture du catalogue ; la seconde , la dégradation de l'ordre de chevalier ; la troisième , lorsque le censeur faisoit sortir un citoyen de sa

sa tribu pour le faire passer dans une autre moins honorable , par exemple , d'une des tribus de la campagne (c'étoient les plus nobles) dans une tribu de la ville ; car on ne pouvoit absolument exclure un citôyen de toute tribu , ni le priver du droit de suffrage.

La quatrieme enfin & la plus considérable note du censeur étoit lorsqu'il releguoit quelqu'un dans la classe des coërites, la dernière de toutes ; elle étoit composée des habitans de la ville de Coëre , qui avoient autrefois obtenu le droit de bourgeoisie romaine , mais sans droit de suffrage , pour avoir conservé les vases & les ornemens sacrés des Romains dans le temps de la guerre des Gaulois. On augmentoit souvent les impôts qu'ils étoient obligés de payer , c'est par cette raison qu'on les appelloit *Æarii*.

C E Y L A N.

Especce d'hommes regardée dans cette île comme infâme.

Dans l'île de Ceylan il y a une especce d'hommes qu'on appelle les *gueux* , qui sont toujours réduits au dernier degré de

l'abjection & du mépris. On raconte que leurs ancêtres étoient des *dodda-vaddas*, c'est-à-dire des chasseurs qui fournissoient la venaison pour la table du roi. Ils servirent un jour, au lieu de gibier, de la chair humaine. Le prince l'ayant trouvée excellente, en demanda le lendemain de la même espèce. Cette horrible perfidie ayant été découverte, le ressentiment du roi en fut si vif, qu'il regarda la mort des coupables comme un châtiment trop léger. Il ordonna par un decret public que tous ceux qui étoient de cette profession ne pourroient plus jouir d'aucun bien, ni exercer aucun métier, qu'ils seroient privés de tout commerce avec les hommes pour avoir si barbarement outragé l'humanité, qu'ils demanderoient l'aumône de génération en génération dans toutes les parties du royaume, & qu'ils seroient infâmes & en horreur à la société.

Cette loi a toujours été si rigoureusement observée, qu'encore aujourd'hui, lorsque le roi condamne au dernier supplice quelques officiers qui l'ont mérité par leurs crimes, il livre leurs femmes ou leurs filles aux *gueux*, châtiment plus terrible pour elles

que la mort. On leur laisse quelquefois le choix de se précipiter dans la rivière, ou d'être abandonnée à cette odieuse race, & il n'y a point d'exemple qu'elles aient balancé à préférer le premier de ces deux supplices.

C H A N O I N E

Espagnol qui tue un cordonnier.

Rien n'est plus dangereux que de laisser les crimes impunis, ou d'infliger aux criminels des peines qui ne sont pas proportionnées aux délits dont ils se sont rendus coupables. L'histoire d'Espagne renferme un exemple de cette vérité aussi frappant que bizarre.

Sous Pierre le justicier, roi d'Espagne, un chanoine de Castille ayant tué un cordonnier, fut poursuivi en justice. Les juges trop indulgens condamnerent seulement ce coupable à ne pas assister pendant un an aux cérémonies de son église. Le fils du cordonnier désespéré de cette injustice, & voulant venger la mort de son pere, tua le chanoine. Pierre le justicier ayant appris le meurtre du chanoine, se fit rendre compte

des circonstances qui avoient précédé ce dernier crime. Le monarque convaincu que l'indulgence coupable des magistrats qui avoient jugé le chanoine , étoit le motif qui avoit déterminé le fils du cordonnier à venger la mort de son père , se contenta de condamner le cordonnier , meurtrier du chanoine , à rester un an sans faire de souliers.

C H A R L E S I^{er} , roi d'Angleterre.

Son procès & sa mort.

Les événemens qui précéderent le procès & la mort de l'infortuné Charles premier sont trop connus pour les rappeler ici. Nous croyons qu'il suffit de commencer le récit de cette catastrophe terrible au moment où ce prince fut livré par les Ecoissois à des rebelles que le fanatisme plus que l'amour de la liberté arma contre ses jours.

Charles forcé par sa situation de se remettre entre les mains des Ecoissois , les généraux & les commissaires de cette nation lui rendirent tous les hommages dûs à sa dignité , & s'empresserent de lui donner une garde ; mais en accordant cet honneur à

leur roi , ils n'avoient d'autre but que de le retenir prisonnier. Charles faisoit une attention particuliere à la conduite de leurs ministres ; car c'étoit alors l'usage de faire entrer dans les prédications tous les événemens qui avoient quelque importance.

Le premier ministre qui prêcha devant le roi prit un texte assez favorable & qui flatta Charles ; mais il reconnut bientôt que les ministres Ecoffois n'étoient rien moins qu'adoucés en sa faveur. Un autre ministre , après lui avoir insolemment reproché sa mauvaise administration , nomma pour le pseaume qu'on devoit chanter , celui qui commence dans la traduction angloise par le verset suivant :

« Pourquoi tyran , te vantes-tu de tes mauvaises actions » ?

Charles se leva , & nomma le pseaume qui commence par ces paroles :

« Ayez pitié de moi , Seigneur , car les hommes veulent me dévorer ».

Le peuple touché de l'humiliation de la majesté royale , témoigna plus de considération pour le roi que pour les ministres , car le pseaume indiqué par le roi fut continué.

Cependant le parlement & les Ecoffois exposèrent leurs propositions au roi ; elles étoient telles qu'un captif sans ressource pouvoit les attendre d'un vainqueur inexorable. On lui donna dix jours pour sa réponse , sans vouloir raisonner avec lui sur la nature & la signification des articles. Le prince refusa absolument de se soumettre à des conditions qu'on ne lui faisoit si dures , que parce qu'on n'étoit point déterminé , quand même il les auroit acceptées , à lui rendre la liberté..... Les Ecoffois voyant qu'il étoit impossible , dans la situation présente des affaires , de garder le roi , résolurent au moins de prolonger les disputes jusqu'à ce qu'ils eussent touché les arrérages qu'ils prétendoient leur être dûs par la nation Angloise. Après de longues discussions on convint enfin que pour toute demande ils accepteroient 400,000 livres sterling , la moitié payable sur le champ , l'autre moitié dans le terme d'un an.

Les Ecoffois se donnerent des peines extrêmes pour faire connoître que cette estimation & ce payement de leurs arrérages étoient une transaction toute différente de celle qui regardoit la personne du roi , &

les Anglois se prêterent à ces apparences de délicatesse. Mais il est évident que si les Anglois n'eussent pas été sûrs d'avance que le roi feroit remis entre leurs mains , ils ne se seroient jamais défaits d'une somme si considérable , si capable de les affoiblir & de fortifier un peuple avec lequel ils devoient bientôt avoir un grand intérêt à démêler. Ainsi la nation Ecossoise essuya le reproche d'avoir marchandé & vendu son roi pour une somme d'argent.

La honte de cet infâme marché fit d'abord une si vive impression sur le parlement d'Ecosse , qu'elle lui fit déclarer que le roi feroit protégé & sa liberté demandée à toute sorte de prix ; mais l'assemblée générale de l'église écossoise s'opposa à cette généreuse résolution , & prononça que Charles ayant rejeté le *covenant* , les amis du ciel ne pouvoient le secourir. Après cette déclaration , il ne resta plus au parlement qu'à retrafter la sienne.

Lorsque Charles fut informé de la dernière résolution des Ecossois , qui lui fut communiquée par une lettre , il jouoit aux échets. Il avoit un si grand empire sur lui-même , qu'il continua son jeu , & personne

autour de lui ne s'apperçut que le papier qu'il venoit de lire contint des nouvelles importantes. Quelques jours après les commissaires Anglois étant venus pour le recevoir de l'armée Ecoissoise , il les admit à baiser sa main avec la même grace & la même gaieté que s'ils étoient venus lui faire leur cour. Il félicita le vieux comte de Pembroke , qui étoit du nombre , d'avoir encore assez de vigueur pour s'être trouvé capable de faire ce voyage.

Ce fut à Newcastle que les commissaires reçurent le roi ; ils le conduisirent avec une forte garde à Hombly , dans le comté de Northampton. Pendant cette marche tous les habitans voisins vinrent en foule pour le voir. Ceux qui conservoient quelque ressentiment contre lui dans ce triste état , passèrent en silence , tandis que ceux qui lui souhaitoient un autre sort , plus généreux que prudens , l'accompagnoient de leurs larmes , & faisoient des vœux pour sa conservation.

Les commissaires rendirent sa captivité très-dure, puisqu'ils congédièrent ses anciens domestiques , & qu'ils le priverent de toute visite , & même de toute communication avec sa famille.

A peine les Ecoffois s'étoient retirés, que les presbytériens croyant tout réduit à l'obéissance, parlerent de congédier une partie des troupes, & sous le prétexte spécieux de diminuer les charges publiques, voulurent porter un coup mortel à la faction opposée. Ils proposoient d'embarquer un détachement considérable pour le service d'Irlande, & de faire une réduction du reste.

Les troupes avoient peu de goût pour le service d'Irlande, qui étoit alors un pays barbare, sans culture, dévasté par des massacres & par toutes les horreurs des commotions civiles. Elles étoient encore plus éloignées de renoncer à cette paye qu'elles avoient gagnée par tant de fatigues & de dangers, & dont elles se proposoient de jouir enfin dans la douceur du repos.

Ces motifs d'intérêt personnel étoient d'autant plus imposans qu'ils étoient appuyés sur l'esprit religieux dont tout le corps militaire étoit animé.

Le Parlement, après avoir fait differens efforts pour tenter encore une fois de relever son autorité, ordonna que toutes les troupes qui refuseroient de s'embarquer

pour l'Irlande fussent congédiées sur le champ. Mais aussi-tôt le conseil de l'armée ordonna un rendez-vous général de tous les quartiers pour mettre ordre à leurs intérêts communs , & pendant qu'ils se dispoisoient ainsi à faire tête au parlement , ils frappèrent un autre coup qui décida en leur faveur.

On vit paroître à Hombly un corps de 500 chevaux sous la conduite de Joyce. Cet officier qui étoit tailleur de profession avant de prendre le parti des armes , pénétra jusques à la chambre du roi , se présenta devant lui armé de pistolets , & lui déclara qu'il falloit partir à l'heure même. « Pour » aller où ? (dit le roi) — Joyce montra d'un signe quelques cavaliers qui l'avoient suivi , en lui disant qu'il alloit à l'armée : « *Votre ordre (dit Charles) est écrit en beaux* » *caractères qui se font lire facilement* ».

Les commissaires du parlement qui n'avoient pas quitté Hombly , vinrent dans la chambre , & demanderent à Joyce s'il avoit des ordres du parlement ? — Je n'en ai que du général (répondit Joyce) & il leur montra ses cavaliers , comme il avoit fait au roi. — Les commissaires lui dirent , qu'ils en

écriroient au parlement pour sçavoir ses intentions. — Ce qu'il vous plaira (repliqua Joyce) mais en attendant il faut que le roi parte avec moi.

La résistance auroit été vaine, Charles prit le parti de monter dans son carrosse & de se laisser conduire à l'armée. Cet événement, dont le parlement fût aussi-tôt informé par ses commissaires, fut pour lui une nouvelle affreuse. Le général Fairfax même ne parut pas moins surpris à l'arrivée du roi. Cette démarche hardie ne lui avoit pas été communiquée; tandis que tout le monde étoit dans l'étonnement, Cromwel arriva de Londres & termina toutes les délibérations.

Olivier Cromwel qui devoit parvenir à se saisir du pouvoir civil & militaire des trois royaumes, étoit né à Hunlingdon d'une famille ancienne; il fut envoyé à l'université, mais n'ayant pas l'esprit propre à des occupations aussi paisibles, ses progrès ne furent pas brillans dans cette carrière. Sa vie fut très-dérégée pendant les premières années de sa jeunesse. Après l'avoir employée au jeu, à l'hyognerie, à la débauche, l'esprit de réformation le saisit tout

d'un coup ; il se maria , & affecta une conduite grave , & composée. La même ardeur de tempérament qui l'avoit porté à l'excès du plaisir , distingua ses pratiques religieuses. Sa maison devint le centre de tout le clergé du parti puritain. Ses dépenses le mirent dans la nécessité de prendre une ferme , & de faire pendant quelque temps son occupation de l'agriculture. Cet expédient lui fit contracter de nouvelles dettes & le jetta dans de plus grands embarras. Les longues prières qu'il faisoit lui-même , & auxquelles il assujétissoit toute sa famille , lui laissoient peu de temps à donner aux affaires. Son esprit actif & supérieur à sa condition agitoit sans cesse son imagination. Il avoit ce qu'on nomme des illuminations , des visions & des révélations. Pressé par ses besoins autant que par sa prétendue dévotion , il avoit résolu de passer à la nouvelle Angleterre , qui étoit alors la retraite des plus zélés puritains ; mais un ordre du conseil l'empêcha d'exécuter ce dessein.

Le hazard & l'intrigue le firent choisir membre du parlement pour la ville de Cambridge. Les apparences n'annonçoient dans sa personne aucun talent propre à le distin-

guer dans cette sphere publique. Sa figure étoit peu gracieuse , son habillement mal-propre , sa voix désagréable , son langage plat , ennuyeux , obscur & ridicule. Jamais il ne fut compté parmi les orateurs ou les beaux esprits de la chambre basse ; il semble avoir connu lui-même en quoi consistoit sa principale force , & par ce motif autant que par l'indomptable fureur de son zèle & de son ambition , il se joignit dans tous les temps au parti opposé au roi. Il avoit environ 43 ans lorsqu'il embrassa la profession militaire ; & par la seule force de son génie , sans expérience , sans maître , il devint tout-à-coup un excellent officier , quoique peut-être il ne se soit jamais élevé à la réputation d'un général consommé.

Il avoit invité à servir sous ses drapeaux tous les zélés fanatiques du royaume. Lorsqu'ils se trouverent rassemblés en corps , l'esprit d'enthousiasme y acquit une nouvelle ardeur. Leur colonel étoit autant porté par son caractère que par sa politique à échauffer l'imagination de ses compagnons d'armes. Il prêchoit , il prioit , il combattoit. La fureur du fanatisme augmenta chaque jour avec la valeur & la discipline. Tout le

monde avoit les yeux attachés sur lui. Du commandement inférieur il s'éleva rapidement au premier , quoiqu'en apparence Fairfax fût le général de l'armée. Enfin la fraude , l'artifice , la violence , le rendirent bientôt la première personne de l'état. Toute l'Europe demeura étonnée de voir une nation si turbulente , si fougueuse , qui pour le maintien de ses privileges avoit détrôné son roi , subjuguée & réduite à l'esclavage par un homme qui peu d'années auparavant n'étoit qu'un particulier sans fortune , sans titre , ignoré de sa nation , & peu considéré même dans la sphere étroite où le sort l'avoit placé en naissant.

Le courage , les talens militaires , l'adresse , l'industrie , la patience , furent sans doute nécessaires à cet homme étonnant pour parvenir au point d'élévation où il se maintint avec tant de bonheur. Cependant sa conduite , si l'on veut écarter le merveilleux , ne paroîtra point d'une habileté sur-naturelle , si l'on considère que Fairfax , simple gentilhomme , qui n'avoit pas l'avantage d'une place au parlement , étoit parvenu par les mêmes degrés au rang de général , & qu'avec une portion commune de péné-

tration , pour se défendre de l'empire que l'hypocrite Cromwel avoit pris sur lui , il auroit été capable de conserver ce rang. Si Cromwel séduisit les fanatiques de son armée , il faut observer que leurs intérêts s'accordoient ensemble , que leur ignorance & la bassesse de leur éducation les rendoient dupes des impostures les plus grossières : qu'au fond il étoit lui-même aussi fanatique que le dernier de ses soldats : que pour obtenir leur confiance il n'avoit qu'à déployer ces vulgaires & ridicules méthodes dont il avoit l'ancienne habitude. On ne peut nous blâmer d'avoir voulu peindre le caractère de cet audacieux conspirateur , qui seul fut la cause de la catastrophe dont nous allons continuer le récit , & qui conduisit Charles I^{er} à perdre la vie sur un échafaud.

Quelques jours avant l'enlèvement du roi , les chefs parlementaires ayant été instruits que malgré ses protestations , ses larmes (car cet hypocrite avoit l'art d'en verser quand il vouloit) & ses emportemens , Cromwel dispoisoit à son gré des principaux officiers de l'armée ; ils résolurent de former une accusation contre lui & de le faire

conduire à la Tour ; mais accoutumé à se voir dans les entreprises hasardeuses , & souvent au bord du précipice , il sçavoit changer la balance avec autant d'habileté que d'audace. Instruit du dessein de la chambre , il partit aussi-tôt pour le camp , où il fut reçu avec des acclamations de joie , & revêtu à l'instant du commandement suprême.

Fairfax incapable de former des cabales , sans pénétration pour découvrir celles des autres , avoit donné sa confiance entière à Cromwel. Graces à la profondeur de ses artifices , il se voyoit dans la situation la plus heureuse pour déguiser ses entreprises au public , en feignant ou d'obéir aux ordres de son général , ou de céder aux mouvemens du soldat. Lorsque les désordres de l'armée étoient encore naissans , il s'étoit tenu à l'écart , dans la crainte de les ralentir par l'aversion qu'il étoit obligé de contre-faire , ou d'exciter les soupçons du parlement par un encouragement secret. Aussi-tôt qu'il crut les voir à leur vrai point de maturité , il joignit ouvertement les troupes , & dans ce moment critique & décisif , il frappa le coup important de se rendre maître de la
personne

personne du roi , & de priver le parlement de toute ressource par un accommodement avec ce prince. Ainsi on voit qu'en laissant tomber un masque il en reprenoit un autre.

Cependant la position de Charles étoit plus douce qu'au château d'Hombly : non seulement il étoit plus libre , mais il paroissoit plus considéré des deux partis. On ne lui refusoit point la liberté de voir quelques amis. Sa correspondance avec la reine n'étoit pas interrompue. On lui rendit ses aumôniers ordinaires. Il fut même permis à ses enfans de le visiter & de passer quelques jours à Caversham , où il résidoit alors. Un particulier qui n'auroit connu ni les plaisirs de la cour ni le tumulte d'un camp , n'auroit pas aimé sa famille avec plus de tendresse que ce bon prince. Cromwel ayant voulu être témoin de la première entrevue de la famille royale , confessa que jamais il n'avoit vu une scène aussi touchante.

Après tant de malheureuses révolutions la fortune sembla sourire pendant quelques instans à ce prince infortuné. Les chefs de tous les partis cherchèrent à se rapprocher de lui. Le parlement qui craignoit qu'il ne s'accommodât avec l'armée , prit un ton

plus respectueux qu'auparavant, lui proposa Richemont pour sa résidence, & l'invita à contribuer par son assistance au réglemeut de la nation. Tous les officiers lui rendirent ce qu'ils devoient à la majesté royale; dans les déclarations publiques de l'armée, on insista sur la restitution de ses revenus & de son autorité.

Charles commença bientôt à sentir combien sa personne étoit importante à la nation. Plus il voyoit augmenter les troubles, plus il comptoit qu'à la fin tous les partis seroient obligés pour les calmer, d'avoir recours à son autorité légitime. « Vous ne » sçauriez exister sans moi, répéta-t-il plusieurs fois, vous ne parviendrez jamais à » composer la nation sans mon assistance ». Un peuple sans gouvernement & sans liberté, un parlement sans autorité, une armée sans maître, des désordres de toutes parts, l'oppression, les convulsions, les terreurs, tout lui faisoit espérer que ses sujets ouvriroient enfin les yeux & regretteroient cet ancien gouvernement sous lequel eux & leurs ancêtres avoient joui si long-temps d'un bonheur tranquille.

Quoiqu'il prêtât l'oreille à toutes les

propositions , & qu'il fût réfolu de tenir la balance entre les deux partis , il avoit plus d'efpérance de s'accommoder avec l'armée qu'avec les communes dont il avoit effuyé tant d'outrages. D'ailleurs il comptoit que quelques titres & d'autres faveurs répandues fur un petit nombre d'officiers , pourroient faire rentrer dans fes mains le pouvoir militaire , & le rétablir fur le trône.

Il offrit à Ireton le gouvernement de l'Irlande , la jarretiere à Cromwel , avec le titre de comte d'Effex & le commandement de l'armée ; on négocia fecrettement cette affaire à laquelle Cromwel feignit de prêter l'oreille.

Malgré ces négociations , Cromwel n'abandonna pas le projet qu'il avoit formé d'affujettir les deux chambres du parlement , & il y parvint avec le fecours de l'armée. Maître du parlement & de la capitale , les chefs hafarderent de faire conduire le roi au château d'Hamptoncourt , où il vécut quelque temps avec une apparence de grandeur & de liberté. Il jouiffoit d'une fi grande égalité d'ame , que malgré les vicifitudes de la fortune , on n'appercevoit aucune différence fur fon vifage ni dans fa

conduite ; & quoique prisonnier & entre les mains de ses implacables ennemis , on lui voyoit avec ceux qui l'approchoient soutenir la majesté d'un monarque avec autant d'appareil que dans les plus heureux temps de son regne.

La plupart des historiens ont pensé que Cromwel n'avoit jamais traité avec sincérité , & que s'étant rendu maître de la personne du roi par la force , & de la confiance de son parti par la ruse , il s'étoit servi de ces deux avantages pour mettre le parlement dans les chaînes , qu'ensuite il n'avoit pensé qu'à l'établissement de sa propre autorité , avec laquelle il croyoit la restauration & même la vie du roi incompatibles. Cette opinion nous paroît fondée sur le caractère ambitieux de Cromwel.

Charles ayant été informé des menaces qui échappoient à quelques fanatiques de l'armée , crut qu'il étoit nécessaire de quitter Hamptoncourt & de se retirer en un lieu plus sûr. On avoit doublé sa garde , le peuple n'avoit plus la liberté de le voir , on marquoit plus de défiance pour tout ce qui l'approchoit , pour le mettre en apparence à couvert du danger , mais réellement pour

le conduire à la fatale résolution qu'il embrassa. Il quitta secrètement Hamptoncourt, accompagné de trois amis. Sa fuite ne fut découverte que plus d'une heure après, lorsqu'en entrant dans sa chambre on y trouva sur une table quelques lettres adressées au parlement, au général & à l'officier de garde. Après avoir traversé la forêt pendant la nuit, il arriva le lendemain sans obstacle à Lichfield, château du comte de Southampton, où résidoit la comtesse douairière, femme d'un caractère doux & à laquelle il étoit sûr de pouvoir se livrer avec confiance. Comme il ne pouvoit pas espérer de rester long-temps caché dans cette retraite, il prit sur le champ un nouveau parti. L'île de Wight étoit voisine. Le gouverneur nommé Hammond étoit entièrement livré à Cromwel, mais comme son oncle étoit l'aumônier favori du roi, & que cet officier avoit d'ailleurs la réputation d'un homme d'honneur, il résolut d'avoir recours à lui. Ashburnham & Berkley furent dépêchés vers Hammond; ils avoient ordre de ne point l'informer de la retraite de Charles avant qu'il eût promis formellement de ne pas livrer sa majesté au parle-

ment ou à l'armée , mais de lui laisser la liberté de se retirer s'il ne pouvoit la défendre. Une promesse de cette nature étoit bien foible ; cependant , sans avoir songé à l'exiger , Ashburnham , imprudemment ou perfidement peut-être , amena le gouverneur à Lichfield. Alors le roi se vit obligé de s'abandonner entre ses mains , & de se laisser conduire au château de Carisbroke dans l'île de Wight , où on le retint prisonnier avec toutes les apparences de respect & d'obéissance.

Clarendon assure positivement qu'en partant d'Hamptoncourt , le roi ne pensoit point à passer dans l'île de Wight , & toutes les circonstances favorisent le récit de cet historien. Quoi qu'il en soit , Charles n'eut jamais à se reprocher une démarche plus foible & plus imprudente , puisqu'elle l'éloigna de ses amis , & le livra à ses implacables persécuteurs.

Cromwel avoit une extrême déférence pour Ireton. Cet homme dans l'exécution de ses vues prétendues pieuses , se croyoit dispensé des règles ordinaires de la morale. Ce fut par ses inspirations que Cromwel assembla secrètement à Windsor un conseil

des principaux officiers , pour délibérer sur le sort du roi & sur l'établissement de la nation. Dans cette conférence , qui commença par des prières ferventes , adressées au ciel par Cromwel même & par d'autres personnes , on ouvrit pour la première fois le dessein audacieux & inoui d'appeler le roi en justice , & de punir par une sentence judiciaire le souverain de trois royaumes , pour les injustices prétendues de son administration. Pendant que Charles vivoit , quoique retenu dans une étroite prison , ils sçavoient que les soulèvemens & les conspirations renaîtroient sans cesse en faveur d'un prince si chéri & si respecté de ses partisans. Il falloit donc tenter quelque voie extraordinaire , capable d'étonner par sa nouveauté , qui portât une apparence de justice , & dont l'audace couvrit la barbarie.

Le roi avoit offert , par un messager dépêché de Carisbroke , de résigner pendant sa vie le pouvoir des armes & la nomination des grands offices , à condition qu'après sa mort ces prérogatives retourneroient à la couronne ; mais le Parlement ne vouloit entendre ni raison , ni justice ; par la ruse d'Ireton & l'audace de Cromwel , toutes les

propositions furent rejetées , & on en vint même jusqu'à ordonner qu'on ne présenteroit plus d'adresses au roi , qu'on ne recevrait plus ni lettres ni messages de lui , & que ceux qui entretiendroient , sans l'aveu des deux chambres , quelques communications avec ce prince , se rendroient coupables de haute trahison. Les pairs concoururent à cette ordonnance. Interdire les adresses , c'étoit détrôner réellement le roi & renverser toute la constitution. Une démarche si violente fut suivie d'une déclaration qui ne l'étoit pas moins. Charles fut noirci par les plus absurdes & les plus abominables calomnies ; il avoit ('disoit-on) empoisonné son pere , trahi la Rochelle , suscité le massacre des Irlandois. Souiller sa réputation , étoit un prélude digne de la funeste résolution qu'on avoit prise contre sa personne. Le gouverneur de Wight eut ordre de l'armée d'éloigner ses domestiques , de l'empêcher d'avoir aucune correspondance avec ses amis , & de le resserrer plus étroitement.

Pendant que tout étoit armé contre lui , pendant que tous ses amis , ses parens , sa famille , qu'il aimoit avec la plus vive ten-

dressé , étoient éloignés & dans l'impuissance de le servir , il jouissoit toujours de la même tranquillité d'ame.

Une nouvelle guerre civile s'éleva bientôt entre tous ces différens partis que le fanatisme & l'amour de l'indépendance agitoient également. La division de l'armée qu'on fut obligé d'employer en divers endroits fit regagner au parlement un peu de liberté & lui rendit son ancien courage. On tenta de suivre une route opposée à celle qu'on venoit de tenir. L'ordonnance qui défendoit les adresses au roi fut déclarée nulle : quinze commissaires , cinq seigneurs & dix membres des communes furent envoyés vers le roi pour traiter avec lui ; on lui laissa même la liberté de consulter ses plus fideles amis. Les ministres des deux partis parurent aussi comme auxiliaires ; mais leur présence ne fut pas un présage de la paix.

Lorsque Charles se présenta dans cette assemblée , on remarqua un changement sensible dans ses traits. Dès le moment qu'on lui avoit ôté ses domestiques , il avoit perdu tout soin de sa personne & laissé croître sa barbe. Sa chevelure pendoit

négligemment & fans ordre. Ses cheveux étoient devenus presque entierement gris. Ses amis , peut-être même ses ennemis , virent avec un sentiment de compassion *cette tête grise & découronnée* , comme il la nommoit lui-même dans une piece de vers qui a passé à la postérité , plus par la vérité du sentiment que par l'élégance de l'expression.

Dans cet affoiblissement visible de son corps , la vigueur de son esprit parut sans altération ; les commissaires du parlement ne voulurent souffrir aucun de ses conseillers , & ne voulurent entrer en explication qu'avec lui. Lui seul dans une suite de conférences qui durèrent deux mois , soutint la dispute contre quinze acteurs des deux chambres , les plus habiles & les plus éclairés , & jamais ils n'obtinrent sur lui le même avantage. C'étoit particulièrement dans une scene de cette nature qu'il étoit capable d'exceller. Une conception vive , un jugement cultivé , une éloction noble & pure , une grande dignité dans les manieres le rendoient supérieur dans toutes les discussions de sang froid. « Le roi est » fort changé (dit le comte de Salisbury au

» chevalier Philippe Warwick ») il a fait depuis peu d'étonnans progrès. « — Non » répondit le chevalier) il a été toujours ce » qu'il est , mais vous ne vous en appercevez que d'aujourd'hui ».

De toutes les demandes du parlement Charles n'en refusa que deux ; mais avec une constance inébranlable , quoiqu'il eût abandonné presque tous les droits de sa couronne , il ne voulut ni livrer ses amis au châtiment , ni renoncer à ce qu'il regardoit comme un devoir de religion. Mais toutes ces concessions furent inutiles. L'armée victorieuse par-tout , accourut promptement à Windsor , d'où les chefs envoyèrent le colonel Eure se saisir de la personne du roi , qui fut resserré plus étroitement que jamais au château de Hurit.

Comme cette résolution n'avoit pas été difficile à prévoir , on avoit exhorté Charles à se mettre en liberté par la fuite , & son évafion paroiffoit aisée ; mais ayant donné parole au parlement de ne pas s'échapper pendant le traité , ni trois semaines après , il ne voulut point qu'on eût à lui reprocher de l'avoir violée. Envain lui fit-on confidérer que les chambres ne pouvant le mettre

à couvert de la violence de l'armée, sa promesse devenoit sans force ; il ne voulut entendre aucunes de ces explications raffinées, & demeurant ferme dans sa résolution, il répondit constamment : *« qu'à quelque point que la fortune pût le dépouiller, jamais on ne lui ôteroit l'honneur ».*

Cependant l'armée campée aux environs de Londres se rendit bientôt maîtresse du parlement, & sous le nom de Fairfax, qui prenoit encore le titre de général, on posta des troupes dans les endroits les plus avantageux. Une partie considérable du parlement fut jetée dans les fers. Ce corps avoit été la cause des troubles, & son administration odieuse & tyrannique l'en rendit la victime.

Il ne restoit plus à ces furieux que d'entreprendre le procès & l'exécution publique de leur souverain. Les chefs parlementaires du parti des indépendans s'étoient proposé de faire exécuter cet audacieux projet par l'armée : mais les généraux étoient trop prudents pour se charger seuls de l'exécution de ce projet.

On nomma donc des commissaires dans la chambre basse pour dresser les chefs d'accu-

sation contre le roi , & sur leur rapport la chambre déclara que sa majesté s'étoit rendue coupable de haute trahison en faisant la guerre au parlement , & forma une chambre de justice pour la recherche de cette nouvelle espece de crime. Ce bill fut envoyé à la chambre haute : depuis le renversement du roi , cette chambre étoit devenue si méprisable , que peu de seigneurs vouloient y paroître. Ce jour-là même elle se trouvoit plus remplie qu'à l'ordinaire ; les pairs y étoient au nombre de 16 , d'une voix unanime & sans délibération ils s'ajournerent à dix jours , dans l'espérance que ce délai retarderoit la fureur des communes. Un si foible obstacle étoit insuffisant.

Cromwel prononça dans cette circonstance le discours suivant. « Si quelqu'un » (dit-il) en pleine chambre , avoit proposé volontairement de punir le roi , je » l'aurois regardé comme le plus grand des » traîtres ; mais puisque la Providence nous » impose ce fardeau , je prierai le ciel de » répandre sa bénédiction sur vos conseils , » quoique je ne sois pas préparé à donner » mon avis dans cette importante occasion. » Vous confesserai-je (ajouta-t-il) que moi-

» même , lorsque je présentai dernièrement
» des pétitions pour le rétablissement de sa
» majesté , j'ai senti ma langue se coller à
» mon palais , & j'ai pris ce mouvement
» surnaturel pour une réponse du ciel qui
» rejettoit mes supplications en faveur du
» roi ».

Une femme du comté d'Hertfort , illuminée par des visions prophétiques , demanda d'être admise au conseil de guerre , & communiqua aux officiers une révélation « qui
» les assuroit que leurs desseins étoient ap-
» prouvés d'enhaut & seroient ratifiés par le
» sceau du ciel ».

Harrison , fils d'un boucher , devenu colonel & un des plus furieux enthousiastes de l'armée , fut chargé avec un détachement d'aller chercher Charles à Windsford , & de l'amener à Londres. Hamilton qu'on y retenoit prisonnier eut la liberté de se présenter devant le roi. En se précipitant à ses genoux , il s'écria d'un ton pénétré , *mon cher maître* » ! — *oui c'est ce que j'ai toujours été pour vous* , lui répondit Charles en l'embrassant. Harrison inaccessible à la pitié , les fit séparer à l'instant. Hamilton fondant en larmes , suivit long-temps des yeux son

malheureux maître, & jugea que dans cette courte entrevue il avoit dit le dernier adieu à son roi & à son ami.

Charles étoit persuadé lui-même que le terme de sa vie approchoit, mais il n'avoit aucun soupçon du sort qu'on lui préparoit; il s'attendoit à finir sa vie par l'assassinat. On l'avoit dépouillé de toutes les marques extérieures de dignité. Ses domestiques eurent même ordre de le servir sans cérémonie. Il parut d'abord choqué de quelques traits durs & familiers auxquels il étoit si peu accoutumé; mais son ame supérieure fut bientôt insensible à ces désagréments.

Toutes les circonstances du procès étoient arrangées, & la haute cour de justice entièrement établie. Elle consistoit en 133 personnes nommées par la chambre des communes, mais il ne s'en trouva jamais plus de 70 aux assemblées, tant on eut de peine, malgré le fanatisme dominant, & malgré l'aveuglement de la prévention, à faire entrer dans cette criminelle entreprise ceux qui n'avoient pas perdu toute honte & tout remords. Cromwel, Ireton, Harisson, les principaux officiers de l'armée, la plupart d'une naissance vile, furent les acteurs,

avec quelques membres de la chambre basse & quelques bourgeois de Londres. Braskaw , jurisconsulte , reçut le titre de président ; Coke celui de solliciteur , Dorisflaus , Aske , Steele , furent nommés assesseurs ; la haute cour s'assembla dans la grande salle de Westminster.

Il est assez remarquable qu'à l'appel des membres qui composoient la chambre , lorsque le nom de Fairfax , qu'on avoit mis dans la liste , fut prononcé à son tour , une voix se fit entendre du milieu des spectateurs , & cria : *« il a trop d'esprit pour être ici »*. Lorsqu'on lut l'accusation du roi , au nom du *peuple d'Angleterre* , la même voix s'écria : *pas une dixième partie du peuple d'Angleterre*. Axtel , officier de garde , ayant ordonné de faire feu sur la loge d'où ces discours paroissent partir , on découvrit que milady Fairfax y étoit , & que c'étoit elle-même qui avoit eu le courage de les prononcer. Sa naissance étoit noble ; mais entraînée par l'esprit du temps , elle avoit secondé le zèle de son mari contre la maison royale ; ses yeux s'ouvrant enfin , elle étoit pénétrée d'horreur à la vue des suites funestes de toutes ses victoires.

La

La pompe de cette scene répondoit à son importance. Les députés d'un grand peuple assis pour juger leur suprême magistrat, & lui faisant son procès, pour avoir trompé leur confiance & les avoir mal gouvernés, présentoient un spectacle imposant.

Le solliciteur au nom des communes, exposa « que Charles Stuart ayant été admis au trône d'Angleterre, & la nation lui ayant confié un pouvoir limité, dans la coupable vue néanmoins de parvenir à un gouvernement absolu, avoit traitreusement & méchamment fait la guerre au parlement qui représentoit son peuple, que pour cette raison il étoit accusé en qualité de tyran, de traître, de meurtrier, d'ennemi implacable de la nation ».

Après cette exposition le président s'adressant au roi lui demanda sa réponse.

Quoi qu'affoibli par ses malheurs & dans la situation la plus abjecte, Charles soutint par son courage la majesté d'un monarque. Il déclara avec une dignité & une modération sans exemple, que ne reconnoissant point l'autorité de la cour il ne pouvoit se soumettre à sa juridiction; il représenta ensuite « qu'ayant traité depuis peu avec

les deux chambres , & terminé presque tous les articles , il s'étoit attendu à se voir rétablir dans sa dignité , son pouvoir , son revenu & sa liberté ; qu'il ne voyoit dans l'assemblée aucune apparence de chambre haute , partie essentielle à la constitution & des loix du royaume , qu'il étoit informé , que les communes même dont on employoit l'autorité avoient été subjuguées par une force illégitime & privées de leur liberté , que pour lui il étoit leur roi *héréditaire* , & *par le droit de sa naissance* que toute l'autorité de l'état libre même & réunie n'avoit pas le droit de lui faire son procès à lui qui n'étoit redevable de sa dignité qu'à la suprême majesté du ciel ; qu'en admettant les extravagans principes de l'égalité , la cour ne pouvoit s'attribuer aucun pouvoir désigné du peuple , à moins qu'elle n'eût commencé par obtenir le consentement de chaque particulier , jusqu'au plus vil payfan. Qu'il reconnoissoit volontiers qu'il y avoit un dépôt sacré , inviolable , confié à ses soins , la liberté de son peuple , & qu'il se garderoit bien de le trahir , en reconnoissant un pouvoir fondé sur la violence & l'usurpation la plus atroce ; qu'ayant pris les armes & souvent

exposé sa vie pour la défense de la liberté publique de la constitution & des loix fondamentales du royaume , il étoit prêt dans cette dernière & solennelle scène à sceller de son sang ces précieux droits pour lesquels, quoiqu'en vain, il avoit disputé si longtemps, que ceux qui s'arrogeoient la qualité de ses juges étoient nés ses sujets, nés sujets de ces loix qui avoient déterminé *que le roi ne pouvait mal faire*, mais qu'il n'avoit pas besoin pour refuge de cette maxime générale qui met à couvert tout monarque Anglois, sans en excepter le moins digne; qu'il étoit en état de justifier les mesures & les démarches auxquelles il s'étoit engagé, que lorsqu'il y seroit invité dans une autre forme, il prouveroit clairement à tout l'univers, & à eux ses prétendus juges, l'intégrité de sa conduite, la justice de ses armes défensives, auxquelles malgré lui on l'avoit forcé de recourir; que pour conserver au reste l'uniformité de sa conduite, il abandonnoit l'apologie de son innocence, dans la crainte qu'en ratifiant une autorité qui n'étoit pas mieux fondée que celle des pirates & des voleurs, il ne s'attirât le juste reproche d'avoir trahi la constitution au lieu de

se faire applaudir comme son martyr. »

Charles fut traduit trois fois devant la haute cour & refusa autant de fois d'en reconnoître la juridiction. Dans une quatrième assemblée , après avoir entendu quelques témoins qui déposèrent avoir vu Charles les armes à la main contre les troupes du parlement , les juges prononcèrent sa sentence.

Les historiens les plus opposés à ce prince infortuné conviennent tous que ce dernier période de sa vie fut incomparable , que chaque fois qu'il parut devant les prétendus juges , il n'oublia rien de ce qu'il devoit à sa qualité d'homme & de monarque. Ferme , intrépide , juste & clair dans ses réponses , cette autorité étrange qu'on osoit prendre sur lui ne lui causa aucun mouvement de passion. Son ame , sans affectation , sans effort , sembloit être dans une situation familière , & regarder de sa hauteur les efforts de la malignité & de l'injustice des hommes. Les soldats , quoiqu'excités vivement , se laissèrent engager avec peine à demander hautement justice.

« Pauvres malheureux (dit Charles à ceux qu'on avoit laissé près de lui) un peu d'ar-

gent vous en feroit dire autant contre vos chefs ».

Quelques-uns ayant eu ordre ou permission de satisfaire leur brutale insolence , lui crachèrent au visage dans le passage qui conduisoit à la cour. Ce barbare outrage n'eut sur lui d'autre effet que de lui inspirer un sentiment de pitié.

Le peuple , quoique sous la verge d'une autorité sans regle & sans bornes , ne put s'empêcher de faire éclater par ses plus ar dentes prieres des vœux pour sa délivrance. La position affreuse du roi fut adoucie par cette scene touchante , & il en marqua sa reconnoissance. Un soldat ayant demandé hautement la bénédiction du ciel sur son malheureux souverain , son officier le chargea de coups sous les yeux du roi. — *« il » me semble (dit ce monarque) que le châti- » ment excède l'offense ».*

Aussi-tôt que la résolution de faire le procès au roi , fut connue des nations étrangères , le cri de la raison & de l'humanité , s'éleva d'un bout de l'univers à l'autre , contre un si monstrueux attentat.

L'ambassadeur de France , les Hollandois , les Ecoissois même se récrièrent hautement

contre cette barbare iniquité. La reine , le jeune prince écrivirent au parlement les lettres les plus pathétiques , mais tous les efforts furent sans effet sur des cœurs endurcis par la haine & par le fanatisme le plus horrible. Richemond , Hartford , Southampton , Lindefey , amis de Charles , s'adresserent aux communes : » Nous étions (dirent-ils) les conseillers du roi , nous avons concouru par nos avis aux démarches dont on lui fait un crime aux yeux de la loi & de la raison ; nous sommes seuls coupables de la conduite du roi , nous venons donc nous présenter à la justice pour sauver par le sacrifice de nos vies les jours précieux d'un roi , d'un ami , que tous ses sujets devroient défendre à toutes sortes de prix ».

L'unique grace que Charles obtint de ses implacables ennemis fut un intervalle de trois jours entre l'exécution & la sentence. Ce qui restoit de sa famille en Angleterre eut un libre accès auprès de lui. Elle consistoit dans la princesse Elisabeth , le duc de Glocester , & le duc d'Yorck encore enfant.

Charles crut devoir quelques avis paternels au jeune duc , pour jeter dans son ame des principes d'obéissance & de fidélité.

pour son frere qui devoit être bientôt son souverain. Il le prit sur ses genoux : « Mon fils , lui dit il , ils vont couper la tête à ton pere ». — Cet enfant frappé d'une image si nouvelle , le regarda fixement : « Faites y bien attention mon fils , ils vont me couper la tête , & peut-être te feront-ils roi ; mais prends garde à ce que j'ajoute , tu ne dois pas être roi tant que tes freres Charles & Jacques seront en vie. Ils couperont la tête à tes freres , si ils peuvent mettre la main sur eux , & peut-être qu'à la fin ils te la couperont aussi ; je te charge donc de ne pas souffrir qu'ils te fassent roi. — Le duc en poussant un soupir , répondit « — *Je me laisserai plutôt mettre en piece* ». Une réponse si ferme à cet âge pénétra ce bon pere , & remplit ses yeux de larmes de joie & d'admiration.

Son sommeil , pendant ces tristes & derniers jours , fut aussi profond , aussi calme qu'à l'ordinaire , quoique le bruit des ouvriers qui préparoient son échafaud , retentit continuellement à ses oreilles.

Le matin du jour fatal il se leva de bonne heure , & appelant Herbert , seul domestique qu'on lui eût accordé , il lui recom-

manda d'apporter à sa parure plus de soin qu'il n'en souffroit depuis longtemps. — *Je veux* (lui dit-il) *me préparer pour cette grande & joyeuse solennité.* Juxon , évêque de Londres, qui, comme son roi, joignoit les vertus douces à une ame ferme , rendit à son maître & à son ami les derniers devoirs.

La rue qui borde le palais de Witehall avoit été choisie pour le lieu de l'exécution. Le motif de ce choix étoit de faire éclater plus fortement à la vue de son propre palais le triomphe remporté sur la majesté royale. Lorsque Charles fut sur l'échafaud , les soldats eurent ordre de former autour de lui une haie si forte & si épaisse qu'il ne pût se faire entendre du peuple. Ses derniers discours ne furent donc adressés qu'à quelques personnes placées proche de lui , particulièrement au colonel Tomlinson , à qui sa garde étoit confiée depuis quelque temps , & sur lequel , comme sur tous ceux qui pouvoient le voir , sa candeur & sa tranquillité d'ame avoient produit un changement absolu de disposition. Il justifia son innocence & les démarches où de fatales dissensions l'avoient poussé ; il observa qu'il n'avoit pris les armes qu'après les levées

militaires du parlement , qu'il n'avoit point eu d'autre objet que la conservation de l'autorité qui lui avoit été transmise par ses ancêtres , quoique sans reproche à l'égard de son peuple , il reconnut la justice de son exécution aux yeux de Dieu , & se rappelant une sentence injuste à laquelle il ne s'étoit pas opposée , il observa qu'elle étoit punie sur lui-même par une sentence qui n'étoit pas moins injuste ; il pardonna aux principaux auteurs de sa mort , les exhortant eux & toute la nation à rentrer dans les voies de la paix , en rendant à son fils & son successeur l'obéissance qu'ils devoient à leur légitime souverain.

Pendant qu'il se dispoisoit à placer sa tête , Juxon lui dit tendrement : — « sire , il ne vous reste qu'un pas fâcheux & révoltant , mais très-court : songez que dans un instant il va vous conduire bien loin. Il vous fera passer de la terre au ciel , & là vous trouverez avec une joie extrême la vraie couronne de gloire. — *Je passe* (lui répondit le roi) *d'une couronne corruptible à celle dont nulle corruption ne peut approcher , & que je suis sûr de posséder sans trouble* ».

D'un seul coup sa tête fut séparée du

corps. Un homme masqué fit l'office d'exécuteur ; un autre , également déguisé , éleva en l'air la tête ruisselante de sang , & cria : *cette tête est celle d'un traître.*

Il est impossible de représenter la douleur , l'indignation qui succéderent non-seulement dans les spectateurs ; mais dans la nation entière , aussi-tôt que cette horrible nouvelle fut répandue. Jamais un monarque dans le plus éclatant triomphe du succès & de la victoire ne fut plus cher à son peuple que ce malheureux prince l'étoit devenu au sien par ses infortunes , sa grandeur d'ame , & sa douceur inaltérable ; la violence du retour au respect & à la tendresse , fut proportionnée à la force des illusions qui avoient animé contre lui ses sujets insensés.

Le caractère de Charles I^{er} , comme celui de la plupart des hommes , étoit un caractère mêlé de vices & de vertus ; mais ses vertus l'emportoient sur ses vices ou plutôt sur ses imperfections , car parmi toutes ses fautes , à peine en pourroit-on nommer une qui méritât le nom de vice. Si on veut l'envisager sous le point de vue le plus favorable , on peut assurer que sa dignité étoit sans orgueil , sa douceur sans foiblesse , sa bravoure sans

témérité, sa tempérance sans austérité, son économie sans avarice. Toutes ces vertus avoient en lui les bornes & l'étendue qui leur conviennent, & méritent les plus justes éloges.

Malheureusement il monta sur le trône dans un temps où les exemples de plusieurs regnes favorisoient le gouvernement arbitraire, & où le génie de la nation tendoit à la liberté; mais en avouant que sa prudence politique ne suffisoit pas pour le dégager de cette périlleuse situation, on peut l'excuser, puisqu'après l'événement même, où les erreurs sont faciles à corriger, on ne détermine pas aisément quelle conduite il auroit dû tenir pour conserver le repos de la nation. Exposé sans relâche aux assauts d'une multitude de factions fanatiques & implacables, jamais il ne lui fut permis de commettre la moindre imprudence sans les plus fatales conséquences. C'est, il faut l'avouer, une condition trop rigoureuse pour le plus haut degré de capacité humaine.

Ce prince étoit d'une belle figure. Sa physionomie étoit douce, un peu mélancolique; il avoit les traits réguliers, le teint

beau, le corps sain, robuste & bien proportionné. Il étoit capable de supporter les plus grandes fatigues. Il excelloit à monter à cheval, & dans tous les autres exercices du corps. En un mot il possédoit toutes les qualités extérieures & la plus grande partie des vertus essentielles qui forment un bon prince.

C H A R L E S II

*fait faire le procès aux juges qui avoient
condamné son pere à mort.*

Charles II rétabli sur le trône par l'habileté & la bravoure du général Monck, dissimula prudemment une partie des outrages qu'il avoit reçus ; mais la mort affreuse de son malheureux pere étoit un excès qu'il ne pouvoit laisser impuni. La nation rougissant de son fanatisme, se réunit avec le prince pour venger la mort de son roi. Le premier acte de vengeance de Charles II fut de faire exhumer les corps de Cromwel, Direton & de Brandshaw. Ils furent traînés sur la claye, & attachés au gibet de Tyburn depuis dix heures du matin jusqu'au coucher du soleil, & enterrés sous la potence. Le roi fit expédier ensuite une commission scellée du

●

grand sceau d'Angleterre , pour faire le procès aux juges qui avoient osé condamner à mort leur souverain.

Dans la premiere séance des commissaires le lord chef de l'échiquier fit un discours fort pathétique. Il leur exposa d'abord les motifs pour lesquels le roi les avoit assemblés , & leur représenta que le roi & la nation attendoient d'eux autant de zèle que d'intégrité dans une affaire aussi importante.

L'énormité de la condamnation & du supplice du feu roi fut un des objets sur lequel il fixa les regards des juges ; il leur fit voir que ceux qui avoient eu part à l'une & à l'autre étoient coupables , suivant les loix d'Angleterre , du crime de haute trahison au premier chef. Il finit son discours en disant aux commissaires « que le pardon & l'amnistie accordés par le monarque ne devoient pas les arrêter ; les parricides du feu roi son pere en ayant été exceptés. Son sang crie vengeance (ajoutoit-il) comme celui des saints qui sont sous l'autel. Ne faisons pas de notre côté comme les malheureux Juifs parricides de Jesus-Christ, qui demandoient que son sang fut sur eux & sur leurs enfans. N'attirons pas une semblable malédiction sur

nous & sur notre postérité , en laissant le meurtre de notre malheureux souverain impuni ».

Après ce discours on lut suivant l'usage la liste des témoins ; & on remit au lendemain l'affaire pour faire comparoître les 29 criminels qui étoient prisonniers dans la tour. Le chevalier Robinson les livra au scherif , qui se chargea de les faire conduire devant les commissaires.

Toutes les nations de l'Europe avoient les yeux ouverts sur cette fameuse affaire. On attendoit avec impatience le jugement des commissaires. L'indignation générale (dit un historien célèbre) (1) que l'énormité du crime des régicides avoit excitée , ne fit voir au peuple qu'un sujet de joie dans leur châtiment ; mais une ame véritablement humaine trouvera dans les circonstances particulières de cette action , dans les préjugés du temps , dans la conduite même des coupables , une source abondante de compassion : qui pourroit en effet , sans la plus vive pitié pour l'aveuglement où le faux zèle peut entraîner les hommes , entendre le

(1) Hume.

général Harifson adrefler ces paroles à fes juges.

« Le prétendu crime dont on m'accufe n'eft pas une action commife dans un coin , le bruit s'en eft répandu dans toutes les nations de l'univers , & le fouverain pouvoir du ciel a éclaté dans la maniere également finguliere & merveilleufe dont tout le monde fe fouvient qu'elle a été conduite ; moi-même agité par des doutes , je me fuis fouvent adreffé à la majefté divine avec des larmes paffionnées , pour lui demander inflamment fes lumieres , j'en ai reçu des affurances constantes de l'approbation du ciel , & je fuis toujours revenu de ces pieufes fupplications avec plus de fatisfaction intérieure & de féréntité d'ame. Toutes les nations de la terre aux yeux de leur créateur font moins qu'une goutte d'eau dans la mer , & tous leurs jugemens ne font que ténébres , en comparaifon des illuminations divines.

» Je ne puis prendre ces fréquentes émanations de l'efprit faint pour des illufions d'intérêt , puifque ma confcience me rend témoignage que pour aucun avantage temporel je ne voudrois pas faire tort au plus vil des hommes ; toutes les amorces de

l'ambition , les terreurs de l'emprisonnement , n'ont pas été capables , pendant l'usurpation de Cromwel , de me forcer à la complaisance pour ce fourbe. Lorsqu'il m'a invité à m'asseoir à sa droite , & m'a offert des honneurs , j'ai rejeté ses offres avec dédain ; & sans égard pour les larmes de ma famille & de mes amis , je suis demeuré ferme au milieu des dangers dans mes principes de religion & d'intégrité ».

Scot , autre fanatique , avoit dit dans la chambre des communes , un peu avant la restauration de Charles II , qu'il ne vouloit d'autre épitaphe sur sa tombe que ces mots : *Cy git Thomas Scot , qui condamna le roi Charles à mort.* Il soutint le même esprit dans tout le cours du procès.

De tous les juges du roi il n'y en eut alors que six exécutés ; Harisson , Scot , Carew , Clément , Jonc & Strobe ; ce dernier étoit le seul de ceux qui s'étoient constitué prisonniers après la proclamation du roi Charles II. Il étoit d'une famille honorable & d'un caractère doux ; mais on prouva contre lui que depuis peu , dans une conversation , il avoit fait connoître qu'il étoit fort éloigné de se croire coupable , pour
avoir

avoir participé à la mort du roi. Axtel , qui avoit gardé la haute cour de justice , Hacker qui commandoit le jour de l'exécution du roi , Coke sollicitateur du peuple , Peters , prédicateur furieux , qui avoit excité les troupes au régicide , reçurent aussi leur sentence , & furent exécutés.

Ni l'horreur de leur crime , ni les craintes de la mort , ni les outrages du peuple , ne parurent faire la moindre impression sur ces fanatiques furieux.

Deux ans après Berwood , Okey & Co-
bert , trois autres régicides , subirent la
peine portée contre les juges iniques de leur
souverain. S'étant sauvés au-delà des mers ,
Ils avoient erré longtemps en Allemagne :
Enfin ils s'étoient rendus secrètement à
Delft , où leurs familles étoient convenues
de les aller joindre. Ils y furent découverts
par Downing , résident du roi en Hollande.
Il demanda aux Etats un ordre pour les faire
arrêter ; les Etats étoient dans l'usage de ne
pas refuser ces sortes de demandes ; mais en
même temps ils faisoient avertir les cou-
pables de prendre la fuite.

Cette précaution fut éludée par la vigi-
lance du résident ; il surprit les criminels ;

les jetta précipitamment dans une frégate angloise , & les fit conduire à Londres. Ces trois malheureux tinrent une conduite plus modérée & plus soumise que ceux dont nous avons rapporté l'exécution. Okey en particulier pria au moment du supplice pour la prospérité du regne de Charles II , & déclara que s'il eût vécu , son intention étoit de se soumettre paisiblement à l'ordre établi. Il s'étoit élevé pendant les guerres civiles de la profession de chandelier à des emplois considérables dans l'armée , & dans toute sa conduite il avoit montré autant d'humanité que d'honneur. Par égard pour ses dernières dispositions , son corps fut donné à ses amis pour l'ensevelir.

Le procès de Lambert & de Vanes , deux autres criminels d'un ordre plus distingué , vint ensuite fixer l'attention publique. Ils n'avoient pas été du nombre des régicides , mais ils étoient exceptés de l'amnistie générale , & renfermés dans une étroite prison. Le premier parlement assemblé sous Charles II , distingué par le titre de *convention* , avoit porté la faveur pour eux jusqu'à demander au roi que s'ils étoient trouvés coupables leur exécution fût suspendue ; mais le

nouveau parlement , plus zélé pour l'honneur de la monarchie , sollicita leur procès & leur condamnation.

Comme il n'étoit pas question de faire revivre des disputes qu'on vouloit ensevelir dans l'oubli , l'accusation contre Vanes ne comprenoit aucune de ses actions pendant la guerre , elle n'avoit pour objet que sa conduite depuis la mort de Charles I^{er} , soit en qualité de conseiller d'état ou de secrétaire de la marine , deux offices où la fidélité même qu'il devoit à ceux qui lui donnoient leur confiance l'avoient engagé dans l'opposition à la monarchie : le courage & l'habileté ne lui manquèrent pas pour tirer avantage de cette circonstance ; mais toutes ses défenses ne firent impression sur personne ; ses juges considérant moins les faits de trahison dont on le chargeoit , que l'opinion établie de sa criminelle activité dans l'origine & dans toute la suite des guerres civiles , s'attachèrent à la lettre de la loi & ne balancerent pas à le déclarer coupable ; son courage ne l'abandonna pas après sa condamnation ; quoique naturellement timide , la persuasion d'une cause juste le soutint contre les terreurs de la mort , & son

enthousiasme excité par une fausse gloire ; embellit la fin d'une carrière qu'il avoit tant défigurée dans son cours.

Le jour de l'exécution , dans la crainte qu'un coupable aussi courageux ne fit quelque impression sur la populace , on plaça sous l'échafaud des tambours dont le bruit étouffa sa voix.

On a remarqué que Vanes en contribuant plus que personne à la mort du comte de Strafford , avoit ouvert le chemin à cette destruction qui fit le malheur de l'Angleterre, & que sa mort avoit fermé cette sanglante scène.

Il fut le dernier qui porta la peine des guerres civiles. Lambert , quoique condamné , obtint au tribunal même une surseance d'exécution , & les juges déclarèrent que si Vanes eût marqué la même soumission , il auroit également éprouvé la clémence du roi. Lambert se retira dans l'île de Guernesey , où il finit sa vie dans une honteuse obscurité.

C H A R U N D A S

*se punit lui-même d'avoir violé une loi qu'il
avoit établie.*

Charundas connoissant le caractère de ses concitoyens , qui les portoit à la sédition & à la révolte , pour empêcher les désordres qui ne manquoient jamais d'arriver dans les assemblées, publia une loi qui ordonnoit que quiconque s'y présenteroit armé, feroit tué sur le champ.

Quelques temps après , Charundas étant obligé de convoquer sur le champ une assemblée , l'affaire dont il s'agissoit ne pouvant souffrir de délai , se rendit de la campagne , où il étoit, au lieu ordinaire des assemblées, sans faire attention qu'il y étoit entré avec des armes. Quelqu'un qui étoit près de lui l'avertit , & lui fit remarquer qu'il contrevenoit lui-même à sa loi : « Je la rendrai aussi » moi-même inviolable (reprit-il) & à l'inf- » tant il se plongea son épée dans le corps », préférant à sa vie une loi si utile à son pays , & que sa transgression alloit rendre sans vigueur.

CHATELARD, (le poëte)

amoureux de Marie Stuard, condamné à mort.

Brantome, dans ses mémoires sur Marie Stuard, rapporte l'anecdote suivante. « Un » gentilhomme nommé Chatelard, qui par- » loit bien, & mettoit par écrit des mieux, » & même en rimes, aussi bien qu'aucun » gentilhomme de France, usant d'une poésie » fort douce & gentille en cavalier; ce gentilhomme, tel que nous le dépeint Brantome, par l'agrément de sa conversation & de ses écrits, acquit quelque faveur auprès de Marie Stuart. Quelques bontés sans conséquence, enflammerent tellement l'imagination du poëte, qu'il osa se croire aimé. Pour s'en assurer il eut l'audace de se cacher sous le lit de la reine. Il fut découvert; Marie, après une vive réprimande, lui pardonna une témérité qu'il ne crut blâmée que pour la forme & à cause de sa mal-adresse; il résolut donc de mieux prendre ses mesures à l'avenir, & de tenter une seconde fois l'aventure; mais il ne fut pas plus heureux que la première. Marie craignant que son indulgence ne fît quelque tort à sa

réputation , le livra entre les mains de la justice ; son procès ayant été instruit , il fut condamné à avoir la tête tranchée.

On rapporte qu'il mourut avec beaucoup de constance. Etant monté sur l'échafaud , il ne voulut point d'autre exhortation que l'hymne de la mort par Ronfard , qu'il récita lui-même , puis se tournant vers le lieu où il croyoit que la reine se tenoit , il s'écria : *Adieu la plus belle & la plus cruelle princesse de l'univers* , ensuite il tendit le cou au bourreau.

C H I E N. (testament d'un)

Un musulman avoit un excellent chien qui chassoit le jour & faisoit bonne garde la nuit. Il ne quittoit jamais son maître , aussi en étoit-il fort aimé. Il fit faire des vers à sa louange par un poëte de ses amis. Ce chien étant mort, il en fut inconsolable. Pour soulager un peu sa douleur , il l'enterra fort proprement dans un endroit de son jardin , & invita le soir ses amis à un banquet où l'on s'étendit longtemps sur les louanges du défunt. Le lendemain quelques gens mal intentionnés , rapporterent au cadi tout ce qui s'étoit passé , & ajoutèrent sur-tout

le détail des cérémonies funébres qu'ils disoient avoir été faites à l'enterrement du chien.

Le cadi scandalisé envoya aussi-tôt prendre l'accusé par des sergens , lui fit de sanglans reproches , & lui demanda s'il étoit du nombre de ces infideles qui adorent les chiens , puisqu'il avoit fait plus d'honneur au sien qu'on n'en avoit fait à celui des sept dormans & à l'âne d'Esdras. « L'histoire de mon chien , répondit l'accusé , seroit longue à vous raconter ; je me contenterai de vous dire qu'il a fait un testament dans lequel il vous lègue une somme de deux cens aspres que je vous apporte de sa part. Le cadi entendant parler d'argent , se retourna , & dit à ceux qui le suivoient : voyez un peu comme les gens de bien sont exposés à l'envie , & quels discours on m'a tenu sur le compte de cet honnête homme ; puis s'adressant au maître du chien , il lui dit : puisque vous n'avez pas fait des prieres pour l'ame du défunt , je suis d'avis que nous les commencions ensemble. Phrase équivoque dans la langue turque : elle signifie en même temps commencer des prieres & ouvrir un sac d'argent.

C H I E N ,

qui découvre & punit l'assassin de son maître.

On trouve dans les essais historiques sur Paris le trait suivant.

Aubri de Montdidier passant seul dans la forêt de Bondi , est assassiné & enterré au pied d'un arbre. Son chien reste plusieurs jours sur sa fosse , & ne la quitte que pressé par la faim. Il vient à Paris chez un intime ami du défunt , & par ses tristes hurlemens semble vouloir lui annoncer la perte qu'ils ont faite. Après avoir mangé , il recommence ses cris , va à la porte , tourne la tête pour voir si on le suit , revient à cet ami de son maître , le tire par l'habit , comme pour le forcer de venir avec lui. La singularité de tous les mouvemens de ce chien , sa venue sans son maître qu'il ne quittoit jamais , ce maître qui tout d'un coup a disparu , & peut-être cette distribution de justice & d'événemens qui ne permet guere que les crimes restent longtemps cachés , tout cela fit qu'on suivit ce chien. Dès qu'il fut au pied de l'arbre il redoubla ses cris , en grattant la terre ,

comme pour faire signe de chercher dans cet endroit ; on y fouilla , & l'on trouva le corps du malheureux Aubri.

Quelque temps après il apperçoit par hazard l'assassin , que tous les historiens nomment le chevalier Macaire ; il lui saute à la gorge , & ce n'est qu'avec beaucoup de peine qu'on lui fait lâcher prise. Chaque fois qu'il le rencontre il l'attaque & le poursuit avec la même fureur. L'acharnement de ce chien , qui n'en veut qu'à cet homme , commence à paroître extraordinaire ; on se rappelle l'affection qu'il avoit marquée pour son maître , & en même temps plusieurs occasions où ce chevalier Macaire avoit donné des preuves de haine & d'envie contre Aubri de Montdidier. Quelques autres circonstances augmentent les soupçons ; le roi instruit de tous les discours qu'on tenoit , fait venir le chien , qui paroît tranquille jusqu'au moment où appercevant Macaire au milieu d'une vingtaine d'autres courtisans , il tourne , abboie & cherche à se jeter sur lui ; dans ce temps on ordonnoit le combat entre l'accusateur & l'accusé , lorsque les preuves du crime n'étoient pas convaincantes. Le roi frappé

de tous les indices qui se réunissoient contre Macaire, jugea qu'il écheroit gage de bataille, c'est-à-dire qu'il ordonna le duel entre le chevalier & le chien.

Macaire étoit armé d'un gros bâton, le chien avoit un tonneau percé pour sa retraite & ses relancemens. On le lâcha, il courut aussi-tôt, tourna autour de son adversaire, évita ses coups, le menaça, tantôt d'un côté, tantôt d'un autre, le fatigua, & enfin s'élança, le saisit à la gorge, le renversa, & l'obligea de confesser son crime en présence du roi & de la cour.

C H I N E. (tribunaux de la)

Supplices qui y sont en usage, & maniere d'y administrer la justice.

Les loix de la Chine sont tirées des livres canoniques du premier & du second ordre. Les empereurs en sont les seuls interprètes. Aucune sentence soit civile, soit criminelle, ne peut être exécutée, quelque conforme qu'elle soit aux loix, à moins que l'empereur ne l'ait approuvée.

On ignore si les empereurs de la Chine ont eu dans tous les temps un pouvoir aussi

étendu que celui qu'ils ont aujourd'hui. Il paroît par le recueil impérial des édits des empereurs des différentes dynasties dont nous avons une traduction, qu'en publiant de nouvelles loix, ils recommandoient autrefois à leurs tribunaux d'abroger les anciennes.

Nous en trouvons un exemple sous le regne de l'empereur Ven-ti. Une déclaration ordonnoit de poursuivre ceux qui critiquoient la forme du gouvernement, & de les condamner à différentes peines.

Ven-ti convaincu de l'injustice de cette loi, dit dans le préambule de celle qu'il publia pour la détruire : — *non je ne le puis souffrir ! — que cette loi soit abrogée !*

Dans une autre loi, le même empereur dit : *que si les loix ne sont pas de la plus parfaite équité, elles tournent à la perte des peuples, & tiennent de la cruauté ; telle, dit-il, me paroît être la loi qui enveloppe les parens des criminels dans leur condamnation : je n'en vois point les avantages. Qu'on délibère mûrement s'il ne convient pas de l'abroger.*

Il est facile d'appercevoir dans ces deux loix le respect que les empereurs ont toujours eu pour les anciennes loix de l'empire ; puisque malgré l'injustice évidente de ces

deux loix , l'empereur Ven-ti se borne à conseiller à ses tribunaux de l'abroger.

C'est aussi à cette exacte observation des loix fondamentales de leur constitution , que les Chinois sont redevables de la splendeur dans laquelle leur empire s'est maintenu pendant une si longue suite de siècles , & se maintient encore aujourd'hui sous un joug étranger. La paix & le bonheur dont les Chinois jouissent avec les Tartares , sous cette nouvelle dynastie , ont aussi leur source dans les égards que les empereurs ont toujours eu pour les anciens usages de la Chine , on peut en juger par les réflexions que l'empereur Kang - hi a faites sur les loix de l'empire.

Quoique l'on ait vanté la constitution de l'empire Chinois comme un modèle parfait de gouvernement , il faut cependant convenir que les loix de cet empire sont bien éloignées d'être parfaites. On peut même dire que plusieurs sont barbares , & qu'elles appartiennent plutôt à des tirans qu'à des princes justes qui gouvernent leurs sujets en pères. Il est vrai que des empereurs , frappés de la dureté de quelques-unes de ces loix , les ont abrogées , entr'autres *la loi qui condam-*

noit tous les parens d'un criminel à la même peine que lui ; & celle en vertu de laquelle l'exécution des sentences de mort étoit si précipitée, qu'on ne donnoit pas le temps aux accusés de se justifier.

Mais malgré les changemens que plusieurs empereurs ont faits dans la législation Chinoise, pour en détruire les abus qui la déshonoroient aux yeux de l'humanité, & de cette justice éclairée qui doit présider à la formation des loix, cette législation ne répond point à la haute idée que quelques auteurs ont voulu nous donner du gouvernement des Chinois. La corruption & les vices qui regnent parmi eux, le pouvoir excessif que les vicerois & les gouverneurs ont de condamner à des amendes, ou d'infliger des peines corporelles, sont des abus dont les suites funestes & sans cesse renaissantes, portent le trouble & la frayeur dans toutes les parties de l'empire.

En effet les mandarins, dont la sagesse a été si souvent donnée pour modèle aux Européens, sont la plupart de petits tirans ambitieux & barbares. Pour la plus légère faute ils condamnent les coupables à des amendes considérables : souvent ils or-

donnent la confiscation des biens. La constitution de l'empire leur défend de faire exécuter aucun jugement de mort ; mais elle les autorise à faire souffrir aux accusés des tourmens mille fois plus affreux que la mort , puisqu'ils ont le droit de faire emprisonner , de faire mettre à la torture , enfin de faire donner la bastonade de la maniere & aussi longtemps qu'il leur plaît , même jusqu'à ce que la malheureuse victime de leur barbarie expire sous les coups.

On peut juger d'après ce tableau fidele de ce qui se passe tous les jours dans l'empire Chinois , si les loix de cet empire sont aussi parfaites que plusieurs auteurs l'ont prétendu.

On inflige à la Chine deux especes de peines aux coupables. Les grands crimes y sont punis de mort , & les délits légers y sont réprimés par des peines corporelles ou pécuniaires.

La révolte & le crime de lèse - majesté sont regardés comme les plus grands crimes ; on les punit avec la derniere rigueur : voici le supplice qu'on inflige au coupable. On le hache en dix mille pieces. L'exécuteur attache le criminel à un poteau , il lui cerne la

tête , en arrache la peau avec force , l'abat sur ses yeux , pour lui ôter (disent les Chinois) la vue des tourmens qu'il doit souffrir ; ensuite il lui déchire avec des tenailles toutes les parties du corps , & les coupe en plusieurs morceaux ; après s'être lassé dans ce barbare exercice , il abandonne le criminel à la cruauté de la populace & des spectateurs.

Après les crimes de rébellion & de lèze-majesté , il n'en est point de plus atroce que celui de manquer à ce que l'on doit à ses parens ; on le punit avec autant & même plus de sévérité. Si un pere accuse son fils de quelque faute devant le mandarin , il n'a besoin d'aucune preuve , le criminel est condamné & exécuté sur le champ. S'il arrive qu'un enfant soit assez insolent pour dire des injures à ses parens , pour se moquer d'eux , pour lever la main sur eux , enfin pour les excéder de coups & les tuer , alors tout l'empire paroît en mouvement. La province où ce crime horrible a été commis est allarmée , & l'empereur devient lui-même le juge du coupable. On dépose tous les mandarins voisins , & sur-tout ceux de la ville qui l'ont si mal instruit. On châtie

châtie sévèrement les parens du coupable pour avoir été si négligens à le reprendre, pour n'avoir pas informé les magistrats de ses mauvaises inclinations , & pour avoir permis qu'il soit parvenu par degrés à cet excès abominable. Quant au supplice auquel on condamne le coupable , on le coupe en mille pieces , on le brûle , on détruit sa maison jusqu'aux fondemens , on renverse celle de ses voisins , & on élève par-tout des monumens pour conserver la mémoire de cet horrible attentat.

Le meurtre est aussi puni de mort. On étrangle celui qui en se battant a tué son adversaire , parce que c'est le supplice dont on punit les crimes les moins graves qui méritent la mort ; mais quand il s'agit d'un assassinat , ou d'un meurtre accompagné de quelque circonstance aggravante , on tranche la tête au coupable ; cette mort est regardée comme plus honteuse , parce que la tête qui est la principale partie de l'homme est séparée du corps , & qu'en mourant il ne conserve pas son corps aussi entier qu'il l'avoit reçu de ses parens. Les personnes d'un rang un peu distingué, qui sont condamnées à mort, sont toujours portées

au lieu du supplice dans des chaînes ou dans des charrettes couvertes. Quand l'empereur confirme une sentence de mort , (si c'est un crime atroce) il ajoute ces mots , — *aussitôt qu'on aura reçu cet ordre , qu'on l'exécute sans aucun délai.* Si c'est un crime ordinaire , l'empereur écrit au bas de la sentence , — *qu'on tienne le criminel en prison , & qu'on l'exécute au temps de l'automne.* C'est la saison de l'année où l'on choisit un jour pour l'exécution des criminels.

L'adultère , qui , (comme on l'a vu au mot *adultère*) est puni de la manière la plus sévère chez toutes les nations policées , est à peine regardé comme un délit par les loix Chinoises.

» Les mœurs sont si peu respectées dans cet empire , (dit un historien) qu'il se trouve des parens assez indulgens , qui par égard pour la foiblesse de leurs filles , exigent de ceux qui les épousent , (moyennant quelque gros présent) qu'ils leur accorderont de temps en temps la liberté de voir un galant , sans qu'elles puissent être recherchées pour cela , ni exposés à aucun châtiment. Mais quand on n'a pas pris cette précaution d'avance , si une femme manque à la fidélité conjugale ,

le mari a le droit de lui infliger quelque peine corporelle , ou de la répudier ; & si celui qui a commis le fait a usé de violence , on peut le poursuivre , & il ne manque pas d'être puni par quelque châtiment corporel , ou par une amende , suivant la sentence du mandarin devant lequel il est mené. Mais ces cas sont rares , parce que les femmes se piquent beaucoup , au moins extérieurement , de modestie & de fidélité pour leurs maris , & que d'ailleurs elles sont fort resserrées & veillées de près ».

Le vol n'est point puni de mort , à moins qu'il ne soit accompagné de circonstances aggravantes. Les coupables reçoivent un certain nombre de coups de bâton sur le dos , & le nombre en est fixé par le mandarin qui ordonne ce châtiment ; après l'exécution le coupable est obligé de se mettre à genoux devant le juge , s'il le peut , & de le remercier très-humblement de sa correction paternelle.

Ce châtiment est si rude , qu'un seul coup est capable d'affommer , mais on corrompt aisément le bourreau avec quelque présent , & on le détermine à rendre le châtiment plus doux. Les mandarins sont condamnés à

cette peine comme le peuple , parce que ce n'est pas un supplice honteux ; d'ailleurs on trouve des gens qui pour de l'argent reçoivent le châtiment à la place du coupable. Cet échange ne fait pas l'éloge de la maniere dont la justice est administrée dans l'empire de la Chine.

Quand le vol est considérable , le coupable est condamné au *cangue* ; nous avons fait la description de ce supplice au mot *bonzeffe*. Après avoir fait porter le *cangue* au voleur pendant le temps prescrit par le jugement , on le conduit devant le mandarin , qui après l'avoir exhorté à se corriger , lui fait donner une vingtaine de coups de bâton , car c'est l'usage de la justice Chinoise de commencer & de finir par la bastonnade.

Il y a des crimes pour lesquels on condamne les coupables à être marqués sur les deux joues. La marque qu'on leur imprime est un caractère Chinois, qui indique la nature du crime ; il en est d'autres pour lesquels on condamne au bannissement , qui est souvent perpétuel , sur-tout si c'est en Tartarie qu'on exile ; mais avant le départ on ne manque jamais de donner la bastonnade , &

le nombre des coups est proportionné à la nature de la faute. Il y a des cas pour lesquels on condamne les coupables à tirer les barques impériales ; cette servitude ne dure que trois ans. On inflige encore d'autres châtimens pour des fautes légères , tels que celui de porter sur la tête un poids de six jusqu'à dix livres & plus , suivant la volonté du mandarin qui préside au jugement.

L'usage de la *question* est reçu à la Chine. Comme nous nous proposons de présenter un tableau des différentes manieres dont on donne la *question* chez presque tous les peuples du monde en entier , nous renvoyons nos lecteurs à l'article *question*. Il sera pour le moins aussi complet que celui *adultere* , qui se trouve dans notre premier volume.

On ne dresse point d'échafaud pour les exécutions des criminels. Un coupable condamné à avoir la tête tranchée se met à genoux dans une place publique ; il a les mains liées derrière le dos : l'exécuteur s'avance & lui abbat ordinairement la tête d'un seul coup.

L'emploi de bourreau à la Chine est une charge distinguée. Il a droit de porter la ceinture jaune, qui est l'ornement des princes du sang.

Les prisons de la Chine n'ont ni l'horreur ni la saleté de celles d'Europe. Elles contiennent des logemens spacieux & commodes. Les prisons de la capitale & des principales villes de l'empire ne sont point les seules qui réunissent ces avantages. Elles sont bâties sur le même plan dans toute l'étendue de l'empire. Voici la description qui en a été faite par un historien. « Ce sont (dit-il) de grandes cours quarrées , aux quatre côtés desquelles sont les chambres des prisonniers , élevées sur de grosses colonnes de bois , qui forment une espece de galerie. Aux quatre coins sont des prisons secretes , où l'on renferme les scélérats , chargés de chaînes ; il ne leur est pas libre de sortir pendant le jour , ni de s'entretenir dans la cour , comme on le permet quelquefois aux autres prisonniers. La prison des femmes est séparée de celle des hommes ; on ne peut leur parler que par une grille , ou par le tour qui sert à leur fournir leurs besoins ; mais il est très-rare qu'aucun homme en approche. Les sentinelles sont relevées d'heure en heure , & la garde fait continuellement la ronde , de sorte que les tentatives pour s'évader sont non-seulement

inutiles , mais dangereuses. Le mandarin qui a l'inspection de la prison , la visite très-fréquemment ; s'il y a des malades , c'est à lui de faire venir des médecins , de faire fournir les remèdes aux frais de l'empereur , & d'apporter tous les soins pour rétablir leur santé ; si quelque prisonnier meurt dans la capitale , on est obligé d'en avertir l'empereur , & dans les provinces le viceroy ; l'empereur ordonne souvent aux mandarins supérieurs d'examiner si le mandarin de la justice subalterne a fait son devoir ».

Les causes civiles sont jugées par les tribunaux qui sont établis sur les lieux. Chaque ville du premier , du second & du troisième ordre , a son tribunal particulier ; ces tribunaux sont subordonnés les uns aux autres , & relèvent de celui de la capitale de la province. On peut appeler non seulement à ce tribunal supérieur , mais encore y porter son affaire , sans passer par les tribunaux subalternes. Si l'on craint de n'y pas obtenir justice , dans des affaires de grande conséquence , on peut en appeler au tribunal souverain de Peking ; mais dans aucuns cas on ne peut se servir d'avocats & de procureurs.

Celui qui reclame l'autorité de la justice est obligé de porter lui-même sa plainte au tribunal ; quand il arrive à la seconde porte, il frappe sur un tambour qui y est suspendu, se met à genoux , & leve les mains jusqu'à sa tête , & présente sa supplique à l'officier qui vient au bruit du tambour. Cet officier prend la requête & la remet au tribunal , où on l'examine ; si l'affaire se trouve d'une légère importance , si elle ne mérite pas d'être présentée aux magistrats , si elle est injuste , ou enfin si le demandeur ne peut prouver ce qu'il avance , on le renvoie après lui avoir fait donner la bastonnade ; mais si la plainte est juste & appuyée de preuves suffisantes , on envoie un huissier pour sommer le défendeur ou l'accusé de se présenter : & ce dernier est obligé de comparoître pour donner ses moyens de défense.

Quelquefois les juges accordent du temps : par exemple lorsque les témoins du défendeur sont éloignés , ou qu'il y a quelque circonstance qui demande un examen plus approfondi ; mais hors ces cas le procès se décide sur le champ. Si l'une ou l'autre des parties n'est pas contente du jugement , elle peut en appeller à un tribunal supérieur , &

de celui-là à un autre ; & soit qu'ils le fassent ou non , les tribunaux subalternes sont obligés de rendre compte de chaque affaire à celui qui est immédiatement supérieur , pour y être de nouveau examinée , afin de confirmer ou de casser la sentence ; car si elle paroît injuste , le tribunal supérieur est non-seulement obligé de la révoquer , & de rendre justice à celui à qui l'on a fait tort , mais de punir le juge subalterne pour avoir manqué à son devoir , soit qu'il y ait eu appel ou non. « On diroit (dit un historien) que c'est une excellente méthode d'administrer la justice , & la plus propre à bannir la fraude & la corruption , que de rendre les tribunaux subalternes aussi dépendans de ceux qui sont supérieurs ; mais tout cela n'est que pour la forme. Il y a en effet tant d'intelligence entre ces tribunaux , ou pour mieux dire , les tribunaux supérieurs pillent si bien les autres , qu'un pauvre plaideur n'a gueres rien à espérer , quelque juste que soit sa cause , si à force de présens il ne trouve le moyen de faire pencher la balance en sa faveur ».

Malgré tous les défavantages attachés à la condition des plaideurs , il y a des cantons

où les peuples aiment tellement les procès , qu'ils engagent leurs terres , leurs maisons , leurs meubles & tout ce qu'ils ont , pour avoir le plaisir de faire donner des coups de bâton à leur ennemi ; & il arrive quelquefois que celui-ci , moyennant une plus grosse somme , qu'il donne secrètement au mandarin , a l'adresse d'é luder le châ timent & de faire tomber les coups de bâton sur le dos de celui qui l'a appelé en justice ; de là naissent entre eux des haines mortelles , qu'ils nourrissent toujours dans leur cœur , jusqu'à ce qu'ils aient trouvé l'occasion de se venger d'une manière qui les satisfasse ; tandis que les iniques mandarins , plus attentifs à satisfaire leur avarice qu'à s'acquitter de leur devoir , & à procurer la tranquillité & le bonheur des sujets , favorisent la chicane , dans l'espérance de faire de nouveaux gains.

CHINOIS. (prince)

Son procès & sa condamnation.

C'est l'usage parmi les Tartares de faire le procès aux généraux qui n'ont pas remporté la victoire. Dans une expédition

d'un empereur de la Chine contre les Eluths, quoique l'armée impériale eût remporté quelques avantages , on fut mécontent de ce que les troupes ennemies n'avoient pas été entièrement défaites. L'armée de l'empereur étoit à la vérité cinq fois plus nombreuse que celle du khan , aussi attribuoit-on la faute au frere aîné de l'empereur, qui étoit généralissime des troupes. Ce prince n'avoit aucune expérience de la guerre ; d'ailleurs craignant d'exposer trop les troupes de l'empire dans une circonstance où leur défaite pouvoit avoir des suites fâcheuses, il s'étoit retiré avec quelque précipitation lorsqu'il avoit vu les ennemis déterminés à se défendre. S'ils eussent mieux profité de cette conjoncture , l'armée de l'empereur couroit risque d'être fort maltraitée. Ce monarque pour témoigner qu'il étoit peu satisfait de ses officiers généraux , sur-tout du prince son frere , non-seulement les laissa camper dans les montagnes de la Tartarie plus de trois mois après la retraite des Eluths ; mais lorsque son frere revint à Peking il ne lui permit d'entrer dans la ville qu'après l'avoir fait interroger juridiquement sur sa conduite.

Le prince répondit qu'il avoit livré bataille à l'armée du khan aussi-tôt qu'il l'avoit rencontrée, mais que l'ennemi s'étant posté dans un lieu avantageux ayant un marécage devant lui, il n'avoit pas jugé à propos d'exposer inutilement l'armée impériale, que tout l'avantage ne lui étoit pas moins demeuré, qu'enfin les Eluths avoient pris la fuite; qu'au reste s'il y avoit quelque sujet de reproche, on ne devoit le faire tomber que sur lui puisqu'il étoit généralissime, & que s'il étoit jugé coupable, il se soumettroit au jugement qu'il plairoit à l'empereur de lui imposer.

Si les officiers généraux eussent pris le parti d'excuser le généralissime, cette affaire n'auroit peut-être point eu de suites, mais comme chacun vouloit se justifier, trois ou quatre des grands de l'empire qui composoient le conseil du prince, présentèrent une requête où rejetant sur lui toute la faute, ils l'accusoient de lâcheté, & de s'être amusé à jouer & à chasser au lieu de veiller à la conduite de l'armée. Ils prenoient même à témoin le fils aîné de l'empereur; mais ce prince répondit qu'il ne lui convenoit point d'être l'accusateur de son oncle.

Le généralissime n'épargna rien pour sa défense. Il fit voir qu'il n'étoit pas seul coupable , que ceux qui composoient son conseil , & qui se plaignoient de lui , auroient dû lui proposer de suivre l'ennemi , que personne n'avoit fait l'ouverture de cet avis que tout le monde trouvoit alors si nécessaire ; qu'au reste ils n'avoient pas montré plus de courage que lui , puisqu'ils étoient tous revenus sans blessures.

Le tribunal de Tkong-Jin-fu qui juge les affaires des princes du sang , & des officiers de la couronne , voyant une pareille opposition dans les témoignages , ordonna que le généralissime seroit enfermé dans le tribunal même , & que les officiers seroient mis en prison tandis qu'on instruiroit leur procès. Mais l'empereur ne déféra point à cette sentence ; après avoir déclaré qu'elle lui paroissoit trop rude pour la nature du crime , il ordonna que les coupables auroient le temps de fournir toutes leurs réponses , & que dans l'intervalle ils auroient la liberté de se retirer chez eux , où ils seroient gardés.

Les jours suivans le tribunal reprit l'examen de cette affaire ; il décida que le géné-

ralissime feroit privé de sa qualité de *regule* ; que les officiers généraux perdroient leurs emplois. L'empereur différa longtemps à s'expliquer sur cette sentence. Cependant on fit arrêter tous les officiers de l'artillerie, parce que le jour de la bataille ils avoient abandonné la plus grosse piece de canon, & qu'elle auroit pu être enclouée par les ennemis, s'ils eussent été capables de cette attention.

Enfin l'empereur termina cette grande affaire. Le prince son frere & les officiers généraux qui avoient des dignités titulaires furent condamnés à perdre trois années de leurs revenus. Les deux *regules* à perdre trois compagnies de leurs gardes ; les autres officiers qui n'avoient que de simples charges furent destitués de deux degrés, c'est-à-dire que ceux qui étoient mandarins du premier ordre le devinrent du second, & les seconds le devinrent du troisieme, sans être dépouillés néanmoins de leurs emplois. Ceux qui étoient membres du conseil d'état perdirent cette dignité ; enfin les officiers qui avoient abandonné le canon furent condamnés à cent coups de fouet, après quoi on les remit en liberté.

Le plus considérable de ces malheureux officiers d'artillerie avoit été longtemps un des principaux officiers de la chambre de l'empereur ; il étoit alors gouverneur d'un de ses enfans. Après avoir subi son châtiement il continua ses fonctions.

On doit observer qu'il arrive quelquefois aux principaux mandarins de recevoir des soufflets, des coups de pied ou de fouet sous les yeux même de l'empereur sans être dépouillés de leurs emplois ; ils ne se reprochent point entr'eux ces humiliantes disgraces : ils les oublient même aussi-tôt , pourvu qu'ils conservent leurs dignités.

CHINOIS

puni pour avoir vendu ses enfans.

Un Chinois qui avoit passé plusieurs années à Bantam , & qui avoit acquis d'immenses richesses , se trouvoit pere d'un nombre prodigieux d'enfans. On lui en connoissoit jusqu'à soixante qu'il avoit eu de différentes meres. Il se dispoisoit à quitter Bantam pour s'en retourner à la Chine : ses femmes étoient déjà vendues ; mais le roi de Bantam apprit qu'au lieu d'emmener ses

enfans , il cherchoit aussi à se défaire du plus grand nombre , & qu'il n'en destinoit que quatre pour faire le voyage. Sa conduite fut observée ; au premier enfant qu'il eut la dureté d'exposer en vente , un Javan chargé secrettement des ordres du roi se présenta pour l'acheter ; d'autres acheterent successivement le reste. Enfin le roi le fit amener devant lui , & après plusieurs questions sur son départ , lui demanda s'il avoit déjà fait partir ses enfans pour la Chine : le Chinois qui ne croyoit pas le prince si bien instruit , ne fit aucune difficulté de répondre que toute sa famille étoit embarquée ; il eut à peine fait cette réponse qu'il se vit arrêté & chargé de fers. Le roi se fit présenter une requête au nom des cinquante-six enfans qui avoient été vendus , les fit racheter , leur donna avec la liberté la portion qui devoit leur revenir dans l'héritage de ce pere dénaturé , & le condamna à une prison perpétuelle.

CHINGULAIS , (roi des)

Ses cruautés dans l'administration de la justice.

Knox , dans les détails qu'il nous a laissés sur

sur les mœurs & les coutumes des Chingulais, n'a pas oublié les cruautés d'un de leurs rois nommé *Radja-Singa*, ou le roilion. Les fautes les plus légères étoient punies, sous le règne de ce prince, avec une rigueur sans exemple : il inventoit lui-même les supplices ; tantôt il faisoit arracher aux coupables avec des tenailles, ou brûler avec un fer chaud différentes parties du corps ; ensuite il leur faisoit lier les mains autour du col, & les forçoit de dévorer leurs membres.

Une femme accusée d'adultère fut conduite en sa présence, & condamnée au supplice des éléphants. Voici la manière dont se faisoit cette exécution. Un homme monté sur un éléphant couroit sur la coupable, qui se trouvoit bientôt déchirée. On avoit l'affreuse précaution de couvrir les dents de ces éléphants d'un fer bien aiguë à trois tranchans, car les éléphants apprivoisés dont on se sert pour cet usage ont les dents coupées par le bout afin qu'elles croissent mieux.

Ce Radja Singa prenoit souvent plaisir à faire couper la tête à des jeunes gens des meilleures familles, pour la faire mettre ensuite dans leur ventre ; après cela il les

faisoit porter chez leurs pères, sans daigner dire de quel crime il les avoit trouvés coupables.

C I C É R O N

est enveloppé dans les proscriptions: sa mort.

C'est sans doute une des condamnations les plus injustes & les plus révoltantes, que celle qui fit perdre la vie à l'orateur immortel de Rome. Quoique les circonstances qui accompagnèrent la mort de ce grand homme soient connues, le récit en appartient à notre ouvrage. Nous les renfermerons seulement dans les bornes les plus étroites pour éviter des répétitions inutiles.

Cicéron étoit avec son frere & son neveu dans une de ses maisons de campagne, lorsqu'on lui marqua qu'il étoit compris dans la proscription. Les triumvirs avoient formé le projet d'en faire un secret jusqu'au moment de l'exécution, pour surprendre ceux qu'ils avoient condamnés à la mort, & leur ôter tous les moyens d'échapper à leur cruauté; mais les amis de Cicéron ayant trouvé le moyen de l'en informer, il partit sur le champ avec son frere & son neveu

pour une autre maison de campagne qui étoit voisine de la mer ; il se flattoit d'y trouver quelque vaisseau qui pût le dérober à la fureur de ses ennemis.

Quintus qui n'étoit point préparé pour un voyage si imprévu , résolut de retourner à Rome avec son fils , & de s'y tenir caché. Il vouloit recueillir les débris de sa fortune pour passer dans les pays étrangers.

Cicéron ayant trouvé un vaisseau prêt à partir , s'embarqua sur le champ. Il vogua l'espace de deux lieues sur les bords de la côte , toujours combattu par les vents & les flots , qui le forcèrent enfin de prendre terre. Etant descendu il passa la nuit dans les plus vives inquiétudes. Il falloit choisir une retraite : enfin après une longue délibération il ne trouva point d'expédient plus agréable que celui de mourir.

Plutarque dit que Cicéron forma le projet de retourner à Rome & de se tuer de sa propre main dans la maison d'Octave , pour faire tomber la vengeance de son sang sur le perfide auteur du malheur de sa patrie & du sien ; mais les importunités de ses domestiques le firent consentir à se reposer dans sa maison de

Formie , qui n'étoit qu'à un mille de la côte : Fatigué de la vie , il déclara qu'il étoit résolu de mourir dans ce pays qu'il avoit sauvé tant de fois. Le sommeil l'ayant saisi dans ces agitations , il dormit profondément pendant quelques heures , malgré le bruit d'un grand nombre de corbeaux , qui , si l'on en croit le récit de quelques historiens , firent entendre leurs croassemens autour de ses fenêtres , pour l'avertir que sa dernière heure approchoit.

Les domestiques de Cicéron allarmés par ce présage sinistre , le déterminèrent à se mettre dans une litiere qu'ils se hâtèrent de conduire vers le vaisseau par des routes détournées au travers de son parc. Leurs craintes avoient augmenté , en apprenant dans le même instant qu'on avoit vu dans le canton des soldats qui le chërchoient. En effet , il venoit de sortir de sa maison lorsque les soldats arriverent ; ne trouvant point Cicéron , ils marcherent si promptement sur ses traces qu'ils joignirent la litiere dans le bois.

Popilius que Cicéron avoit défendu avec succès dans une cause capitale , étoit à la tête de ces soldats. Les domestiques ne

l'eurent pas plutôt reconnu , qu'ils se rangèrent autour de leur maître pour le défendre ; mais Cicéron leur ordonna de se retirer , & jettant sur ses ennemis un regard tranquille qui déconcerta leur audace , il présenta la tête hors de la litiere , & leur dit qu'ils pouvoient prendre ce qu'ils demandoient & finir leur ouvrage. Ils lui couperent aussi-tôt la tête & les deux mains , & se hâterent de retourner à Rome pour les porter à Antoine. Popilius se chargea lui-même de lui offrir ce présent sanguinaire. Antoine étoit sur le forum environné de ses gardes & d'une nombreuse populace. Popilius lui ayant montré de loin la proie qu'il lui apportoit , il reçut sur le champ pour récompense une couronne d'or avec une somme d'environ deux cens mille livres. Antoine fit attacher la tête contre la tribune entre les deux mains.

Telle fut la triste destinée de l'orateur de Rome. Il étoit âgé de 63 ans onze mois & cinq jours lorsqu'il mourut victime de la barbarie la plus atroce.

CINQ-MARS ET DE THOU.

Leur procès & leur supplice.

Le cardinal de Richelieu voulant avoir auprès du roi quelqu'un qui l'instruisît de ses plus secrètes pensées , jettâ les yeux sur Cinq-Mars. Il donna la préférence à ce jeune homme , parce qu'il sçavoit que les agrémens de sa conversation lui gagneroient la confiance du monarque. Pour prix de son choix le ministre fit promettre à son protégé de le servir dans ses desseins.

Les vues du cardinal réussirent au-delà de ses espérances ; Cinq-Mars devint le favori de Louis XIII. Une pension de 1500 écus sur la cassette , & la charge de grand écuyer de France furent les premières graces qui annoncerent la faveur dont il jouissoit ; une fortune si rapide excita bientôt l'envie de toute la cour.

Le cardinal insensible aux murmures , se servit de Cinq-Mars pour éloigner de la cour madame d'Hautefort & mademoiselle de Chemereau , qui avoient des vues sur le cœur du roi. Il s'établit alors entre le ministre & le favori une intelligence parfaite.

M. Legrand rendoit compte au cardinal des plus secrettes pensées du roi, & le cardinal se servoit de tout son ascendant sur l'esprit du monarque pour augmenter la faveur de M. Legrand.

Il étoit impossible que cette harmonie se soutînt longtemps entre deux hommes de ce caractère, tous deux altiers & impétueux. Les premiers troubles furent causés par la Chesnaye, valet de chambre du roi, intrigant dont le cardinal s'étoit servi pour arrêter les progrès que madame d'Hautefort faisoit dans le cœur du roi. A ce goût pour l'intrigue, la Chesnaye joignoit une ambition démesurée qui le rendoit jaloux de la faveur de M. Legrand. Quelques confidences que ce dernier lui avoit faites lui servirent utilement pour soutenir les rapports artificieux qu'il faisoit au roi. Il dit entr'autres choses au monarque, qu'après avoir assisté au coucher, M. Legrand couroit en poste à Paris, où il passoit les nuits dans la débauche avec Manon de l'Orme, courtisane fameuse de ce temps. Le roi qui haïssoit le libertinage, témoigna beaucoup de froideur à M. Legrand, qui de son côté échauffé par la Chesnaye, qui lui

rapportoit les discours que le roi tenoit contre lui , s'emportoit contre le monarque & faisoit hautement des plaintes peu mesurées. Enfin dans une entrevue ils se communiquèrent leurs sujets de plaintes mutuelles , & connurent par-là l'auteur de leurs brouilleries : ils se raccommoderent , & la Chesnaye fut chassé ignominieusement par le roi , qui le traita de brouillon & de faiseur de faux rapports.

La Chesnaye qui avoit prévu que l'éclaircissement du monarque & de son favori lui feroit funeste , avoit quelques jours auparavant fait confidence au cardinal du malheur qu'il craignoit ; le ministre qui s'étoit servi heureusement de la Chesnaye en plusieurs occasions , l'assura de sa protection. Mais le coup fut si prompt & si secret qu'il ne put le parer ; il approuva alors la conduite du roi , ne voulut point voir la Chesnaye qui s'étoit présenté chez lui , & ne laissa rien paroître du dépôt que M. Legrand lui causoit , en rendant ce mauvais office à la Chesnaye sans sa participation. Malgré son ressentiment , il raccommoda ensemble le monarque & le favori , qui s'étoient brouillés de nouveau.

Les nouveaux rendez-vous avec Manon de Lorme , les défiances du cardinal , qui commençoit à craindre le favori , l'imprudence , les hauteurs & l'indiscrétion de Cinq-Mars amenerent bientôt de nouvelles ruptures. Il faisoit , sans trop de précautions , confidence à ses amis de son antipathie naturelle pour le roi.

Les mécontentemens & les défiances augmentèrent de jour en jour. Cinq-Mars oubliant tout ce qu'il devoit au cardinal, se ligua avec ses ennemis. Ces derniers formèrent alors le projet d'avoir recours à l'Espagne. Un gentilhomme nommé Fontrailles fut envoyé à Madrid le 13 mars 1642 ; où l'on signa un traité dont voici les principaux articles.

Philippe s'engageoit à fournir douze ou quinze mille hommes de vieilles troupes , de faire remettre à Monsieur , qui devoit se retirer à Sedan , 400 mille écus pour faire des levées , 12 mille écus de pension par mois , 40 mille ducats par an à M. de Bouillon , & autant à Cinq - Mars , cent mille livres pour mettre Sedan en état de défense , & 25 mille livres par mois pour l'entretien de la garnison.

Le roi d'Espagne & monsieur le duc d'Or-

léans ne devoient faire aucun accommodement particulier ou général sans le consentement l'un de l'autre.

Le but de l'union étant une paix entre les cours de France & d'Espagne , on mettoit pour préliminaire qu'il ne seroit rien fait de contraire aux intérêts du roi.

Le ministre , malgré sa défiance habituelle & son activité , ignora pendant quelque temps ce qui se tramoit contre lui. Dès qu'il en fut instruit , il pressa le roi de faire arrêter M. Legrand. M. le comte de Charost , capitaine des gardes , fut chargé de cette commission. Cinq-Mars averti à temps , résolut de prendre la fuite. La crainte d'être reconnu le força d'entrer chez une femme qui lui donna retraite. Il y fut arrêté peu de jours après. M. de Thou fut aussi arrêté le même jour.

M. de Thou dont il est ici question , étoit petit-fils du célèbre historien , & digne de porter ce nom. Le ministre qui le haïssoit , profita de cette occasion pour le perdre. Madame de Chevreuse , que le cardinal redoutoit & haïssoit également , avoit été secourue dans sa disgrâce par M. de Thou ; il étoit d'ailleurs lié avec beaucoup de gens

puissans ou suspects , il n'en falloit pas davantage pour déterminer le cardinal à satisfaire sa vengeance.

Quoi qu'il en soit des motifs de la haine du ministre , les tristes effets n'en sont que trop certains. M. de Thou n'avoit sçu le traité que Fontrailles avoit été conclure en Espagne que par Fontrailles même , lors de son voyage à Carcassonne , & il ne l'avoit appris qu'après sa conclusion.

Le duc d'Orléans ayant été averti que la conjuration étoit découverte , écrivit au cardinal , qui exigea l'aveu de toutes les circonstances du complot.

Le cardinal étant instruit de l'ingratitude de son protégé , résolut de lui faire expier son crime par une punition éclatante. Il fit ordonner aussi-tôt qu'on fit le procès aux accusés , & il nomma des commissaires pour en faire l'instruction.

Le procureur général , sur les informations , requit « que M. Legrand fût déclaré atteint & convaincu du crime de lèze-majesté , condamné à avoir la tête tranchée , & avant l'exécution à être appliqué à la question pour déclarer les autres complices , & que jusqu'à ce le jugement du procès des

seurs de Bouillon & de Thou fût surfis ».

Ce n'étoit point assez pour le cardinal : « il dit aux juges que les accusés devoient être jugés suivant la rigueur des loix ».

Il fit venir les commissaires les uns après les autres dans son appartement , où il leur recommanda de juger les accusés conformément au vœu des loix. Il partit ensuite de Lyon pour se rendre à Paris.

Le 12 septembre M. Legrand fut amené devant les commissaires ; il crut qu'il étoit mandé pour déposer contre M. de Thou. Les premières interrogations roulerent en effet sur ce sujet ; avant de répondre il se leva de dessus la sellette, & fut parler à l'oreille de M. le chancelier qui présidoit la commission. M. le chancelier , sans faire attention à ce que M. Legrand lui avoit dit , reprit l'affaire dès son origine. M. de Cinq-Mars l'interrompant alors , lui dit : « Je vois bien monsieur où vous en voulez venir , pour abrégér l'affaire , je vous dirai tout ce que j'en sçais , puisqu'on m'a manqué de parole , je me crois dispensé de tenir la mienne ; ceci regardoit la persuasion où il étoit , d'après les rapports artificieux qu'on lui avoit faits que M. de

Thou l'avoit chargé ; ce qui le détermina à assurer que M. de Thou lui-même avoit été parfaitement instruit des négociations avec l'Espagne. On trouva peu de grandeur d'ame dans le procédé de M. Legrand , parce qu'on ignoroit les indignes artifices dont on s'étoit servi pour l'amener à cette déclaration.

M. de Thou conduit devant les commissaires , & interrogé sur le traité fait avec l'Espagne , nia en avoir eu aucune connoissance ; à l'instant on lui fit la lecture de la déposition de M. de Cinq-Mars , & on ordonna qu'ils feroient confrontés. M. de Thou demanda à M. Legrand s'il avoit dit ce qu'il venoit d'entendre ; frappé de l'émotion avec laquelle il lui faisoit cette question , M. Legrand ouvrit les yeux sur la perfidie dont on l'avoit rendu victime , & voyant qu'il avoit été trompé , il voulut se hâter de parer le coup que sa déposition portoit à son ami ; mais M. de Thou qui le voyoit s'embarasser , prit la parole & dit : *Messieurs , je vous déclarerai l'affaire au vrai & en peu de mots , & dans tout ce que je dirai je proteste que je n'ai aucun dessein de chicaner ma vie.*

Il avoua qu'il avoit sçu le traité d'Espagne par le canal de Fontrailles, l'ayant rencontré par hazard à Carcassonne, qu'il l'avoit accablé personnellement de reproches, & blâmé vivement les auteurs de ce traité; qu'il n'avoit point révélé cette négociation, parce qu'il auroit été de la dernière rémérité de dénoncer un fils de France & des personnes de la première considération sans pouvoir fournir aucunes preuves du crime dont il les auroit accusées; qu'il ne voyoit d'ailleurs aucun danger pour l'état, & sentoit très-bien que le traité en question seroit sans effet.

M. Legrand ne parla que pour confirmer tout ce que venoit de dire son ami. Thomé, prévôt de la maréchaussée de Lyon, avoit averti M. de Thou s'il vouloit se sauver, de persister toujours dans la négative; mais n'ignorant point également qu'on se seroit déterminé à donner la question à M. de Cinq-Mars pour en tirer tout ce qu'il sçavoit, & préférant une mort prompte à une prison éternelle, il crut devoir faire cet aveu.

M. le Chancelier traversant la chambre vint parler à M. le procureur général, &

lui dit ces paroles : « Eh bien , monsieur , ne trouvez-vous pas à présent qu'il y en ait assez contre M. de Thou » ?

Le procureur général répondit que la confession de M. de Thou & la déposition de M. de Cinq-Mars jointes à ce qui résultoit du procès , faisoient une preuve entiere , & que le devoir de son ministère l'engageoit à soutenir que le crime étoit capital , qu'il doutoit cependant , en concluant à mort contre M. de Thou , que son avis fût suivi.

Le procureur général ayant insisté sur ce qu'il seroit plus à propos de suivre les premières conclusions qu'il avoit prises , le chancelier retourna prendre sa place , & disposa les juges de maniere que son opinion prévalut.

L'avis fût uniforme sur M. de Cinq-Mars , il fut condamné à mort d'une voix unanime. Un des juges fut d'avis de condamner M. de Thou aux galeres perpétuelles , & un autre approuva toute autre peine que celle de mort. Les autres opinerent à la mort.

L'arrêt étant ainsi conclu , le chancelier , sur le bureau de la chambre , écrivit à la hâte au cardinal , pour lui mander tout ce qui s'étoit passé. Picaud qui étoit chargé de porter la lettre , le trouva à deux lieues de

Lyon. Il lui demanda avec empressement ce qu'il y avoit de nouveau : M. Legrand & M. de Thou , répondit Picaud , sont condamnés à mort. « *M. de Thou ! — s'écria trois fois le cardinal : M. le chancelier m'a délivré là d'un grand fardeau ; & tout de suite il ajouta : mais Picaud ils n'ont point de bourreau !*

Rien n'égale la constance & la fermeté avec lesquelles MM. de Cinq-Mars & de Thou apprirent leur condamnation. Ce dernier s'adressant à M. Legrand , lui dit : « eh bien monsieur , humainement je pourrois me plaindre de vous ; vous m'avez accusé , vous me faites mourir , mais Dieu sçait combien je vous aime ; mourons monsieur , mourons courageusement & gagnons le ciel ». Ils s'embrassèrent l'un & l'autre , en se félicitant de mourir ensemble. On appella Palerne , greffier criminel du présidial de Lyon , pour leur lire leur arrêt.

Ils en entendirent la lecture avec le plus grand sang froid. Ils se confessèrent ensuite l'un & l'autre avec beaucoup de piété. M. de Thou sur-tout , paroissoit courir avec joie à la mort. Ils contestèrent entr'eux à qui mourroit le premier. Un des confesseurs dit à M. de Thou : « vous êtes le plus âgé , ainsi

VOUS

vous devez vous montrer le plus généreux ».

« Eh bien monsieur , reprit M. de Thou, vous voulez m'ouvrir le chemin du ciel », M. Legrand répondit : « Je vous ai ouvert le précipice ».

Il fut arrêté que M. Legrand mourroit le premier. « Est-il bien possible , mon pere , dit M. de Thou en se tournant vers son confesseur , qu'une créature aussi méprisable doive aujourd'hui prendre possession d'une éternité bienheureuse » !

Le carrosse étant arrivé au pied de l'échafaud , *allons mon ami* , dit M. de Thou à Cinq Mars , *allez , l'honneur vous appartient , montrez que vous sçavez mourir*.

M. Legrand magnifiquement vêtu , monta sur l'échafaud ; lorsqu'il étoit sur le second ou le troisieme échelon , *monsieur* (lui dit un garde à cheval) *il faut être plus modeste , &c* en même temps il enleva le chapeau de dessus la tête de Cinq-Mars , qui se détourna promptement , arracha son chapeau de la main du garde , le remit sur sa tête , &c acheva de monter. Il fit la révérence à toute l'assemblée ayant la main gauche sur le côté , avec la même grace que s'il eût été dans la chambre du roi. Il se mit ensuite

à genoux , embrassa le billot , pencha la tête dessus , & demanda à l'exécuteur si c'étoit ainsi qu'il se devoit mettre : « *oui monsieur* (répondit un pauvre crocheteur de la ville qu'on avoit obligé de remplir l'office du bourreau malade.)

Cinq-Mars se releva ensuite , remit à son confesseur une boîte dont il le pria d'employer la valeur en œuvres pieuses , après avoir brûlé le portrait qui se trouvoit dedans ; il lui donna pour le même objet une bague de prix qu'il avoit au doigt. Après s'être coupé lui-même la moustache , il donna les ciseaux au jésuite , en le priant de lui couper les cheveux. Il se tourna ensuite vers le poteau , l'embrassa fort étroitement. — *Suis-je bien ?* (demanda-t-il à l'exécuteur ;) *oui monsieur* , répondit celui-ci : *frappe* (dit le grand écuyer.) Le bourreau d'un coup de hache lui coupa la tête , qui fit plusieurs bonds en tombant.

Dès que M. Legrand fut mort , M. de Thou monta sur l'échafaud. Il étoit vêtu d'un habit noir & il avoit son chapeau à la main. Le premier objet qui frappa ses yeux sur ce funeste théâtre fut le corps de son ami nageant dans son sang & couvert d'un

mauvais drap. Ce spectacle ne fit qu'augmenter les sentimens de religion dont il étoit pénétré à l'approche de ses derniers momens ; il pria humblement le bourreau de lui couper les cheveux , & après ce service il l'embrassa en l'appellant son frere. Il lui recommanda de lui bander les yeux. *Je n'ai point de bandeau , dit l'exécuteur.* Alors M. de Thou se tournant vers les assistans dit : « *Je suis homme , je crains la mort , & le corps de mon ami étendu à mes pieds me trouble. Je vous demande par aumône de quoi me bander la vue* ».

On lui jetta plusieurs mouchoirs , l'exécuteur en prit un dont il lui banda les yeux. Il voulut être lié au poteau , après avoir prié les jésuites qui l'accompagnoient de ne point l'abandonner dans ses derniers momens. Il présenta la tête au fer teint du sang de son ami , & reçut onze coups , le douzieme sépara enfin sa tête de son corps. M. de Thou étoit âgé de 35 ans. L'exécuteur après l'avoir dépouillé transporta son corps dans le carrosse qui l'avoit amené ; on y plaça aussi celui de M. Legrand. Ils furent portés aux Feuillans où ce dernier fut enterré. Quelque temps après le corps de

164 C I N Q - M A R S , &c.

M. de Thou fut transporté de cette église dans celle des Carmelites de Lyon , & son cœur à Saint-André-des-Arcs , sépulture ordinaire de sa famille.

C L O D I U S

ou supplice des traîtres chez les Romains.

La sévérité des Romains sur tout ce qui regardoit la discipline militaire & la dignité de la république , éclata sur-tout dans l'affaire de Clodius. Il avoit fait avec les habitants de l'île de Corse un traité honteux. Il fut à peine arrivé à Rome , que le sénat lui fit son procès ; il fut condamné à être livré aux Corfes : ceux-ci ne voulant point le recevoir , les Romains annullerent le traité.

On examina de nouveau la conduite de Clodius ; sa perfidie ayant été découverte , il fut condamné au supplice des traîtres. Il fut étranglé dans sa prison , & son corps fut ensuite traîné dans les rues de Rome.

C O M B A B U S ,

ou moyen cruel employé par un jeune seigneur pour se justifier du crime d'adultere.

Combabus , jeune seigneur de la cour

d'un roi de Syrie , fut choisi par ce monarque pour accompagner la reine dans un assez long voyage qu'elle devoit faire. Cette reine s'appelloit Stratonice. Elle vouloit aller bâtir un temple à Junon , selon les ordres qu'elle avoit (disoit-elle) reçus des dieux dans un songe.

Combabus étoit un fort beau garçon. Il crut qu'inafailliblement le roi concevroit quelque jalousie contre lui ; il le supplia donc très-instamment de ne point le charger de cet emploi , & n'ayant pu obtenir cette dispense , il crut que sa vie étoit dans le plus grand danger. Il obtint seulement sept jours pour se préparer à ce voyage : voici quels furent ses préparatifs. Dès qu'il fut rentré chez lui il déplora le malheur de sa condition , qui l'exposoit à l'alternative de perdre ou sa vie ou son sexe. Enfin après bien des soupirs il se mutila , & mit les tristes marques de sa virilité dans une boîte qu'il cacheta. Lorsqu'il fallut partir il donna cette boîte au roi en présence de ses courtisans , & le pria de la garder jusqu'à son retour. Il dit à ce prince que cette boîte renfermoit un trésor qui lui étoit aussi cher que sa vie.

Le roi mit son cachet sur cette boîte , &

la déposa entre les mains des officiers de sa garde-robe. Le voyage de la reine dura trois ans & ne manqua pas de produire ce que Combabus avoit prévu. Elle devint éperduement amoureuse de ce jeune homme , & fit d'abord tout ce qu'elle put pour cacher sa passion ; mais le silence ne faisoit qu'augmenter son amour. Il fallut enfin parler. Il est vrai que comme elle ne vouloit point de confidente & qu'elle ne se sentoît point assez de courage pour demander elle-même le remède à son mal , un historien prétend qu'elle avala plusieurs verres d'une liqueur si forte , qu'elle méprisa les derniers cris de la pudeur & brava tous les remords. Elle monta alors à la chambre de Combabus , lui découvrit son amour & le supplia très-humblement de ne point faire le cruel. Il la renvoya d'abord , sous prétexte qu'elle étoit yvre ; mais comme elle le menaçoit de se porter à quelque coup de désespoir , il lui déclara & lui prouva démonstrativement l'impossibilité où il se trouvoit de la satisfaire.

A la vue de l'état déplorable de Combabus , la princesse (comme on peut aisément le croire) sentit refroidir son amour.

Cependant elle continua d'aimer l'objet infortuné de sa passion : elle vouloit sans cesse être avec lui. Le roi averti de la conduite de la reine , rappella Combabus. Cet ordre n'étonna point le jeune homme , il sçavoit que sa justification étoit en dépôt dans le cabinet du roi ; il revint donc & parut à la cour avec cette noble assurance qui appartient à l'innocence seule , & que le crime voudroit en vain affecter. Le roi ordonna qu'on mît Combabus en prison & qu'on lui fît son procès. Plusieurs témoins déposèrent l'avoir vu consommer le crime avec la reine. Il ne répondit rien à ces dépositions , jusqu'au moment où ayant été condamné à mort , on le conduisoit au supplice : il dit alors qu'il ne mouroit pas pour avoir souillé le lit du roi , mais parce que le roi ne vouloit point lui rendre la boîte qu'il lui avoit remise en partant.

Le roi ordonna qu'on apportât sur le champ cette boîte. On la décacheta , & l'ayant ouverte on vit clairement l'innocence de l'accusé , qui déclara les raisons qui l'avoient porté à se faire cette violence.

Le roi entierement guéri de ses soupçons plaignit le malheur de Combabus , fit punir

févèrement ses délateurs , & le combla de routes les faveurs qu'il imagina capables de réparer la perte que cet infortuné jeune homme avoit faite.

C O N C U S S I O N N A I R E

puni.

Quoique sous les foibles regnes de Léon & d'Anthemius les concussions & les trahisons même demeuraissent souvent impunies , quelquefois cependant la justice reprenoit ses droits.

Arvaude avoit été préfet de la Gaule pendant cinq ans en deux fois. Dans sa première préfecture il avoit gouverné la province avec beaucoup d'humanité ; dans la seconde il l'avoit pillée , & ses exactions ne pouvant fournir à son luxe , il avoit contracté des dettes immenses. Pour se mettre à l'abri des poursuites de ses créanciers , il ne vit d'autre moyen que celui de livrer la Gaule entre les mains des Barbares, dont il espéroit tirer des sommes considérables : il écrivit au roi des Visigoths pour l'engager à prendre les armes , & à tomber sur les Bretons de l'Armorique,

qu'il subjugueroit fans peine. Pendant qu'il tramoit cette intrigue criminelle , il redou- bloit d'insolence & de cupidité , & accu- muloit de plus en plus sur sa tête la haine publique dont il étoit chargé. Sa lettre fut interceptée par les principaux de la Gaule , qui épioient ses démarches. La province députa auffi-tôt à Rome Tonnance Ferreol , ancien gouverneur , auffi chéri des peuples qu'Arvande en étoit détesté.

On lui donna pour adjoint Thaumaste & Petrone , recommandables par leurs vertus & par leurs talens. Ils étoient munis d'un decret public qui les commettoit pour dé- noncer le préfet au nom de toute la Gaule. Ils portoient en même temps la lettre d'Ar- vaude , qui ignoroit absolument qu'eile eût été surprise. Sur la requête des Gaulois , l'empereur envoya ordre de l'arrêter & de le conduire à Rome. On lui donna lorsqu'il fut arrivé le capitolé pour prison , sous la garde d'Asellus , intendant des finances. Ses amis lui conseilloyent de rabattre quelque chose de cette fierté qui ne servoit qu'à aigrir les esprits , & de préparer ses défenses contre les Gaulois , qui peut-être avoient à lui porter quelque coup imprévu. Il rejetta

170. CONCUSSIONNAIRE.

leurs conseils avec hauteur ; sa bonne conscience , disoit-il , le rassuroit. Cependant le sénat s'assembla pour procéder à l'examen ; il s'y rendit vêtu magnifiquement. On fit entrer les députés , & on écouta leurs plaintes : tant qu'ils ne parlèrent que de ses vexations Arvaude ne perdit pas contenance , persuadé que ce crime avoit cessé d'en être un depuis qu'il étoit si commun.

Les accusateurs firent ensuite lecture de la lettre adressée au roi des Visigoths. On s'étoit attendu qu'il s'inscrirait en faux , & pour le convaincre on avoit arrêté son secrétaire , mais on n'eut pas besoin de cette ressource. Furieux de se voir découvert , il s'écria qu'il étoit auteur de la lettre & qu'il ne la défavouoit pas. A ce premier moment de fureur un morne silence succéda. La réflexion ayant ensuite déchiré le bandeau qu'il avoit sur les yeux , il vit clairement l'abyme dans lequel cet aveu l'avoit précipité ; tous les juges prononcèrent qu'il étoit coupable du crime de lèze-majesté. On le déclara déchu de tous ses privilèges , & il fut sur le champ conduit aux prisons publiques. Quinze jours après il reçut sa sentence de mort , & fut enfermé dans l'île du Tibre

CONCUSSIONNAIRE. 171

pendant les trente jours, qui devoient, suivant les loix, s'écouler entre la condamnation & le supplice.

Dans cet intervalle plusieurs amis puissans se donnerent tant de mouvemens, que la peine de mort fut commuée par l'empereur en un bannissement perpétuel. Sidoine, un de ceux qu'il avoit pressé de solliciter pour lui, & qui s'en acquittoit vivement, ne put s'empêcher de dire qu'Arvaude étoit aussi lâche que malheureux, puisqu'il desiroit de survivre à son ignominie.

C O C U A G E ,

*Mari qui plaisante sur ce sujet avec sa femme ,
& qu'une réponse naïve rend furieux.*

Un habitant de Lewis en Suffex, s'entretenant à table avec sa femme devant ses domestiques, lui dit après quelques propos sur le malheur des maris, qu'il n'en connoissoit qu'un dans toute la ville qui ne fut pas cocu. La dame se mit à rêver là-dessus, le mari ajouta qu'elle le connoissoit aussi sans doute : elle répondit naïvement, qu'elle avoit beau chercher, qu'elle ne devinoit point ce fortuné mari.

Les domestiques s'étant mis à rire , le mari en fut si piqué , que sur le champ les prenant à témoin de l'aveu de sa femme , il ne voulut écouter aucune excuse , & sur cette mauvaise plaisanterie il commença un procès qui finit par leur séparation.

C Œ U R. (Jacques)

Son procès & sa condamnation.

Sous le règne de Charles VII Jacques Cœur étoit à la tête des finances du royaume , & dispoſoit des revenus de l'état. Cet homme dont l'industrie étoit aussi nécessaire en temps de paix , que le courage de Dunois en temps de guerre , avoit établi le plus grand commerce que jamais particulier ait embrassé. Il avoit trois cens facteurs en Italie & dans le Levant. Son opulence passa depuis en proverbe : on disoit *riche comme Jacques Cœur*. Parvenu au plus haut degré de la fortune , ses richesses & sur-tout son luxe exciterent l'envie ; ils parurent même des crimes aux yeux de ses ennemis. Quoiqu'Agnès Sorel en mourant l'eût nommé un de ses exécuteurs testamentaires , le bruit

qui se répandit que le Dauphin avoit fait empoisonner cette favorite de son pere ; les liaisons que Cœur entretenoit , disoit-on , avec le Dauphin , le firent soupçonner d'avoir eu part à ce crime. Tel fut le motif de la premiere action intentée contre lui , dans laquelle il ne fut pas question de la déprédation des finances.

Jeanne de Vendôme , femme de François de Montberon , fut son accusatrice. Ce fut sur la délation de cette dame que le roi donna ordre de l'arrêter à Taillebourg. Si ses ennemis n'avoient point eu d'autre crime à lui imputer , sa détention n'auroit pas été longue. Il se justifia pleinement , & la dame de Vendôme fut condamnée à lui faire *amende honorable*.

Il ne faut souvent pour perdre un homme en place que porter le premier coup. Sa fortune immense, & ses dépenses avoient excité contre lui la haine & la jalousie : mille accusateurs s'éleverent tout-à-coup contre Jacques Cœur , & le roi auprès duquel on avoit tenté de le perdre , en lui imputant des liaisons avec le Dauphin , établit une commission pour faire son procès. Antoine de Chabannes , grand-maître de la maison

du roi , fut nommé président de cette commission.

On l'accusoit d'altération dans les monnoyes , d'avoir fait transporter hors du royaume une quantité considérable d'argent d'un titre inférieur à celui du prince , d'avoir contrefait le petit scel du secret du roi , d'avoir vexé les provinces par des concussions sans nombre , d'avoir vendu des armes aux Mahométans, d'avoir renvoyé en Egypte un esclave chrétien qui s'étoit réfugié en France sur ses galeres ; enfin de s'être servi du nom du roi pour engager des particuliers & même des provinces entières à remettre entre ses mains des sommes immenses ; indépendamment des contributions ordinaires , en leur faisant entendre que le roi prenoit un singulier plaisir à ces gratifications surabondantes , & qu'elles lui *servoient à jouer aux dez*.

Le premier moyen de défense de Jacques Cœur fut le privilège de cléricature : c'étoit un préservatif dont on se munissoit alors par précaution ; mais il avoit été arrêté en habit de courtisan , ce qui portoit atteinte à sa prérogative ; on fut obligé d'interroger les barbiers des différens lieux où il s'étoit

trouvé ; tous affirmèrent que quand on lui faisoit la barbe & les cheveux « il n'avoit » jamais demandé qu'on lui fit la tonsure ».

Cependant on produisit ses lettres de tonsure , & les grands vicaires de Poitiers le reclamèrent. On refusa de les entendre , & malgré leurs protestations & leurs appels *au roi mieux conseillé* , on poursuivit l'instruction du procès.

Jacques Cœur demanda alors des avocats & un conseil , ce qui lui fut refusé , & sans vouloir l'admettre à la preuve testimoniale , ils exigèrent qu'il se justifiât par écrit. On lui donna deux mois pour préparer ses réponses. En vain il se plaignit de la brièveté de ce délai , il ne put le faire prolonger , quoiqu'il représentât que la plupart des titres & des papiers qui pouvoient servir à sa justification étoient épars en divers endroits : c'étoit un parti pris , on vouloit le trouver coupable.

Comme il persistoit toujours à recuser les témoins qui déposoit contre lui & les commissaires même , attendu son privilege de cléricature , il fut présenté à la question , dépouillé de ses habits , & lié. L'appareil des tourmens l'obligea alors de s'en rap-

porter au témoignage de ses accusateurs. Ce fut sur cette conviction arrachée par la crainte de la torture qu'on prononça le jugement.

Il faut observer que Charles examina lui-même toute la procédure , & qu'ensuite le chancelier & les commissaires se rendirent au château de Lusignan , pour prononcer l'arrêt. Cet arrêt déclaroit Jacques Cœur duement atteint & convaincu des crimes à lui imputés, pour lesquels il avoit encouru la peine de mort , « que le roi lui remettoit en » considération de certains services, & à la » recommandation du pape » , le condamnoit de plus à faire amende honorable au roi en la personne du procureur général , & à quatre cens mille écus pour indemnité des sommes par lui retenues , outre la confiscation générale de ses biens , & à être banni à perpétuité.

Quoique son accusatrice eût été évidemment convaincue de calomnie dans la première action intentée contre lui au sujet de l'empoisonnement d'Agnès Sorel , l'arrêt portoit « qu'à l'égard des poisons , pour ce » que le procès n'étoit pas en état , le roi » n'en faisoit aucun jugement, & pour cause ».

Jacques

Jacques Cœur fut conduit à Poitiers , où il fit publiquement amende honorable : le roi lui ordonna de se retirer dans le couvent des Cordeliers de Beaucaire pour y demeurer *en franchise*. Il y resta deux ans , ayant alors trouvé le moyen de prendre la fuite , il passa en Italie : ce fut-là qu'il ramassa les débris de sa fortune. Il alla ensuite continuer son commerce en Chypre. Il fut rappelé en France quelques années après ; mais il refusa d'y revenir.

Quoique Charles VII ait revu depuis toute la procédure faite contre Jacques Cœur ; quoique Louis XI , implacable ennemi de la mémoire de son pere , ait fait revoir ce fameux procès , & que les avocats consultés dans cette circonstance aient répondu « que la chose leur paroissoit douteuse & périlleuse à remettre sous les yeux » du parlement » ; on plaindra toujours cet infortuné ministre , qui avoit rendu à l'état & à son maître les services les plus essentiels. On alléguera toujours en faveur de son innocence que les accusations portées contre lui étoient vagues ; qu'on le priva des moyens de se justifier , qu'il ne fut forcé de s'avouer coupable que par l'effroi qu'il

éprouva à l'appareil de la torture ; qu'on lui refusa des avocats & des conseils , & enfin qu'il a été jugé par des commissaires intéressés à le perdre.

C O N F E S S E U R *puni.*

Sous le pontificat de Clément VII un homme fut assassiné à Padoue si secrètement que personne ne connoissoit l'auteur du crime. Le meurtrier se confessant à un prêtre , lui déclara l'homicide dont il étoit coupable , & le confesseur le découvrit aux parens & aux amis du défunt , qui le firent arrêter. Le coupable avoua tout , mais il soutint qu'on ne pouvoit le punir , puisqu'on n'avoit d'autres preuves que la révélation de son confesseur , & qu'elle ne pouvoit être reçue en justice , à moins qu'on ne voulût abolir le tribunal de la pénitence , qui ne pouvoit se soutenir que par le secret inviolable des confesseurs. Le juge frappé de ce discours fit tant de recherches qu'on découvrit enfin le prêtre ; il le fit arrêter & conduire à Venise où résidoit le nonce. Il y fut interrogé , & ayant avoué son sacrilège , il fut puni de mort , & le meurtrier fut renvoyé absous.

CONFESSEUR *puni.*

Un particulier condamné à mort ne voulant point se confesser, Thomas de Ville-neuve, archevêque de Valence en Espagne, l'y détermina enfin à force d'exhortations; ce malheureux dit au prélat qu'il refusoit de se confesser, parce qu'il avoit été condamné sur la révélation que son confesseur avoit faite de son crime. L'archevêque fit venir le confesseur; cet ecclésiastique qui étoit le frere de l'infortuné que l'accusé avoit assassiné, convint qu'il avoit trahi le secret de la confession. Le prélat fut aussitôt vers les juges, les détermina à révoquer la condamnation qu'ils avoient prononcée, & à absoudre le criminel, « pour faire un exemple, ajoute l'Arretiste qui rapporte ce trait, du respect inviolable qu'on doit avoir pour le secret des confessions religieuses, & afin que cette révélation ne demeurât pas impunie, il fit punir légèrement le confesseur en considération de ce qu'il avoit d'abord avoué son crime, & de l'occasion qu'il avoit donnée de faire voir un exemple de la vénération que les juges même doivent avoir pour les confesseurs ».

M ij

C O N F E S S E U R

puni par un viftr.

• Une jeune chrétienne d'une grande beauté, dont un jeune seigneur turc étoit éperduement amoureux, fut menacée par son amant qu'il la tueroit avec son mari si elle ne consentoit à le satisfaire. Elle feignit de l'écouter, & lui donna un rendez-vous pour un certain jour où, disoit-elle, son mari devoit être absent. Le turc vint armé de deux pistolets & d'un sabre; mais dans le moment où il croyoit satisfaire sa passion, le mari qui étoit peu éloigné parut tout-à-coup. Quoique le galant fut armé, le mari aidé par sa femme parvint à le terrasser, & celle-ci lui donna un coup de sabre & le tua. S'étant confessée de ce meurtre à un prêtre de sa nation, ce confesseur avare profita de cette conjoncture pour emprunter de sa pénitente & de son mari des sommes considérables, les menaçant de révéler leur crime s'ils refusoient de satisfaire son avarice. Dépouillés enfin de tout ce qu'ils avoient, ils ne furent plus en état de rien prêter : alors le prêtre alla les dénoncer au

C O N F E S S E U R. 181

pere du jeune turc. Le pere qui étoit ami du visir alla le trouver, & lui dit qu'il connoissoit les auteurs du meurtre de son fils , par un prêtre à qui les coupables s'étoient confessés , & lui demanda justice.

Le visir conçut autant d'indignation contre le perfide délateur , que de pitié pour les deux infortunés si indignement trahis. Ayant fait passer le turc dans une autre chambre , il envoya chercher sur le champ un évêque Arménien, pour lui demander ce que c'étoit que la confession ; l'évêque répondit à sa question , & dit que le secret de la confession étant inviolable, on punissoit quiconque la révéloit , & qu'on renvoyoit absous ceux qu'on accusoit par cette voie. Les accusés ayant comparu à leur tour, & s'étant justifiés sur la nécessité de défendre leur vie & leur honneur , le visir fit arrêter le prêtre & le condamna à être brûlé vif dans la place publique.

C O N N E C T E,

prédicateur brûlé vif.

En 1428, un carme Breton, nommé Thomas Connecte , se rendit fameux par ses

M iij,

prédications en différens endroits de l'Europe. Le peuple le regardoit comme un nouvel apôtre. L'affluence des auditeurs l'obligeoit souvent de prêcher dans les places publiques. On prétend qu'il touchoit vivement les cœurs ; pour le prouver , on rapporte que les femmes portoient elles-mêmes leurs ornemens à ce moine , qui les faisoit brûler en leur présence sur un échafaud élevé dans la place publique. Après un long séjour dans les Pays-bas , il passa en Italie , où il réforma les carmes de Mantoue. S'étant rendu ensuite à Venise , il accompagna les ambassadeurs de cette république à Rome ; étant arrivé dans cette ville , il eut l'indiscrétion de prêcher trop librement contre les mœurs de cette cour. Le pape Eugene IV le fit mettre en prison ; les cardinaux de Rouen & de Navarre reçurent ordre de lui faire son procès. Il ne fut pas difficile d'avoir des preuves de son crime , puisqu'il l'avoit commis dans la chaire en présence d'un concours étonnant de citoyens de tous les états. Aussi fut-il condamné à être brûlé vif , ce qui fut exécuté en l'année 1434.

CONRADIN.

Conradin, fils de Conrard, & petit-fils de Frédéric II, empereur de la maison de Souabe, n'avoit que trois ans lorsque son pere mourut; Conrad avoit laissé la régence du royaume de Sicile à son frere naturel Mainfroy, qui avoit avancé sa mort. Mainfroy n'oublia rien pour faire empoisonner son neveu, qui étoit en Allemagne. Il usurpa le royaume de Sicile, se brouilla avec le pape, & fit des courses sur les terres de l'église.

Urbain IV fit prêcher la croisade contre lui, & investit Charles d'Anjou, frere de saint Louis, de la Sicile. Clément IV, son successeur, ratifia son élection. Charles ayant passé en Italie, remporta, l'an 1266, une victoire sanglante dans les plaines de Bénévent, où Mainfroy fut tué; alors Conradin, accompagné de son cousin Frédéric, fils de Herman, marquis de Bade, mit une armée sur pied, malgré les sages conseils de sa mere, qui craignoit de voir échouer sa jeunesse: il étoit en effet à peine âgé de 16 ans. Il passa l'hiver à Vérone, méprisant les menaces du pape, s'embarqua à Genes, & passa en Toscane.

Conrard , prince d'Antioche , avoit déjà fait révolter en sa faveur toute la Sicile , excepté les habitans de Messine , de Syracuse & de Palerme. Ces heureux commencemens perdirent Conradin. Charles vint au-devant de lui lorsqu'il entroit en Sicile , & lui donna bataille au champ du *Lis* , le jeudi 23 août de l'an 1268 , & défit son armée ; Conradin & Frédéric s'étant sauvés furent pris en passant une rivière & conduits dans les prisons les plus voisines.

Tout ce qu'il y avoit de gens versés dans la connoissance des loix fut mandé pour examiner quelle peine méritoient les auteurs & les compagnons d'une entreprise que les panégyristes du vainqueur appelloient *le plus grand de tous les crimes*.

Les juges (disent quelques historiens) après avoir résumé avec soin toutes les raisons tirées des loix & du droit public , déclarèrent Conradin & ses complices coupables de lèse-majesté divine & humaine , & comme tels les condamnerent à perdre la tête sur un échafaud.

Cet arrêt honteux pour ceux qui le rendirent , fut prononcé d'une voix unanime. On ne voulut pas même faire réflexion que

c'étoit violer indignement toutes les loix reçues pour les prisonniers de guerre. On ferma les yeux sur les justes droits du jeune prince , ou plutôt ils firent tout son crime. Crime bien pardonnable , si l'ambition sçavoit pardonner ce qui s'oppose à ses vues.

On rassembla les malheureux captifs dans un même lieu. Un prédicateur monté sur une éminence , s'adressant à Conradin , lui reprocha avec barbarie les crimes imputés à ses peres , les maux affreux qu'ils avoient faits à l'église , les anathêmes dont ils avoient été frappés , anathêmes retombés jusques sur leur héritier , puisque (disoit cet énergumene forcené) en lui alloit finir la *race de l'aigle orgueilleux & perfide.*

On le mena ensuite avec ses compagnons d'infortune dans une chapelle tendue de noir , où (ce qu'on aura peine à croire) on les força d'assister à leurs propres funérailles. On y chanta en leur présence & pour eux l'office entier des morts ; on y dit une messe solennelle pour le repos de leur ame ; on y récita enfin sur leur tête toutes les prières que la religion , qu'on oublioit si indignement , a consacrées pour les cérémonies funébres. On leur permit de se confesser ,

& ils furent ensuite conduits à l'échafaud qu'on avoit dressé dans le marché de Naples.

Le duc d'Autriche fut exécuté le premier. On vit alors dans Conradin ce mélange de force & de foiblesse que devoient naturellement produire dans un enfant les semences d'un grand courage & la vue d'une mort indigne & prématurée. Il ramassa la tête de son généreux ami , la baisa tendrement , lui demanda mille fois pardon , si pour le prix de son amitié il n'avoit pu lui procurer qu'une fin si tragique. Il s'adressa ensuite à cet indigne peuple si avide du sang de ses rois , lui reprocha sa cruauté pour le fils de ses maîtres bienfaisans , qui avoient toujours fait sa gloire & son bonheur , puis jettant son gant au milieu de l'assemblée , pour marque d'investiture ; il déclara qu'il cédoit tous ses droits sur le royaume de Sicile à celui qui le vengeroit d'un vainqueur barbare ; enfin après une courte prière , il reçut le coup mortel en baisant la tête de son ami.

Telle fut la fin déplorable du dernier rejetton de l'illustre maison de Souabe , qui avoit gouverné l'empire pendant cent quinze ans , & régné plus d'un siècle sur la Sicile.

C O N R A D I N. 187

La malheureuse mere de Conradin demanda du moins pour toute consolation, qu'il lui fût permis de faire élever à cet enfant chéri un mausolée sur le lieu même de son supplice ; mais tout ce qu'elle put obtenir pour cet illustre & malheureux rejetton de tant de rois , ce fut de faire transporter son corps de la place du marché où il avoit été enterré comme un excommunié , dans l'église des carmes , où l'on voulut bien lui accorder la sépulture.

C O N S T A N C E

ministre du roi de Siam , puni pour avoir voulu changer les loix & la religion.

Constantin Paul Kon Grec , étoit né dans un village de l'île de Céphalonie appelé la Cûstode , d'un noble Vénitien & d'une demoiselle des plus anciennes familles du pays. Le comte de Forbin dit dans ses mémoires qu'il étoit fils d'un cabaretier ; quoi qu'il en soit , Constance à l'âge de 12 ans s'embarqua en 1660 avec un capitaine Anglois qui retournoit dans sa patrie. Son esprit , son humeur insinuante , ses manieres agréables lui firent beaucoup d'amis. Ne

pouvant néanmoins espérer de s'avancer en Angleterre, il s'embarqua pour les Indes. Ayant amassé des richesses assez considérables pendant le séjour qu'il fit à Siam, il quitta le service de la compagnie d'Angleterre & négocia pour son compte. D'abord il réussit mal ; car ayant fait naufrage sur la côte de Malabar, il ne put sauver de toute sa cargaison que deux mille écus. Quelque temps après ce malheur, en se promenant sur le bord de la mer, il vit venir à lui un homme qui avoit l'air triste & abbatu : c'étoit l'ambassadeur du roi de Siam, qui avoit échappé comme lui au naufrage, mais qui étoit sans argent, sans hardes & sans suite. Il se fit connoître à Constance, qui lui offrit de le remettre à Siam. L'ambassadeur ayant accepté la proposition, Constance équipa une petite barque pour faire le trajet. Pour reconnoître ce service, l'ambassadeur de retour à Siam vanta beaucoup le mérite de Constance au *barkalon*, c'est-à-dire au premier ministre d'état. Ce ministre habile, mais ami du repos & des plaisirs, fut ravi de pouvoir s'attacher un homme fidele sur lequel il pût se reposer de quelques détails.

Peu de temps après, le roi qui avoit

connu la capacité de Constance , le chargea d'une ambassade étrangere , qu'il remplit avec beaucoup d'honneur & d'habileté. Il eut alors toute la faveur de son maître. Le *barkalon* étant venu à mourir, le roi lui offrit la place de ce ministre. Constance craignant d'exciter l'envie , refusa la qualité de *barkalon* ; mais il en exerça toutes les fonctions sans en prendre le titre.

Ayant quitté son pays dans sa premiere jeunesse, il n'avoit pas été difficile aux Anglois de lui faire embrasser la religion protestante ; mais depuis il fit abjuration , & tenta toutes sortes de moyens pour établir la religion catholique à Siam. On dit que c'étoit pour faire réussir ce dessein qu'il avoit engagé son maître à envoyer des ambassadeurs à Louis XIV. Ils périrent en chemin. Louis XIV instruit des desseins de sa majesté Siamoise , lui envoya en 1685 le chevalier de Saint-Chaumont, accompagné de l'abbé de Choisy & de plusieurs gentilshommes. Ils furent magnifiquement reçus par les soins de Constance ; le roi de Siam promit de s'instruire dans la religion chrétienne , & fit partir avec M. de Saint-Chaumont les trois ambassadeurs qu'on a vus à Paris en 1687.

190 C O N S T A N C E.

MM. de la Loubere & Ceberit les reconduisirent à Siam, & y menèrent des troupes que ce roi avoit demandées. Il en composa sa garde, & envoya pour la seconde fois vers le roi de France le pere Tachard, jésuite, avec prière de lui ramener des François. Mais pendant ce voyage quelques mandarins mécontents de toutes ces nouveautés, & jaloux du pouvoir de Constance, profiterent de sa brouillerie avec des Fargues, général des troupes Françaises, pour se rendre maître des affaires. Les François furent chassés, & Constance fut arrêté. Le roi ordonna qu'on lui fit son procès. Il fut instruit en peu de temps. Comme c'est un crime capital à Siam de vouloir changer la religion & les loix, Constance fut condamné à perdre la vie, & il expira dans les plus cruels tourmens.

C O N S T A N T I N.

Sa sévérité envers sa femme & son fils.

Crispe qui avoit si heureusement remplacé son pere dans la guerre contre les Francs, qui l'avoit secondé avec tant de succès & de gloire dans la défaite de Licinius,

fut accusé par sa belle-mere d'avoir conçu pour elle une passion incestueuse, & d'avoir osé la lui declarer. Quelques auteurs attribuent cette méchanceté de Fausta à la jalousie que lui inspiroient les brillantes qualités du fils de Minerinne ; d'autres disent qu'embrâée d'un criminel amour pour ce jeune prince , & repoussée avec horreur , elle l'accusa du crime dont elle étoit seule coupable. Tous les historiens conviennent qu'emporté par sa colere , Constantin condamna son fils à mort sans autre examen : il fut mené par son ordre à Pola en Istrie , où il eut la tête tranchée ; il étoit âgé d'environ trente ans. Sa mort fut bientôt vengée. Accablé des reproches de sa mere , tourmenté par les remords de sa conscience , Constantin tomba dans une espece de désespoir ; il ne trouva d'autre consolation dans sa douleur que celle de faire éclater son repentir par une statue d'argent qu'il fit élever à son fils. La tête de cette statue étoit d'or , & sur le front étoient gravés ces mots ; *c'est mon fils injustement condamné.*

. La mort de Crispe , prince chéri de tout l'empire , attira sur Fausta l'indignation publique. Elle fut accusée d'un commerce

192 C O N S T A N T I N :

infâme , que l'empereur avoit seul ignoré jusqu'alors. Aussi aveugle dans sa colere contre sa femme que contre son fils , il s'exposa encore à l'injustice & aux remords , en condamnant , sans autre examen , Fausta à être étouffée dans une étuve. Plusieurs officiers de sa cour furent également sacrifiés à sa vengeance , & périrent dans les tourmens les plus affreux.

C O N S U L *Anglois , insulté à Alger.*

La fixieme année du règne de Hali , Thomas Thompson , consul Anglois à Alger , allant à la loge où s'assemblent les capitaines de vaisseau , rencontra sur le môle un jeune Maure ; ce môle est fort étroit , & le passage en est peu commode ; le Maure disputa le terrain au consul , & même le poussa. Le consul lui demanda s'il vouloit le jeter en bas du môle , & lui dit qu'il le trouvoit bien insolent de lui disputer le pas. Le Maure répondit en colere , que c'étoit bien à un chrétien à prétendre le pas sur lui , & en même temps donna un soufflet au consul , le jeta par terre , & lui mit un genou sur l'estomac. Le capitaine du port ayant vu de loin cette scène ,

scène, s'avança & menaça de loin le Maure, qui prit la fuite. Le consul Anglois fut conduit par le capitaine Maure à l'assemblée des officiers de marine. L'amiral ayant témoigné le chagrin qu'il avoit de ce qui lui étoit arrivé, alla sur le champ informer le dey de cette affaire.

L'amiral avoit beaucoup de considération pour la famille du jeune Maure, dont le pere étoit un honnête marchand. Il pria le dey de ne pas le condamner à mort ; Hali lui répondit qu'il vouloit bien par égard pour lui ne pas le condamner à la corde qu'il avoit méritée, mais il ajouta qu'il falloit, pour l'exemple & pour la satisfaction du consul outragé, lui infliger quelque châtiement. Il fut décidé qu'on le condamneroit à la bastonnade. Le consul étant arrivé un instant après, le dey lui dit qu'il alloit lui rendre justice.

Le bachaoux Maure amena bientôt le criminel en présence du dey, qui lui cria : *malheureux ! qu'as-tu fait ?* le Maure sans beaucoup s'émouvoir, lui répondit ; *eh seigneur ! qu'ai-je fait ? — j'ai battu un chrétien , un chien qui vouloit être plus que moi , & qui m'a dit des injures.*

Le dey outré de son arrogance , lui dit , est-il vrai que tu as traité le consul Anglois de la maniere qu'on me l'a dit ? — oui , seigneur , & cela ne valoit pas la peine de m'envoyer chercher. Alors le dey furieux le condamna à recevoir deux mille deux cens coups de bâton ; & la sentence fut exécutée sur le champ en présence du consul.

On lui appliqua d'abord mille coups de bâton sous la plante des pieds ; comme il ne pouvoit en supporter davantage sans mourir , & que le dey vouloit en faire un exemple qui inspirât la terreur , il ordonna que le criminel fût conduit en prison , afin qu'il se remît un peu ; le lendemain à neuf heures du matin , on lui appliqua les autres douze cens coups de bâton sur les fesses. Il en perdit la parole & la connoissance ; mais comme il n'étoit pas mort , le dey ordonna de le conduire en prison , de l'y enfermer , & de l'y laisser expirer de douleur , de faim & de soif.

CORDELIER ,

chef d'une conspiration , puni ainsi que ses complices.

Un nommé Thomas Campanella , échappé

des prisons de l'inquisition , se mit dans la tête de former une conjuration en 1600 , pour délivrer le royaume de Naples de la tyrannie des vicerois. Il trouva la noblesse & le peuple fort disposés à le seconder dans ce dessein. Les tributs excessifs que ces princes tiroient d'eux excitoient depuis longtemps leurs murmures.

Retiré dans un petit couvent obscur à Rito sa patrie , où il se livroit à l'étude de l'astrologie , il persuada aux moines ses confreres que les astres , dont il sçavoit interpréter les mouvemens , prédisoient une grande révolution pour l'année 1600 , surtout dans le royaume de Naples & dans la Calabre ; qu'il étoit destiné par la volonté de Dieu pour être lui-même le chef de cette révolution. Il n'épargna aucune parole flatteuse pour se créer un parti , & ses discours insinuans eurent le succès qu'il s'en étoit promis.

Un certain pere Denis Ponzio de Nicastro fut un des plus ardens à épouser le projet de Campanella , dans lequel entrèrent plus de 300 religieux , tant Cordeliers qu'Augustins & Dominicains. Déjà les conjurés avoient plusieurs châteaux à leur disposition,

plusieurs barons Napolitains s'étoient laissés séduire ; & dix-huit cens hommes rassemblés étoient prêts à agir au premier signal. Campanella avoit fait un traité avec le bacha Gicala pour obtenir des secours de sa flotte. Le bacha devoit avoir plusieurs forteresses & terres que le chef des conjurés lui promettoit dans sa nouvelle république. La flotte devoit se montrer au mois de septembre , & dès qu'on l'appercevroit le soulèvement devoit se faire en criant *liberté* , & en tuant les officiers du roi.

Telles étoient les mesures prises par Campanella & par les autres conjurés. Mais quelques-uns vinrent trouver dom Louis Xarava , avocat fiscal dans la Calabre & lui découvrirent le complot. Celui-ci en informa aussi-tôt le viceroy. On en arrêta un grand nombre , & entr'autres Campanella & le pere Denis , quoiqu'ils fussent déguisés tous deux. Le bacha cependant parut le 14 septembre ; mais ayant appris que le complot étoit découvert , il fit voile pour le Levant.

Deux des conjurés furent écartelés vifs , deux autres furent pendus. Le pere Denis , malgré les douleurs de la plus cruelle tor-

ture , ne laissa pas échapper un seul mot qui pût le trahir. Campanella confessa des choses si extravagantes & si contradictoires , qu'il fut regardé comme un fou ; aussi ne fut-il condamné qu'à une prison perpétuelle.

C O R É E.

(*Sévérité de la justice à la.*)

La justice s'exécute fort sévèrement dans la Corée. Un rebelle est exterminé avec toute sa race ; sa maison est démolie sans que personne ose la rebâtir ; tous ses biens sont confisqués , & quelquefois abandonnés à un sujet plus fidele.

Une femme qui tue son mari est ensevelie vivante jusqu'aux épaules au milieu d'un grand chemin , & l'on place à côté d'elle une hache , dont tous les passans qui ne sont pas de l'ordre de la noblesse doivent lui donner un coup , jusqu'à ce qu'elle ait expiré. Les juges de la ville où le crime s'est commis sont interdits pour un temps. La ville même est privée de son gouverneur & elle devient dépendante d'une autre ville.

La punition du meurtre est singuliere ; après avoir longtems foulé le criminel aux

pieds , on prend du vinaigre avec lequel on a lavé le cadavre pourri du mort : on lui en fait avaler avec un entonnoir , & lorsqu'il en est bien rempli , on le frappe sur le ventre à coups de bâton jusqu'à ce qu'il expire.

Un homme libre qu'on surprend au lit avec une femme mariée , est enlevé nud sans autre habillement que des caleçons. On lui barbouille le visage de chaux , on lui perce chaque oreille d'une flèche , on lui attache sur le dos une sonnette qu'on fait retentir dans tous les carrefours où il est exposé , & cette punition finit ordinairement par quarante ou cinquante coups de bâton qu'il reçoit sur les fesses ; on accorde un caleçon aux femmes lorsqu'elles sont condamnées à ce supplice.

La loi condamne à mort un homme marié qui est surpris avec la femme d'un autre , sur-tout entre les personnes de distinction. C'est le pere même du criminel s'il est vivant , ou le plus proche de ses parens , qui doit être son exécuteur. On lui laisse le choix du genre de mort ; ordinairement les hommes demandent d'être percés au travers du dos , & les femmes d'être égorgées.

La plus légère punition dans la Corée est la bastonnade sur les fesses ou sur le gras des jambes. Elle n'est pas même regardée comme une tache parce qu'elle y est fort commune, & qu'une parole prononcée mal-à-propos suffit quelquefois pour la mériter.

La maniere dont la bastonnade se donne sur les os des jambes est aussi étrange que le supplice même.

On lie les pieds des criminels sur un petit banc large de quatre doigts. On lui met un autre banc sur les jarrets, qu'on y attache aussi fortement qu'il est possible. Dans cette posture on lui frappe les os avec une latte de bois d'aune ou de chêne de la longueur du bras, un peu ronde d'un côté & plate de l'autre, large de deux doigts, & de l'épaisseur d'un écu. On ne doit pas donner à la fois plus de trente coups, mais deux ou trois heures après on répète l'exécution, jusqu'à ce qu'on ait atteint le nombre fixé par la sentence.

Lorsqu'un criminel est condamné à recevoir la bastonnade sur la plante des pieds, on le fait asseoir à terre, on lui lie les pieds ensemble par les gros orteils, on les place sur le bout d'une piece de bois dont le reste

lui passe entre les jambes : dans cet état on frappe avec un bâton de la grosseur du bras.

C O R É E. (*Belle-sœur du roi de la*)

Son supplice.

Un roi de la Corée ayant prié la femme de son frere de lui faire une robe brodée , parce qu'elle excelloit dans les ouvrages à l'aiguille, cette princesse qui avoit conçu contre lui une haine mortelle , trouva le moyen de cacher entre la doublure & l'étoffe une espece d'herbe si dangereuse , que le roi eut à peine pris ce vêtement fatal qu'il se trouva attaqué d'une maladie de langueur dont on chercha vainement la cause. Ses soupçons s'étant arrêtés sur la robe que sa belle-sœur lui avoit brodée , il la fit découdre & l'on n'eut pas de peine à découvrir le principe du mal. Son ressentiment fut si vif , qu'il condamna sur le champ sa sœur à être enfermée , & à expirer dans une chambre pavée de cuivre au-dessous de laquelle on avoit allumé un grand feu. Elle y mourut dans les plus horribles tourmens.

Un gouverneur de province fort estimé

à la cour eut seul la hardiesse d'écrire au roi qu'une femme qui avoit eu l'honneur d'épouser le frere de sa majesté devoit être traitée moins cruellement. Le roi irrité de son indiscretion, le manda à la cour ; aussi-tôt qu'il fut arrivé il lui fit trancher la tête , après lui avoir fait donner vingt coups de bâton sur les os des jambes.

C O S R O È S.

(*Cruauté de*)

Cosroès , roi de Perse , irrité du mauvais succès de ses armes devant la ville de Phase , rappella le général Nachoxagan & le condamna à être écorché vif. Après cette exécution barbare il ordonna que sa peau fût remplie de paille & suspendue au haut d'une perche dans la place la plus fréquentée de la ville.

Ce n'étoit pas le premier spectacle de cruauté de cette espece que les rois de Perse avoient donné. Sapor I^{er} avoit déjà fait écorcher Valerien ; mais son jugement avoit été moins barbare , puisqu'il avoit ordonné que ce prince infortuné ne seroit écorché qu'après sa mort.

CÔTE D'OR.

Manière d'y rendre la justice. Supplices qui y sont en usage.

A Issini, sur la Côte d'or, la justice ne consiste gueres que dans quelques amendes pécuniaires. Trois crimes y sont seulement punis de mort : la fuite des esclaves, la trahison & la forcellerie. Le vol est si éloigné de passer pour un crime, qu'il procure des honneurs & des récompenses. Le parjure & le meurtre n'ont point d'autre châtiment qu'une amende ; mais si les parens du mort peuvent se saisir de l'assassin, ils sont en droit de lui ôter la vie. S'il échappe à leur vengeance, & qu'il ait le temps de se présenter au roi, il est seulement condamné à payer dix bandes d'or ou 1000 livres, dont la moitié appartient au prince, l'autre aux parens du mort. Un esclave convaincu de meurtre est vendu aux Européens, & la moitié du prix appartient au roi.

Lorsqu'un créancier veut se faire payer, il s'adresse au roi, qui, sur sa demande, fait avertir le débiteur. Un esclave chargé de cet office se présente avec le bâton royal à

la main , & déclare au débiteur qu'il est appelé par le roi. Si le cas est pressant , il l'oblige sur le champ de le suivre. Alors le procès commence par un présent de huit onces d'or que le créancier est obligé de faire au roi pour avoir de l'eau de vie. Il doit déposer en même temps le tiers de la somme qu'il redemande. Ce tiers est distribué entre les courtisans qui doivent être ses juges. Ensuite il jure en avalant le fétiche , que telle somme lui est dûe par celui qu'il a cité. On écoute le débiteur , & si on n'est point content de ses raisons , on l'oblige à s'engager de payer la somme qu'il redoit , par un serment solennel qu'il prononce en touchant la tête du roi. Le procès finit sans autre formalité. Si le débiteur manque à sa parole , il est vendu pour l'esclavage.

La forcellerie est punie par l'eau , c'est-à-dire que le coupable est noyé solennellement , avec toutes les marques de l'exécution publique.

Les traîtres , (c'est le nom qu'on donne à ceux qui révèlent les secrets du conseil) sont décapités , sans jamais obtenir de grace.

Les esclaves ou prisonniers de guerre qui

entreprennent de s'échapper, sont présentés au conseil du roi ; on examine d'abord les circonstances du crime, s'il est bien prouvé, le coupable est condamné à mort. Après lui avoir prononcé sa sentence, on lui lie les mains derrière le dos, on lui met dans la bouche un baillon ; un esclave du roi, qui reçoit pour son salaire huit écus en poudre d'or, portant sur sa tête un des fétiches du roi, court dans toutes les rues de la ville comme un insensé, en faisant pencher le fétiche de côté & d'autre, comme s'il vouloit le faire tomber ; lorsqu'il arrive à la place où l'on a déjà conduit le criminel, il perce la foule, en demandant au fétiche sur qui doit tomber la fonction d'exécuteur ; ensuite le premier jeune homme qu'il touche sur l'épaule est celui qu'on suppose nommé par le fétiche. Cependant il recommence à demander si c'est assez d'un seul, quelquefois le nombre monte jusqu'à dix. Enfin l'esclave fugitif est placé près du fétiche auquel il doit être sacrifié. On prend soin de lui faire étendre le cou au-dessus de l'idole. Celui qui se trouve nommé le premier pour l'exécution, tire son poignard & lui perce la gorge, tandis que les autres tiennent le

malheureux , dont ils font couler le sang sur le fétiche. Il est à peine mort qu'on ouvre une fosse aux pieds de l'idole , & là on enterre toutes les parties du cadavre , excepté les mâchoires , qu'on attache au fétiche même.

Les exécuteurs sont impurs pendant trois jours , & se bâtissent une cabanne à quelque distance du village. Dans cet intervalle ils ont le droit de courir comme des furieux & de se saisir de tout ce qui tombe sous leurs mains , volaille , bestiaux , pain , huile , &c. tout ce qu'ils peuvent toucher leur appartient , & les négres qui le croient souillé n'osent plus s'en servir. A la fin du troisieme jour ils démolissent leurs cabannes , dont ils ramassent toutes les pieces. Le premier exécuteur prend un pot sur sa tête & conduit ses compagnons jusqu'au lieu où le criminel a reçu la mort. Là ils l'appellent trois fois par son nom. Le premier exécuteur brise son pot sur sa fosse , les autres y laissent les pieces de la cabanne ; tous ensemble se retirent chez eux. Ils rendent ensuite visite aux grands & aux prêtres de la nation , qui leur donnent une certaine quantité de poudre d'or.

Il n'y a personne dans la nation qui refuse cet emploi. Les fils même du roi ne feroient pas difficulté de l'accepter. Il rend les exécuteurs infâmes pendant trois jours; mais après ce temps c'est un honneur que d'avoir exercé cet emploi. Leur usage est d'arracher une dent au criminel; plus ils en peuvent montrer, plus ils donnent d'éclat à leur réputation.

C O U R T I S A N N E.

(*Jugement singulier rendu contre une*)

Les courtisannes ont dans tous les temps, & chez presque tous les peuples, fait acheter le plaisir qu'elles donnoient à leurs amans. L'amour, parmi ces fortes de femmes, est une espece de commerce qui a ses traités & ses conventions. Le trait suivant en fournit un exemple.

Un jeune Egyptien épris d'amour pour la courtisanne Théognide, lui avoit déclaré sa passion. La courtisanne lui avoit demandé un présent pour satisfaire ses desirs. Le jeune Egyptien, plein de l'objet de son amour, attendoit avec impatience le moment qui devoit le rendre heureux. La courtisanne,

pour donner plus de prix à ses faveurs , éloignoit toujours cet instant. Le jeune Egyptien ayant l'imagination remplie des charmes de la maîtresse qu'il adoroit , rêva une nuit qu'elle lui accordoit ses faveurs , & sentit à son réveil sa passion refroidie. La courtisanne s'étant apperçue de la froideur de son amant , s'informa de la cause de ce changement subit. L'ayant apprise , elle le fit appeller en justice , & lui demanda la récompense qu'il lui avoit promise , & qu'elle prétendoit lui être dûe , parce que , disoit-elle , elle avoit éteint son desir , & satisfait sa passion.

Le juge ordonna que le jeune homme apporteroit dans une bourse la somme promise , qu'il la jetteroit dans un bassin , & que la courtisanne se payeroit du son & de la couleur des pieces , comme l'Egyptien s'étoit contenté d'un plaisir imaginaire.

Ce jugement fut approuvé de tout le monde , excepté de la courtisanne , qui représenta que le songe de l'Egyptien avoit éteint son desir , & qu'au contraire le son & la couleur de l'or avoient augmenté le sien.

C R A O N. (Pierre de)

Le duc d'Orléans , frere de Charles VI , étoit fort amoureux d'une Juive , qu'il alloit voir secrettement. Ayant eu des raisons de soupçonner que Pierre de Craon , seigneur de Sablé & de la Ferté-Bernard , son chambellan & son favori , avoit plaisanté de cette intrigue avec sa femme , il le chassa honteusement de sa maison. Craon imputa sa disgrâce au connétable de Clisson. La nuit du 13 au 14 juin 1391 , il fut se poster au coin d'une rue que Clisson devoit traverser pour se rendre à son hôtel , & le voyant venir presque sans suite , il fondit sur lui à la tête d'une vingtaine de scélérats. Le connétable après s'être défendu assez longtemps , quoiqu'il n'eût qu'un petit coutelas , tomba de cheval percé de trois coups , & donna de la tête dans une porte qui s'ouvrit.

Le bruit de cet assassinat parvint aussi-tôt aux oreilles du roi , qui alloit se mettre au lit. « Il se vêtit d'une houpelande , on lui » bouta ses souliers ès pieds , & il courut à » l'endroit où on disoit que Clisson venoit » d'être occis ». Il le trouva dans la boutique d'un boulanger , baigné dans son sang.

Après

Après qu'on eut visité ses blessures , qui n'étoient pas dangereuses : « connétable , » lui dit-il , oncques chose ne fut-elle , ni » ne sera si fort amandée , *c'est-à-dire punie* ». Dès le lendemain les biens de Pierre de Craon furent confisqués , son hôtel démoli , & l'emplacement donné à l'église de sa paroisse pour servir de cimetiere. Il ne dûť sa vie qu'à une prompte fuite , qui le mit à couvert du juste ressentiment du souverain.

On ne sera peut-être pas fâché que nous fassions remarquer , au sujet de Pierre de Craon , que c'est à lui qu'est dûe l'abolition de la coutume de refuser des confesseurs aux criminels condamnés à mort. Sous le regne précédent Philippe de Maiziere avoit inutilement sollicité cette grace , qui ne fut accordée qu'aux instances de Pierre de Craon , lorsqu'à la priere du roi d'Angleterre il eut obtenu sa grace en 1397.

C R O M W E L ,

condamné à mort sous Henri VIII.

Le principal auteur du mariage d'Henri VIII avec Anne de Clèves , fut Cromwel , un de ses ministres favoris. Le roi avoit été

Tome II.

O

trompé par un portrait flatté de cette princesse. A peine l'eut-il vue qu'il déclara ses répugnances sans trop de ménagemens. Il fallut beaucoup de représentations pour l'amener à la célébration de ce mariage. Cromwel n'eut bientôt plus qu'une apparence de faveur qui ne pouvoit se soutenir longtemps avec un prince aussi peu maître de ses passions que Henri ; ce prince en effet se déterminâ bientôt à rompre toutes les digues que la politique lui opposoit , pour briser des liens qu'il trouvoit insupportables , & pour perdre le ministre qui en avoit été l'auteur.

La chute de Cromwel fut encore accélérée par d'autres causes. Toute la noblesse haïssoit un homme , qui de la plus basse extraction s'étoit non-seulement élevé au-dessus d'elle par sa place de vicaire général , mais qui avoit encore envahi plusieurs des plus grandes charges du royaume ; indépendamment de cette commission qui lui donnoit une autorité presque absolue sur le clergé & même sur les séculiers , il étoit garde du petit sceau , grand chambellan & grand maître de la garde-robe. Il avoit aussi été décoré de l'ordre de la jarretière , qu'on ne

donne qu'aux personnes des maisons les plus illustres , & qui sembloit être profané sur une personne d'une naissance si obscure.

Le peuple ne le détestoit pas moins , comme auteur des violences exercées contre les monasteres. Les catholiques le regardoient comme l'ennemi secret de leur religion ; les protestans qui l'avoient vu concourir en apparence aux persécutions qu'ils avoient essuyées , n'étoient pas mieux disposés en sa faveur que leurs adversaires ; ils lui reprochoient au moins la timidité , si ce n'étoit la perfidie de sa conduite. Le roi qui entendoit des clameurs s'élever de tous côtés contre son administration , ne fut pas fâché de pouvoir rejeter sur Cromwel le poids de la haine publique , & se flatta de regagner l'affection de ses sujets par un sacrifice qui lui coûtoit si peu. L'amour enfin vint mettre tous ces motifs en action ; le roi étoit épris de Catherine Howard , nièce du duc de Norfolk. Toujours déterminé à satisfaire ses passions nouvelles , il résolut de faire divorce avec Anne de Cleves , & d'élever Catherine à son trône & à son lit. Le duc de Norfolk , ennemi de Cromwel , se servit du crédit de sa nièce pour accélérer

la perte de ce ministre , comme il s'étoit servi autrefois de celui d'Anne de Boulen pour perdre Wolsey. Après avoir préparé tous ses ressorts , il obtint du roi , sur l'accusation de trahison portée au conseil , une commission pour arrêter Cromwell, & pour l'enfermer dans la Tour. Un bill de proscription fut expédié immédiatement après contre lui , & la chambre des pairs , sans instruire aucun procès , sans interrogatoire , sans preuves , condamna à mort un homme qu'elle avoit déclaré peu de jours auparavant *digne d'être le vicaire général de l'univers.*

La chambre des communes fit passer le bill , quoique ce ne fut pas sans contestation. On accusoit Cromwel d'hérésie & de trahison ; mais les détails de toutes ces prétendues intrigues criminelles étoient sans vraisemblance , & même absolument ridicules ; la seule circonstance de sa conduite , par laquelle il sembla mériter son sort , fut d'avoir été l'instrument de la tyrannie de son maître , en intriguant dans la première séance du parlement pour faire passer contre la comtesse de Salisburi & d'autres personnes un bill aussi injuste que celui dont il eut bien-tôt à se plaindre lui-même.

Cromwel fit sans succès les derniers efforts pour fléchir le roi par les plus humbles soumissions. Ce n'étoit pas l'usage de ce prince de perdre à demi ses favoris & ses ministres ; en vain le malheureux prisonnier lui écrivit une lettre assez touchante pour lui arracher des larmes ; Henri s'endurcit contre tous les mouvemens de la compassion & le refusa. Cromwel finissoit sa lettre par ces mots :

« Je suis le plus infortuné de ceux que
 » cette prison ait jamais renfermé dans ses
 » murs, & le plus soumis à la mort lorsqu'il
 » plaira à Dieu & à votre majesté de m'y
 » livrer. Cependant la foiblesse humaine
 » qui m'attache à la vie me porte à vous
 » demander le pardon de mes fautes. Ecrit
 » à la Tour avec le cœur oppressé & la
 » main tremblante, de votre majesté, le
 » plus malheureux prisonnier & le plus
 » pauvre esclave, Thomas Cromwel. Et un
 » peu plus bas, magnanime prince, je vous
 » crie *miséricorde, miséricorde, miséricorde* ».

Lorsqu'on le conduisit à l'échafaud, il ne se permit aucune protestation véhémence de son innocence, ni aucun murmure contre l'arrêt qu'il alloit subir ; il sçavoit trop que

Henri vengeroit sur son fils le moindre signe de révolte contre sa volonté ; & que sa mort seule n'affouviroit pas la cruelle févérité de ce monarque. Il eut la tête tranchée. C'étoit un homme prudent , habile , délié , digne d'un meilleur maître & d'une meilleure destinée. Il n'oublia jamais qu'il étoit né dans la basseffe , & se piqua d'une généreuse reconnoissance envers ceux qui lui avoient rendu de bons offices dans le temps de son obscurité.

C U R É

qui fait usage d'une défense singuliere , pour s'excuser de ce qu'il exigeoit de ses paroissiens des sommes trop fortes pour baptiser leurs enfans.

Un curé de Domfront fut cité devant l'official. On se plaignoit de ce qu'il ne vouloit baptiser aucun des enfans qui naissoient dans sa paroisse , à moins qu'on ne lui payât quatre fois-plus que l'évêque n'avoit permis de prendre par son règlement.

L'official le condamna à ne recevoir dorénavant que la taxe prescrite , & à restituer tout ce qu'il avoit exigé de surplus. Le

curé appella comme d'abus au parlement. On produisit le règlement de l'évêque & les plaintes de tous ceux dont il avoit exigé de trop fortes sommes.

Voici les moyens de défense employés par le curé. « Messieurs, dit-il à ses juges, je vous supplie de m'entendre , & d'écouter ce qui m'oblige à ne point obéir en ce dont il s'agit au jugement de monsieur mon évêque. Il est raisonnable que qui sert à l'autel vive de l'autel. Je les baptise tous & ne les enterre point. On sçait qu'un enterrement nous vaut mieux que six baptêmes ; mais je suis privé de tous ces profits, sitôt qu'ils sont grands ils vont se faire pendre , qui çà , qui là. Je leur fais donc payer baptême & enterrement quant & quand , m'obligeant , quand ils seront morts , s'il y en a quelqu'un qui se fasse enterrer , de lui rabattre le surplus sur les frais de l'enterrement ».

Cette défense fut trouvée plaisante ; mais la sentence de l'official fut confirmée , & il fut défendu au curé de Domfront d'exiger de plus fortes sommes que celles fixées par son évêque.



graces du monarque. Joachim Rohault , maréchal de France , & gouverneur de Lyon , donna publiquement des larmes à son infortune. Il le fit assurer d'un attachement à toute épreuve , & lui conseilla en même temps de ne point quitter son asyle que la premiere fureur de l'orage ne fût apaisée. Le duc de Bourgogne dit hautement : « que Chabannes étoit un des plus honnêtes gentilshommes du royaume , ajoutant qu'il auroit bien voulu qu'il se fût retiré à son service , & qu'il l'auroit comblé de plus de bien que n'avoit jamais fait Charles VII.

Le duc de Bourbon parla de lui dans les termes les plus obligeans : enfin tout ce qu'il y avoit de seigneurs les plus vertueux témoignèrent pour Dammartin les mêmes sentimens. Après s'être tenu caché pendant quelque temps , impatient de voir décider son sort , rassuré par le témoignage de sa conscience , le comte osa venir à la cour. Le comte de Comminge lui servit d'introducteur jusques dans la chambre du roi. Il se jeta aux genoux du monarque , le conjurant de le faire juger dans toute la rigueur des loix , sans écouter sa miséricorde. Le monarque inflexible , lui commanda de sortir

sur le champ , & de quitter le royaume. Forcé d'obéir , il se retira en Allemagne , tandis qu'en son absence on procédoit extraordinairement contre lui , à la requête du procureur général. Ses domaines furent saisis judiciairement. Charles de Melun , gouverneur de Paris , fut chargé de la régie. On lui avoit promis la confiscation du comte en cas qu'il fût condamné. Il s'acquitta de cette commission avec une avidité & une barbarie indignes de sa naissance. Il se transporta en effet lui-même sur les lieux , disposa des revenus , s'empara des terres , fit démeubler entièrement les châteaux & les maisons , & força la comtesse de Dammartin à chercher un asyle chez un de ses fermiers.

Le comte sommé différentes fois de comparoître , ne voulant pas donner à ses ennemis la satisfaction de le voir condamné par contumace , vint lui-même se rendre prisonnier à la Conciergerie du palais. Charles de Melun le fit transférer à la tour du Louvre ; il fut traité avec tant d'inhumanité dans cette prison , qu'il fut obligé de présenter requête au parlement , pour obtenir une provision de deux cens livres sur

tous ses biens , manquant d'habits & des choses les plus nécessaires.

Malgré la haine du roi , & le nombre des ennemis du comte de Dammartin , on n'osa pas le condamner à mort.

Il fut déclaré par arrêt coupable de lèze-majesté ; « mais on ajouta que le roi voulant » préférer miséricorde à justice , lui avoit remis la peine corporelle ». On se contenta donc de le condamner à un bannissement perpétuel. D'abord on lui assigna l'île de Rhodes pour exil , à la charge de donner caution qu'il n'en sortiroit point. Mais le roi changea d'avis , & le fit renfermer à la Bastille. Ses biens furent la proie de ses ennemis , & l'avidé gouverneur de Paris , qui en avoit eu la régie ; en obtint la meilleure partie.

D A M O N ,

ou confiance généreuse d'un ami.

Il y a peu de traits d'une amitié aussi fidèle & aussi généreuse que celui de Damon & de Pythias , qui étoient de la secte pythagoricienne. Denis , tyran de Syracuse , avoit fait jeter l'un d'eux dans les fers. Rien n'est si facile que de

perdre un innocent sous un tyran soupçonneux, qui regarde comme une preuve complète le moindre indice d'un complot formé contre sa vie. L'accusé fut condamné à mort: Cependant ayant obtenu la permission d'aller chez lui, pour y mettre ordre à quelques affaires domestiques, son ami voulut lui servir de caution, & fut se mettre lui-même sous la puissance du tyran.

Un trait si extraordinaire se répandit bientôt dans la ville; chacun, & Denis surtout, attendoit avec la plus vive impatience le dénouement d'une affaire si extraordinaire.

Le jour fixé arriva enfin, & le criminel tardant à paroître, chacun accusoit de témérité cet homme généreux, qui, malgré le retardement de son ami, persistoit toujours à rejeter toutes les défiances qu'on vouloit jeter dans son cœur. Son ami arriva en effet au moment marqué par le tyran. Denis touché de ce double exemple de générosité & d'amitié, rendit la liberté à l'accusé qu'il avoit condamné à mort.

D A N E M A R C K.

*Tribunaux de ce royaume, & maniere d'y
administrer la justice.*

Le roi de Danemarck est toujours censé présent à l'administration de la justice dans ses états. Il a un trône élevé dans la cour suprême, & il fait tous les ans en personne l'ouverture solennelle de ce tribunal. Les avocats en plaidant, & les juges en opinant, lui adressent la parole. Enfin le monarque est en même temps la source de toute juridiction, & l'ame de la justice. Mais si le prince, content d'être le chef suprême de la justice, en laisse l'exercice aux tribunaux établis, toutes les fois qu'il ne s'agit que de la fortune de ses sujets; plus attentif à la conservation de leur vie & de leur honneur, il s'est réservé l'approbation ou l'adoucissement de tous les jugemens qui tendent à leur ôter l'une ou à flétrir l'autre. Tous les jugemens criminels ne peuvent en effet être exécutés qu'après avoir été signés & approuvés par le monarque.

L'attention des loix à prévenir les injustices des officiers dépositaires du pouvoir

du prince , est encore une preuve de sa sollicitude paternelle pour ses sujets ; ceux-ci sont autorisés , & pour ainsi dire invités à poursuivre la réparation de tous les torts qui leur sont faits par les personnes en place , & à les porter immédiatement aux pieds du trône , ou devant les tribunaux ordinaires ; & ce qui est encore important à observer , comme tout-à-fait propre à ce pays , c'est qu'il ne se fait point d'appel d'une juridiction à une autre , que le juge inférieur ne soit cité devant le supérieur , pour y défendre la sentence qu'il a rendue ; & quoiqu'il ne soit pas tenu de comparoître , les cours supérieures sont autorisées à réprimer le juge subalterne toutes les fois qu'il manque à son devoir ; ce qu'elles font quelquefois , en donnant des exemples de sévérité capables d'effrayer l'impéritie & l'injustice.

Le code qui est actuellement en vigueur pour le royaume de Danemarck , & qui ne diffère de celui de Norvège qu'à l'égard de la chasse , de la pêche , & de la manière de posséder les terres , fut publié par Chrétien V. Ce prince réunit dans un seul corps les diverses loix qui étoient en

usage auparavant. Elles avoient déjà l'avantage d'être écrites dans la langue du pays ; mais ce prince en rendant la jurisprudence uniforme dans ses royaumes , lui donna par-là un nouveau degré de perfection ; aussi tous les étrangers conviennent que ce pays a l'avantage de posséder de bonnes loix.

Ce qui doit d'abord prévenir en faveur des loix danoises, c'est le petit nombre de procès qui s'y élèvent, la promptitude avec laquelle ils sont jugés, & la maniere dont on y envisage la jurisprudence ; ailleurs elle est regardée comme un art qui exige de la part du juge & de l'avocat les études les plus sérieuses, & auquel il faut s'être consacré tout entier dès sa première jeunesse : en Danemarck, s'il en faut croire quelques personnes, il suffit d'être membre de l'état pour entendre les loix, & pour défendre ou pour juger ses concitoyens.

Le code danois est divisé en six livres. Le 1^{er} traite de la procédure, le 2^e du gouvernement ecclésiastique, le 3^e des offices & de l'état des personnes, le 4^e du droit maritime, le 5^e des différentes manieres d'ac-

querir & des contrats, le 6^e des délits & des peines.

Il y a en Danemarck , comme dans les autres royaumes de l'Europe , différentes especes de juridictions : celle du roi & des seigneurs , la juridiction ecclésiastique , la consistoriale , & celles dont relevent les gens de guerre & ceux de la marine.

Nous parlerons d'abord de la juridiction civile dont la juridiction consistoriale fait partie.

Depuis la réformation le mariage est devenu un contrat purement civil , sur lequel les ecclésiastiques ne doivent pas avoir plus de juridiction que sur les autres affaires temporelles , aussi leur a-t-elle été absolument ôtée.

Les grands baillifs , qui sont des officiers du roi , jugent dans chaque diocèse avec quelques assesseurs qu'ils choisissent parmi les gens de lettres du lieu , toutes les causes matrimoniales , & l'appel de leurs sentences se porte à la cour suprême du royaume ; il n'y a qu'en Zélande où le consistoire a des membres établis par la loi ; ce sont les professeurs de l'université de Copenhague ,
il

parmi lesquels il y a quelques ecclésiastiques. Cette assemblée est présidée par le grand bailli de l'île , & l'appel de ses sentences se porte à la cour suprême.

La juridiction civile dans toute son étendue appartient au roi , & ce n'est que par concession particulière que les seigneurs ont le droit d'établir des juges ; mais comme tout juge doit être confirmé par le roi , & que c'est en son nom que la justice se rend , on peut dire qu'il n'y a point d'autre juridiction que celle du prince. Elle a différens degrés. La juridiction des villes est exercée par un juge nommé par le roi , qui s'appelle *byefoged*. Celle des campagnes est exercée par un juge nommé ou par le roi ou par les seigneurs ; on l'appelle *herretsfoged* ou *birke-dommer*. Il rend la justice devant huit paysans , qui sont témoins & observateurs de sa conduite. L'appel des sentences rendues par le *byefoged* des grandes villes , se porte devant le magistrat de ces villes ; mais l'on appelle de celles qui sont rendues par le juge de la campagne & les *byefogeds* des petites villes devant la cour provinciale. La juridiction des comtes & des barons :

Tome II.

P

releve immédiatement du tribunal suprême :

La cour provinciale est composée de juges nommés par le roi. Ce tribunal s'assemble tous les mois pour juger les procès soumis à sa connoissance. On peut appeller des jugemens de la cour provinciale à la cour suprême. Cette cour est composée d'assesseurs qui sont nommés par le roi. Le nombre n'en est pas fixé, mais ils doivent être au moins neuf pour rendre un jugement, & même pour pouvoir commencer l'examen d'une affaire : quelques-uns des membres de cette cour servent toute l'année, d'autres seulement pendant les mois qui leur sont affectés. Les juges provinciaux & les assesseurs de la cour suprême sont payés par le roi.

Ce sont-là les cours ordinaires de justice du royaume ; elles prononcent sur les matieres criminelles & civiles ; les unes & les autres s'y traitent selon les règles d'une procédure uniforme, jusqu'au tribunal suprême, où toutes les diverses juridictions aboutissent enfin comme à leur centre. Ce tribunal prononce en dernier ressort sur toutes les sentences rendues dans quelque matiere que ce soit, & de quelque cour qu'elles émanent :

l'armée, la flotte & les finances sont exceptées ; car il y a en Danemarck une chambre des finances qui juge exclusivement à tout autre tribunal, & souverainement toutes les questions qui s'élevont sur les impôts perçus pour le compte du roi, les engagements & les contrats faits pour lui & pour ses intérêts en matiere de finance, & en seconde instance les confiscations & les affaires contentieuses de la douane.

Aucun juge ne peut être admis dans la cour suprême du royaume, qu'après avoir eu séance dans les cours inférieures de la justice, ou qu'après avoir justifié sa capacité à la cour, en opinant plusieurs fois devant elle, avec cette sagesse qui convient à un ministre de la justice.

On n'obtient même ordinairement droit de suffrage, qu'après y avoir assisté pendant plusieurs années comme simple auditeur ; & pendant ce temps, il faut que celui qui aspire à être juge, ait donné sur chaque affaire son avis par écrit, d'une manière qui prouve ses talens & ses lumieres ; cette institution qui paroît avoir de grands avantages, ne peut manquer de produire son effet tant que le président de la cour sera

exact à faire observer l'article du règlement qui porte , qu'on ne doit être admis comme auditeur qu'après avoir prouvé devant le conseil même du roi qu'on connoît parfaitement les loix ; ces précautions ont pour but d'écarter l'ignorance du sanctuaire de la justice.

Il y en a d'autres pour y maintenir l'intégrité ; telles sont les récusations qui s'étendent sur tous ceux qui ont le moindre intérêt direct ou indirect au procès , & sur ceux qui ont donné leur conseil , ou qui ont manifesté de quelque manière que ce soit leur sentiment ; car il est défendu aux juges de parler , même entr'eux , des affaires qui doivent être portées à leur tribunal ; mais ce qui doit produire entr'eux une émulation de gloire & de vertu , c'est que le secrétaire de la cour est obligé d'écrire , à mesure qu'ils opinent , leur avis , pour qu'il soit à jamais un monument de leurs lumières & de leur droiture , & qu'il puisse servir d'instruction dans les affaires qui peuvent avoir des suites. Ces motifs d'émulation sont suffisans pour déterminer les juges à remplir leurs devoirs. La crainte du deshonneur & des peines corporelles doit d'ailleurs

y rendre la corruption très-rare ; elle y est en effet punie de mort.

L'attention du monarque ne s'est pas bornée à faire rendre une justice exacte à ses sujets ; il a encore voulu qu'elle leur fût rendue promptement ; les causes de chaque année sont inscrites sur un tableau qui s'imprime & s'affiche à la cour pour être suivies les unes après les autres à tour de rôle ; rien ne peut en suspendre le cours que les causes criminelles , qui par leur nature doivent être expédiées sans délai.

La cour doit augmenter le nombre & la durée de ses séances , si elle prévoit qu'elle ne pourra juger dans le cours de l'année toutes les affaires qui sont soumises à sa décision , & pour en faciliter l'expédition , il lui est permis , dans les procès les plus simples , de substituer aux longueurs de la plaidoirie la voie plus abrégée du rapport. En un mot les arrangemens pris à cet égard sont si sûrs , que le royaume de Danemarck est peut-être le seul qui puisse se vanter d'avoir une cour suprême où tous les procès qui y sont portés par appel sont jugés chaque année.

La manière dont les avocats exercent leurs fonctions , importe trop à la justice

pour qu'elles aient été négligées dans l'ordre judiciaire. Personne ne peut être reçu avocat à la cour , qu'en produisant des témoignages de ses études , & qu'après avoir montré ses talens par quelques plaidoiries. Outre le serment que les avocats prêtent à leur réception , les juges peuvent exiger d'eux à chaque cause ce que les Romains appelloient *juramentum calumniæ*. Il est défendu aux avocats de lire les titres & les pieces du procès. Cette fonction est attribuée au secrétaire de la cour.

L'esprit de la monarchie est d'accorder des distinctions , & ç'en est une qui a toujours flatté , que celle de ne pas relever du juge ordinaire. En Danemarck les comtes & les barons ont leurs causes personnelles commises à la cour suprême ; tous ceux qui sont au service du roi , ou qui en ont reçu quelque titre d'honneur sont jugés , tant qu'ils résident à Copenhague , par un tribunal particulier qui siège dans cette capitale , & qui est nommé la cour aulique , (*hof rett.*) L'appel de ses sentences est porté à la cour suprême ; les officiers inférieurs de sa majesté , ainsi que les domestiques de sa maison , dépendent d'un tribunal nommé *borg rett* , dont les sentences sont portées en

seconde instance à la cour aulique , & les gentilshommes & ceux qui par leurs charges ou par leurs titres jouissent des mêmes privilèges , ne peuvent être jugés que par la cour suprême dans les causes qui intéressent leur honneur ou leur vie. Les professeurs de l'université & les étudiants , ne relient que du consistoire.

C'est par une citation que toutes les affaires s'introduisent en première instance. Elle peut se faire par écrit , ou en présence de deux témoins. Cette citation est le fondement de tout le procès , & doit contenir le précis de la demande. Le défendeur y répond par écrit. L'un & l'autre produisent leurs preuves & leurs témoins pour être examinés & entendus sur les faits contestés , & lorsque les écritures respectives paroissent suffisantes aux juges pour l'éclaircissement de l'affaire , elle est jugée , & la sentence est rendue sans aucune plaidoirie.

Après que la sentence a été rendue en première instance , l'appellant doit se pourvoir dans l'espace de six mois à la cour provinciale , & y produire ses griefs. S'il y a appel de la sentence de la cour provinciale , il doit être porté devant la cour suprême.

Il faut se pourvoir au moins dans l'espace de treize mois & demi depuis le jour que la sentence a été rendue , si c'est en Danemarck , ou dans dix-huit mois si c'est en Norwége. Ce tribunal est le seul où la plaidoirie soit permise. On instruit dans les autres tous les procès par écrit.

Il n'est plus permis , sous aucun prétexte , d'attaquer une sentence qui a acquis force de chose jugée. L'exécution est immédiatement accordée sur les biens de la personne de celui qui a été condamné. Ce qui la rend encore plus prompte , c'est que les juges en prononçant sont tenus de régler les dépens du procès , & de fixer les honoraires des avocats.

S'il y a une partie de la législation qui puisse servir à faire connoître l'esprit du gouvernement , c'est celle qui concerne la procédure criminelle.

Tous les procès criminels se traitent en Danemarck comme les procès civils. Celui qui a la juridiction nomme , dès qu'il y a un délit , un avocat de son siège pour en poursuivre la réparation , & donne en même temps un défenseur à l'accusé ; si celui-ci ne l'agrée pas il peut en obtenir un autre , en

s'adressant directement au roi. Par cette disposition, le prince qui a voulu éviter de poursuivre en son nom la punition de ses sujets, laisse à la société le soin de venger les injures qui lui sont faites, ou à ses membres. Les deux avocats étant nommés, le procès s'instruit & se juge en première instance. L'appel se porte ensuite à la cour provinciale & à la cour suprême, à moins que l'accusé ne renonce à ce privilège; car dans chaque tribunal on doit lui lire la sentence pour le laisser jouir du bénéfice de l'appel. S'il est condamné à perdre la vie, ou au fouet public, l'appel se porte de droit à la cour provinciale; & aucune sentence de mort, comme nous l'avons déjà dit, ne peut être exécutée sans l'approbation du roi.

Les Danois ayant autrefois donné des loix à l'Angleterre, on ne doit pas être surpris du rapport qui se trouve entre les loix de ces deux nations. Dans les cas d'homicide & de règlement de limites, la loi veut qu'on forme une cour extraordinaire de huit personnes nommées dans les loix *sandemaend*, ou hommes de vérité, qui semblables aux jurés de l'Angleterre, donnent

leur avis par serment sur la question soumise à leur examen : cet office borné à l'objet présent , est confié à tous ceux qui composent la communauté. Ce n'est pas-là le rapport le plus frappant des loix danoises avec les loix angloises ; il y a en Danemarck l'équivalent de la fameuse loi *habeas corpus* , que les Anglois regardent comme un des plus sûrs remparts de leur liberté. Cette loi est trop importante pour ne la pas traduire ici : elle se trouve à l'article 1^{er} , chapitre 19. du livre 1^{er}. *Personne* , y est-il dit , *ne sera mis en prison , à moins qu'il n'ait été surpris dans le moment où il commettoit un délit sujet à une peine capitale ou corporelle , ou qu'il n'ait avoué en justice ledit délit , ou n'ait été condamné comme coupable d'icelui ; du reste tout homme accusé en justice , pourra en donnant caution , venir & s'en retourner librement de la cour , & jouir de toute la liberté nécessaire pour se défendre.*

Il n'y a en Danemarck que le crime de lèze-majesté ou les délits d'une énormité égale , qui donnent lieu à la confiscation des biens des coupables : hors ces cas les biens des criminels suivent l'ordre des

successions , & passent à leurs héritiers.

Le 3^e livre du code danois a pour objet l'état des différentes personnes qui composent la société , les droits de ceux qui sont constitués en dignité & en autorité , l'administration & la police intérieure des villes.

Les provinces sont gouvernées par des baillis : les uns avec le titre de grands baillis , ont toutes les villes d'une province sous leur autorité : les autres partagent entr'eux les différens districts de la campagne. Les baillis sont spécialement chargés de protéger les payfans , & de faire le partage dans les successions des propriétaires.

Les villes ont chacune un conseil qui en règle la police & rend la justice en seconde instance , du moins dans les plus considérables.

Les seigneurs , excepté les comtes & les barons , n'ont le droit de haute , moyenne & basse justice , que par une concession particulière du roi , à qui toute juridiction appartient de droit dans ses états ; ceux mêmes des seigneurs en faveur desquels il s'est dépouillé du droit de juger en première instance , sont obligés d'obtenir de lui la

confirmation des juges qu'ils nomment , & de faire rendre la justice en son nom ; cependant tout seigneur a sur les paysans de sa terre une sorte de juridiction limitée, qui lui attribue une portion des amendes auxquelles ils sont condamnés.

Ce premier degré de juridiction est exercé indistinctement par tous les possesseurs des terres , soit nobles , soit roturiers ; au lieu qu'il n'y a que les nobles & ceux qui en ont les droits qui puissent établir un juge & conférer un bénéfice. Si un roturier possède une terre à laquelle ces prérogatives soient attachées , le roi en jouit jusqu'à ce qu'elle passe dans des mains nobles , ou qu'elle soit possédée par quelqu'un qui ait les privilèges de la noblesse.

Avant le regne de Frédéric IV les paysans Danois étoient serfs , mais ce prince sensible à la gloire de commander à des hommes libres , résolut de briser les fers de ses sujets. C'est dans cette vue qu'il rendit la célèbre ordonnance du 21 février 1702 , par laquelle il statua qu'il n'y auroit plus dans ses états d'hommes attachés à la glèbe (*xorncbes*). Avant de faire un aussi grand changement , ce prince crut devoir prendre des

précautions pour empêcher que les payfans séduits par leur nouvelle liberté n'abandonnassent la culture des terres : ce fut autant pour les retenir dans la dépendance de leurs seigneurs , que pour augmenter les forces de l'état , qu'il institua la milice nationale , par ordonnance du 30 décembre 1702. Cette loi veut que tous les garçons qui naissent dans une terre y soient enregistrés dans les rôles de la milice depuis l'âge de 14 ans jusqu'à celui de 35 , & il leur est défendu de quitter leur demeure où le service de l'état les retient.

Malgré cette espece de servitude des payfans , il ne faut pas imaginer que les loix danoises les aient livrés à la discrétion de leur seigneur. Une des principales fonctions des baillis est d'empêcher leur oppression. Tout payfan qui se croit lésé a droit de s'adresser à eux , & s'ils ne peuvent par leurs bons offices lui faire rendre la justice qu'il reclame , ils doivent lui donner un avocat qui le défend gratuitement devant tous les tribunaux , où il n'est d'ailleurs sujet à aucuns frais.

On exerce en Danemarck une sorte de censure ; elle est confiée à des personnes que

le magistrat de chaque ville choisit parmi les premiers citoyens pour veiller à l'éducation des enfans , & à la bonne administration des biens des pupilles. La loi leur enjoint en termes exprès de disposer de leur propre autorité des enfans négligés par leurs parens , & de les appliquer à quelque profession utile ; elle leur permet de se rembourser sur les biens des peres de tous les frais qu'ils ont faits pour les enfans , par la voie de l'exécution ; & lorsque les parens sont dans l'indigence , elle veut que les maisons de charité fassent ce remboursement.

Le magistrat de chaque ville doit veiller sur l'administration de ces tuteurs publics , & s'en faire rendre compte, sous peine d'en répondre lui-même ; & pour mettre les pupilles en sûreté , dès le moment où ils peuvent être en danger , il est enjoint à tous ceux qui sont dans une maison où meurt un pere qui laisse des enfans mineurs, de dénoncer sur le champ cette mort au magistrat, sous peine d'une amende considérable ; on exécute cette loi avec la même rigueur toutes les fois qu'il y a quelqu'un des héritiers naturels absent ou mineur. Au reste

les loix de ce pays ne reconnoissent point de tutelle testamentaire , la *légitime* est la seule qui y soit régulièrement reçue , & subsidiairement la *dativ*e ; on n'a pas cru pouvoir mettre en meilleures mains les pupilles qu'en les confiant au plus proche parent ; ce qui est vrai dans tous les pays où les mœurs ont conservé leur pureté. Les femmes y sont toujours dans une sorte de tutelle ; celles qui sont mariées ont pour tuteurs leurs maris , les veuves n'ont qu'un simple curateur.

S'il est vrai que ce soit dans les loix d'un peuple qu'on doit étudier son caractère , les loix du Danemarck donnent une idée très-avantageuse des Danois. On n'y trouve point en effet toutes ces formalités qui ne sont que des précautions contre la fraude. La signature pure & simple des contractans en présence de deux témoins , suffit pour former l'obligation la plus authentique. Nulle part on ne rencontre de ces loix qui ne paroissent faites que pour assurer l'exécution d'une autre loi , & qui annoncent la défiance du législateur. La liberté des contractans est entière par-tout où des raisons particulieres n'ont pas exigé qu'on la

restreignît ; aussi n'y a-t-il qu'un seul notaire dans la ville de Copenhague.

On pourvoit à la conservation des actes en les faisant insinuer dans les registres des cours de justice ; ce qui doit s'observer surtout à l'égard de ceux qui portent hypothèque , qui confèrent la propriété d'un immeuble , ou qui donnent un droit réel. (Institution bien sage , qui épargneroit à d'autres nations un grand nombre de procès).

Mais plus le législateur paroît avoir compté sur la bonne foi générale , plus il a pris soin de réprimer les infidélités particulières. Un homme convaincu d'avoir nié un prêt , un dépôt , ou d'avoir reçu en louage une chose qu'il voudroit s'approprier , est puni par une amende infamante qui lui fait perdre tous les droits de citoyen. Celui qui hypothéqueroit deux fois le même fonds pour sa valeur entière , qui vendroit ce qui lui a été prêté , ou qu'il a déjà engagé , est puni de la même peine. Celui qui trouve une chose perdue , doit l'annoncer par une publication près de l'église de la paroisse , & en faire part au juge , sous peine d'être

d'être coupable de vol , & le scrupule sur tout ce qui peut donner atteinte à la bonne foi , va si loin , que dès qu'il y a une sentence contre un homme , ou même une citation contre lui à la cour suprême , il n'est plus le maître d'hypothéquer la plus petite partie de son bien.

Les enfans succèdent à leurs parens en vertu de la loi , qui ne leur permet de mettre entr'eux d'autre différence que celle qu'elle a elle-même établie.

Les fils ont une portion double de celle des filles , & prennent par préférence les terres seigneuriales qui se trouvent dans la succession ; les petits-fils sont admis par droit de représentation , & cette faculté s'étend à tous les descendans.

S'il n'y a point de descendans , le pere succède seul ; au défaut du pere , la mere succède conjointement avec les freres & les sœurs & leur postérité ; ensuite les ascendans & les collatéraux sont admis à partager suivant des regles aussi simples que claires.

Le droit de représentation a toujours lieu tant qu'il y a d'une part des héritiers plus proches , & de l'autre des enfans ou des descendans de ceux qui seroient en pareil

degré, comme les freres & les neveux ou petits neveux du défunt; & la loi, sans distinction du côté d'où viennent les biens, admet également la ligne paternelle & maternelle au partage de la succession, en préférant toujours ceux qui se trouvent dans la ligne la plus proche.

Cette idée générale de l'ordre des successions suffit sans doute, car c'est l'esprit & non les détails de la législation qu'il est important de connoître.

Le petit nombre de procès qui s'élevent dans une nation, & la promptitude avec laquelle ils sont jugés, forment deux caracteres distinctifs d'une bonne législation. Il y en a très-peu en Danemarck, ce qui fait, comme nous l'avons déjà observé, l'éloge des loix de ce royaume.

Après avoir rendu compte de la maniere dont les procès civils se jugent en Danemarck, c'est ici le moment de parler de la jurisprudence criminelle, & des différens supplices qu'on inflige dans ce royaume.

Le genre des peines diffère peu de celles dont on fait usage dans les autres états; il y a cependant quelques différences. La peine du bannissement, par exemple,

est très-rare ; ceux qui seroient exilés ailleurs , sont condamnés en Danemarck aux travaux publics. Cet usage conserve des sujets à l'état , & met en même temps les autres nations à couvert des nouveaux crimes , que des scélérats vont ordinairement y commettre.

Le vol n'est puni de mort que dans les cas où un homme s'en rendroit coupable après s'être évadé de la prison , ou après s'être soustrait aux travaux publics auxquels il auroit été condamné ; mais ce qu'il est important de remarquer , c'est un reste de l'esprit qui animoit les anciens peuples du Nord , & qui leur faisoit regarder avec une sorte d'indulgence toutes les actions qui marquoient de la hardiesse & du courage. Le vol fait par force est puni en Danemarck d'une manière différente que le vol qui se fait par adresse ; ce dernier crime est puni corporellement, & la loi ne prononce contre l'autre qu'une amende infamante.

L'usage où est le roi de signer toutes les sentences qui infligent la peine de mort , met dans la distribution des peines une extrême douceur. Les coupables ont par-là un accès toujours ouvert à la grace du prince , qui

ne se montre inflexible que lorsque leur crime est de nature à exiger absolument une vengeance publique ; la douceur & la modération de ce peuple , chez qui les crimes atroces sont plus rares que chez d'autres nations , permettent au roi de suivre cette clémence , qui fait le plus bel attribut du pouvoir souverain.

Il est rare d'entendre parler de vols faits par violence , même à Copenhague , ce qu'il faut sans doute attribuer en partie à la difficulté qu'il y a de s'évader d'une ville forte située dans une île , & en partie à la bonne police qui a confié la garde de cette capitale à une sorte de guet composé de citoyens toujours prêts à s'entre-secourir au moindre bruit ; aussi les rues sont-elles parfaitement sûres.

L'assassinat & le brigandage sont des crimes très-rares parmi les Danois , depuis que la sévérité des peines a arrêté les progrès du fanatisme le plus singulier qui ait jamais existé. Des hommes mélancoliques s'étoient persuadés , il y a quelques années , que le chemin le plus sûr pour aller au ciel étoit de mourir sur un échafaud. Las de la vie , éblouis par les dispositions touchantes que

quelques-uns de leurs semblables avoient montré dans ce triste moment, & regardant la préparation à une mort prochaine comme le moyen le plus sûr de faire leur paix avec la divinité, ils osèrent, par des meurtres commis de sang-froid, armer le bras de la justice, & demander la mort comme un bienfait ; la longueur de la captivité dans laquelle on les fit gémir sous des coups de verges redoublés avant de les conduire au supplice, étouffa presque dans sa naissance cet étrange enthousiasme.

En général les peines sont très-douces en Danemarck. L'autorité des loix n'y est employée qu'à empêcher l'oppression, & à maintenir l'équilibre entre les divers corps de l'état.

D É B I T E U R S,

Comment traités chez les Romains.

On appelloit *nexi* chez les Romains, ceux qui ayant contracté des dettes & ne pouvant les acquitter au jour marqué, devenoient les esclaves de leurs créanciers. Ces derniers pouvoient non-seulement les faire travailler pour eux, mais encore les mettre aux fers, & les tenir en prison. Leur con-

dition étoit d'autant plus misérable , que leurs travaux & leurs peines n'entroient point en déduction de leurs dettes ; mais quand ils avoient payé , ils recouvroient avec la liberté tous leurs droits , & ils n'étoient point regardés comme affranchis , mais comme citoyens libres.

Cette coutume qui fut en usage à Rome jusqu'à l'an 429 , donna lieu à une foule de rumeurs de la part des plébéiens. Ils regardoient comme une véritable tyrannie la loi qui obligeoit les enfans même à se rendre esclaves pour les dettes de leurs peres.

Un jeune homme nommé Caius Publius , ayant été maltraité cruellement pour n'avoir pas voulu condescendre aux desirs infâmes de Lucius Papirius son maître , à qui il s'étoit donné comme esclave , pour acquitter les dettes de son pere , excita si vivement la compassion des citoyens , qu'il fut cause de l'établissement d'une nouvelle loi , qui ordonnoit que les biens des débiteurs répondroient à l'avenir de l'argent prêté , mais que les personnes seroient libres.

D É G R A D A T I O N.

En France, suivant les anciennes ordonnances, les prêtres & autres promus aux ordres sacrés, ne pouvoient être exécutés à mort qu'après avoir été dégradés. Voici de quelle maniere on faisoit la dégradation. Juvenal des Ursins en rapporte un exemple : deux Augustins, qui avoient trompé le roi Charles VI, sous prétexte de le guérir, furent condamnés à mort en 1398. On dressa des échafauds devant l'hôtel-de ville & l'église du Saint-Esprit, avec une espece de pont de planches qui aboutissoit aux fenêtres de la salle du Saint-Esprit, de maniere que l'une des fenêtres servoit de porte. On amena par cet endroit les deux Augustins habillés comme s'ils alloient dire la messe. L'évêque de Paris, en habits pontificaux, leur fit une exhortation, & leur ôta la chasuble, l'étole, &c. On rasa leurs couronnes, & les ministres de la juridiction séculiere les dépouillerent & ne leur laisserent que leurs chemises, ensuite on les conduisit aux halles, où ils furent décapités.

Sous Louis XII, Jean de Bonbecourci, religieux Cordelier de Luques, étudiant à

Q iv

248 D'ÉGRADATION.

Paris , osa avancer dans une de ses thèses , que le pape étoit au-dessus du roi pour le temporel. Le parlement le fit arrêter , & le condamna à être dépouillé par le bourreau , ensuite il fut conduit devant l'image de la Vierge , qui est sur le portail de la chapelle basse du Palais , là il déclara à genoux , la corde au col , que malicieusement il avoit soutenu des maximes non orthodoxes & pernicieuses , dont il demandoit pardon au roi , à la justice & au public ; après quoi il fut conduit par le bourreau jusqu'à Ville-Juif , où on lui remit son habit de Cordelier avec 30 livres , & on lui fit défense de rentrer dans le royaume , sous peine d'être pendu.

DÉLATEUR *puni.*

Les Persans avoient deux loix admirables dans le jugement des procès criminels. Par la première il étoit défendu de condamner un coupable sans lui avoir confronté ses accusateurs , & de lui refuser le temps nécessaire pour préparer & fournir ses défenses ; par la seconde les délateurs devoient être condamnés au supplice qu'auroit subi l'accusé s'il eût été trouvé coupable.

Artaxerce donna un exemple remarquable de la juste sévérité de cette dernière loi. Un de ses favoris lui avoit rendu suspecte la fidélité de l'un de ses meilleurs officiers dont il ambitionnoit la place. Il avoit présenté contre lui des mémoires remplis de calomnie. Il espéroit que son crédit auprès du prince le dispenseroit de rapporter des preuves, qu'il seroit cru sur sa simple parole, & qu'on n'entreroit dans aucun examen. L'officier accusé fut en effet jetté dans les prisons ; mais il demanda au roi qu'on lui donnât des juges, & qu'on produisît les preuves de ses crimes. Le roi nomma trois commissaires qui examinerent l'accusation formée contre l'officier. Comme il n'y avoit d'autre preuve que le mémoire secret du délateur, les juges le déclarerent innocent. Le prince irrité fit tomber toute son indignation sur le perfide délateur qui avoit voulu le tromper. Une naissance illustre & l'amitié du prince ne purent le sauver. Il fut condamné au supplice infâme qu'il avoit voulu attirer sur son ennemi.

D É M É T R I U S.

Sa condamnation.

Philippe, roi de Macédoine, un des suc-

cesseurs d'Alexandre, avoit deux fils : Persée, né d'une concubine, & Démétrius, né de sa femme légitime. Ce dernier, quoique fort jeune, pendant son voyage à Rome, sans abandonner les intérêts de son pere & de son roi, avoit sçu calmer une guerre dangereuse & à charge aux Macédoniens, & gagner en même temps l'estime & l'amitié de ces fiers vainqueurs. On ne doutoit point que malgré l'avantage de l'âge qui parloit en faveur de Persée, l'amitié des Romains, & la faveur du peuple même, ne portassent sur le trône le jeune Démétrius, supérieur & par la naissance & par le mérite, à son frere, qui d'ailleurs n'avoit aucun crédit à Rome.

Persée étoit dans une inquiétude continuelle. Philippe même regardoit d'un œil jaloux & redoutoit le crédit du plus jeune de ses fils. Il voyoit avec peine se former chez Démétrius, de son vivant même & sous ses yeux, comme une espece de cour, par l'affluence & le concours des Macédoniens. Le prince imprudent, au lieu de s'efforcer d'adoucir l'envie par des manieres douces, modestes & complaisantes, ne faisoit que l'irriter par un certain air de fierté, & ne dissimuloit point qu'il devoit à l'estime personnelle que Rome avoit pour lui, plu-

sieurs prérogatives qu'on avoit refusées à son pere.

L'arrivée des ambassadeurs Romains , & leur déférence pour Démétrius , affligèrent encore davantage ce pere soupçonneux ; quoiqu'il fût ennemi des Romains dans le fond de son cœur , il étoit forcé par les circonstances d'avoir pour eux les plus grands ménagemens. Ces dispositions de Philippe rapprocherent de Persée quelques courtisans , qui par intérêt avoient paru être fort attachés à Démétrius ; ce dernier n'ayant plus d'espérance de parvenir au trône que par un crime , employa cette ressource , & tâcha de faire entrer dans ses vues ceux des seigneurs qui avoient le plus de crédit sur l'esprit du roi. Ces seigneurs l'écouterent , prévoyant que la jeunesse & le peu d'expérience de Démétrius , & sur-tout son caractère éloigné de tout artifice , succomberoit enfin sous les embûches de son frere. La premiere ruse qu'ils employèrent fut d'animer de plus en plus Philippe contre les Romains , ce qui n'étoit que trop facile ; en même temps , pour lui rendre Démétrius plus suspect de jour en jour , ils affectoient de faire tomber sans cesse la conversation sur ce sujet. Le jeune

prince , par son zèle pour les Romains , ne manquoit pas de prendre feu & de contredire son frere ; par-là il donnoit lieu aux accusations & aux calomnies qu'on ne cessoit de répandre contre lui.

On fit dans ces circonstances une revue de l'armée dans une fête qui se célébroit tous les ans avec une pompe religieuse dont il est nécessaire de rapporter les cérémonies. On divisoit (dit Tite Live) une chienne en deux parts , la coupant en long par le milieu du corps , & l'on en mettoit une moitié sur chacun des bords du chemin ; on faisoit passer les troupes armées à travers les deux parties de la victime ainsi divisée : à la tête de cette marche on portoit les armes de tous les rois de Macédoine , en remontant jusqu'à leur origine la plus reculée. Le roi paroïssoit ensuite avec ses enfans , suivis de toute sa maison & des compagnies de ses gardes. La marche étoit fermée par la foule des Macédoniens.

Après les sacrifices qui accompagnoient ces cérémonies , c'étoit l'usage de donner une espece de tournoi , & de diviser l'armée en deux corps qui par leurs attaques représentoient l'image d'un combat.

Démétrius & Persée dans cette occasion

commandoient chacun un corps de l'armée ; mais ce ne fut point une simple représentation de combat qu'ils donnerent , ils se battirent sérieusement ; il y eut plusieurs blessés de part & d'autre. Le corps commandé par Démétrius fut supérieur , & son frere ne vit pas sans peine cet avantage.

Le combat fut suivi d'un grand repas que chaque prince donna à ceux de son parti. Persée que son frere avoit invité à son festin , refusa de s'y trouver. La joie fut grande des deux côtés. Il fut beaucoup parlé du combat. Persée avoit envoyé un espion pour observer ce qui se diroit pendant le repas de son frere. Quatre jeunes gens l'ayant découvert par hasard en sortant de la salle le maltraiterent fort. Cependant Démétrius qui ignoroit ce qui venoit de se passer , pria ses convives de l'accompagner chez son frere. Quelques-uns ayant caché leurs armes sous leurs habits , se rendirent avec le prince au palais de Persée. Ce dernier ayant été instruit de cette démarche , fit refuser la porte à son frere , & par une fenêtre de l'appartement qui donnoit sur la rue , il fit défense d'ouvrir à des gens qui venoient à main armée pour l'assas-

finer. Démétrius un peu échauffé par le vin, après s'être plaint avec assez de hauteur de ce qu'on lui refusoit ainsi l'entrée, retourna chez lui.

Le lendemain, dès que Persée put approcher de son pere, il entra dans sa chambre ayant le visage tout troublé, & demeura quelque temps en sa présence, mais un peu éloigné sans ouvrir la bouche:

Philippe allarmé lui demanda avec empressement quel étoit le sujet du profond chagrin qu'il faisoit paroître. « C'est le plus » grand bonheur du monde, lui répon- » dit-il, que vous me voyez encore en vie ; » ce n'est plus par des embuches secretes » que mon frere m'attaque : il est venu » cette nuit même à ma maison, escorté de » gens armés pour m'assassiner ; je ne me » suis sauvé de sa fureur qu'en faisant fermer » mes portes, & en mettant un mur entre » lui & moi ». Voyant son pere frappé d'étonnement à ce discours : « si vous dai- » gnez nous écouter (continua-t-il) je vous » mettrai à portée de connoître évidemment » ce qui en est ». Philippe fit appeller sur le champ Démétrius.

Ce pere infortuné, réduit à trouver dans

l'un ou l'autre de ses enfans un criminel ou un calomniateur , les fit entrer l'un & l'autre dans sa chambre , où il avoit mandé à quelques seigneurs les plus recommandables par leur probité de se rendre sur le champ. Après les reproches les plus vifs sur leurs dissensions , sur la soif de régner qui les dévoroit au point de ne pouvoir attendre sa mort , il ordonna à Persée de parler le premier. Tout ce que l'artifice le plus profond & la connoissance du cœur de son pere pouvoit lui fournir , fut employé pour rendre Démétrius coupable : ses liaisons avec les Romains , un combat simulé , dégénérant en une bataille réelle ; des jeunes gens armés , l'un de ses gens maltraité , rien enfin ne fut oublié de tout ce que la conduite imprudente de Démétrius pouvoit prouver contre lui. Ce jeune prince fondant en larmes , accablé d'une accusation si atroce & si peu prévue , garda quelque temps le silence ; il le rompit enfin pour repousser les attaques d'un frere perfide. Toute sa conduite fut exposée avec candeur ; l'histoire de l'espion rapportée , ainsi que la visite rendue à son frere , racontée avec ses véritables circonstances. Quoique son pere ne pût revenir des soup-

çons qu'on avoit élevés contre lui avec tant d'art , cependant ne pouvant le déclarer coupable , il dit à Persée , ainsi qu'à Démétrius , que la suite de leur conduite lui prouveroit à l'avenir lequel des deux avoit raison de se plaindre. On observa seulement qu'il penchoit à justifier Persée , & que son animosité contre Démétrius étoit augmentée.

Quelque temps après Philippe envoya à Rome deux ambassadeurs , moins pour y traiter d'affaires que pour y sonder les esprits à l'égard de Démétrius , & pour s'informer principalement des discours qu'il avoit tenus avec Quintius sur la succession au trône. •

Philippe ne sçavoit pas qu'ils étoient vendus à Persée , & disposés à favoriser toutes ses vues. Démétrius ignoroit aussi ce qui se passoit. Quand il vit son pere tellement obsédé par Persée , qu'il lui étoit impossible d'en approcher , il s'observa avec une si grande attention , que ses actions , ses paroles , toute sa conduite enfin ne pussent donner aucune prise aux soupçons. Persuadé sur-tout que son amitié pour les Romains faisoit tout son crime , il évita toute liaison avec eux. Par cette conduite il se

se crut à l'abri des soupçons & de la perfidie d'une cour qu'il eût dû mieux connoître.

Dans ces circonstances , Philippe occupé de ses projets de guerre contre les Romains , fit un voyage qu'il crut nécessaire. Persée l'accompagna. Démétrius fut laissé dans la Macédoine. Un des principaux officiers du roi fut chargé de veiller sur sa conduite. Le traître Persée , à qui il s'étoit vendu , lui recommanda sur-tout de s'insinuer adroitement dans l'esprit de son frere & de gagner sa confiance , pour lui arracher des secrets dont ils pourroient faire usage contre ce prince infortuné.

L'officier s'acquitta parfaitement de sa commission ; il entra dans les sentimens de Démétrius , plaignit son sort , parut détester les artifices & la mauvaise foi de ses ennemis , & lui fit offre de ses services dans tout ce qui dépendoit de lui. Démétrius songeoit à se retirer chez les Romains , croyant en trouver un moyen sûr dans les offres de cet officier , il lui découvrit son dessein. Le perfide confident en donna avis sur le champ à Persée , qui courut en instruire Philippe. Ce prince étoit alors occupé à un siège ; il envoya sur le champ des ordres pour arrêter

le jeune prince & ses principaux amis , & revint en Macédoine. Cette tentative de son fils le touchoit vivement : cependant pour se déterminer il crut devoir attendre l'arrivée des ambassadeurs qu'il avoit envoyés à Rome. On leur avoit prescrit ce qu'ils devoient dire. Ils présentèrent au roi une fausse lettre , scellée du sceau contrefait de Quintius , « par laquelle il le prioit de ne » point sçavoir mauvais gré à son fils Démé- » trius de quelques paroles imprudentes qui » pouvoient lui être échappées à Rome » dans ses conversations au sujet de la suc- » cession au trône , l'assurant qu'il n'entre- » prendroit rien contre les droits du sang & » de la nature. Il ajoutoit , en parlant de » lui - même , qu'il étoit bien éloigné de » donner jamais de pareils conseils ».

Cette lettre confirma tout ce que Persée avoit avancé contre son frere , dont le principal ami Hérodoté fut mis sur le champ à la question. Cet homme courageux mourut sans rien déclarer contre son maître.

Persée accusa de nouveau son frere devant le roi. On lui faisoit un crime du dessein de s'enfuir , & d'avoir corrompu quelques particuliers pour l'accompagner ; mais

ce qui le chargeoit le plus , c'étoit la fausse lettre de Quintius. Philippe dans la crainte de soulever les partisans de son fils ; fit instruire son procès dans le plus grand secret. Les juges qu'il avoit choisis dévoués à sa vengeance , trouverent son fils coupable & le condamnerent à mort.

Philippe chargea un de ses officiers d'exécuter ce jugement. Ce ministre barbare de vengeance empoisonna le fils de son roi. Comme le breuvage ne faisoit pas assez promptement son effet , il ordonna à deux de ses domestiques d'étouffer Démétrius avec des couvertures.

D E M E U N. (Jean)

Moines condamnés à lui donner la sépulture.

Le fameux Jean Demeun , surnommé *Clopinel* , continuateur du *roman de la Rose* , étoit né à Meun , petite ville située sur la Loire , à quatre lieues d'Orléans. Son esprit lui donnoit entrée par tout ; il fit les délices de la cour de Philippe-le-Bel. Ce prince aimoit ses vers & sa conversation.

Demeun par son testament avoit choisi l'église des Dominicains de la rue S. Jacques

R ij

pour le lieu de sa sépulture , & par reconnaissance il leur avoit légué un coffre rempli de choses précieuses , si l'on en jugeoit par sa pesanteur ; mais il avoit mis pour condition que le coffre ne seroit ouvert qu'après ses funérailles ; elles furent magnifiques , comme on peut aisément le croire , & le premier soin des moines , dès qu'elles furent terminées , fut d'aller visiter le précieux coffre. On ne peut exprimer leur douleur & leur surprise lorsqu'en l'ouvrant ils le trouverent rempli d'ardoises de toutes les formes , sur lesquelles Jean Demeun avoit tracé des figures de géométrie. A la surprise succéda l'indignation de se voir jouer par un poëte , & ne consultant plus que leur colere , ils coururent déterrer le corps du pauvre Clopinel. Le parlement de Paris instruit de cette scène scandaleuse , rendit un arrêt qui les condamna à donner au défunt une sépulture honorable dans le cloître-même de leur couvent.

D E R V I S

qui veut assassiner Bazajet II , pris & puni.

Dans un voyage que Bazajet II fit à Andrinople , il rencontra sur sa route un dervis

de la secte des torlaquis qui , feignant d'aller en pèlerinage à la Mecque , demandoit l'aumône. On le laissa approcher du sultan ; tout en criant *alla bilschy* , c'est-à-dire en demandant aumône au nom de Dieu , le moine tira de sa manche un poignard qu'il y tenoit caché , & se jetta sur le prince avec une telle fureur , que le cheval fit un écart qui sauva la vie à son maître. Néanmoins il fut dangereusement blessé. Le bacha Schender qui l'accompagnoit , déchargea un coup si violent de sa masse de fer sur la tête de ce scélérat , qu'il tomba étendu par terre. On ne le rappella à la vie que pour lui faire subir les tourmens les plus affreux. Son procès fut fait sur le champ : on le condamna à être tenaillé , & à expirer par le pal.

L'historien Chalcondyle qui rapporte ce fait , ajoute que Bazajet conçut une si grande horreur pour tous ces *torlaquis* , qu'il les bannit non-seulement de Constantinople , mais de tout son empire. C'est depuis cet événement que tous les étrangers , même les ambassadeurs admis à l'audience du sultan , sont conduits à ses pieds par les capigis ou portiers , qui les tiennent toujours par la manche.

DEY D'ALGER.

(La grande sévérité d'un)

Le dey Ibrahim avoit quelques bonnes qualités. Il punissoit sévèrement les fraudes , les vols , & tout ce qui tendoit à faire tort au commerce. Il avoit d'ailleurs un talent singulier pour découvrir les crimes , & n'épargnoit point sa peine pour en connoître les auteurs.

Voici un exemple des précautions qu'il prenoit pour veiller à la police. Il soupçonnoit de mauvaise foi un marchand qui vendoit en détail ; pour s'éclaircir Ibrahim prit un matin un habit d'esclave , sortit avec un autre esclave à la pointe du jour , & se rendit à la boutique du marchand , à qui l'esclave dit que leur maître les envoyoit à la campagne pour travailler , & qu'ils venoient acheter du riz & des raisins pour faire un mets à la mode de leur pays , qu'ils l'alloient faire cuire à la taverne avant que de partir , mais qu'ils le prioient de ne pas le dire à leur patron , qu'ils lui nommerent , parce qu'il étoit fort brutal , & qu'il ne manqueroit pas de les châtier , s'il

ſçavoit qu'ils euſſent reſté ſi tard en ville. Le marchand leur promit le ſecret , & leur vendit le riz & les raiſins ſecs beaucoup au-delà de la taxe qui venoit d'être publiée , parce que c'étoit pour des eſclaves , & qu'il penſoit que cela n'auroit aucunes ſuites.

Le dey revenu à ſon palais , prit ſes habits & ſe mit ſur ſon ſiège ordinaire ; l'eſclave vint lui porter plainte contre le marchand ; Ibrahim l'envoya chercher , mais il nia le fait , & accuſa l'eſclave d'impoſture ; le dey ſans vouloir dire qu'il étoit avec l'eſclave lors de l'achat du riz & des raiſins , garda le marchand auprès de lui , & envoya le crieur ordinaire publier dans la ville , que ſi quelque turc , maure , chrétien ou juif , avoit des plaintes à faire contre un tel marchand , il vint ſur le champ au palais du roi , & qu'on ne ſeroit plus reçu après la ſeconde priere. Pluſieurs perſonnes ſ'y rendirent , accuſerent le marchand de concuſſion , & produiſirent des preuves convaincantes contre lui. Le dey le condamna par proviſion à recevoir cinq cens coups de bâton ſous les pieds , & à payer cinq cens piaſtres d'amende , qui ſeroient miſes dans le tréſor de l'état , pour avoir menti

en présence de son souverain ; cette exécution étant finie , le dey pour faire un exemple éclatant condamna ce malheureux à être pendu.

D H I A - A L M U L K.

Le sultan Mohammed eut pendant quelque temps pour visir Dhia-Almulk , qui se brouilla avec Alacddoulat , prince de Hamadam , de la race de Mahomet , qui se faisoit appeller Seid Hamadam (1). Se croyant offensé par ce seigneur , il proposa au sultan de lui faire rendre compte par son visir , & de tirer de lui cinq cens mille écus d'or. Mohammed lui accorda sa demande ; mais comme Alacddoulat avoit beaucoup d'amis à la cour , il en fut averti assez à temps pour venir à l'insçu du visir se jeter aux pieds du sultan & lui représenter son injustice. Il ajouta que si le desir d'avoir de l'argent l'avoit fait consentir à cette violence , il lui feroit compter cent mille écus d'or de plus que le visir n'avoit offert , pourvu qu'il

(1) Seid signifie *seigneur*. C'est le titre particulier de ceux de cette famille.

consentît à lui remettre son ennemi entre les mains.

Soit que le Seid eût emprunté, soit qu'il eût vendu la meilleure partie de ses effets, il consigna entre les mains du commissaire du sultan la somme convenue. On lui livra alors le visir pour en faire ce qu'il jugeroit à propos.

Le seid donna dans cette occasion un bel exemple de la vertu la plus éminente & la plus rare parmi les hommes. Il ne lui fut pas difficile d'obtenir la justice qui lui étoit due ; le visir calomniateur fut condamné à mort. Ayant été livré à Alacddoulat, ce dernier loin d'accabler son ennemi de reproches, & de lui faire payer la somme qu'il avoit été forcé de donner au sultan, le traita avec toute l'humanité possible. *Dhia-Almulk*, lui dit-il, *j'ai payé bien cher le droit que j'ai sur vous, je m'en sers pour vous condamner à me devoir la vie, & à être désormais mon meilleur ami.*

D I E U X.

(*Procès entre les Egyptiens & les Chaldéens sur la supériorité de leurs*)

Suidas rapporte un procès d'une espece

singulière & peut-être unique. Une contestation assez violente (dit-il) s'éleva entre les Egyptiens & les Chaldéens sur la primauté de leurs dieux. Après bien des disputes qui ne menoient à rien, on résolut de mettre les dieux des deux peuples aux prises en présence d'arbitres nommés de part & d'autre, qui prononceroient sur la contestation.

Les Chaldéens, comme on sçait, adoroient le feu; ce dieu eût bientôt dévoré les dieux d'or & d'argent des Egyptiens. Les arbitres penchoient beaucoup pour le dieu des Chaldéens, lorsqu'un prêtre Egyptien eut recours à un expédient qui changea la face des choses. Il prit une cruche de terre qui servoit à la purification des eaux du Nil. Après avoir percé cette cruche en différens endroits, qu'il boucha avec de la cire, il la remplit d'eau, & la posa sur la tête de Canope, dieu des Egyptiens, qui devoit lutter contre le dieu des Chaldéens. On prévoit ce qui arriva : la cire eut à peine senti l'ardeur du feu qu'elle se fondit, & l'eau coulant de toutes parts éteignit le feu. Les juges ne purent se dispenser de lui adjuger la souveraineté

D I V O R C E.

Le divorce étoit permis chez les payens & chez les Juifs. La loi de Moïse avoit ordonné l'écriture pour l'acte du *divorce* ; il devoit être écrit par un *scribe*, c'est-à-dire par un écrivain public.

L'acte par lequel le mari déclaroit qu'il entendoit faire *divorce*, étoit appelé chez les Juifs *libellum repudii*. Ce terme étoit aussi usité chez les Romains, où le *divorce* étoit autorisé ; ils faisoient cependant quelque différence entre *divortium* & *repudium* : le *divorce* étoit l'acte par lequel les époux se séparoit ; au lieu que le *repudium* proprement dit, s'appliquoit plus particulièrement à l'acte par lequel le futur époux répudioit sa fiancée.

L'usage du divorce étoit fréquent dès le temps de l'ancien droit romain ; il se faisoit même pour causes légères, en envoyant ce que l'on appelloit *libellum repudii*.

La formule ancienne du divorce étoit en ces termes : *tuas res tibi habeto, res tuas tibi capito*.

Le mari étoit le seul anciennement qui

pût provoquer le divorce , jusqu'à la loi de Julien , qui déclara que les femmes avoient aussi le droit de provoquer le divorce.

Quand cet acte venoit de la femme , elle rendoit les clefs & retournoit avec ses parens.

L'auteur des questions sur l'ancien & le nouveau testament , qu'on croit être Hilaire , diacre , contemporain de Julien l'apostat , a cru que les femmes n'avoient point ce pouvoir avant l'édit de Julien ; mais il est certain que depuis cet édit on en voyoit tous les jours provoquer le divorce. Cet auteur est incertain si l'on doit attribuer cet édit à Julien l'apostat , ou au jurisconsulte Julien , auteur de l'édit perpétuel , qui vivoit sous l'empereur *Adrien*.

Ce qu'il y a de certain , c'est que du temps de l'empereur Marc - Aurele une femme répudia publiquement son mari , ce qui prouve que le divorce étoit alors admis.

Plutarque , dans ses *questions romaines* , prétend que Domitien fut le premier qui permit le divorce ; mais on voit dans *Aulugelle* que le premier exemple du divorce

est beaucoup plus ancien. Suivant cet auteur ce fut Cartilius ou Catilius Ruga qui fit le premier divorce avec sa femme , parce qu'elle étoit stérile, en l'an 523 , sous le consulat de M. Attilius & de P. Valerius ; il protesta devant les censeurs , que quelque amour qu'il eût pour sa femme , il la quittoit sans murmurer , à cause de sa stérilité , préférant l'avantage de la république à sa satisfaction particulière.

Ce fut aussi depuis ce temps que l'on fit donner des cautions pour la restitution de la dot.

Le divorce étoit regardé chez les Romains comme une voie de droit ; il pouvoit se faire tant en présence qu'en l'absence de l'époux qu'on vouloit répudier. On pouvoit répudier une femme furieuse , & il lui étoit défendu de provoquer le divorce ; mais son pere pouvoit exercer cette faculté pour elle : son curateur n'avoit pas ce pouvoir.

Le libelle ou l'acte de divorce devoit être fait en présence de sept témoins , qui devoient être tous citoyens Romains.

Les causes pour lesquelles on pouvoit

provoquer le divorce , suivant le droit du digeste , étoient la captivité du mari , ou lorsqu'il étoit parti pour l'armée , & que l'on étoit quatre ans sans en recevoir de nouvelles , ou lorsqu'il entroit dans le sacerdoce : la vieillesse , la stérilité , les infirmités , étoient aussi des causes réciproques de divorce.

Les empereurs Alexandre , Sévere , Valérien & Gallien , Dioclétien & Maximilien , Constantin le Grand , Théodose & Valentinien , firent plusieurs loix concernant le divorce , qui sont inférées dans le code , & expriment plusieurs autres causes pour lesquelles le mari & la femme pouvoient respectivement provoquer le divorce.

De ces causes , les unes étoient réciproques entre le mari & la femme , d'autres étoient particulieres contre la femme.

Les causes de divorce réciproques entre les époux , étoient le consentement mutuel du mari & de la femme , ou le consentement des pere & mere d'une part , & des enfans de l'autre ; l'adultere du mari ou de la femme ; si l'un des époux avoit battu l'autre ou attenté à sa vie ; l'homicide du mari ou de la femme ; l'impuissance naturelle , qui

suivant l'ancien droit, devoit être éprouvée pendant deux ans , & suivant le nouveau droit pendant trois ; si l'un des époux attentoit à la vie de l'autre ; le larcin de bétail , le plagiat , le vol des choses sacrées , & tout crime de larcin en général ; si le mari ou la femme retiroient des voleurs ; le crime de faux & de sacrilège ; la violation d'une sépulture ; le crime de poison ; le crime de lèse-majesté ; une conspiration contre l'état.

A ces différentes causes l'empereur Justinien en ajouta encore plusieurs, telles que la profession religieuse & le vœu de chasteté, la longue absence ; enfin si l'un des conjoints découvroit que l'autre fût de condition servile.

Justinien décida aussi que la détention du mari prisonnier chez les ennemis , ne pourroit donner lieu au divorce qu'au bout de cinq ans.

Les causes particulières contre la femme, étoient lorsqu'elle s'étoit fait avorter de dessein prémédité ; si durant le mariage elle cherchoit à se procurer un autre mari ; si elle alloit manger avec des hommes étrangers malgré son mari ; si elle se respectoit assez peu pour aller dans un bain commun avec des

hommes; lorsqu'elle avoit l'audace de porter la main sur son mari qui étoit innocent; si contre les défenses de son mari elle passoit la nuit hors de sa maison, ou si elle alloit dans des jeux publics.

Il n'étoit point permis de répudier une femme sous prétexte qu'elle n'avoit point apporté de dot, ou que la dot promise n'avoit pas été payée : l'affranchi ne pouvoit pas non plus demander le *divorce* malgré son patron; les enfans même émancipés ne le pouvoient pas sans le consentement de leurs pere & mere; ni les pere & mere malgré leurs enfans, sans une juste cause; & en général toutes les fois que le divorce étoit fait en fraude d'un tiers, il étoit nul.

Lorsque le divorce étoit ordonné entre les époux, les enfans devoient être nourris aux dépens de celui qui avoit donné lieu au divorce; s'il n'étoit pas en état de remplir ce devoir, l'autre devoit y suppléer.

Si le divorce étoit demandé sans une juste cause, on le regardoit comme une injure grave qui étoit punie par la perte de la liberté de disposer de la propriété de tous les gains nuptiaux.

L'effet

L'effet du divorce étoit de dissoudre absolument le mariage pour l'avenir, en sorte qu'il étoit libre à chacun des époux de se remarier.

L'usage du divorce ayant été porté dans les Gaules par les Romains, il fut encore observé pendant quelque temps depuis l'établissement de la monarchie Françoisse : on en trouve plusieurs exemples chez nos rois de la première & de la seconde race.

Ce fut ainsi que Bissine ou Basine quitta le roi de Thuringe pour suivre Childéric qui l'épousa.

Cherebert, roi de Paris, répudia sa femme légitime.

Audovere, première femme légitime de Chilpéric, roi de Soissons, fut chassée parce qu'elle avoit tenu son propre enfant sur les fonts de baptême.

Le moine Marculphe, qui vivoit vers l'an 660, & que l'on présume avoir été chapelain de nos rois avant de se retirer dans la solitude, nous a laissé dans son livre de formules, celles des lettres que nos rois accordoient pour autoriser le divorce.

Le divorce fut encore pratiqué longtemps après, comme il paroît par l'exemple de

Charlemagne , qui répudia Théodore sa première femme , parce qu'elle n'étoit pas chrétienne.

Le terme de divorce est aussi employé en plusieurs textes du droit canon ; mais il n'y est pris que pour la séparation *à thoro* , c'est-à-dire de corps & de biens , qui n'emporte pas la dissolution de mariage , car l'église n'a jamais approuvé le divorce proprement dit.

Ainsi suivant le droit canon que nous observons en cette partie , le mariage ne peut être dissous que par voie de nullité , ou par appel comme d'abus , & dans ces cas on ne dissout point un mariage valablement contracté ; on déclare seulement qu'il n'y a point eu de mariage , ou ce qui est la même chose , que le prétendu mariage n'a point été valablement contracté , & conséquemment c'est la même chose que s'il n'y avoit point eu de mariage.

Lorsqu'on se sert parmi nous du terme divorce , on n'entend autre chose que la méfintelligence qui peut survenir entre les époux.

Il y a encore des pays où le divorce se pratique , comme dans les états d'Allemagne

D I V O R C E. 275
qui sont soumis à la confession d'Ausbourg.

D I V O R C E

autorisé en Turquie.

En Turquie la femme a droit de citer son époux en justice, s'il ne lui accorde pas un jour par semaine. On sçait que le divorce est permis chez ces peuples. Il se traite devant le juge séculier. Le refus du tribut conjugal n'est pas pour une femme l'unique cause qui l'autorise à demander la séparation ; la maniere de le payer peut aussi donner lieu au divorce. Les voyageurs prétendent que plusieurs exemples connus à Constantinople attestent la vérité de cet usage.

On peut reprendre jusqu'à deux fois une femme répudiée ; mais la loi a mis une condition assez singuliere à la troisieme réconciliation. On assure qu'il faut avant de retourner avec son mari , que la femme accorde ses faveurs à un autre homme. L'esprit de cette loi , si elle est vraie , est de mettre un frein à l'inconstance, & d'imprimer une note d'infamie sur ceux qui abusent de la liberté du divorce.

S ij

D R E U X, (Pierre de)

comte de Bretagne , privé de ses états par arrêt.

En 1230, sous le regne de Louis IX, Pierre, comte de Bretagne, prince d'un esprit inquiet, qui par ses cabales avoit causé une partie des troubles arrivés sous la régence de Blanche, mere du roi, forma encore malgré ses sermens multipliés, de nouveaux projets de révolte. Depuis quatre ans ce perfide vassal s'étoit ménagé le secours du roi d'Angleterre, qui vint débarquer à Saint-Malo, & traversa les états du comte pour se rendre à Nantes où ses troupes avoient ordre de le joindre. Il fut reçu avec de grands honneurs par le comte, qui oubliant sa naissance & ses droits, le reconnut pour son seigneur, lui mit toutes ses places entre les mains, & lui fit prêter serment par les seigneurs Bretons qu'il put séduire.

Louis à la premiere nouvelle du débarquement de Henri, manda toute sa noblesse, & fut obéi par ceux même qui étoient les plus éloignés de continuer leur service. Il s'étoit vu peu de temps avant abandonné par ses principaux vassaux, qu'il n'avoit pu

déterminer par aucun moyen à prolonger le terme de leur service ; mais tous se réunirent contre l'étranger , & dans peu de temps il se vit à la tête de la plus forte armée qu'il eût commandée jusqu'alors.

Louis se mit en marche aussitôt & alla camper près de l'armée des Anglois ; ce fut dans ce camp que dans une assemblée de tous les pairs & de tous les prélats qui étoient à la suite du roi , Pierre fut déclaré déchu de la tutelle de ses enfans & de la qualité de comte de Bretagne. Voici le dispositif de ce fameux arrêt.

« Gauthier , par la grace de Dieu , arche-
» vêque de Sens , Gauthier , par la même
» grace , évêque de Chartres , Guillaume ,
» évêque de Paris , Fr. comte de Flandre ,
» Th. comte de Champagne , le comte de
» Nivernois , & autres barons & chevaliers
» dont les sceaux sont ici apposés , à tous
» présens & à venir , qui ces lettres verront ,
» salut à perpétuité. Nous faisons sçavoir
» qu'en présence de notre très-cher seigneur
» Louis , illustre roi des François , nous
» avons unanimement jugé que Pierre , ci-
» devant comte de Bretagne , a perdu par
» justice le bail de la Bretagne à cause des

» forfaitures commises envers ledit seigneur
» roi , & que les barons de Bretagne qui
» lui ont fait hommage à cause dudit bail ,
» sont déliés de leur féauté ; qu'ils ne sont
» plus tenus de lui obéir , ni de rien faire
» pour lui en conséquence ; en foi de quoi
» nous avons fait mettre nos sceaux à ces
» présentes , &c ».

D U E L.

(*Usage qu'on en faisoit anciennement dans
l'administration de la justice.*)

Si la coutume de terminer les procès par des combats , & de faire dépendre leur succès du sort des armes , n'étoit pas attestée par une foule de monumens de notre histoire , on regarderoit avec raison cet usage comme une fable absurde inventée pour deshonorner l'humanité ; mais comme il est certain que le duel étoit une voie légale pour défendre ou accuser en justice , il est du ressort de notre ouvrage de faire l'historique de cette partie de l'ancienne jurisprudence françoise.

Le duel étoit permis dans les occasions où l'on ne pouvoit avoir d'autre preuve.

Les ecclésiastiques & les moines se servoient, ainsi que les nobles, de ce moyen pour terminer leurs différens ; mais pour ne pas fouiller leurs mains dans le sang, ils fournissoient un champion qui combattoit pour eux. Les femmes, les malades, les estropiés, les jeunes gens au-dessous de vingt ans, & les vieillards au-dessus de 60 étoient exempts de cette épreuve, qui d'abord s'ordonnoit pour toutes les matieres tant civiles que criminelles, mais qui dans la suite fut restreinte aux seules circonstances où il s'agissoit de l'honneur ou d'un crime capital.

Cette coutume aussi bisarre que cruelle venoit du Nord. Les Bourguignons en avoient fait une loi, & les François l'adoptèrent à leur entrée dans la Gaule.

La forme de cette procédure singulière fournit d'étranges réflexions sur la bisarrerie humaine.

L'accusé & l'accusateur jettoient un gage que le juge relevoit, c'étoit ordinairement un gant. Aussi-tôt les deux combattans étoient envoyés en prison ou mis en sûre garde. Dès-lors ils ne pouvoient plus s'accorder que du consentement du juge.

S iv.

C'étoit le seigneur haut justicier qui fixoit le jour du combat , qui donnoit le champ , & qui fournissoit les armes. On les portoit au son des fifres & des trompettes ; un prêtre les bénissoit avec de grandes cérémonies , l'action commençoit par des démentis donnés de part & d'autre ; on se radoucissoit insensiblement , & oubliant qu'on alloit s'égorger , on faisoit quelques prières , ensuite sa profession de foi , & puis on en venoit aux mains. La victoire décidoit de l'innocence & de la légitimité des droits.

« Lorsqu'il y avoit plusieurs accusateurs , » dit M. de Montesquieu , il falloit qu'ils » s'accordassent pour que l'affaire fût pour- » suivie par un seul ; & s'ils ne pouvoient » convenir , celui devant lequel se faisoit » le plaid nommoit un d'entr'eux qui pour- » suivoit la querelle ».

Un gentilhomme qui appelloit *un vilain* , étoit obligé de se présenter à pied avec l'écu & le bâton ; s'il venoit à cheval & avec les armes d'un gentilhomme , on lui ôtoit son cheval & ses armes ; il restoit en chemise , & devoit combattre en cet état contre le *vilain*.

Avant le duel on faisoit publier trois

bans ; par l'un , il étoit ordonné aux parens des parties de se retirer ; par l'autre on avertissoit le peuple de garder le silence ; par le troisieme , il étoit défendu de donner aucun secours à l'une des parties , sous de grosses peines , & même sous celle de mort , si par ce secours un des combattans avoit été vaincu.

Le parc étoit gardé par les gens de justice , & lorsque l'une des parties demandoit la paix , ils fixoient avec grand soin l'état où les combattans se trouvoient , afin de pouvoir les remettre dans la même situation si la paix n'étoit pas conclue.

On ne pouvoit faire la paix sans le consentement du seigneur , quand les gages étoient reçus pour crime ou pour faux jugement.

Si le crime étoit capital , & que le seigneur , corrompu par des présens , consentît à la paix , il payoit une amende de soixante livres , & le droit qu'il avoit de faire punir le malfaiteur étoit dévolu au comte.

Lorsque pour un crime capital le combat se faisoit par champions , on mettoit les parties dans un lieu d'où elles ne pouvoient voir le champ de bataille : chacune d'elles

étoit ceinte de la corde qui devoit servir à son supplice si son champion étoit vaincu.

Si un crime étoit notoire ; par exemple , si un homme avoit été assassiné en plein marché , on n'ordonnoit ni la preuve par témoins ni la preuve par le combat , le juge prononçoit sur la notoriété.

On ne pouvoit demander le combat que pour soi , ou pour quelqu'un de son lignage , ou pour son seigneur lige.

Quand un accusé avoit été absous , un autre parent ne pouvoit demander le combat , autrement les affaires n'auroient point eu de fin.

Si celui dont les parens vouloient venger la mort venoit à reparoître , il n'étoit plus question de combat ; il en étoit de même si par une absence notoire le fait se trouvoit impossible.

Si un homme qui avoit été tué avoit , avant de mourir , disculpé celui qui étoit accusé , & qu'il eût nommé un autre , on ne procédoit point au combat ; mais s'il n'avoit nommé personne , on ne regardoit sa déclaration que comme un pardon de sa mort : on continuoit les poursuites , & même entre gentilshommes on pouvoit faire la guerre.

Lorsqu'il y avoit une guerre, & qu'un des parens donnoit ou recevoit les gages de bataille, le droit de la guerre cessoit ; on pensoit que les parties vouloient suivre le cours ordinaire de la justice, & celle qui auroit continué la guerre auroit été condamnée à réparer les dommages.

Ainsi l'usage du duel avoit cet avantage ; qu'il pouvoit changer une querelle générale en une querelle particulière, rendre la force aux tribunaux, & remettre dans l'état civil ceux qui n'étoient plus gouvernés que par le droit des gens.

Il n'y avoit point lieu au duel dans les affaires qui se décidoient par des arbitres ou par les cours ecclésiastiques ; il n'y en avoit pas non plus lorsqu'il s'agissoit du douaire des femmes.

« Femme, dit *Beaumanoir*, ne se peut combattre ; si une femme appelloit quelqu'un sans nommer un champion, on ne recevoit point les gages de bataille ; il falloit encore qu'une femme fût autorisée par son baron, c'est-à-dire son mari, pour appeller ; mais quoiqu'elle ne fût pas autorisée elle pouvoit être appelée ».

Le serf pouvoit combattre contre un autre serf ; il le pouvoit encore contre une

personne franche, & même contre un gentilhomme s'il étoit appelé ; mais s'il l'appelloit , celui-ci pouvoit refuser le combat , & même le seigneur du serf étoit en droit de le retirer de la cour ; le serf pouvoit , par une chartre du seigneur , ou par un usage , combattre contre toutes sortes de personnes franches ; & l'église prétendoit avoir le même droit pour ses serfs , comme une marque de respect pour elle.

Beaumanoir dit qu'un homme qui voyoit qu'un témoin alloit déposer contre lui , pouvoit éluder le second , en disant aux juges que sa partie produisoit un faux témoin ; & si le témoin vouloit soutenir la querelle , il donnoit les gages de bataille , & il n'étoit plus question de l'enquête ; car si le témoin étoit vaincu , il étoit décidé que la partie avoit produit un faux témoin , & elle perdoit son procès.

Il ne falloit pas laisser jurer le second témoin , car il auroit prononcé son témoignage , & l'affaire auroit été finie par la déposition de deux témoins ; mais en arrêtant le second , la déposition du premier devenoit inutile.

Le second témoin étant ainsi rejeté , la partie ne pouvoit en faire ouïr d'autres , &

elle perdoit son procès ; mais dans le cas où il n'y avoit point de gages de bataille , on pouvoit produire d'autres témoins.

Beaumanoir dit que le témoin pouvoit dire à sa partie avant de déposer : « Je ne » me bée pas à combattre pour votre que- » relle , ne à entrer en plet au mien ; mais » si vous me voulez défendre , volontiers » dirai ma vérité ».

La partie se trouvoit alors obligée à combattre pour le témoin , & si elle étoit vaincue , elle ne perdoit point le corps , mais le témoin étoit rejeté.

M. de Montesquieu regarde cet usage comme une modification de l'ancienne coutume ; en effet la coutume d'appeller les témoins se trouve établi dans la loi des Bavarois & dans celle des Bourguignons.

« Quand l'accusé , dit le roi Gondebaud , » présente des témoins pour jurer qu'il n'a » pas commis le crime , l'accusateur pourra » appeller au combat un des témoins ; car il » est juste que celui qui a offert de jurer , » & qui a déclaré qu'il sçavoit la vérité , » ne fasse point de difficulté de combattre » pour la soutenir ». Ce roi ne laissoit aux témoins aucun subterfuge pour éviter le combat.

L'appel étoit un défi qui devoit se terminer par le sang ; mais quoique le seigneur eût établi & réglé le tribunal , ce n'étoit pas lui qu'on appelloit pour faux jugement , parce que ç'eût été commettre une sorte de crime de félonie ; on appelloit les pairs du tribunal même.

On s'exposoit beaucoup en *faussant* le jugement des pairs ; si l'on attendoit que le jugement fût fait & prononcé , on étoit obligé de les combattre tous lorsqu'ils offroient de faire le jugement bon ; si l'on appelloit avant que tous les juges eussent donné leur avis , il falloit combattre tous ceux qui avoient été du même avis ; pour éviter ce danger , on supplioit le seigneur d'ordonner que chaque pair dît tout haut son avis ; & lorsque le premier avoit prononcé , & que le second alloit dire son opinion , on lui disoit qu'il étoit faux , méchant & calomniateur , & ce n'étoit plus que contre lui qu'on devoit se battre.

Lorsqu'un des pairs ou des hommes de fief avoit déclaré qu'il soutiendrait le jugement , le juge faisoit donner les gages de bataille , & exigeoit une caution de l'appellant qu'il soutiendrait son appel ; mais le pair qui étoit appelé ne donnoit point de caution ,

parce qu'il étoit homme du seigneur , & devoit défendre l'appel , ou payer au seigneur une amende de soixante livres.

Si celui qui appelloit ne pouvoit pas que le jugement fût mauvais , il payoit au seigneur une amende de soixante livres ; la même amende au pair qu'il avoit appelé , & autant à chacun de ceux qui avoient ouvertement consenti au jugement.

Toutes les fois qu'un homme violemment soupçonné d'un crime qui méritoit la mort , avoit été pris & condamné , il ne pouvoit appeler de faux jugement , car il auroit toujours appelé ou pour prolonger sa vie ou pour faire la paix.

Si quelqu'un disoit que le jugement étoit faux & mauvais , & n'offroit pas *de le faire tel* , c'est-à-dire de combattre , il étoit condamné à dix sous d'amende s'il étoit gentilhomme , & à cinq sous s'il étoit serf , *pour les vilaines paroles qu'il avoit dites*.

Les juges ou pairs qui avoient été vaincus ne devoient perdre ni la vie ni les membres ; mais celui qui les appelloit étoit puni de mort lorsque l'affaire étoit capitale.

On avoit introduit cette maniere d'appeler les hommes de fief pour faux juge-

ment , pour éviter d'appeller le seigneur même. Si le seigneur n'avoit point de pairs, ou n'en avoit pas assez , il pouvoit à ses frais emprunter des pairs de son seigneur suzerain : mais ces pairs n'étoient point obligés de jurer s'ils ne le vouloient ; ils pouvoient déclarer qu'ils n'étoient venus que pour donner leur conseil , & dans ce cas particulier , le seigneur jugeant & prononçant lui-même le jugement , si l'on appelloit contre lui de faux jugement , c'étoit à lui à soutenir l'appel.

Philippe-le-Bel défendit le duel judiciaire en 1303 , mais cette défense n'empêcha pas que le roi Henri II n'en permit un entre Jarnac & la Châtaigneraye : c'est le dernier de cette espece en France , & depuis l'usage en a été aboli.

Le dernier que l'on ait admis en Angleterre , se passa dans la chambre peinte , la sixieme année du regne de Charles I^{er} , entre le lord Rey & David Ramsay , écuyer.

Quant au duel qui est un combat singulier , & dont il n'y a encore que trop d'exemples , (quoique cette barbare coutume ait moins d'empire dans ce siècle que dans les précédens) , c'est un crime que nos loix punissent

punissent de la maniere la plus sévère. Toutes les fois en effet que le duel est prouvé il emporte la peine de mort. Cependant , malgré la juste rigueur des ordonnances des rois de France contre ce crime , cet usage atroce de s'affaîner mutuellement, subsiste encore à la honte de l'humanité. Il faut espérer que le progrès des lumieres achevera de détruire cette coutume née dans des siècles de barbarie , & qui forme un contraste choquant avec la douceur des mœurs françoises.

D U M O U L I N ,

*(ou innocent condamné à mort à Londres ,
sauvé par la déclaration de la femme du véritable coupable.)*

Un François nommé Jacques Dumoulin , faisoit à Londres un petit commerce dont il subsistoit assez honorablement avec sa famille. Ayant vendu un jour à un particulier nommé Harris pour 78 livres sterling de marchandises , il reçut son payement en guinées & en monnoie d'or de Portugal. Quelques jours après il retourna chez cet homme , avec six pièces de mauvais aloi ,

Tome II.

T

qu'il prétendoit faire partie de la somme qu'il avoit reçue de lui. Harris soutint le contraire , & refusa de les échanger ; Dumoulin insista sur ce qu'ayant mis cet or dans un tiroir , il l'avoit conservé jusqu'au moment où voulant l'échanger pour du papier , il s'étoit aperçu de la fraude : le résultat de la dispute fut que Dumoulin ayant prêté serment en justice , & assuré que c'étoient-là les pieces d'or qu'il avoit reçues de Harris , ce dernier fut obligé d'en rendre de bonnes à la place.

Furieux de se voir ainsi trompé par un homme qui joignoit le parjure à la fraude , Harris publia par - tout son aventure , & trouva beaucoup de gens qui avoient à faire les mêmes plaintes que lui. Dumoulin méprisé & voyant que les rapports d'Harris avoient été cause de son discrédit , lui intenta un procès pour diffamation ; poussé à bout , Harris se joignit à ceux qui reprochoient depuis long-temps à Dumoulin la même manœuvre , & le fit arrêter comme coupable d'avoir fait de la fausse monnoie. Dans une visite faite chez lui , on trouva plusieurs pieces fabriquées , des limes , des moules , de la chaux en poudre , de l'eau

forte, enfin tout ce dont les faux monnoyeurs ont besoin pour leur travail. Les tentatives qu'on lui avoit vu faire pour changer de la fausse monnoie, la quantité qu'on en trouvoit chez lui, & sur-tout les instrumens firent des preuves complètes; son parjure, l'accusation intentée contre Harris, une conviction si évidente, tout provoquoit une punition sévère. Il fut jugé & condamné à mort.

Dans l'intervalle qui s'écoula entre l'exécution & le jugement, un nommé William tomba de cheval & se tua. Sa femme qui étoit grosse, fut si saisie en apprenant cette nouvelle, qu'elle fit une fausse couche, & tomba dans les plus dangereuses convulsions. A l'article de la mort elle envoya chercher la femme de Dumoulin, & après avoir écarté tout le monde, elle lui tint ce discours.

« Madame, j'ai un étrange aveu à vous
 » faire: mon mari & trois associés, subsistent
 » depuis plusieurs années par la falsifica-
 » tion de la monnoie. L'un des quatre
 » est entré chez vous en qualité de domes-
 » tique; muni de fausses clefs, il a ouvert
 » tous les tiroirs de votre mari, & y a mis
 » de mauvaises pièces à la place des bonnes

» qu'il enlevait ; c'est par cette manœuvre
» que vous avez vu périr votre commerce ,
» que votre mari a perdu son crédit , sa
» liberté , & qu'il va peut-être perdre la
» vie ». Elle avoit à peine fini son discours
qu'elle expira dans des convulsions hor-
ribles. Sur cette déposition on arrêta les
coupables ; l'un d'eux intimidé avoua
toute la manœuvre ; on trouva parmi les
effets du domestique de Dumoulin l'im-
pression de plusieurs clefs en cire & un pa-
quet de clefs ; il avoua qu'il s'étoit servi de
ces clefs pour placer ses instrumens & des
pièces fausses dans le tiroir de son maître. *

On conçoit facilement que toutes les
fois que Dumoulin plaçoit dans son tiroir
les différentes sommes qui provenoient des
payemens qu'on lui faisoit , ce scélérat s'en
emparoit & y substituoit de fausses pièces :
de-là toutes les plaintes faites contre lui ,
de-là son serment dans l'affaire d'Harris &
l'accusation intentée contre lui. Dumoulin
fut mis en liberté , & le fripon reconnu fut
condamné à être pendu.

On peut juger par cette étrange affaire
combien il est facile d'être trompé par les
apparences en matière criminelle , & com-

bien ceux qui sont chargés de l'emploi honorable & terrible de juger les hommes doivent être en garde contre la séduction des indices & des vraisemblances.

D U V E N H O O R D E ,

trésorier d'un comte de Hollande.

Guillaume , surnommé le Bon , comte de Hollande , avoit pour trésorier de ses finances Guillaume Duvenhoorde. Ses richesses , comme il arrive assez ordinairement , exciterent l'envie , & donnerent lieu à ses ennemis de rendre sa fidélité suspecte à son souverain. Ce prince prêtant l'oreille à la calomnie , lui demanda ses comptes , & le menaça de lui faire faire son procès.

Au jour marqué le trésorier se présenta en habit fort simple avec des clefs à la main. Je viens , dit il , monseigneur , vous rendre les comptes que vous m'avez demandés. Épargnons-nous l'ennui & la fatigue du calcul ; vous serez content. J'ai fait bâtir tel château , il est à vous , en voilà la clef. J'ai fait bâtir tel palais , il est à vous , en voilà la clef. Je vous ai acquis telle terre , les contrats d'acquisition se trouvent dans telle

armoire de vos archives ; il y a en caisse dans votre trésor 20 mille écus en argent comptant. Du reste j'avois cet habit en entrant à votre service , je l'emporte en sortant. Le comte de Hollande , honteux d'avoir menacé son trésorier de le faire punir , lui rendit toute sa confiance. Il livra entre les mains de la justice les délateurs qui lui avoient inspiré des soupçons contre Duvenhoorde , & il leur fit infliger les peines prononcées contre les calomniateurs.

E.

É D I L E

privé du droit de porter devant le peuple une accusation qu'il avoit intentée contre une courtisane.

LES magistrats chez les Romains ne devoient pas seulement remplir leurs fonctions avec intégrité , ils devoient encore respecter toutes les bienséances de leur état ; s'ils les violoient , ils s'exposaient à perdre l'estime publique , qui est la récompense la plus flatteuse des fonctions importantes de la magistrature , & même à être

privés du droit de réclamer le pouvoir des loix. Aulugelle rapporte l'exemple suivant de la sévérité de la jurisprudence romaine.

Mancinus , édile curule , dit-il , cita devant le peuple la courtisane Mamilia , parce que du haut de son portique elle lui avoit jeté des pierres pendant la nuit , & l'avoit blessé. Mamilia en ayant appelé au jugement des tribuns du peuple , leur dit : « Mancinus après avoir poussé bien avant dans la nuit les débauches de la table , s'est pré-
senté à ma porte. La loi me défendant de
l'ouvrir à un homme de son caractère je
l'ai refusé. L'édile ayant voulu faire violence je l'ai repoussé à coups de pierres ». On jugea la défense de la courtisane juste & légitime , parce qu'il étoit indécent à un magistrat de courir les rues la nuit , & on lui défendit de porter sa cause devant le peuple.

É F A R A M I ,

visir condamné à mort.

Efarami , visir du sultan Mahmoud , avoit pour ennemi à sa cour Ali-Khischaoendî , premier officier de la chambre. Cet officier lui rendoit chaque jour de mauvais offices

T iv

auprès du prince , & parvint à lui enlever la confiance & l'estime de son maître. Le visir s'en étant aperçu demanda sa retraite. Le sultan la lui accorda , mais à condition qu'il feroit porter au trésor royal l'argent qu'il avoit amassé pendant son administration. Il fixa même ce qu'il vouloit qu'il restituât , à la somme de cent mille dinars d'or.

Efarami , pour sauver sa vie , se hâta de ramasser ce qu'il avoit pu épargner pendant l'exercice de sa charge de visir , ce qu'il avoit gagné dans celle de général des portes du Khorasan ; & dans les autres emplois qu'il avoit occupés. Cet argent ne pouvant compléter la somme de 100 mille dinars , il le fit néanmoins porter au trésor , en représentant à son maître qu'il ne pouvoit rien faire davantage. Le sultan lui fit dire que s'il vouloit jurer sur sa vie la vérité de ce qu'il avançoit , il lui remettroit le surplus de la taxe. Efarami étoit homme de bien ; il ne voulut faire ce serment qu'après avoir fait une recherche exacte de ses biens. Il découvrit un diamant que sa fille avoit mis en gage chez un riche marchand , & l'ayant retiré & porté au trésor , il ne fit plus de difficulté de jurer par la vie & par la tête

de son maître qu'il ne lui restoit aucun bien à configner.

Ali-Kifchaoendi , ce perfide ennemi du visir , peu content de sa disgrâce & de sa ruine , voulut encore lui ôter la vie. Il étoit possesseur d'un rubi inestimable & d'une tasse de turquoise qui contenoit deux pintes de liqueur. Il se servit de ces deux pieces pour faire une trahison horrible. Il accusa Efarami d'avoir détourné de ses richesses plusieurs choses précieuses , & demanda au sultan la permission d'en faire la recherche ; muni d'un ordre du sultan , il fit d'abord enfermer l'infortuné visir , & quelque temps après il se présenta au prince avec les deux bijoux qu'il possédoit. « Voilà , dit-il , ce » que j'ai découvert sans torture , ainsi jugez » du reste ». Le sultan surpris & indigné du parjure d'Efarami , dit au perfide délateur , je vous donne ces deux pieces , & j'ordonne qu'on fasse le procès à Efarami. Cet infortuné fut condamné à subir la torture la plus affreuse , & à perdre ensuite la vie.

ÉDOUARD II, roi d'Angleterre,

détrôné par le Parlement. Sa mort tragique.

Supplice de ses assassins.

Il n'est pas possible d'avoir l'idée d'un homme plus simple & plus doux que l'infortuné Edouard II, ni d'un prince moins capable de gouverner. Les barons Anglois ravis de sa foiblesse dont ils se plaignoient, en profiterent pour insulter à sa personne, & sous prétexte d'attaquer ses ministres & ses favoris, usurperent son autorité. Ils ne furent que trop secondés par sa criminelle épouse qui vivoit publiquement avec Mortimer. Son ambition, celle de son amant, & sur-tout la foiblesse d'Edouard, laisserent entrevoir la facilité qu'il y auroit à détrôner ce prince. Habile à profiter de l'ivresse générale la reine convoqua au nom du roi un parlement à Westminster. Déjà toute puissante par l'armée qu'elle avoit à ses ordres, & par le crédit de ses partisans parmi les barons intéressés à porter les derniers coups à leur souverain, pour se mettre à couvert des suites de leurs premières trahisons, elle

sçut encore mettre en œuvre la fureur populaire, le plus dangereux de tous les instrumens.

On forma une accusation contre le roi; quoiqu'elle fût l'ouvrage de ses plus cruels ennemis, on ne lui reprochoit que son esprit borné & ses infortunes, car la malignité la plus industrieuse n'avoit pu trouver des crimes à ce malheureux prince. On l'accusa d'être incapable de regner; de prodiguer son temps à de vains plaisirs, & de négliger les affaires publiques; de se laisser gouverner par de mauvais ministres, d'avoir perdu par sa faute le royaume d'Ecosse; & pour grossir les griefs nationaux, on comprit sous ce titre la mort de quelques barons, & l'emprisonnement de quelques prélats convaincus de haute trahison. Le roi fut déposé d'une voix unanime dans le parlement, & le prince son fils fut placé sur le trône. On envoya demander à ce malheureux prince retiré à Kenilworth la résignation de sa couronne; les menaces qu'on lui fit lui arracherent cet acte.

Il étoit impossible que le peuple, quoique corrompu par la barbarie du siècle, & plus enflammé encore par le feu des

façons, pût rester toujours insensible aux cris de la nature. Une épouse qui avoit successivement abandonné, attaqué, détrôné son époux ; qui s'étoit fait du fils un instrument pour perdre le pere ; qui s'étoit servi d'une foule de faux prétextes pour soulever la nation contre son souverain, & la déshonorer en la poussant à des excès de cruauté, donnoit le spectacle de tant de crimes compliqués ensemble, qu'il ne fallut qu'un moment de réflexion pour ouvrir les yeux des Anglois, & leur faire détester l'infraction de tout devoir public & particulier dont ils s'étoient rendus coupables.

Les soupçons que l'on conçut bientôt du commerce impur d'Isabelle avec Mortimer, & les preuves qui s'en découvroient tous les jours augmentèrent l'aversion générale qu'on prit pour elle. L'hypocrisie impudente qui lui fit verser des larmes sur le malheureux sort de son mari, n'en imposa pas même à ses plus zélés partisans, à mesure qu'elle devint l'objet de la haine publique, le monarque détrôné, victime des égaremens & de l'ambition de son épouse, inspira de la pitié, de l'affection & même du respect. On sentit que tous les écarts de sa

conduite si fort exagérés par la faction ennemie , étoient l'effet inévitable de la foiblesse de son caractère , & non pas celui d'une dépravation volontaire. Le comte de Lancaſter à qui ſa perſonne avoit été confiée , fut bientôt pénétré de ces ſentimens généreux , traita ſon priſonnier avec reſpect & avec douceur , & fut même ſoupçonné d'avoir des intentions plus favorables en ſa faveur. On lui en ôta la garde pour la donner au lord Berkeley , à Mautravers & à Gournay, qui eurent ordre de veiller chacun ſur lui alternativement pendant un mois de ſuite. Tant que le prince infortuné fut entre les mains de Berkeley , il n'en éprouva que les égards dûs à ſon rang & à ſes malheurs ; mais lorsque le tour de Mautravers & de Gournay fut venu , ils en uſèrent avec lui auſſi indignement que ſi leur projet eût été de lui faire perdre l'eſprit , & de ſubſtituer les chagrins & les afflictions à des expédiens plus violens & plus dangereux pour abrégér ſa vie.

On raconte qu'un jour où Edouard devoit être rſé, ils lui firent apporter de l'eau froide & bourbeuſe qu'on avoit puisée dans un foſſé ; le roi en ayant demandé d'autre , ſans

qu'on daignât faire attention à sa demande, quelques larmes lui échappèrent, & les sentant ruisseler sur ses joues, il s'écria que malgré l'insolence avec laquelle on le traitoit, il alloit être rasé avec de l'eau pure & chaude.

Ces moyens de conduire Edouard au tombeau paroissant trop incertains à l'impétueux Mortimer, il envoya dire secrètement aux deux surveillans qui lui étoient dévoués de hâter la fin de ce prince. Ces scélérats s'étudierent à la rendre aussi cruelle & aussi barbare qu'il étoit possible. Ils profitèrent du temps où Berkeley étant malade se trouvoit hors d'état de s'opposer à leur indigne & barbare dessein. Ils se saisirent du roi, le jetterent sur un lit, où ils le retinrent de force avec une table dont ils assujettirent & presserent son corps, & au travers d'une corne ils lui introduisirent un fer rouge dans les entrailles. Mais quoique cette précaution empêchât qu'il ne restât des marques extérieures de violence sur sa personne, cette action horrible fut soupçonnée par les cris aigus dont le malheureux monarque fit retentir le château pendant son supplice.

Gournay & Mautravers devinrent la juste exécution du genre humain , & lorsque la révolution qui suivit peu de temps après , eut entraîné la chute de leurs protecteurs , ils se trouverent réduits à chercher leur sûreté hors du royaume ; Gournay ayant été arrêté à Marseille , on le livra au sénéchal de Guyenne , qui le fit mettre à bord d'un vaisseau pour être conduit en Angleterre. Il eut la tête tranchée sur mer par des ordres secrets dont on soupçonna quelques grands d'être les auteurs , & quelques prélats d'Angleterre qui étoient intéressés à ce que son procès ne fût pas instruit , dans la crainte qu'il ne révélât ses complices.

Mautravers après avoir erré plusieurs années en Allemagne , trouva moyen de rendre quelque service à Edouard III , & d'obtenir sa grace.

ÉDWARD-FITZ-HARRIS.

(*Supplice d'*)

En 1681 Edward-Fitz-Harris , né d'un gentilhomme protestant , avoit embrassé la religion romaine. Après l'avoir professée pendant deux ans , son inconstance le ramena

304 ÉDWARD-FITZ-HARRIS:

à sa première religion. Ayant consommé sa fortune entière en débauches, il réclama les bontés du roi, & il eut le bonheur d'en obtenir quelques bienfaits. Ce prince l'avoit connu autrefois, lorsqu'il remplissoit un emploi dans ses armées; mais oubliant bientôt ce qu'il devoit à son bienfaiteur, il osa répandre un libelle qui avoit pour titre : *lettre d'un Anglois, parlant bon Anglois, à un de ses amis*. Ce libelle renfermoit des propositions si injurieuses au roi & au duc d'Yorck, que les deux chambres du parlement, qui étoit alors assemblé à Oxford, trouverent qu'il suffisoit d'en être saisi pour être déclaré coupable de haute trahison.

Le dessein de Fitz-Harris étoit de faire mettre secrètement ce libelle dans la poche de quelques presbytériens dont il se feroit rendu dénonciateur. Il confia son projet à un ami, dont il espéroit des secours. Celui-ci feignant de l'approuver, l'engagea à revenir le lendemain pour parler plus amplement de son projet. Ils ne furent pas plutôt séparés, que le confident se rendit chez le juge de paix, à qui il révéla le complot. Le juge lui conseilla de dissimuler encore, & l'engagea à le faire cacher avec quelques

quelques autres personnes dans sa chambre , au moment où Fitz-Harris devoit y venir , pour qu'ils pussent entendre leur entretien. Fitz-Harris ne tarda pas à arriver. Il s'ouvrit aussi librement qu'il avoit fait la veille : alors le juge paroissant tout-à-coup avec les témoins , fit conduire Harris à la tour.

Cette affaire pouvant avoir des suites funestes si on ne les prévenoit pas , le roi partit de Windsor & arriva à Witheal à sept heures du matin. Il fit aussi-tôt assembler son conseil. Les circonstances ayant été examinées , il fut arrêté que le roi nommeroit douze jurés pour faire le procès à Fitz-Harris.

Le 19 juillet il fut conduit sur les sept heures du soir de la Tour à Westminster. On entendit plusieurs témoins contre lui , & il ne fournit que de très-légers moyens pour les récuser & de très-foibles preuves pour diminuer la force de leurs dépositions. Tous les témoins ayant été entendus , les juges se retirèrent en particulier dans une chambre , d'où étant revenus un quart-d'heure après , ils déclarèrent l'accusé criminel de haute trahison , ensuite le bâton blanc que porte le chef de la commission , & qui est la marque

306 EDWARD-FITZ-HARRIS.

distinctive de sa place , fut rompu pour faire connoître que son pouvoir venoit de cesser. Harris fut ramené par eau à la Tour , jusqu'au 11 du mois , jour fixé par sa majesté pour l'exécution.

Ce jour-là les sçérifs de Londres & de Middlesex allèrent trouver le lieutenant de la Tour à huit heures du matin , & demanderent que le sieur Edwart-Fitz-Harris leur fût mis entre les mains pour exécuter sa sentence. Il leur fut livré ; après qu'ils lui en eurent signé une décharge , on le mit *sur une claie par-dessus deux ais* , & on le traîna par le milieu de la ville jusqu'aux prisons de Newgate , & de-là à Tiburn.

Etant arrivé dans cette place , Fitz-Harris demanda aux sçerifs si on remettroit son corps à sa femme. L'un d'eux lui montra l'ordre , qui portoit qu'il seroit coupé en quatre quartiers , & que sa tête seroit mise sur le pont de Londres. Fitz-Harris salua le sçerif , & après avoir fait une courte priere , dit à l'exécuteur de remplir ses fonctions. L'exécuteur après avoir lié les mains à Fitz-Harris , attacha la corde à la potence , fit marcher le cheval qui traînoit la charrette , & Fitz-

Harris resta pendu. L'exécuteur le tira par les pieds pendant trois minutes , & le dépouilla ensuite sans le détacher de la potence. Après l'avoir exposé nud aux regards du peuple , il coupa la corde & étendit le corps sur une table. Lui ayant ouvert l'estomac , il en arracha le cœur , qu'il montra au peuple en criant : *voilà le cœur du traître*. Il le jeta ensuite dans le feu. L'exécuteur ayant également fendu le ventre de Fitz-Harris , en arracha les entrailles & les jeta au feu. Alors il coupa la tête & la mit dans une corbeille , après avoir crié : *voilà la tête du traître*. Enfin l'exécuteur coupa le corps en quatre parties.

Peu de temps après sa mort on imprima la déclaration suivante qu'il avoit faite.

« La seule part (disoit Fitz-Harris dans cette déclaration) que j'ai eu au libelle qui est cause de ma mort , est d'avoir été employé pour faire sçavoir au roi tout ce qui se faisoit contre lui. Dans cette vue j'ai tâché d'en avoir une copie , & je l'ai eue enfin de M. Ewerard entièrement écrite de sa main. La partie du libelle que j'ai donnée au même M. Ewerard comme un gage que je ne le découvrerois point , je l'avois eue de milord

308 EDWARD-FITZ-HARRIS.

Howard entièrement écrite de sa main , & je n'ai jamais touché d'autre argent du roi que celui qui me fut donné pour avoir apporté un libelle intitulé : *le roi dévoilé , & les articles de la duchesse de Portsmouth.*

» Milord Howard m'apprit un jour qu'on avoit dessein de se saisir de la personne du roi & de le garder dans la ville jusqu'à ce qu'il eût satisfait aux auteurs de l'entreprise. Le nommé Haines & moi entrâmes dans ce complot. Nous avons eu plusieurs conférences avec milord , qui pour nous encourager nous faisoit entendre qu'on changeroit le gouvernement d'Irlande , en ôtant les revenus additionnels des évêques & les autres droits , qu'on distribueroit à ceux du parti. Pendant qu'on me tenoit dans les prisons de Newgate , les sçherifs Bethel & Cornisk vinrent me trouver avec un présent de milord Howard , & m'apportèrent des articles de la part de M. Ewerard , dans lequel il m'accusoit d'être un espion de la cour ou de M. le duc d'Yorck , employé par le roi pour répandre le libelle dans les maisons des protestans afin de les perdre , ce que je jure sur ma mort n'avoir jamais eu en pensée de faire , & jamais personne ne m'a rien proposé de semblable.

» Les mêmes schérifs me dirent que je serois jugé dans deux ou trois jours , que le peuple vouloit me poursuivre ; que le parlement se porteroit partie contre moi , qu'ainsi je ne pouvois éviter la mort qu'en déclarant la conspiration des papistes , & que si je voulois déclarer qu'elle se faisoit pour introduire la religion romaine , ou donner quelqu'un qui rendit la reine ou le duc d'Yorck coupable , ou enfin inventer quelqu'histoire qui confirmât les bruits qui couroient de la conspiration , le parlement me rendroit non-seulement tous les biens de mon pere , mais encore les fruits depuis le rétablissement du roi.

» Je confesse que dans l'état déplorable où je me trouvai , sans amis , sans argent , ma femme toute prête d'accoucher , mes enfans sans subsistance , & n'ayant d'ailleurs aucun moyen de sauver ma vie qu'en faisant ce qu'on souhaitoit de moi , j'y ai consenti , non par ambition , mais dans la vue de m'épargner une mort infâme. Les schérifs m'apportèrent des instructions qu'ils disoient venir des seigneurs & des communes assemblées ce même jour pour présenter une adresse au roi en ma faveur , si

je voulois agir suivant ces instructions. Je fis d'abord une histoire sur la conspiration qui ne pouvoit nuire à personne , sur quoi le scherif Cornisk me dit que toutes ces choses-là avoient été criées dans les rues depuis deux ans , & que je pouvois en dire davantage si je voulois ; ensuite il me pressa de parler sur plusieurs articles qui concernoient l'examen subi devant MM. Robert Clayton & Georges Treby , & de plusieurs autres choses qui regardoient la reine , M. le duc d'Yorck & le comte de Damby.

» Je déclare encore que tout ce que j'ai dit du pair Patrick n'est pas véritable , & qu'on l'a tiré de moi par force ; qu'on m'a aussi fait dire tout ce que j'ai déposé contre la reine & contre M. le duc d'Yorck touchant le meurtre d'Edmont Godefrey , je leur demande pardon de tout mon cœur de l'injure que je leur ai faite , aussi bien qu'au comte de Damby , qu'on vouloit d'autant plus charger de ce meurtre que ce crime n'avoit point été inféré dans son pardon.

E G D A R. (roi d'Angleterre)

Caractère féroce de ce prince.

Egdar , roi d'Angleterre , est fameux par son goût effréné pour les plaisirs. Rien n'étoit capable de l'arrêter. Quelque soin que les historiens qu'il protégeoit ayent pris pour dérober à la postérité ses crimes & ses débauches , on sçait qu'il devint éperduement amoureux d'une religieuse , qui ne voulant point se rendre à ses desirs , fut traitée comme Tarquin avoit traité Lucrece.

Etant devenu amoureux d'une fille d'un des seigneurs de sa cour , il fut aussi-tôt chez le pere de cette jeune personne , & ordonna que de gré ou de force on la lui livrât.

La mere de cette jeune fille ne voulant point consentir à son déshonneur , & craignant d'un autre côté d'irriter le tyran , eut recours à un moyen sur lequel elle comptoit foiblement , mais qui réussit cependant au-delà de ses espérances. Elle gagna par promesse & par argent une servante , qui se rendit au milieu des ténèbres dans la chambre d'Egdar. Ce prince ne s'aperçut

que le lendemain qu'on l'avoit trompé. Il entra alors dans une si grande colere , qu'il fit saisir le pere & la mere & les fit mettre en prison comme coupables de crime de lézemajesté. On ne croira pas que cette question fut agitée sérieusement , & que les juges étoient parvenus à un tel point de bassesse & de corruption, que ces infortunés auroient perdu la vie sans les sollicitations de la servante dont Egdar étoit devenu amoureux. Ce prince barbare se laissa toucher par les prieres de la servante devenue sa maîtresse , & accorda la vie & la liberté aux infortunés qu'il avoit voulu immoler à sa colere.

É G Y P T E.

Tribunaux Egyptiens ; coutumes admises chez ce peuple dans l'administration de la justice.

Les rois d'Egypte faisoient une de leurs principales occupations de rendre la justice à leurs sujets. On les voyoit souvent protéger & défendre avec le glaive de Thémis l'innocence opprimée. Trente juges choisis entre les plus respectables citoyens des différentes villes formoient dans la capitale un conseil suprême qui jugeoit tout le royaume.

L'estime publique & la vertu pouvoient seules élever au rang de chef de cette compagnie. L'état fournissoit à la subsistance de ses membres , afin que libres de tous soins ils administraissent la justice avec désintéressement & avec impartialité.

Comme l'éloquence peut sauver le coupable ainsi que l'innocent ; pour être à l'abri des prestiges de cet art séducteur , on instruisoit les procès par écrit. Après que la contestation avoit été suffisamment éclaircie , le président se levoit , recueilloit les voix , & s'approchant ensuite de la partie qui devoit gagner la cause , il lui faisoit toucher l'image de la vérité sans yeux , qui pendoit à son collier d'or.

Le meurtrier volontaire , de quelque rang qu'il fût , n'obtenoit jamais de grace. Le parjure étoit puni de mort ; on ne pouvoit expier que par le sang le double crime d'avoir profané le nom des dieux , & rompu le lien le plus fort de la société en trahissant la bonne foi. Quiconque pouvoit arracher un citoyen à la mort , & ne le faisoit pas , étoit regardé comme un assassin & puni comme tel. Si on ne pouvoit sauver un homme , on devoit au moins dénoncer celui qui lui avoit fait violence.

Un registre public étoit chargé de tous les noms des citoyens. Chacun d'eux devoit déclarer quelle étoit sa profession ; & les moyens par lesquels il fournissoit à sa subsistance. Une fausse déclaration sur cet article étoit punie de mort.

On ne voyoit point en Egypte un créancier inhumain ravir à son débiteur insolvable les modiques ressources qui pouvoient encore lui rester pour vivre ; mais aussi il n'étoit permis d'emprunter qu'en engageant au créancier le corps de son pere , & comme c'eût été se couvrir d'infamie que de ne pas retirer ce gage précieux , les dettes s'acquittoient avec la plus sévère exactitude.

Chez les Egyptiens les morts, avant d'être admis dans l'asyle sacré des tombeaux , étoient obligés de subir un jugement solennel. La cérémonie qu'on faisoit avant d'accorder ou de refuser l'honneur de la sépulture étoit imposante.

Les juges s'assembloient au-delà d'un lac qu'ils passaient dans une barque. Celui qui la conduisoit s'appelloit en langue égyptienne *Charon* (1). Aussi-tôt qu'un

(1) Il est facile de reconnoître que la fable de la

homme étoit mort on l'amenoit *en jugement* : l'accusateur public rendoit compte des circonstances de la vie du mort. S'il prouvoit que sa conduite avoit été mauvaise , on condamnoit sa mémoire , & il étoit privé de la sépulture. Si le mort n'étoit convaincu d'aucune faute , on lui décernoit les honneurs de la sépulture.

Ces jugemens étoient respectés par le peuple. Il voyoit sur-tout avec plaisir les loix étendre leur empire sur les hommes puissans après leur mort , & ces exemples d'une juste sévérité inspiroient une crainte salutaire. Chaque particulier effrayé par l'idée de la flétrissure qu'on imprimeroit à sa mémoire , & qui rejailliroit sur sa famille, mettoit tout en usage pour laisser des traces d'une conduite exempte de vices, & mériter les honneurs funébres.

Personne n'étoit dispensé de soumettre sa mémoire à cette censure publique ; le trône même n'en exemptoit pas les rois. Pendant leur vie l'intérêt public leur donnoit une autorité sans bornes ; mais après

barque de Caron inventée par les Grecs , tire son origine de la cérémonie qui étoit en usage chez les Egyptiens.

leur mort ils étoient soumis comme leurs sujets au jugement public. Plusieurs exemples de rois privés de la sépulture attestent la vérité de cet usage.

Lorsque le jugement étoit favorable au mort , on procédoit à son inhumation & on faisoit avant son panégyrique ; on n'y parloit point de sa naissance , parce que toute l'Egypte étoit censée noble , & on ne regardoit comme des louanges véritables que celles qui étoient rendues au mérite personnel du mort. Ainsi on le louoit de ce que dans sa jeunesse il avoit eu une bonne éducation , & de ce que dans un âge plus avancé il avoit pratiqué toutes les vertus qui caractérisent l'homme de bien , & on l'associoit pour toujours à la compagnie des hommes vertueux dans le royaume de Pluton.

E M M A N U E L , roi de Portugal.

Exemples de la justice de ce monarque.

Une dame ayant fait demander audience à Emmanuel au moment où il alloit se mettre au lit , ce prince reprit ses habits , & ordonna qu'on la fit entrer : « Sire , (lui

» dit cette femme) auriez-vous pardonné
 » à mon mari , s'il m'eût tuée en me surpre-
 » nant en adultère ? — oui , répondit le roi.
 » — J'espère donc (continua-t-elle) que
 » votre majesté m'accordera la même grace.
 » J'ai trouvé mon mari dans une de mes mai-
 » sons de campagne entre les bras d'une de
 » mes esclaves , & je les ai tués l'un &
 » l'autre ». Emmanuel la renvoya & lui fit
 expédier sa grace.

Pendant que ce prince étoit avec sa cour
 à Abrantes , pour éviter la contagion qui
 régnoit à Lisbonne , il se passa une scène
 horrible dans cette ville. Quelques dévots
 s'imaginèrent que le verre qui couvroit un
 crucifix jettoit une lumière éclatante , &
 crièrent au miracle. Un Juif nouvellement
 converti eut le malheur de dire que c'étoit
 un effet de la réflexion des rayons du soleil ;
 il n'en fallut pas davantage pour exciter une
 sédition ; deux moines animèrent le peuple
 contre les Juifs , on en massacra le même
 jour environ cinq cens. Les équipages de
 quelques vaisseaux qui étoient sur la rivière
 descendirent à terre , se joignirent à la
 populace , entrèrent dans les maisons des
 gens les plus riches , sans distinction de Juifs

ou de Chrétiens , & les pillèrent fans miséricorde ; une troupe de payfans entra dans la ville le troisieme jour , & y commit les plus affreux désordres. Plus de deux mille personnes , la plupart Juifs , périrent dans cet horrible carnage.

Aussitôt que le roi en fut informé , il envoya des commissaires & des troupes à Lisbonne. Après avoir fait d'exactes recherches , les magistrats furent déposés , quelques-uns des féditieux furent pendus , les deux moines furent dégradés & brûlés , & la ville fut privée de ses privilèges.

E M P I R E.

(Tribunaux & loix principales de l')

L'Allemagne doit être envisagée comme une vaste région partagée entre plusieurs princes séculiers & ecclésiastiques , qui sont souverains chacun dans la portion qu'ils possèdent ; elle renferme encore des villes libres qui se gouvernent elles-mêmes , & qui forment autant de républiques. Ces différens états se réunissent pour leur sûreté commune en une grande monarchie dont l'empereur est le chef.

Les électeurs ont seuls le droit d'élire l'empereur ; il y en a neuf , trois ecclésiastiques , & six séculiers. Avant la bulle d'or , qui a fixé le nombre des électeurs , tous les princes & prélats de l'empire avoient droit de concourir à l'élection de l'empereur. Cette bulle donnée par l'empereur Charles IV en 1356 , a été appelée la *bulle d'or* , parce qu'elle est scellée en or.

L'archevêque de Mayence , l'archevêque de Cologne & l'archevêque de Treves sont les trois électeurs ecclésiastiques ; ils n'ont que voix active dans l'élection des empereurs , c'est-à-dire qu'ils n'ont que le droit de donner leurs suffrages , sans pouvoir être élus. Les autres ont voix active & passive. Les premiers parviennent à la dignité électorale par le choix de leurs chapitres : les uns & les autres ont de très-grandes prérogatives. Indépendamment de celle d'élire un empereur & un roi des Romains , ils peuvent s'assembler en diète électorale pour délibérer de leurs propres affaires ou de celles de l'empire. Ils exercent dans leurs électorats une pleine souveraineté ; leur consentement est nécessaire à l'empereur pour la convocation de la diète ; ils ne

payent point de droits à la chancellerie impériale pour l'investiture de leurs états. Ils nomment chacun deux assesseurs à la chambre impériale , & ils ont le droit d'envoyer des ambassadeurs. On leur donne à la cour de l'empereur le titre d'altesse électorale.

Le roi de Bohême , le duc de Saxe , le marquis de Brandebourg , le duc d'Hanovre , le comte Palatin du Rhin & le duc de Bavière sont les six électeurs séculiers. Le fils aîné d'un électeur séculier se nomme prince électoral.

Les villes impériales sont celles qui n'étant soumises à aucun souverain de l'empire , ont le droit de se gouverner elles-mêmes : ce sont autant de républiques particulières. Elles établissent des loix , elles administrent la justice en leur propre nom , elles font battre monnoye , elles élèvent des forteresses , les entretiennent de troupes , & font des alliances pour leur propre défense ; il y en a cinquante-une dans l'empire : les plus considérables sont Cologne , Ausbourg , Ulm , Nuremberg , Francfort , Aix-la-Chapelle , Brême , Lubeck , Ratisbonne , &c.

L'empereur , les électeurs & les princes
se

se font représenter par leurs députés dans la diète.

La diète , ou assemblée des états , est composée des trois collèges ; sçavoir , de celui des électeurs , de celui des princes , & de celui des villes impériales. C'est dans cette assemblée qu'on discute les affaires relatives à la paix , à la guerre , & aux impositions générales.

Telles sont les principales regles de la constitution politique de l'empire. Après en avoir mis le tableau sous les yeux de nos lecteurs , c'est ici le moment de parler des coutumes anciennes & des loix actuelles de cette vaste région.

Coutumes anciennes des Germains.

L'origine du droit Allemand remonte jusqu'au temps des Germains. Il ne consistoit alors que dans des coutumes non écrites , qui se conservoient chez ces peuples par tradition ; & il ne nous est gueres connu que par ce qu'en rapportent César & Tacite.

Le premier , dans ses commentaires de *Bello Gallico* , dit que les Germains n'avoient point de druides comme les Gaulois ; que toute leur vie étoit partagée entre la chasse

& la guerre , qu'ils s'occupoient peu de l'agriculture , & qu'ils n'avoient aucune propriété ; il ajoute que leurs magistrats & leurs princes leur assignoient à chacun tous les ans une certaine étendue de terrain, & que chaque année on les changeoit de lieu , afin qu'ils ne s'attachassent point à leurs établissemens , & qu'ils n'abandonnassent point les exercices militaires. En temps de guerre on choissoit des magistrats pour commander , avec droit de vie & de mort ; mais en temps de paix il n'y avoit point de magistrats , les princes de chaque canton rendoient la justice.

Le larcin n'emportoit aucune note d'infamie , pourvu qu'il ne fût pas commis dans le lieu que l'on habitoit. Cet usage avoit pour objet de rendre la jeunesse plus adroite. Il n'étoit pas permis de violer l'hospitalité. Voilà à-peu-près tout ce que l'on peut recueillir dans César sur les coutumes des Germains qui avoient des rapports avec les loix.

Tacite entre dans de plus grands détails. L'Allemagne étoit alors partagée en plusieurs petits états qui avoient chacun leur roi. Dans le choix des princes on avoit égard à la noblesse ou au courage. Le pou-

voir de ces rois n'étoit pas sans bornes ; pour les affaires ordinaires , ils prenoient conseil des princes ou des grands de la nation ; les affaires importantes se traitoient dans l'assemblée générale de la nation , qui se tenoit toujours dans un temps fixé : chacun s'y rendoit avec ses armes ; les affaires y étoient proposées soit par le roi ou par quelque prince , selon la considération que l'âge , la noblesse , les services ou l'éloquence naturelle donnoient à chacun d'eux ; on y employoit la voie de la persuasion , plutôt que celle de l'autorité ; si la proposition déplaisoit au peuple , il le témoignoit aussi-tôt par un murmure général ; si au contraire elle lui étoit agréable , il le marquoit en frappant sur ses boucliers. C'étoit dans ces assemblées que l'on choisissoit les princes qui rendoient la justice dans chaque lieu où le peuple campoit , car ils n'avoient point de ville ni d'habitation fixe : on leur donnoit pour conseillers (*comites*) cent personnes choisies parmi le peuple , qui partageoient avec le prince l'autorité ; ils étoient toujours armés , lorsqu'il s'agissoit de traiter quelque affaire publique ou particulière.

La guerre & la chasse faisoient l'occupation principale de ces peuples , & leurs bestiaux formoient leurs richesses ; ainsi leurs différends ordinaires n'étoient que pour des querelles ou des larcins ; on les décidoit dans des assemblées publiques , ou sur les dépositions des témoins que l'on produisoit sur le champ , ou par le duel , ou par les épreuves de l'eau & du feu.

Chaque canton avoit coutume de faire à son prince des présens d'armes, de chevaux ; d'autres bestiaux & de fruits ; dans la suite on donna aussi de l'argent.

Tacite parle des prêtres de ces peuples , & de la police qui s'observoit par rapport au culte de la religion ; il rapporte encore de quelle maniere les différens crimes étoient punis.

Chaque homme n'avoit ordinairement qu'une seule femme , excepté un très-petit nombre de personnes qui en avoient plusieurs à la fois , non par débauche , mais par honneur. La femme n'apportoit point de dot à son mari ; c'étoit au contraire le mari qui dotoit sa femme. Les parens assistoient à ces conventions , & y donnoient leur consentement.

C'étoit alors un crime très-rare que l'adultère ; la peine dépendoit du mari ; le supplice suivant étoit le plus usité. La femme nue & les cheveux épars , étoit chassée , en présence de ses parens , de la maison de son mari , qui la fouettoit publiquement. Pour les fautes de cette espèce , ni la beauté , ni la jeunesse , ni les biens , ne pouvoient faire espérer de grâce ; le mari juge & vengeur dans sa propre cause ne se laissoit toucher par aucune considération.

Tacite fait à ce sujet un bel éloge des Germains ; il dit que les bonnes mœurs avoient chez eux plus de force que n'en ont ailleurs les loix.

Les testamens n'étoient point usités parmi eux ; ainsi les successions étoient déferées *ab intestat* d'abord aux enfans , & au défaut d'enfans , aux parens les plus proches d'abord aux freres , ensuite aux oncles.

Les Germains traitoient doucement leurs esclaves ; ils pouvoient cependant les punir , soit en les chargeant de chaînes , ou en les condamnant aux travaux pénibles. S'il leur arrivoit quelquefois de les tuer , par un mouvement de colere , cet attentat contre l'humanité demeuroit impuni.

Les terres étoient distribuées aux habitants de chaque canton , à proportion du nombre des cultivateurs , & ceux-ci les subdivisoient ensuite entr'eux.

Telles étoient en substance les coutumes des Germains au temps dont parle Tacite , qui vivoit sous l'empire de Vespasien.

Les Romains avoient cependant déjà remporté quelques avantages sur certains peuples de la Germanie , mais ils ne les subjuguèrent jamais entierement. Il est vrai que les peuples qui demeuroient entre l'Italie & le Rhin , furent soumis aux Romains du temps d'Auguste & de Tibere , ce qui a pu commencer à introduire le droit romain en Allemagne ; mais après la mort de ces empereurs , les Romains ne purent conserver que les peuples qui porterent les premiers le nom d'Allemands : encore ceux-ci se révolterent & firent souvent des courses dans les Gaules. Le reste de l'Allemagne au-delà du Danube & de l'Elbe , ne fut jamais assujetti aux Romains ; on voit au contraire que les Cimbres , les Saxons , les Huns , & autres peuples de la Germanie , firent souvent des courses sur les terres de l'empire en occident , & les occuperent presque

toutes ; de sorte que les Germains conserverent toujours leurs anciennes coutumes , à moins que le mélange qui se fit des vainqueurs avec les vaincus , ne contribuât encore à faire adopter insensiblement les loix romaines.

Un des peuples de Germanie qui habitoit entre le Danube & le Rhin , ayant pris le nom d'Allemand , ce nom devint dans la suite celui de toute la nation Germanique.

Les coutumes & les loix des Francs , qui étoient un mélange de différens peuples de Germanie , peuvent aussi être considérés comme des vestiges du *droit Allemand* ou de Germanie en général ; en effet Clovis défit les Allemands proprement dits l'an 496 ; d'autres peuples de Germanie se soumirent à ce prince. Clotaire & Thierri , fils de Clovis , défirent les Thuringiens en 530 & en 532. Dans la suite , les successeurs de Thierri gouvernerent par des ducs les peuples qu'ils avoient soumis en Allemagne.

On commença alors à rédiger par écrit les coutumes des Germains , & ces coutumes furent appellées *loix* : de ce nombre est la loi des Allemands , qui fut d'abord rédigée

par écrit à Châlons-sur-Marne , conformément à la tradition , par ordre de Thierry , roi de France , fils de Clovis. Elle fut ensuite corrigée par Childebert , & enfin par Clotaire. Cette dernière rédaction porte en titre dans les anciennes éditions , qu'elle a été résolue par Clotaire , par ses princes ou juges , sçavoir par trente-quatre évêques , trente-quatre ducs , soixante-douze comtes , & par tout le peuple.

Il ne faut pas croire cependant que la loi des Allemands fût le *droit* de toute la Germanie , ce n'étoit que la loi particulière des peuples d'Alsace & du haut Palatinat ; il y eut encore plusieurs autres loix qui furent rédigées par écrit pour chacune des principales nations dont la Germanie étoit composée , & qui étoient soumises aux Francs , ou dont quelques détachemens les avoient suivis dans les Gaules.

On rédigea aussi dans le même temps la loi des Bavarois & celle des Saxons.

Toutes ces différentes loix furent rédigées en latin par des Romains , qui étoient alors presque les seuls qui cultivassent les lettres.

*Loix principales qui s'observent aujourd'hui en
Allemagne , & qui constituent le droit
Allemand.*

Le droit Allemand se divise en droit commun & en droit particulier. Tous les états de l'Empire sont soumis au premier. Chaque état dont le corps Germanique est composé est soumis au second.

Le droit commun & général de l'empire est composé des constitutions anciennes, de la bulle d'or, de la pacification de Passau, du traité de Westphalie & d'autres traités semblables, enfin du droit romain, qui y a été introduit insensiblement, comme en France, par le mélange des Allemands avec les Romains & avec les Gaulois.

Lorsque Charlemagne parvint à l'empire d'Occident, il ordonna que l'on suivroit en Allemagne le code Théodosien dans tous les cas qui n'étoient pas décidés par les coutumes particulières, telles que celles des Saxons, qui avoient leur loi, qu'il confirma.

On suivit ainsi pendant plus d'un siècle en Allemagne le code Théodosien; ce code,

les loix Saxonnes & les coutumes, formerent pendant plus de 200 ans le droit Allemand.

Les loix de Justinien ne commencerent à y être observées que depuis le douzieme siecle ; qui est l'époque où elles ont été retrouvées en Italie ; un jurisconsulte Allemand obtint de l'empereur Lothaire que les ouvrages de Justinien seroient cités dans le barreau , & qu'ils auroient force de loi dans l'Empire à la place du code Théodosien. Il n'y avoit pas cependant alors d'écoles de droit en Allemagne ; car ce fut Holoander , Allemand de naissance , qui, vers l'an 1500, mit en vogue l'étude des loix Romaines dans sa patrie.

La loi des Saxons, qui étoit l'ancien droit d'une grande partie de l'Allemagne, continua cependant d'y être observée dans les provinces qui l'avoient adoptée avant le recouvrement du digeste ; mais le droit romain a été depuis ce temps considéré comme le droit commun du pays ; on y a recours pour décider les cas qui ne sont pas prévus par le droit Saxon , ou par les coutumes particulieres des villes ou des provinces , ou par les constitutions des sou-

verains ; cet usage fut confirmé par un décret exprès de l'empire du temps de Maximilien : cependant quelques personnes ont contesté ce principe en Allemagne ; mais les gens les plus éclairés n'ont point varié ; ils suivent à cet égard l'ancienne doctrine , qui est aussi celle des cours de justice d'Allemagne.

Pour les matieres bénéficiales , on suit le concordat germanique fait entre le pape Nicolas V , l'empereur Frédéric III & les princes d'Allemagne.

Quant aux loix qui concernent les particuliers , elles sont la plupart émanées des coutumes , des provinces , des cercles de l'empire , ou même des princes qui ont droit d'en faire pour leurs sujets , pour terminer les différends qui s'élevent entr'eux. Les procès sont ordinairement décidés en premiere instance par les juges établis dans les villes principales de chaque cercle , état , comté , ou principauté ; & les appels s'en relevent à la chambre impériale de Wetzlar , ou au conseil aulique. Nous parlerons dans la suite de ces deux tribunaux. Il y a cependant des princes de l'empire dont les jugemens sont sans appel à ces

deux tribunaux ; tels sont les électeurs de Saxe & de Brandebourg.

Tribunaux de l'Empire.

Les cours de justice sont ou inférieures ou supérieures ; on compte parmi les premières le conseil provincial de Suabe , qui a sa résidence dans les trois villes impériales Ravensbourg , Wangen , Isny & dans le bourg Altdorf ; & le conseil provincial du burgraviat de Nuremberg , qui dépend des margraves d'Anspach , & se tient à Anspach.

Le premier des tribunaux inférieurs est le conseil aulique de Rothweil , il dépend de l'empereur seul. On appelle de ces sièges aux tribunaux supérieurs , dont le pouvoir s'étend ordinairement sur tous les états de l'Empire tant immédiats que médiats (excepté ceux de Bohême , d'Autriche , de Bourgogne & de Lorraine).

Les membres immédiats & médiats de l'empire ne comparoissent ordinairement devant ces tribunaux supérieurs qu'en cause d'appel ; il y a cependant certaines causes qui peuvent y être portées en première instance. Le demandeur a la liberté de porter sa cause devant celui de ces deux

tribunaux qu'il juge à propos ; mais lorsqu'une cause est une fois pendante dans une de ces cours , elle ne peut plus être évoquée à l'autre.

L'exécution de la sentence prononcée contre les membres médiats de l'empire est conférée au seigneur territorial , & lorsqu'elle regarde les membres immédiats , au colonel , ou au prince convoquant du cercle , dans lequel l'état est situé.

Les deux cours supérieures sont la chambre impériale & le conseil aulique.

Chambre Impériale.

La chambre impériale est le premier tribunal de l'empire Germanique ; il fut établi en l'année 1495 , dans la diète de Worms , par l'empereur Maximilien I^{er} , & par les princes & les états , pour rendre en leur nom la justice à tous les sujets de l'empire. Suivant le traité de Westphalie , ce tribunal devoit être composé d'un grand juge , de quatre présidens , dont deux catholiques romains & deux protestans ; & de cinquante assesseurs , dont vingt-six catholiques , & vingt-quatre protestans.

Mais le peu d'exactitude des princes

d'Allemagne à payer les appointemens des juges , a empêché qu'il y ait jamais eu plus de deux présidens & de dix-sept assesseurs ; il y a en outre un fiscal , un avocat du fise , & beaucoup d'officiers subalternes. L'empereur seul établit le grand juge & les deux présidens ; les cercles & les états de l'empire présentent les assesseurs.

Ce tribunal ne connoît en première instance que des causes fiscales , & de l'infracti-
on de la paix religieuse ou profane ; pour les autres causes civiles & criminelles , elles n'y sont portées qu'en seconde instance ; elles s'y jugent en dernier ressort sans qu'on puisse appeller du jugement ; mais on peut en certains cas en obtenir la révision , & cette révision se fait par des commissaires établis par l'empereur & par les états de l'empire. Comme l'exécution des jugemens de la chambre impériale éprouve souvent des difficultés , on a souvent délibéré , mais sans succès , dans la diète de l'empire , sur les moyens d'empêcher ces abus ; cependant la chambre impériale , après avoir rendu un jugement , a le droit d'enjoindre aux directeurs des cercles , ou aux princes voisins de ceux contre qui il faut qu'il s'exécute , de

les contraindre en cas de résistance , même par la force des armes , sous peine d'une amende de cent , & même de mille marcs d'or , qui est imposée à ceux qui refuseroient de faire exécuter le jugement.

La chambre impériale a une juridiction de concours avec le conseil aulique , c'est-à-dire , que les causes peuvent être portées indifféremment & par prévention à l'un ou l'autre de ces tribunaux. Il y a cependant une différence entre ces deux tribunaux , c'est que la chambre impériale est établie par l'empereur & par l'empire , & que son autorité est perpétuelle ; au lieu que le conseil aulique ne reconnoît que l'empereur seul ; delà il résulte que l'autorité de ce dernier tribunal cesse aussi-tôt que l'empereur vient à mourir.

On nomme en Allemand *cammer-zuter* ; les sommes mal payées , que les états de l'Empire doivent contribuer pour les appointemens des juges qui composent la chambre impériale , suivant le tarif de la matricule de l'empire.

Francfort sur le Mein fut d'abord le lieu où se tenoit la chambre impériale. En 1530 elle fut transférée à Spire ; mais

cette dernière ville ayant beaucoup souffert par la guerre de 1693, elle se transporta à Wetzlar, où elle est restée jusqu'à ce jour, quoique cette ville ne réponde aucunement à la dignité d'un tribunal aussi respectable. Ce tribunal a fait d'inutiles tentatives en 1751 pour être transféré à Francfort sur le Mein.

La chambre impériale a sa chancellerie particulière, & un trésorier pour la perception des sommes destinées à son entretien. L'ordonnance de la chambre impériale fut rédigée en 1495; elle a été corrigée plusieurs fois, sur-tout en 1555. En 1768 les appointemens du juge montoient à 11733 rixdales; ceux du président à 3656 rixdales, & d'un assesseur à 2666 rixdales; les appointemens des autres officiers subalternes revenoient en tout à 5674 rixdales.

Suivant les loix de l'empire il devroit y avoir tous les ans une *visitation* de la chambre impériale, pour remédier aux abus qui pourroient s'y être glissés, pour veiller à l'administration de la justice, & pour faire la révision des jugemens rendus par ce tribunal; mais ce règlement ne s'observe que rarement, & alors l'empereur
nomme

nomme les commissaires, & les états en nomment également : on les appelle visitateurs.

Conseil aulique.

Le conseil aulique est un des deux tribunaux supérieurs qui subsistent en Allemagne ; l'autre est la chambre impériale dont nous venons de parler ; on peut en certains cas appeler à l'un de ces tribunaux des jugemens rendus dans les tribunaux particuliers d'Allemagne.

Le conseil aulique est le conseil de l'empereur ; c'est lui qui l'établit & qui en nomme tous les officiers ; il tient ses séances à Vienne ; il est composé d'un président catholique, d'un vice président que l'électeur de Mayence présente, de dix-huit conseillers, dont six protestans, & parmi ceux-ci il faut qu'il y ait un réformé ; ils sont divisés en deux bancs, dont l'un est pour les nobles, l'autre pour les jurisconsultes.

Ce tribunal connoît de toutes les causes civiles entre les princes & les particuliers de l'empire ; son pouvoir finit avec la vie de l'empereur : c'est par cette raison que la chambre impériale qui subsiste pendant la vacance de l'empire , prétend avoir le pas

sur le *conseil aulique* ; celui-ci ne connoît point des affaires d'état ; il n'enregistre point d'édits , mais seulement ses propres jugemens.

Les appointemens des conseillers nobles ne sont ordinairement que de deux mille six cents florins ; ceux des conseillers jurisconsultes sont de quatre mille florins. Ils jouissent tous de plusieurs privilèges & immunités. L'ordonnance du conseil aulique a été publiée par l'empereur Ferdinand III en 1654.

Tribunaux des princes de l'Empire.

Voyez PRINCES DE L'EMPIRE.

E N G E L B E R T ,

archevêque de Cologne.

On trouve dans l'histoire d'Allemagne l'exemple d'un assassinat bien lâche & bien cruel , qui fut commis en 1209.

Engelbert , archevêque de Cologne , tuteur du roi Henri , rendoit l'Allemagne florissante par la sagesse de son gouvernement. Le comte d'Isenberg , son parent , croyant avoir droit de commettre des vexations impunément , s'étoit emparé des revenus

d'une abbaye de religieuses , & les traitoit avec tant de cruauté, qu'elles portèrent leurs plaintes au tribunal du régent.

Engelbert alla trouver son parent à Westphalie , où il faisoit sa résidence , lui exposa ses torts avec la plus grande douceur , & lui proposa des conditions qui l'obligeoient à des restitutions. Le comte feignit de les accepter , tandis qu'il méditoit le plus noir complot. Le régent satisfait de la docilité du comte prit congé de lui ; mais il étoit à peine parti , que le traître Hemberg mit ses gens en embuscade au haut d'une montagne qui dominoit sur un chemin creux par où son parent ne pouvoit se dispenser de passer , & là ils l'assassinèrent à coups de pierre. A la nouvelle de ce meurtre le criminel fut aisément reconnu. Il fut mis au ban de l'empire , ses biens furent confisqués , & le successeur d'Engelbert au siège de Cologne , promit mille marcs d'argent à quiconque lui livreroit le comte d'Hemberg. Celui-ci ayant été arrêté ; l'archevêque paya la somme promise , & quelque repentir que le criminel témoignât , le prélat lui fit faire son procès. Il fut condamné à être étendu par terre & à avoir les jambes & les bras cassés avec une coignée.

ÉPREUVES

de l'eau , du feu , de la croix.

L'épreuve ou *le jugement de Dieu par l'eau froide*, consistoit à jeter l'accusé dans une grande & profonde cuve pleine d'eau , après lui avoir lié la main droite au pied gauche , & la main gauche au pied droit ; s'il enfonçoit on le croyoit innocent , s'il furnageoit c'étoit une preuve que l'eau le rejettoit de son sein, étant trop pure pour y recevoir un coupable.

Epreuves du feu.

Celui qu'on condamnoit à l'épreuve ou *au jugement de Dieu par le feu*, étoit obligé de porter à neuf pas & quelquefois à douze une barre de fer rouge pesant environ trois livres. Cette épreuve se faisoit encore en mettant la main dans un gantelet de fer sortant de la fournaise , ou bien en la plongeant dans un vase d'eau bouillante , pour y prendre un anneau beni qu'on y tenoit suspendu plus ou moins profondément : ensuite on enveloppoit la main du patient avec un linge sur lequel le juge & la partie adverse

apposoient leurs sceaux. Au bout de trois jours on les levoit , s'il ne paroïssoit aucune marque de brûlure on le renvoyoit absous. Les instrumens qui servoient aux épreuves étoient benis & gardés dans des églises privilégiées.

Epreuves de la croix.

On trouve dans l'histoire de Paris l'exemple suivant *du jugement de Dieu par la croix*. L'abbé de S. Denis & l'évêque de Paris se disputoient le patronage sur un monastere ; Pepin le Bref ne pouvant décider sur des droits qui ne lui paroïssent pas clairs, les renvoya aux épreuves. L'évêque & l'abbé nommerent donc chacun un homme, & ces deux hommes allerent dans la chapelle du palais, où ils étendirent les bras en croix. Le peuple attentif parloit tantôt pour l'un, tantôt pour l'autre ; l'homme de l'évêque s'étant lassé le premier, ce prélat perdit son procès.

É P R E U V E *du feu.*

(*Mere d'un roi d'Angleterre condamné à subir l'*)

Emma, fille de Richard II, duc de Nor-

mandie , épousa le roi d'Angleterre , & eut beaucoup de part au gouvernement sous le regne de S. Edouard son fils. Le comte de Kent , qui avoit joui du plus grand crédit sous plusieurs regnes , conçut contre elle une violente jalousie. Voici l'expédient dont il se servit pour se défaire de cette rivale dans le ministère. Il l'accusa de plusieurs crimes , & gagna plusieurs grands seigneurs qui confirmèrent ses accusations auprès du roi. Ce prince croyant que sa mere étoit criminelle , alla la trouver sur le champ pour la dépouiller des richesses qu'elle avoit amassées , sous prétexte que c'étoit un bien mal acquis , & le fruit d'une avarice qui ne devoit pas rester impunie. Dans cette disgrâce elle eut recours à l'évêque de Winchester son parent ; mais ce fut un nouveau sujet de calomnie pour ses ennemis , car le comte de Kent lui fit un crime des visites trop fréquentes qu'elle rendoit à cet évêque , & l'accusa d'avoir eu un commerce de galanterie avec ce prélat. Un certain Robert , archevêque de Cantorbery , seconda fortement les haines du comte de Kent , & l'infortunée reine fut condamnée par son fils à subir l'épreuve du feu.

Suivant l'usage qui existoit alors , la personne accusée devoit passer nuds pieds sur neuf coutres de charrue brûlans. Emma fut condamnée à faire dix pas sur les coutres pour elle , & cinq pour l'évêque de Winchester. Elle se soumit à ce jugement , & passa la nuit précédente en prieres auprès du tombeau de S. Sutin en qui elle avoit une confiance particuliere. Le jour de l'exécution on fit dans la même église où elle avoit passé la nuit , toutes les cérémonies requises , après quoi , en présence d'Edouard & de tous les grands du royaume elle marcha sur les neuf coutres au milieu de deux évêques. Elle étoit habillée comme une petite bourgeoise , & elle avoit les jambes nues. Le feu lui fit si peu de mal , disent les historiens , qu'on étoit déjà sorti de l'église quand elle demanda si on arriveroit bientôt au lieu de l'épreuve. Ayant sçu que tout étoit fini , elle remercia Dieu d'avoir fait connoître si clairement son innocence.

Edouard demanda pardon à sa mere , & voulut pour réparer l'offense qu'il lui avoit faite & à l'évêque de Winchester , que les évêques lui donnassent la discipline.

Y iv

On découvrit publiquement (disent les historiens) les épaules d'Edouard, & on le fouetta, pour expier la faute qu'il avoit commise.

E S C R O C

puni par le roi d'Achem.

Un Portugais nommé dom Francisco Carnero , que le commerce avoit conduit à Achem avec quelques-uns de ses compagnons, voyant que cette ressource ne suffisoit pas pour lui faire faire une fortune rapide , établit une espece d'académie de jeu ; il devint en peu de temps si habile & si heureux qu'il sembloit avoir fixé le hasard ; son adresse & sa mauvaise foi n'avoient pas peu de part à un bonheur aussi constant. Voici comment il fut découvert. Il jouoit un jour contre une dame Indienne à laquelle il avoit déjà gagné des sommes considérables, lorsqu'en frappant sur la table, pour marquer son étonnement d'un coup extraordinaire , il rencontra un de ses dez qu'il brisa , & dont il sortit quelques gouttes de vif argent. Les spectateurs Indiens , d'autant plus étonnés de cette aventure , que Carnero se saisit promptement des pieces du dez & qu'il re-

fusa de les montrer , jugerent qu'il y avoit de l'enchantement. On s'écria qu'il en étoit sorti un esprit que tout le monde avoit vu sous une forme sensible , & qui s'étoit évaporé sans nuire à personne. Un François présent à cette scène , indigné de la friponnerie de Carnero , expliqua son secret à toute l'assemblée : on chercha & on trouva sur les nattes les petites bulles de vif argent , qui s'étoient échappées du dez rompu. Cette histoire fit beaucoup de bruit à Achem ; le roi en fut instruit & se fit amener Carnero , dont il voulut voir & apprendre les secrets. Quand sa curiosité fut satisfaite , il pria le Portugais de lui envoyer une certaine quantité de vif argent dont cet escroc avoit une bonne provision. Carnero qui n'avoit pas le moindre soupçon en apporta lui-même le lendemain , mais il l'eut à peine livré qu'il fut saisi par les gardes du roi & conduit dans les prisons. Il en sortit huit jours après pour être exécuté au milieu de la ville. On se préparoit à lui faire souffrir les plus cruels tourmens ; mais comme on avoit commencé par lui faire avaler tout le vif argent qu'il avoit donné au roi , la mort suivit de près cette boisson & le déroba aux supplices

qu'on lui destinoit : il fut brûlé après sa mort & ses cendres furent disperſées.

E S P A G N E.

(Tribunaux & loix principales d')

Il y a en Eſpagne différentes eſpeces de tribunaux. Les plus conſidérables , qu'on peut regarder comme les grands tribunaux du royaume , ſont établis à Madrid. Pluſieurs provinces ont des cours ſouveraines particulières. Les grandes villes ont des tribunaux du ſecond ordre ; enfin les villes & les bourgs ont des juges ordinaires. Nous rendrons compte ſucceſſivement de ces différens tribunaux.

Conſeil d'état.

Ce conſeil fut établi par Charles V en 1526. L'archevêque de Toledé en eſt conſeiller né. Le nombre des autres conſeillers n'eſt pas déterminé, le roi n'y admet que des perſonnes de la première diſtinction , & ce n'eſt jamais qu'après qu'elles ont occupé les premières places de la monarchie , telles que des vices-royautés , des gouvernemens de provinces ,

des commandemens d'armées , des présidences dans les autres conseils , ou lorsqu'elles ont rendu des services importans à l'état dans des ambassades ou dans des traités de paix.

Il n'y a aucune préférence entre les conseillers , excepté pour le doyen , qui est toujours à la tête du conseil. Les autres en entrant dans la salle , occupent la place qu'ils trouvent vacante , sans qu'un plus ancien puisse déplacer un plus moderne. Leurs sièges ont la forme de canapés , ils sont rangés autour d'une table carrée , au bout de laquelle les secrétaires sont assis , lorsque le roi n'assiste pas au conseil ; mais lorsqu'il y assiste (ce qui arrive rarement) il occupe la place où se mettent les secrétaires quand il est absent.

Le conseil s'assemble le mardi , le jeudi & le samedi. Le mardi & le jeudi l'assemblée se fait après midi , & le samedi le matin. Le matin est destiné pour les affaires des parties , & l'après-midi pour les affaires qui intéressent le gouvernement.

Le conseil d'état s'assemble toujours dans la salle du conseil de guerre , à moins que le conseil de guerre n'ait le même jour une

assemblée extraordinaire , alors le conseil d'état choisit une salle des autres tribunaux.

Tout conseiller d'état est conseiller né du conseil de guerre , & a droit d'y assister quand il lui plaît.

Conseil royal de Castille.

Le conseil royal & suprême de Castille a toujours été regardé comme le premier tribunal de la monarchie , c'est par cette raison que les rois catholiques l'appellent *notre conseil*.

Le roi Ferdinand , surnommé *le saint* , l'institua en 1245 ; il est composé d'un président (qu'on appelle *président de Castille* (1)) ou d'un gouverneur (qu'on appelle *gouverneur du conseil*), de 29 conseillers , de trois fiscaux qui font les fonctions de procureurs & avocats généraux , de six rapporteurs , de six écrivains de la chambre , de six agens fiscaux , c'est-à-dire substitués du ministère public , d'un taxateur des procès , d'un garde des sceaux & des registres ,

(1) M. le comte Daranda , aujourd'hui ambassadeur de sa majesté Catholique à la cour de France , a été pendant plusieurs années président de Castille.

de 24 portiers (c'est-à-dire huissiers) de plusieurs alguazils de cour , dont deux sont de garde chaque jour au conseil , & deux chez le président ; de deux receveurs, l'un de la chambre , & l'autre des frais de justice & des condamnations du conseil , excepté de celles qui sont destinées pour œuvres pies , & qui se distribuent par ordre du conseil.

Ce tribunal est divisé en cinq salles ou chambres. La première & la seconde s'appellent *salles du gouvernement* ; la troisième , *salle de mille cinq cens* ; la quatrième , *salle de justice* ; & la cinquième , *salle de province*.

Les officiers du conseil assistent aux cinq salles , & leurs séances durent trois heures le matin. Depuis la *quasimodo* jusqu'au premier octobre , ils entrent au conseil à sept heures du matin & sortent à dix , & d'après-midi ils entrent à quatre heures. Depuis le premier octobre jusqu'à la semaine sainte , ils entrent à huit heures le matin , & à trois heures après midi.

Quand on présente une requête au conseil , on lui donne le titre d'altesse dans les *consultes* , & dans les *mémoriaux* on le traite de majesté ; on donne la qualité de *seigneurie* à chaque conseiller , soit qu'on lui

parle ou qu'on lui écrive , & quand on parle au corps entier , on dit : *je supplie le conseil.*

La premiere salle du gouvernement est composée du président & de 11 juges , la seconde de 4 , la 3^e de 5 , la 4^e & la 5^e de 4.

Celle du gouvernement connoît de toutes les contestations qui concernent les vacances des évêchés & les dépouilles des évêques , de toutes les affaires qui regardent le concile de Trente , & des questions de compétence qui s'élevent dans l'exercice de la juridiction ecclésiastique ; les prélats & les grands qui n'obéissent pas aux ordres & aux provisions du conseil , & les grands qui n'exécutent pas les sentences qui sont données contre eux contrairement , ou par défaut par les alcaldes de la cour , ou par d'autres juges , y sont cités pour y être condamnés aux peines que mérite leur défobéissance. La salle ne peut cependant prononcer aucune peine contre eux qu'après avoir consulté le roi. Elle a droit d'envoyer des juges aux autres salles lorsqu'il y en manque quelqu'un. Elle reçoit le serment des juges des juridictions inférieures & donne des permissions pour

défricher les terres incultes ; elle connoît encore de la coupe des bois taillis , des plantations & des pâturages , & aucun autre tribunal ne peut sans son consentement connoître de ces matieres.

La seconde salle du gouvernement connoît du contentieux des matieres attribuées à la premiere salle.

La salle de mille cinq cens est chargée de revoir les procès : on appelle cette révision seconde requête , ou supplication. La partie qui a recours à ce moyen est condamnée à payer mille cinq cens pistoles lorsque la sentence est confirmée. Il faut , lorsqu'il s'agit de propriété, que la chose contestée soit de la valeur de 38925 livres argent de France , & du double de cette somme lorsqu'il s'agit de possession.

Si le fiscal se pourvoit par requête civile, il suffit qu'il donne caution pour mille ducats , qui valent environ huit cens écus monnoye de France : lorsque la partie est pauvre , on admet sa requête sous sa caution juratoire de payer la consignation en cas que la sentence soit confirmée , ou qu'elle devienne riche. Il falloit anciennement

s'adresser au roi pour ces sortes de requêtes; mais depuis il en a renvoyé la connoissance à cette salle.

On examine en outre dans cette salle les écrivains; on y interroge les récipiendaires sur les fonctions auxquelles ils se destinent, & s'ils sont trouvés capables on les reçoit; s'ils paroissent incapables on les refuse.

On examine encore dans cette salle les comptes & la conduite des *corregidors* qui ont été consultés par la chambre sur la requête du fiscal.

Les sentences qu'on prononce dans cette salle sont sans appel & sans revision, pourvu qu'elles ne condamnent pas à des peines corporelles ou infamantes.

Cette salle a un livre qu'on appelle le *livre verd*, dans lequel on note les officiers qu'on ne veut ni punir, ni suspendre publiquement quand on les trouve coupables; on en donne seulement avis à la chambre, afin qu'elle ne le consulte pas, parce qu'ils sont incapables d'exercer la justice & les autres fonctions de leurs charges.

La salle de justice connoît des rétentions de bulles, des enquêtes, des visites, des affaires

affaires criminelles , des confirmations & des ordonnances des villes & des bourgs du royaume.

La *salle de province* connoît de toutes les affaires qui viennent par appel des sentences des *alcaldes* & de leurs lieutenans.

Lorsqu'une *salle* a jugé tous les procès dont la connoissance lui étoit attribuée , elle se réunit aux autres.

Il faut qu'il y ait au moins trois *conseillers* dans chaque *salle* pour juger une affaire.

On doit remettre un exemplaire de tous les livres qui s'impriment , dans les archives du conseil , afin qu'on ne puisse rien innover ni altérer dans les nouvelles éditions , sans une permission expresse du conseil.

Anciennement les *écoliers* des universités de Salamanque , de Valladolid & d'Alcala , avoient le droit de pourvoir aux chaires vacantes des professeurs , à la pluralité des suffrages ; mais on remarqua que la *brigue* & la faveur l'emportoient souvent sur le mérite des aspirans , & que par conséquent les sujets moins capables étoient préférés ; ces abus déterminèrent *don Garcie Perès d'Araziel* , célèbre membre du conseil , de représenter au roi les inconvéniens de ces

élections , où la passion dominoit ; pour remédier à ces abus , le roi en 1623 accorda au conseil le droit de nommer à ces chaires.

Quand il s'agit d'examiner un avocat en plein conseil (ce qui se fait ordinairement après midi) le plus jeune conseiller le charge d'un procès qu'il doit examiner & rapporter dans vingt-quatre heures. Son rapport doit être en latin , & contenir les raisons de toutes les parties intéressées ; le récipiendaire après avoir donné son avis , prête son serment , & jure de défendre l'immaculée conception de la sainte Vierge. On observe la même cérémonie dans la réception des écrivains.

Après l'audience des lundis , tous les juges des trois chambres de justice se réunissent avec ceux des deux chambres du gouvernement , pour procéder aux affaires qui regardent les *majorats* ou substitutions. C'est une espèce de procédure si longue , que , quoiqu'elle soit sommaire , c'est un phénomène quand on en voit la fin en un demi siècle.

En 1606 le gouvernement du royaume fut divisé en cinq parties ; on chargea cinq conseillers du conseil , de réprimer les excès commis par les juges , par les ec-

clésiastiques & par les seigneurs qui abusent de leur autorité , & de remédier aux défordres qu'ils découvroient.

De deux ans en deux ans il sort un conseiller par rang d'ancienneté , pour être président du conseil de la Mesta. Il étoit autrefois obligé de visiter les universités de Salamanque & de Valladolid ; mais depuis quelque temps cet usage a été interrompu. Il assemble le conseil deux fois l'année , sçavoir le 4 de mars & le 4 de septembre ; & quoique par la loi royale le président de Castille ait le droit de nommer les alcades *majores* , qu'on appelle *entregadores* , le président du conseil de la Mesta en nomme un.

Chaque semaine le président de Castille nomme un conseiller consultant , & tous les vendredis le conseil se rend en corps à l'appartement du roi après midi , pour *consulter* avec sa majesté ; le conseil est accompagné par les alcaldes de la cour.

Les loix nouvelles sont proposées au roi par ce conseil , ou le roi le consulte sur celles qu'il veut établir. Ce privilège particulier rend ce conseil le premier tribunal du royaume.

Conseil de la chambre de Castille.

Les rois catholiques ont toujours regardé les membres de ce tribunal comme des personnes très-importantes dans leur royaume. L'empereur Charles V & la reine doña Jeanne, sa mere, l'établirent en 1518. Il est composé du président de Castille & de cinq ou six conseillers du conseil de Castille, qui sont choisis par le roi, d'un rapporteur & de trois secrétaires, l'un pour les matieres ecclésiastiques du patronage royal, l'autre pour les graces que sa majesté accorde, & le troisieme pour les affaires de justice.

Le secrétaire du patronage royal a des prérogatives très-considérables. Son ministère établit entre le roi & lui une correspondance immédiate : il a le droit de remettre entre les mains de sa majesté toutes les *consultes* du conseil qui sont de son secrétariat. Le roi lui envoie directement les ordres, les decrets & les *consultes* des autres tribunaux qui regardent le patronage royal & les autres matieres ecclésiastiques, afin que la chambre donne son avis sur ce qui est proposé.

Lorsque quelqu'un demande au roi de

faire passer une pension sur la tête d'une autre personne , le mémoire doit être remis au secrétaire du patronage royal , & sur son avis le roi accorde ou refuse la grace qu'on lui demande.

Quand le roi accorde quelque bénéfice ; le secrétaire en donne avis aux personnes qui sont nommées , avant ou après que la grace est publiée dans le conseil. Il donne aussi avis des nominations aux évêchés , sans les publier dans le conseil. Il a encore le droit d'avertir le roi , sans en parler à la chambre , de la vacance des pensions sur les évêchés , afin que sa majesté y nomme. Il propose également au roi , sans l'intervention de la chambre , les mémoires de ceux qui prétendent aux dignités des chapitres , aux canonicats , aux prébendes , aux bénéfices simples , aux cures , & généralement à tout ce qui dépend du patronage royal , & le roi nomme tel sujet qu'il juge à propos.

Le secrétaire des grâces n'a pas avec le roi une correspondance si immédiate que celui du patronage , il est obligé de rendre compte à la chambre de tout ce qu'il fait ; mais les affaires qui passent par son secrétariat sont en bien plus grand nombre.

Le secrétaire de justice est chargé d'expédier tous les titres des places des conseils des chancelleries, des audiences, & de tous les ministres de la justice.

On prétend que les emplois & les charges que sa majesté accorde par le canal de cette chambre, montent à plus de 70,000, sans parler d'une multitude de grâces & de pensions tant ecclésiastiques que séculières.

Alcaldes du palais & de la cour.

Ce tribunal est un des plus anciens de Castille. Ses membres prenoient le titre d'alcaldes du roi sous le regne d'Alfonse dit le Sage, & jugeoient à la cour de ce prince les causes tant civiles que criminelles, parce que le conseil royal n'étoit alors occupé que du gouvernement.

Ce tribunal a conservé ces fonctions jusqu'à l'établissement qui fut fait en Castille de différens tribunaux, & à l'institution de celui des quatre alcaldes. Il est composé aujourd'hui d'un président qui est membre du conseil, de 12 alcaldes, d'un fiscal, de deux rapporteurs, de quatre écrivains, que l'on appelle *écrivains criminels*, & de quatre huissiers. Sa juridiction est divisée en deux

parties, l'une s'appelle la salle du criminel & de la police, & l'autre qu'on nomme la juridiction ordinaire, juge en première instance les procès civils; ses jugemens sont exécutoires par provision, jusqu'à une certaine somme; pour l'expédition des procès il y a douze écrivains qu'on appelle de province.

Les alcaldes jugent souverainement en matière criminelle, sans qu'on puisse se pourvoir contre leurs jugemens, ni en appeler, si ce n'est pardevant eux-mêmes; c'est par cette raison qu'on leur donne le nom de sixième salle du conseil, où ils ont séance, s'ils vont faire le rapport de quelque affaire. Ils donnent ordre d'emprisonner, de faire des informations & toutes les procédures requises dans les affaires dont ils connoissent. En matière criminelle & de police, leur procédure se fait par le ministère de quatre écrivains de la chambre, qu'ils appellent écrivains du criminel. C'est le plus ancien qui expédie tout ce qui regarde la police, & toute la procédure se continue par celui devant qui l'on porte l'affaire, jusqu'à ce qu'elle soit en état d'être jugée.

Ce tribunal fait exécuter ses sentences ; *nonobstant l'appel* , excepté en cas de condamnation de mort ; dans ce cas il consulte le roi. L'alcalde qui prévient une affaire criminelle , décrete & fait son information. Les requêtes qui se présentent au tribunal , s'intitulent en ces termes : *très-puissans seigneurs* ; on le traite d'*altesse* : & en parlant aux juges quand ils sont à l'audience , on les traite de *seigneurie*. Ils s'assemblent à la même heure que le conseil royal , tous les matins , dans une salle qui est dans la prison de la cour. Aucun alcalde ne peut seul prendre connoissance d'une affaire criminelle , il faut qu'ils soient assemblés. Il ne peut également punir , ni faire sortir de prison ; il a seulement le pouvoir d'arrêter. C'est devant eux que se relevent les appellations des affaires criminelles dont connoissent les *corregidores* & leurs lieutenans qui sont à la suite de la cour.

La police de la cour est partagée entre douze alcaldes , qui ont chacun leur quartier : chaque alcalde doit faire la visite de celui dont il est chargé , & inscrire sur son registre ceux qui viennent à la cour. Il a soin de visiter les auberges , il doit prendre

garde qu'on ne commette des défordres dans son quartier , & y faire la tournée , accompagné d'alguazils & d'écrivains. Les alcaldes veillent à ce que les provisions nécessaires pour la cour soient fournies ; ce sont eux qui en fixent le prix , & qui informent des abus qui se commettent dans les marchés ; ils sont chargés de veiller à la sûreté de la cour , & de faire les réglemens nécessaires pour maintenir la police , sous peine de punition corporelle ou d'amende ; & pour les faire exécuter ils ont cent alguazils de cour.

Conseil suprême de guerre.

Ce conseil fut établi en 720 par le roi Pelage ; il est par conséquent aussi ancien que les royaumes de Castille & de Léon.

Le ministre de la guerre en est président. Il est composé de 20 conseillers , de deux fiscaux , l'un de robe & l'autre d'épée , d'un secrétaire , de deux rapporteurs , de quatre agens fiscaux , d'un écrivain ou greffier de la chambre , de deux portiers , & de quelques autres officiers subalternes.

Il est divisé en deux chambres , dont la première connoît de tout ce qui regarde la guerre , & la seconde de tout ce qui concerne

l'administration de la justice. Il n'y a point de préséance entre ceux qui le composent.

*Conseil suprême & royal des Indes , Isles
& Terre-ferme.*

Les rois don Ferdinand le Catholique & la reine doña Isabelle son épouse, établirent ce tribunal en 1511. Il est composé d'un président ou d'un gouverneur, d'un grand chancelier, de 19 conseillers, dont quelques-uns sont de cape & d'épée, & les autres de robe, de deux fiscaux, de deux secrétaires, l'un pour le Pérou, & l'autre pour le Mexique, d'un vice-chancelier, d'un trésorier, de quatre contadors, de trois commis de la *contadurie*, de cinq rapporteurs, de quatre agens fiscaux, d'un avocat des pauvres, d'un historien, d'un cosmographe & d'un écrivain de la chambre.

Ce conseil est composé de trois chambres. La première & la seconde sont du *gouvernement*, & la troisième de *justice*.

Cet tribunal connoît généralement de toutes les affaires qui concernent les possessions que l'Espagne a dans l'Amérique & dans les Indes.

Conseil royal des ordres.

Il y a en Espagne quatre ordres militaires, qui sont l'ordre de *S. Jacques*, celui de *Calatrava*, celui d'*Alcantara*, & celui de *Montès*.

Ces quatre ordres ont un tribunal particulier qui est composé d'un président, de 8 conseillers, d'un fiscal, d'un secrétaire : ces officiers sont de robe & chevaliers d'un des ordres. Ce tribunal est encore composé d'un contador, d'un alguazil major, & d'un trésorier, qui sont aussi chevaliers d'un des ordres. Outre ces officiers chacun des quatre ordres a un procureur général particulier & un fiscal, qui sont aussi chevaliers de l'ordre qu'ils représentent.

Ce conseil connoît de toutes les affaires civiles, criminelles & ecclésiastiques qui concernent les membres de ces quatre ordres.

Conseil royal des finances & contadurie major.

Philippe II établit en 1574 la contadurie major, & en 1602 Philippe III établit le conseil des finances. Il paroît qu'anciennement il y avoit fort peu d'officiers, aujourd'hui ce tribunal en a presque autant que tous les autres conseils.

Il est composé d'un gouverneur , qui est toujours le ministre des finances , de 35 conseillers tant de robe que d'épée , de 3 fiscaux , de 3 secrétaires , de 6 agens fiscaux. L'un des fiscaux & deux agens sont attachés au tribunal des comptes , & les autres au conseil des finances.

Il est divisé en 4 salles : sçavoir la première *du gouvernement* ; la seconde , *de l'unique contribution* ; la troisième , *de justice* ; la quatrième , *des comptes*.

Les fonctions du conseil consistent à régir les revenus du roi , à arrêter les traités & les marchés pour les provisions des maisons royales , des armées , & pour les autres dépenses ordinaires & extraordinaires , & à conserver les droits que le roi a sur la juridiction des seigneurs.

En vertu des ordres du roi , le président , sans prendre avis du conseil , ordonne le paiement & les délivrances des appointemens , gages , salaires , gratifications & récompenses qui sont dûs ou accordés aux troupes ; il établit des gratifications à vie , & donne des ordres aux entrepreneurs pour se faire payer de leurs fournitures. Toutes les affaires qui sont de la compétence de ce

conseil , s'expédient par les deux secrétaires.

Conseil royal de Navarre.

Lorsque Ferdinand le Catholique réunit le royaume de Navarre à ses autres états , il ne changea rien ni dans la forme du gouvernement , ni dans les loix que les anciens rois de Navarre y avoient établies ; ce prince confirma même les Navarrois dans tous leurs privileges , & ne les assujettit en aucune maniere aux usages de Castille & d'Aragon ; ainsi le conseil souverain qui rendoit la justice avant cette révolution , a toujours subsisté , & les prérogatives de ce tribunal n'ont jamais reçu la moindre atteinte.

Le conseil royal de Navarre est composé du viceroy , qui préside quand il lui plaît ; d'un régent , qui est un homme de robe , de six conseillers , qui ont le titre d'auditeurs , de quatre alcaldes , d'un fiscal , d'un rapporteur , d'un écrivain ou greffier , qui a sous lui plusieurs commis , de quelques alguazils , & de deux portiers.

Sa juridiction s'étend sur toute la haute Navarre. Il juge souverainement tant en matiere civile qu'en matiere criminelle ; il

consulte toutes les semaines avec le viceroi sur toutes les affaires qui surviennent , relativement à la police & au gouvernement ecclésiastique & militaire ; il ne prend aucune connoissance des finances royales , parce qu'elles sont de la compétence de la chambre des comptes , où le viceroi a le droit de présider quand il lui plaît , ainsi qu'au conseil.

Comme le royaume de Navarre a des loix particulieres , la jurisprudence & le style du conseil , n'ont aucun rapport avec la jurisprudence & le style des autres tribunaux souverains d'Espagne , si ce n'est dans les cas où les uns & les autres se conforment au droit romain. Un François qui a demeuré longtemps à Pampelune , où le conseil fait sa résidence , & qui avoit des raisons particulieres d'observer la conduite des juges qui composent le conseil de Navarre , assure qu'ils administrent la justice avec toute l'impartialité & l'intégrité possibles , & que dans la décision des affaires , ils n'ont aucun égard ni aux sollicitations , ni aux présens ; ainsi toute personne qui a une bonne cause & un bon avocat pour la défendre , est moralement sûre d'obtenir une sentence favorable ; &

ce qu'il y a de plus avantageux pour les parties , c'est que les procédures n'y traînent pas en longueur , comme dans les autres tribunaux , où souvent la troisième génération ne voit pas la fin d'un procès.

Lorsque le viceroy n'assiste pas au conseil, le régent y préside¹, & en son absence le plus ancien auditeur. Les commissions des juges ne sont que pour trois ans, mais quelquefois elles sont prorogées, & delà ils sont admis au conseil de Castille, ou à quelque autre tribunal souverain; dont les émolumens & les prérogatives sont plus considérables.

Le royaume de Navarre a son tribunal des comptes particulier. Il est composé de 4 conseillers, d'un fiscal, auquel on donne le nom de *patrimonial*, & d'un trésorier.

Ce tribunal connoît de tout ce qui regarde la comptabilité des finances dans le royaume de Navarre.

Chancellerie de Valladolid & de Grenade.

Le roi don Henri II ayant remarqué que le conseil royal de Castille étoit trop surchargé d'affaires, & que les parties se consummoient en frais par les difficultés qu'ils

trouvoient à faire juger leurs procès , propoia dans les états généraux qui furent assemblés à Toro , d'établir un tribunal souverain à Medina-del-Campo , sous le nom de chancellerie royale , pour décharger le conseil d'une partie du poids des affaires dont il étoit chargé , & pour procurer à ses peuples le moyen de voir terminer leurs affaires promptement.

Dom Jean I, dans les états qu'il convoqua à Ségovie , trouvant que le plan d'Henri II avoit besoin d'être corrigé , y fit quelques changemens ; Ferdinand le Catholique & la reine Isabelle son épouse , ne trouvant pas également que le plan de Henri II eût la perfection qu'ils desiroient , ils y firent plusieurs augmentations dans les états généraux tenus à Toléde ; enfin dans les états qu'ils convoquerent à Medina del-Campo en 1499, ils donnerent à ce tribunal la forme qu'il a aujourd'hui. Ils fixerent sa résidence à Valladolid , comme étant plus proche du centre de l'Espagne. Ils ne bornèrent pas-là les soins qu'ils prenoient pour diminuer les peines des plaideurs ; s'étant apperçus que les habitans de l'Estramadoure , du fond de l'Andalousie & du royaume de Murcie , éprouvoient

éprouvoient de grandes difficultés , par la longueur du chemin qu'ils avoient à faire pour aller solliciter leurs affaires , ils établirent une seconde chancellerie , qui fit d'abord sa résidence à Ciudad-Réal en 1494, ensuite ils la transférèrent à Grenade.

La juridiction de cette chancellerie s'étend sur tout ce qui est au-delà du Tage , & celle de Valladolid sur tout ce qui est en-deçà , excepté la portion de la Navarre , parce qu'elle a son conseil souverain.

La chancellerie de Valladolid est composée d'un président , qui doit être un homme de robe , de 16 auditeurs , de 4 alcaldes criminels, & de 4 autres alcaldes pour la conservation des privileges des gentilshommes , d'un juge conservateur des privileges de la seigneurie de Biscaye , de deux fiscaux , l'un pour le civil & l'autre pour le criminel , d'un alguazil *major* , d'un receveur des gages , de 40 écrivains & de 4 portiers.

Elle est divisée en quatre salles , qu'on appelle *salles des auditeurs*. Dans chacune de ces salles il y a 4 auditeurs & 40 écrivains , dont 20 qui ne sont pas occupés dans les salles , sont députés par le prési-

dent & par les auditeurs pour recevoir les preuves & faire les informations. Chaque écrivain doit avoir au moins vingt-quatre ans.

La chancellerie de Grenade est composée d'un président , de 16 auditeurs , de 4 alcaldes criminels , de 4 alcaldes pour la conservation des privileges des gentils-hommes , de deux fiscaux , l'un pour le civil & l'autre pour le criminel , de six receveurs de l'audience , d'un receveur des amendes , de six écrivains , d'un alguazil major & de deux portiers de la chambre.

Ces deux tribunaux ont un pouvoir égal. Ils connoissent en premiere instance de tous les procès qu'on nomme *de corté*, c'est-à-dire, de toutes les affaires qu'on appelle en France *cas royaux*, à moins que le roi n'en ordonne autrement par un ordre exprès ; ils connoissent aussi de tous les procès qui s'élevent dans les endroits qui sont à cinq lieues de la ville où la chancellerie fait sa résidence , & généralement de tous ceux qui regardent les corregidors , les alcaldes , & tous les autres officiers de justice , qui y ont de droit leurs causes commises. Les gentils-

hommes ont le même privilege¹, lorsqu'il s'agit des prérogatives attachées à leur naissance.

Ces tribunaux connoissent par appel des sentences des juges ordinaires & des juges délégués, excepté des redditions de compte, des lettres exécutoires du conseil sur les matieres qu'il a jugées interlocutoirement & diffinitivement, des informations & des enquêtes faites par ordre du roi, des sentences des alcales de la cour en matiere criminelle, & des affaires qui ont été commencées en matiere civile au conseil royal.

Le président doit toujours être présent à la décision des procès, & pour que la sentence soit légale, il faut que trois auditeurs au moins, soient du même avis. Lorsqu'il y a partage dans une salle, on appelle les auditeurs d'une autre salle; & si le partage a encore lieu, le président appelle des avocats qu'il autorise à remplir les fonctions de juges.

Comme la publicité des suffrages des juges avoit de grands inconvéniens, pour les prévenir les ordonnances royales ont décidé qu'il n'y auroit que le président qui en feroit

A a ij

instruit ; & qu'on écriroit l'opinion de chaque juge sur un registre. Le président est obligé de garder le secret , sous peine de prévarication ; ainsi les parties ne sçavent jamais quels sont les juges qui leur ont été favorables ou contraires. Afin qu'il ne puisse y avoir ni changement, ni altération dans les jugemens , soit de la part des juges ou de l'écrivain , avant que le président prononce la sentence , on la met au net sur le registre , & tous les juges la signent ; de sorte que quand tous seroient de concert pour l'altérer après qu'elle est prononcée , cela leur seroit impossible , sans déchirer le registre ou en substituer un autre.

Aussi-tôt qu'un procès est commencé , aucun des *auditeurs* qui en ont pris connoissance ne peut être arbitre des parties , sans une permission expresse du roi , à moins qu'en pleine audience tous les juges ne l'ordonnent du consentement des parties , ce qui arrive très rarement.

Le président peut instruire les procès qui se portent à l'audience par supplication , c'est-à-dire par requête civile ; ou bien les faire instruire par les *auditeurs* de la salle

qu'il lui plaît : comme juge des supplications , il prononce diffinitivement à la pluralité des voix.

Dans toutes les autres sentences, les parties qui croient avoir été mal jugées , peuvent appeller par voie de revision de procès pardevant les mêmes juges qui les ont condamnées ; mais il faut qu'elles présentent leur requête dans dix jours après que la sentence a été prononcée , & qu'elles s'obligent de payer la quarantieme partie de la valeur de l'objet qui fait la matiere du procès qui a été jugé , si la sentence est confirmée.

Lorsqu'on demande la revision de la procédure au nom du roi , on a vingt jours pour présenter la requête , en consignat 1500 pistoles , sçavoir 500 pour le roi , 500 pour les auditeurs , & 500 pour la partie , ou en donnant caution de cette somme.

Chaque mois les auditeurs doivent juger les procès qui concernent les limites ou la jurisdiction des villes ou des bourgs de leur district.

Lorsque le pere d'un auditeur , ses enfans , sa mere , son gendre , son frere , ont un

A a iij

procès à la chancellerie , il ne peut être présent à l'audience pendant le temps des plaidoieries ; il ne peut également y assister quand il est justement récusé.

Les auditeurs ne peuvent accompagner les parties qui ont un procès dont ils doivent être les juges , ni communiquer avec elles , sous peine d'être privés de leurs charges.

Il est défendu sous les peines les plus fortes aux avocats & aux écrivains de vivre chez les auditeurs.

Chaque semaine deux auditeurs sont obligés d'aller visiter les prisons , pour voir si les prisonniers y sont traités conformément à la disposition des loix & des ordonnances royales.

Lorsqu'il s'agit de prononcer la peine de mort , la question , ou une peine afflictive , les trois alcaldes criminels doivent être du même avis : mais dans les autres cas , la réunion de deux suffrages suffit.

Le président est obligé d'envoyer au roi tous les ans au mois de décembre , la nomination des officiers de la chancellerie , afin que sa majesté les révoque ou les confirme selon son bon plaisir.

Au commencement de l'année, le président & les auditeurs nomment une personne de confiance pour recevoir les amendes. Cette personne ne doit pas être du lieu où la chancellerie fait sa résidence.

Quand les juges opinent, ils font sortir de l'audience tous les procureurs & les rapporteurs, afin d'être plus libres, & que leurs suffrages ne soient point connus.

L'écrivain qui est chargé d'un procès reçoit la déposition des témoins, sans l'intervention d'aucun juge, tant en matière civile qu'en matière criminelle.

Lorsque quelque place d'écrivain vient à vaquer par mort, ou autrement, le président & les auditeurs proposent au roi deux sujets & sa majesté en choisit un.

Les écrivains de la chancellerie sont obligés de se rendre assiduellement à l'audience tous les jours à l'heure que les juges doivent entrer, afin de recevoir les ordres nécessaires pour l'instruction des procès. Tous les écrivains qui servent quatre mois de l'année, sont exempts de toutes sortes de contributions.

L'audience doit se tenir pendant trois

heures. Les juges entrent à sept heures du matin jusqu'à dix depuis le premier d'avril jusqu'au premier octobre ; & depuis huit jusqu'à onze , depuis le premier d'octobre jusqu'au premier d'avril. Tous les juges sont obligés d'y assister lorsqu'ils ne sont pas malades , ou qu'ils n'ont pas de fortes raisons pour s'en exempter , & dans ces cas ils doivent en donner avis au président.

Audiences royales.

Il n'y avoit anciennement que sept audiences royales en Espagne ; ces tribunaux étoient établis dans les villes qui suivent : sçavoir à la Corogne , à Seville , à Canarie , à Sarragosse , à Valence , à Barcelone , & à Majorque ; mais dans ce siècle on a établi une huitieme audience à Oviedo , capitale des Asturies. Ainsi il y a aujourd'hui huit audiences royales en Espagne, sans compter celles des Indes.

Ces tribunaux jugent en premiere instance toutes les affaires des personnes & des cas privilégiés ; & par appel ils connoissent de toutes les sentences des corregidors, des alcaldes ordinaires, des bayles

& des autres juges , tant en matiere civile qu'en matiere criminelle.

Quoique ces tribunaux prononcent en dernier ressort , les plaideurs ont plusieurs ressources pour attaquer les jugemens rendus contre eux.

Premierement , ils ont le droit de se pourvoir au conseil de Castille par la voie de la supplication , dont nous avons parlé ci-devant dans l'article du conseil suprême de Castille.

Secondement , ils peuvent se pourvoir par la voie de la revision, c'est-à-dire porter de nouveau devant les mêmes juges & dans la même chambre l'affaire déjà jugée.

Le gouverneur & son lieutenant , avec un certain nombre de juges , sont obligés de parcourir de temps en temps la province où ils sont établis , pour examiner les juges qui sont sujets à leur juridiction , pour les punir quand ils les trouvent coupables , & pour rendre justice au peuple. Mais depuis longtemps cette louable coutume est presque abolie.

L'audience doit s'assembler au moins deux fois par semaine , suivant le vœu de la loi ,

& même plus souvent lorsqu'il y a beaucoup d'affaires.

Chaque audience est présidée par le gouverneur général de la province ou par un régent ; elle est composée de huit ou dix conseillers qu'on nomme auditeurs , & qui se distribuent en deux salles pour le civil ; il y a en outre une salle pour le criminel , qui est composée de quatre ou cinq alcaldes. Il y a deux fiscaux , l'un pour le civil & l'autre pour le criminel , un alguazil major , & plusieurs rapporteurs , un greffier & plusieurs écrivains.

Juridiction des corregidors , des regidors , des alcaldes , des bayles & des viguiers.

Pour avoir une idée de la juridiction de tous ces officiers , il est nécessaire de sçavoir qu'en Espagne il y a une grande différence entre cité & ville , & que c'est cette différence qui distingue le degré de juridiction.

Autrefois il n'y avoit que les villes épiscopales qui fussent honorées du titre de cité ; mais depuis très-longtemps , il y en a beaucoup qui ont obtenu ce privilege.

Les cités ont un corregidor qui rend la justice & exerce la police. Cependant il y en a plusieurs qui n'ont que des regidors, des alcaldes ou des bayles ; mais toutes sont chefs de plusieurs autres villes , qui ne sont réputées que membres de ces chefs , & qui sont soumises à leur juridiction.

Les villes qui n'ont pas de corregidors ont un alcalde major & des regidors. L'appel des sentences de ces juges est porté à l'audience royale , ou à la chancellerie , ou au conseil royal , ou enfin à un autre tribunal supérieur , suivant la nature de l'affaire.

Les villes qui n'ont pas le titre de cité ont leurs alcaldes, leurs bayles ou leurs viguiers, dont les sentences sont portées par appel devant les juges établis dans les cités qui sont leurs chefs , & qui ont le pouvoir de les confirmer , ou de les infirmer.

Il y a cette différence entre nos juges inférieurs & ceux d'Espagne , que ces derniers réunissent en même temps les fonctions de juges , de maires , de lieutenans de police & de gouverneurs dans toutes les villes qui ne sont pas des places de guerre.

Ainsi un corregidor a droit de maintenir

le bon ordre dans la ville où il est établi , de faire faire les réparations nécessaires aux chemins , de taxer les vivres , &c. Il est obligé de prendre l'avis des regidors & des alcaldes dans les affaires importantes : ces officiers qui sont ses assesseurs , délibèrent avec lui dans la maison de ville ; quant aux affaires ordinaires de la police il les juge seul. Tous les juges des villes & des bourgs d'Espagne ont un pouvoir aussi étendu dans l'endroit de leur résidence. Ainsi l'alcaldé de la plus petite bourgade exerce les fonctions des corregidors.

Il est important d'observer qu'aucun corregidor , ni alcalde major , ne peut exercer les fonctions de sa charge dans l'endroit où il est né. Les regidors au contraire doivent être du lieu où ils exercent leurs fonctions.

Les charges de tous les tribunaux d'Espagne ne sont point vénales. Elles sont toutes à vie. On parvient par degrés aux tribunaux supérieurs , & même aux premiers emplois de la monarchie. L'ordre des avocats est le séminaire de la magistrature ; & pour parvenir aux grands tribunaux , il faut avoir été membre des tribunaux inférieurs.

Tribunaux de l'inquisition.

Il y a en Espagne plusieurs tribunaux de l'inquisition ; mais il n'y en a qu'un qui ait le droit de juger souverainement. Les autres lui sont subordonnés , & ne peuvent prononcer aucune sentence sans l'avoir consulté. Les jugemens des tribunaux inférieurs ne peuvent également être exécutés qu'après avoir été confirmés par le tribunal souverain.

Ce tribunal , qui tient ses séances à Madrid , s'appelle *le grand conseil d'inquisition*. Il est composé du grand inquisiteur , qui en est toujours le président , de huit conseillers , d'un fiscal & d'un alguazil major.

Les dominicains ont de droit une place de conseiller dans ce tribunal. Deux autres places sont aussi toujours remplies par deux conseillers de Castille que le roi choisit. Les autres conseillers sont nommés par le roi sur la présentation du grand inquisiteur.

Les tribunaux inférieurs de l'inquisition sont établis dans les capitales des provinces. La nomination aux places qui les com-

posent appartient au grand inquisiteur.

Tribunal de la cruzada ou de la croisade.

Ce tribunal connoît de toutes les contestations & de tout ce qui concerne la bulle qui accorde des indulgences à ceux qui contribuent aux dépenses nécessaires pour faire la guerre aux infideles. On appelle cette bulle *de la cruzada*. L'emploi des sommes données pour participer aux graces qu'elle accorde , est à la disposition du roi. Le tribunal *de la cruzada* est seulement chargé de juger souverainement toutes les contestations qui concernent l'exécution de cette bulle.

Ce tribunal est composé d'un commissaire général (c'est toujours un ecclésiastique qui remplit cette place) de deux conseillers , dont l'un doit être du conseil de Castille & l'autre de celui des Indes , qui sont assesseurs du commissaire général , d'un fiscal & d'un secrétaire.

Loix civiles d'Espagne.

Avant que les Espagnols fussent soumis aux Romains , ils n'avoient d'autres loix que

leurs coutumes & leurs usages, qui n'étoient point rédigés par écrit ; on en trouve encore des vestiges dans les ordonnances que les rois d'Espagne ont publiées dans la suite.

Depuis qu'Auguste eut rendu l'Espagne tributaire de l'empire , on y suivit les loix romaines , jusqu'à ce que les Visigots & les Vandales en ayant chassé les Romains , y introduisirent leurs loix ; pour en rendre la connoissance facile aux Espagnols , ils les firent traduire en latin , telles qu'on les voit rassemblées en douze livres dans le code des loix antiques appelé *fuero juzgo*.

Les Maures & les Sarrafins s'emparèrent de l'Espagne , & en chasserent les Goths en 714 : alors plusieurs provinces de l'Espagne furent soumises à la domination des Maures qui les conserverent pendant plus de sept siècles. Ce fut dans cet intervalle que , le digeste ayant été retrouvé en Italie , on admit les loix de Justinien dans plusieurs états de l'Europe.

Les rois d'Espagne n'adoptèrent point le digeste , ils se formerent un droit particulier , composé tant de leurs ordonnances

que des anciennes coutumes. On lui donna le nom de droit royal. Plusieurs auteurs ont révoqué en doute que le droit romain ait été regardé en Espagne comme ayant force de loi, parce que, disent-ils, une ancienne ordonnance défend, sous peine de la vie, de le citer; mais cette loi, qui avoit été faite par Alaric, 1^{er} roi des Goths, est tombée en désuétude.

Aujourd'hui on cite le droit romain dans les tribunaux: il n'y a pas force de loi; mais il y est regardé comme autorité de raison, & on s'y conforme toutes les fois que les loix espagnoles n'ont point des dispositions contraires, car ce n'est que dans leur silence qu'on y a recours.

L'Espagne a ses loix particulieres qui sont recueillies dans un code qu'on appelle la *recopilacion*: c'est le code qu'on suit aujourd'hui. Dans les cas qui ne sont pas prévus par ce code, on suit les loix anciennes d'Espagne, qu'on nomme *leyes de partidas*.

Loix criminelles d'Espagne.

La forme de la procédure qu'on doit suivre en matiere criminelle est fixée par le
code

code appelé la *recopilacion* , dont nous venons de parler.

Toute procédure criminelle commence ou par la plainte d'une partie , ou par celle du ministère public. Le juge sur la plainte ordonne l'information , & sur les preuves qui résultent de l'information , se détermine à décréter l'accusé de prise de corps , si le délit est grave , ou à prononcer un decret moins rigoureux si le délit est léger.

Après l'information l'accusé est interrogé , & sur son interrogatoire on continue l'information. L'information finie , on fait le recolement des dépositions des témoins.

Jusqu'ici la procédure est secrète , mais après le récolement elle devient publique. En effet, aussi-tôt après le récolement, le juge ordonne à l'écrivain de communiquer la procédure à l'accusé. Ce dernier est autorisé par les loix d'Espagne à choisir un avocat & un procureur , & à les charger de sa défense. Ils peuvent présenter des requêtes aux juges , y discuter les dépositions des témoins , attaquer la procédure de nullité , & repousser l'accusation du ministère public ou de la partie civile.

La défense de l'accusé est ensuite communiquée au fiscal qui y répond, & qui donne ses conclusions. L'instruction du procès se trouvant achevée, le rapporteur prend les pièces des mains de l'écrivain. Le jour fixé pour le jugement, il fait son rapport publiquement dans la salle d'audience, tant en présence de l'accusé, de son avocat & de son procureur, que des personnes curieuses d'assister au jugement de ces sortes d'affaires.

Le rapport fini l'avocat plaide la cause de son client; le fiscal lui répond, & fait valoir l'intérêt de la vengeance publique: l'accusé peut aussi se défendre lui-même.

Les plaidoiries finies, on fait sortir le public, l'avocat & le procureur de l'accusé, & l'on reconduit ce dernier en prison; ensuite les magistrats délibèrent entr'eux & jugent.

Aussitôt que l'arrêt est rendu, un des juges est chargé de se transporter avec le greffier dans la prison, & de le faire lire à l'accusé.

Si l'accusé est condamné à mort, on le conduit aussitôt après la lecture de son jugement dans la chapelle de la prison, où des

prêtres l'attendent pour le confesser & l'exhorter à la mort. Il reste pendant trois jours dans cette chapelle. Le premier est employé à le confesser & à le préparer à recevoir la sainte Eucharistie qu'on lui donne le second jour, & le troisieme, à onze heures du matin, on le conduit au lieu du supplice.

S'il est condamné à être pendu, on le mene sur un âne à la place où il doit être exécuté, & il est couvert d'une espee de robe blanche qui descend jusqu'à ses pieds. Lorsqu'il doit être *garrotté* il est habillé en noir, & on le conduit sur une mule à la place publique.

Supplices usités en Espagne.

Le dernier supplice en Espagne est ou d'être décapité, (c'est le supplice des nobles) ou d'être *garrotté* (c'est celui des personnes qui ont quelque distinction) ou enfin d'être pendu (c'est celui qu'on inflige au peuple).

Le supplice d'être *garroté* est particulier à l'Espagne. Voici de quelle maniere on fait cette exécution. On élève un échafaud sur lequel il y a un poteau, & au pied de ce

Bb ij

poteau on attache un tabouret. On fait asseoir le criminel sur ce tabouret , & on lui lie les mains derrière le dos ; ensuite le bourreau passe la corde qui est autour du col du patient dans un trou qui est dans le poteau , & la serre par derrière avec force jusqu'à ce que le malheureux ait expiré.

Si le jugement porte que le criminel sera mis en pièces , qu'il aura la tête ou la main coupée , on n'exécute cette partie du jugement que huit ou dix heures après que le patient est mort. On laisse ordinairement les criminels , après leur supplice , exposés aux regards du peuple pendant dix à douze heures.

Après avoir rendu compte de la manière dont les criminels sont exécutés en Espagne , nous croyons devoir finir cet article en mettant sous les yeux de nos lecteurs les différentes peines qu'on inflige aux coupables suivant la nature des délits.

Le vol est puni en Espagne plus ou moins rigoureusement , suivant les circonstances qui l'accompagnent.

Le vol simple est puni par le carcan , par le fouet , ou par l'exil dans les présides.

Le vol avec effraction est puni de mort à Madrid & à la suite de la cour. Dans le reste du royaume il n'est puni que par le fouet & par l'exil dans les présides.

Le vol domestique est soumis aux mêmes peines que les autres vols. La qualité de domestique aggrave le délit, mais elle ne suffit pas pour faire condamner à mort.

Le vol de grand chemin est puni par la potence.

Les faux monnoyeurs sont condamnés à être pendus & brûlés.

L'homicide emporte la peine de mort.

L'assassinat sur le grand chemin est puni par la potence ; on coupe ensuite le cadavre du criminel en quatre quartiers , & on les expose sur la route où il a commis le crime.

La maniere de punir les maqurelles en Espagne est bisarre ; on les dépouille jusqu'à la ceinture , & on leur frotte le corps avec du miel ; on leur jette ensuite des plumes jusqu'à ce que leur corps en soit entièrement couvert ; on leur met sur la tête des plumes d'une grandeur énorme , & on les promene ainsi dans les rues sur un âne : ensuite on les renferme dans une maison de force.

Le duel emporte la peine de mort.

La question est admise en Espagne ; mais
on n'en fait usage que très-rarement.

Fin du second volume.

T A B L E

Des titres contenus dans ce volume.

B.

<u>BUTLER.</u>	Page 3
<u>BYNG. (Procès de l'amiral)</u>	6

C.

<u>CABRERA. (Bernard de)</u>	26
<u>CACIQUE amoureux d'une dame Espagnole , qui condamne cette femme & son mari à la mort.</u>	27
<u>CADI. (Justice d'un)</u>	31
<u>CALDERON.</u>	33
<u>CALLIDIUS.</u>	40
<u>CALPURNIE.</u>	41
<u>CANNING. (Elifabeth)</u>	ibid.
<u>CARA MUSTAPHA, visir condamné à mort.</u>	45
<u>CARDINAL (faux) condamné à être pendu.</u>	47
<u>CARLOS. (dom) Son procès & sa mort.</u>	48
<u>CÉLIBATAIRES. (Peines prononcées par les censeurs contre les)</u>	62

Bb iv

CENSEURS. (<i>Jugemens des</i>)	63
CEYLAN. <i>Especie d'hommes regardée dans cette île comme infâme.</i>	65
CHANOINE <i>Espagnol qui tue un cordonnier.</i>	67
CHARLES I ^{er} , roi d'Angleterre. <i>Son procès & sa mort.</i>	68
CHARLES II <i>fait faire le procès aux juges qui avoient condamné son pere à mort.</i>	108
<u>CHARUNDAS se punit lui-même d'avoir violé une loi qu'il avoit établie.</u>	<u>117</u>
<u>CHATELARD, (le poëte) amoureux de Marie Stuard, condamné à mort.</u>	<u>118</u>
CHIEN. (<i>testament d'un</i>)	119
<u>CHIEN, qui découvre & punit l'assassin de son maître.</u>	<u>121</u>
<u>CHINE. (tribunaux de la) Supplices qui y sont en usage, & maniere d'y administrer la justice.</u>	<u>123</u>
<u>CHINOIS (prince) Son procès & sa condamnation.</u>	<u>138</u>
<u>CHINOIS puni pour avoir vendu ses enfans.</u>	<u>143</u>
<u>CHINGULAIS, (roi des) Ses cruautés dans l'administration de la justice.</u>	<u>144</u>

T A B L E. 393

CICÉRON *est enveloppé dans les proscriptions :*

sa mort. 146

CINQ-MARS & DE THOU. Leur procès &
leur supplice. 150

CLODIUS ou supplice des traîtres chez les Ro-
mains. 164

COMBABUS, *ou moyen cruel employé par un
jeune seigneur pour se justifier du crime d'a-
dultere.* ibid.

CONCUSSIONNAIRE puni. 168

COCUAGE. Mari qui plaisante sur ce sujet avec
sa femme, & qu'une réponse naïve rend fu-
rieux. 171

CŒUR. (Jacques) *Son procès & sa condam-
nation.* 172

CONFESSEUR puni. 178

CONFESSEUR puni. 179

CONFESSEUR puni par un visir. 180

CONNECTE, prédicateur brûlé vif. 181

CONRADIN. 183

CONSTANCE, ministre du roi de Siam, puni
pour avoir voulu changer les loix & la reli-
gion. 187

CONSTANTIN. Sa sévérité envers sa femme &
son fils. 190

CONSUL Anglois , insulté à Alger. 192

CORDELIER , chef d'une conspiration , puni
ainsi que ses complices. 194

CORÉE. (Sévérité de la justice à la) 197

CORÉE. (Belle-sœur du roi de la) Son supplice.
200

COSROÈS. (Cruauté de) 201

COTE D'OR. Manière d'y rendre la justice,
Supplices qui y sont en usage. 202

COURTISANNE. (Jugement singulier rendu
contre une) 206

CRAON. (Pierre de) 208

CROMWEL, condamné à mort sous Henri VIII.
209

CURÉ qui fait usage d'une défense singulière,
pour s'excuser de ce qu'il exigeoit de ses pa-
roissiens des sommes trop fortes pour baptiser
leurs enfans. 214

D.

DAMMARTIN. (le comte) Son procès.

220

[T A B L E.	395
DAMON , <i>ou confiance généreuse d'un ami.</i>	223
<u>DANEMARCK. Tribunaux de ce royaume , & maniere d'y administrer la justice.</u>	225
DÉBITEURS , <i>comment traités chez les Ro- mains.</i>	245
DÉGRADATION.	246
DÉLATEUR <i>puni.</i>	248
DÉMÉTRIUS. <i>Sa condamnation.</i>	249
DEMEUN. (Jean) <i>Moines condamnés à lui donner la sépulture.</i>	259
DERVIS <i>qui veut assassiner Bazajet II, pris & puni.</i>	260
DEY D'ALGER. (<i>La grande sévérité d'un</i>)	262
DHIA-ALMULK.	264
DIEUX. (<i>Procès entre les Egyptiens & les Chaldéens sur la supériorité de leurs</i>)	265
DIVORCE	267
— <i>Autorisé en Turquie.</i>	275
DREUX, (Pierre de) <i>comte de Bretagne, privé de ses états par arrêt.</i>	276
DUEL. (<i>Usage qu'on en faisoit anciennement dans l'administration de la justice.</i>)	278

- DUMOULIN , (*ou innocent condamné à mort à Londres , sauvé par la déclaration de la femme du véritable coupable.*) 289
- DUVENHOORDE , *trésorier d'un comte de Hollande.* 293

E.

- EDILE , *privé du droit de porter devant le peuple une accusation qu'il avoit intentée contre une courtisane.* 294
- EFARAMI , *visir condamné à mort.* 295
- EDOUARD II , *roi d'Angleterre , détrôné par le Parlement. Sa mort tragique. Supplice de ses assassins.* 298
- EDWARD-FITZ-HARRIS. (*Supplice d'*) 303
- EGDAR. (*roi d'Angleterre*) *Caractère féroce de ce prince.* 311
- EGYPTE. *Tribunaux Egyptiens ; coutumes admises chez ce peuple dans l'administration de la justice.* 312
- EMMANUEL , *roi de Portugal. Exemples de la justice de ce monarque.* 316
- EMPIRE. (*Tribunaux & loix principales de l'*) 318
- *Coutumes anciennes des Germains.* 321

T A B L E.

397

— *Loix principales qui s'observent aujourd'hui en Allemagne , & qui constituent le droit Allemand.* 329

— *Tribunaux de l'Empire.* 332

— *Chambre impériale.* 333

— *Conseil aulique.* 337

— *Tribunaux des princes de l'Empire.* 338

ENGELBERT , archevêque de Cologne. *ibid.*

EPREUVES de l'eau , du feu , de la croix. 340

Epreuves du feu. *ibid.*

Epreuves de la croix. 341

EPREUVE du feu. (Mere d'un roi d'Angleterre condamné à subir l') *ibid.*

ESCROC puni par le roi d'Achem. 344

ESPAGNE. (*Tribunaux & loix principales d'*) 346

— *Conseil d'état.* *ibid.*

— *Conseil royal de Castille.* 348

— *Conseil de la chambre de Castille.* 356

— *Alcaldes du palais & de la cour.* 358

— *Conseil suprême de guerre.* 361

— *Conseil suprême & royal des Indes , Isles & Terre-ferme.* 362

— <i>Conseil royal des ordres.</i>	363
— <i>Conseil royal des finances & contadurie major.</i>	ibid.
— <i>Conseil royal de Navarre.</i>	365
— <i>Chancellerie de Valladolid & de Grenade.</i>	367
— <i>Audiences royales.</i>	376
— <i>Jurisdiction des corregidors, des régidors, des alcaldes, des bayles & des viguiers.</i>	378
— <i>Tribunaux de l'inquisition.</i>	381
— <i>Tribunal de la cruzada ou de la croisade.</i>	302
— <i>Loix civiles d'Espagne.</i>	ibid.
— <i>Loix criminelles d'Espagne.</i>	385
— <i>Supplices usités en Espagne.</i>	387

Fin de la table.

E R R A T A

A la page 168 on a mis le mot *concussionnaire* avant celui *cocuage* ; c'est une transposition d'article. L'article *cocuage* doit précéder l'article *concussionnaire*.

A V I S A U R E L I E U R .

Les chiffres des neuf dernières pages de la feuille O sont faux ; il faut continuer les chiffres 215 jusqu'à 224 , au lieu de 220 jusqu'à 228. Il faut aussi supprimer le dernier mot de la page 228 de la feuille O, & au lieu de *il* , lire *parmi*.

A V I S.

Le 3^e volume de cet ouvrage paroîtra le 15 février avec la régularité la plus scrupuleuse.

Chaque volume se vend 4 livres.

L'ouvrage ne sera composé que de six volumes.

Ils paroîtront successivement de trois mois en trois mois. On peut s'adresser chez l'*Auteur*, rue de Verneuil, la troisième porte cochère avant la rue de Poitiers; ou aux Libraires suivans :

Durand neveu, rue Galande;

Nyon aîné, rue Saint-Jean-de-Beauvais;

Et *Mérigot jeune*, quai des Augustins.



A PARIS. chez P. G. SIMON, Imprimeur du Parlement,
rue Mignon S. André-des-Arcs.

SECOND ERRATA.

A la dernière ligne de la première page de l'article BUTLER, au lieu de ces mots, *c'étoit un Arabe curieux & sçavant*, lisez : *c'étoit un Arabe profond dans la science hermétique.*



